

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GPA/113
2 avril 2012

(12-1744)

Comité des marchés publics

**REUNION FORMELLE DES PARTIES A L'ACCORD DE L'OMC
SUR LES MARCHES PUBLICS TENUE A GENEVE
AU NIVEAU DES CHEFS DE DELEGATION
(30 MARS 2012)**

**ADOPTION DES RESULTATS DES NEGOCIATIONS AU TITRE
DE L'ARTICLE XXIV:7 DE L'ACCORD SUR LES MARCHES
PUBLICS, APRES LEUR VERIFICATION ET EXAMEN,
COMME IL EST PRESCRIT AU PARAGRAPHE 5
DE LA DECISION MINISTERIELLE DU
15 DECEMBRE 2011 (GPA/112)**

DÉCISION SUR LES RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XXIV:7 DE L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS	3
APPENDICE 1	4
Décision du Comité des marchés publics sur l'adoption du texte du "Protocole portant Amendement de l'Accord sur les marchés publics"	5
Protocole portant Amendement de l'Accord sur les marchés publics	6
Annexe du Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics.....	7
Appendice I Offres finales au titre de l'Appendice I présentées par les Parties à l'AMP dans le cadre des négociations sur le champ d'application de l'Accord.....	39
<i>Final Appendix I Offer of the Republic of Armenia</i>	<i>40</i>
<i>Final Appendix I Offer of Canada</i>	<i>50</i>
<i>Future Appendix I Commitments of the European Union (Final)</i>	<i>81</i>
<i>Final Appendix I Offer of Hong Kong, China.....</i>	<i>257</i>
<i>Final Appendix I Offer of Iceland.....</i>	<i>267</i>
<i>Final Appendix I Offer of Israel.....</i>	<i>284</i>
<i>Final Appendix I Offer of Japan.....</i>	<i>295</i>
<i>Final Appendix I Offer of the Republic of Korea.....</i>	<i>310</i>
<i>Final Appendix I Offer of the Principality of Liechtenstein.....</i>	<i>323</i>
<i>Final Appendix I Offer of the Kingdom of the Netherlands with Respect to Aruba.....</i>	<i>335</i>
<i>Final Appendix I Offer of Norway</i>	<i>342</i>
<i>Final Appendix I Offer of Singapore</i>	<i>363</i>
<i>Final Appendix I Offer of Switzerland.....</i>	<i>372</i>
<i>Final Appendix I Offer of the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu</i>	<i>395</i>
<i>Final Appendix I Offer of the United States.....</i>	<i>413</i>
Appendice II	436
Appendice III	436
Appendice IV	436
APPENDICE 2.....	437
Annexe A Décision du Comité des marchés publics sur les prescriptions en matière de notification au titre des articles XIX et XXII de l'Accord.....	438
Annexe B Décision du Comité des marchés publics sur l'adoption de programmes de travail	440
Annexe C Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur les PME.....	441
Annexe D Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur l'établissement et la communication de données statistiques	444
Annexe E Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur les marchés publics durables	446
Annexe F Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur les exclusions et restrictions énoncées dans les annexes concernant les parties.....	447
Annexe G Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur les normes de sécurité dans les marchés publics internationaux	449

**DÉCISION SUR LES RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS AU TITRE DE
L'ARTICLE XXIV:7 DE L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS**

Décision du 30 mars 2012

1. Nous, les Parties à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (l'"Accord"), réunis au niveau des Ambassadeurs à Genève, ayant achevé la vérification finale et l'examen juridique des résultats des négociations au titre de l'article XXIX:7 de l'Accord, sommes heureux d'adopter les éléments des résultats des négociations au titre de l'article XXIV:7 de l'Accord, qui figurent dans les deux Appendices de la présente décision.

- a) L'Appendice 1 comprend la Décision du Comité des marchés publics sur l'adoption du Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics (le "Protocole"), qui inclut le texte révisé de l'Accord et ses Appendices; et
- b) l'Appendice 2 comprend les Décisions du Comité ci-après:
 - i) Décision du Comité des marchés publics sur les prescriptions en matière de notification au titre des articles XIX et XXII de l'Accord (Annexe A);
 - ii) Décision du Comité des marchés publics sur l'adoption de programmes de travail (Annexe B);
 - iii) Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur les PME (Annexe C);
 - iv) proposition de Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur l'établissement et la communication de données statistiques (Annexe D);
 - v) Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur les marchés publics durables (Annexe E);
 - vi) Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur les exclusions et restrictions énoncées dans les annexes concernant les Parties (Annexe F); et
 - vii) Décision du Comité des marchés publics sur un programme de travail sur les normes de sécurité dans les marchés publics internationaux (Annexe G).

2. Nous convenons que les Décisions figurant au paragraphe 1 b) prendront effet en même temps que le Protocole. Le Comité, à sa première réunion suivant l'entrée en vigueur du Protocole, fera une déclaration confirmant que les Décisions ont été adoptées et ont pris effet à la date d'entrée en vigueur du Protocole.

3. Nous réaffirmons également l'engagement pris par nos Ministres respectifs dans le document GPA/112 visant à ce que le Protocole soit accepté et mis en œuvre rapidement dans nos juridictions respectives.

APPENDICE 1

**DÉCISION DU COMITÉ DES MARCHÉS PUBLICS SUR L'ADOPTION
DU TEXTE DU "PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT
DE L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS"**

Décision du 30 mars 2012

Le Comité des marchés publics,

Eu égard au paragraphe 9 de l'article XXIV de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, fait à Marrakech le 15 avril 1994 (l'"Accord de 1994"),

Ayant engagé de nouvelles négociations conformément à l'article XXIV:7 b) et c) de l'Accord de 1994 et étant parvenu à un accord sur des amendements en vue d'améliorer l'Accord de 1994,

Notant le consensus entre les Parties à l'Accord de 1994, qui participent toutes à la présente décision, pour adopter le texte du Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics (le "Protocole") joint à la présente décision et pour soumettre le Protocole à leurs gouvernements respectifs pour acceptation conformément à leurs procédures internes respectives,

Considérant que les Parties à l'Accord de 1994 ne seront peut-être pas toutes en mesure de mener à bien leurs procédures internes pour l'acceptation du Protocole avant qu'il n'entre en vigueur et que, par conséquent, il pourrait y avoir une période pendant laquelle les Parties à l'Accord de 1994 ne seront pas toutes Parties au Protocole,

Décide ce qui suit:

1. Le texte du Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics joint à la présente décision est adopté et ouvert à l'acceptation des Parties à l'Accord de 1994.
2. En vertu du paragraphe 3 du Protocole et en conformité avec le paragraphe 9 de l'article XXIV de l'Accord de 1994, le Protocole entrera en vigueur pour les Parties à l'Accord de 1994 qui auront déposé leurs instruments d'acceptation respectifs le trentième jour suivant le dépôt desdits instruments par les deux tiers des Parties à l'Accord de 1994. Par la suite, le Protocole entrera en vigueur pour chaque Partie à l'Accord de 1994 qui aura déposé son instrument d'acceptation le trentième jour suivant la date de ce dépôt.
3. À l'entrée en vigueur du Protocole,
 - a) entre une Partie à l'Accord de 1994, qui est aussi Partie au Protocole, et une Partie au seul Accord de 1994, l'Accord de 1994 s'appliquera, y compris son Appendice I; et
 - b) une Partie qui a accepté le Protocole ne sera tenue d'accorder l'accès au marché couvert au titre de l'Appendice I joint au Protocole qu'aux autres Parties ayant accepté le Protocole.
4. Toute condition d'accession à l'Accord de 1994 convenue après la date de la présente décision, conformément au paragraphe 2 de l'article XXIV de l'Accord de 1994, disposera que, à la date d'entrée en vigueur du Protocole, le Membre de l'OMC accédant sera lié par le Protocole.

PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Les Parties à l'*Accord sur les marchés publics*, fait à Marrakech le 15 avril 1994, (ci-après dénommé l'"Accord de 1994"),

Ayant engagé de nouvelles négociations conformément à l'article XXIV:7 b) et c) de l'Accord de 1994,

Convient de ce qui suit:

1. Le Préambule, les articles I^{er} à XXIV et les Appendices de l'Accord de 1994 seront supprimés et remplacés par les dispositions énoncées dans l'Annexe ci-jointe.
2. Le présent Protocole sera ouvert à l'acceptation des Parties à l'Accord de 1994.
3. Le présent Protocole entrera en vigueur pour les Parties à l'Accord de 1994 qui auront déposé leurs instruments d'acceptation respectifs le trentième jour suivant le dépôt desdits instruments par les deux tiers des Parties à l'Accord de 1994. Par la suite, le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque Partie à l'Accord de 1994 qui aura déposé son instrument d'acceptation le trentième jour suivant la date de ce dépôt.
4. Le présent Protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC, qui remettra dans les moindres délais à chaque Partie à l'Accord de 1994 une copie certifiée conforme du Protocole et une notification de chaque acceptation du Protocole.
5. Le présent Protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Genève le trente mars deux mille douze, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi, sauf indication contraire concernant les Appendices ci-joints.

ANNEXE DU PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Préambule

Les Parties au présent accord (ci-après dénommées les "Parties"),

Reconnaissant qu'un cadre multilatéral efficace en matière de marchés publics est nécessaire en vue de parvenir à une libéralisation accrue et à une expansion du commerce international et d'améliorer le cadre qui en régit la conduite,

Reconnaissant que les mesures en matière de marchés publics ne devraient pas être élaborées, adoptées ni appliquées de façon à accorder une protection aux fournisseurs, aux marchandises ou aux services nationaux, ou à établir une discrimination entre des fournisseurs, des marchandises ou des services étrangers,

Reconnaissant que l'intégrité et la prévisibilité des systèmes de passation des marchés publics sont inhérentes à une gestion efficiente et efficace des ressources publiques, aux résultats des économies des Parties et au fonctionnement du système commercial multilatéral,

Reconnaissant que les engagements procéduraux au titre du présent accord devraient être suffisamment flexibles pour tenir compte de la situation spécifique de chaque Partie,

Reconnaissant la nécessité de tenir compte des besoins en termes de développement, de finances et de commerce des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés,

Reconnaissant qu'il est important que les mesures en matière de marchés publics soient transparentes, que les marchés soient passés d'une manière transparente et impartiale, et que les conflits d'intérêts et les pratiques frauduleuses soient évités, conformément aux instruments internationaux applicables, tels que la Convention des Nations Unies contre la corruption,

Reconnaissant qu'il est important d'utiliser des moyens électroniques, et d'encourager l'utilisation de tels moyens, pour les marchés couverts par le présent accord,

Désireuses d'encourager les Membres de l'OMC qui ne sont pas parties au présent accord à l'accepter et à y accéder,

Convient de ce qui suit:

Article premier Définitions

Aux fins du présent accord:

- a) l'expression "**marchandises ou services commerciaux**" s'entend des marchandises ou des services d'un type généralement vendu ou offert à la vente sur le marché commercial à des acheteurs autres que les pouvoirs publics et habituellement achetés par eux pour des besoins autres que ceux des pouvoirs publics;
- b) le terme "**Comité**" s'entend du Comité des marchés publics établi par l'article XXI:1;

- c) l'expression "**service de construction**" s'entend d'un service qui a pour objectif la réalisation, par quelque moyen que ce soit, de travaux de génie civil ou de construction, au sens de la division 51 de la Classification centrale de produits provisoire des Nations Unies;
- d) le terme "**pays**" inclut tout territoire douanier distinct qui est Partie au présent accord. S'agissant d'un territoire douanier distinct qui est Partie au présent accord, dans les cas où le qualificatif "national" accompagnera une expression utilisée dans le présent accord, cette expression s'interprétera, sauf indication contraire, comme se rapportant à ce territoire douanier;
- e) le terme "**jours**" s'entend des jours civils;
- f) l'expression "**enchère électronique**" s'entend d'un processus itératif comportant l'utilisation de moyens électroniques pour la présentation par les fournisseurs soit de nouveaux prix, soit de nouvelles valeurs pour les éléments quantifiables de la soumission autres que le prix ayant trait aux critères d'évaluation, ou les deux, qui donne lieu à un classement ou à un reclassement des soumissions;
- g) l'expression "**par écrit**" ou le terme "**écrit**" s'entend de toute expression sous forme de mots ou de chiffres qui peut être lue, reproduite et ultérieurement communiquée. Peuvent y être inclus les renseignements transmis et stockés par voie électronique;
- h) l'expression "**appel d'offres limité**" s'entend d'une méthode de passation des marchés suivant laquelle une entité contractante s'adresse à un ou à des fournisseurs de son choix;
- i) le terme "**mesure**" s'entend de toute loi, réglementation, procédure, directive ou pratique administrative ou de toute action d'une entité contractante concernant un marché couvert;
- j) l'expression "**liste à utilisation multiple**" s'entend d'une liste de fournisseurs dont une entité contractante a déterminé qu'ils satisfaisaient aux conditions d'inscription sur cette liste, et que ladite entité entend utiliser plus d'une fois;
- k) l'expression "**avis de marché envisagé**" s'entend d'un avis publié par une entité contractante invitant les fournisseurs intéressés à présenter une demande de participation, une soumission, ou les deux;
- l) l'expression "**opérations de compensation**" s'entend de toute condition ou de tout engagement qui encourage le développement local ou améliore le compte de la balance des paiements d'une Partie, tel que l'utilisation d'éléments d'origine nationale, l'octroi de licences pour des technologies, l'investissement, les échanges compensés et les actions ou prescriptions similaires;
- m) l'expression "**appel d'offres ouvert**" s'entend d'une méthode de passation des marchés suivant laquelle tous les fournisseurs intéressés peuvent présenter une soumission;
- n) le terme "**personne**" s'entend d'une personne physique ou morale;
- o) l'expression "**entité contractante**" s'entend d'une entité couverte par l'Annexe 1, 2 ou 3 de l'Appendice I concernant une Partie;

- p) l'expression "**fournisseur qualifié**" s'entend d'un fournisseur dont une entité contractante reconnaît qu'il remplit les conditions de participation;
- q) l'expression "**appel d'offres sélectif**" s'entend d'une méthode de passation des marchés suivant laquelle seuls les fournisseurs qualifiés sont invités par l'entité contractante à présenter une soumission;
- r) le terme "**services**" inclut les services de construction, sauf indication contraire;
- s) le terme "**norme**" s'entend d'un document approuvé par un organisme reconnu qui fournit pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des marchandises ou des services ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont le respect n'est pas obligatoire. Il peut traiter aussi en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour une marchandise, un service, un procédé ou une méthode de production donnés;
- t) le terme "**fournisseur**" s'entend d'une personne ou d'un groupe de personnes qui fournit ou pourrait fournir des marchandises ou des services; et
- u) l'expression "**spécification technique**" s'entend d'une prescription de l'appel d'offres qui:
 - i) énonce les caractéristiques des marchandises ou des services devant faire l'objet du marché, y compris la qualité, les performances, la sécurité et les dimensions, ou les procédés et méthodes pour leur production ou fourniture; ou
 - ii) porte sur la terminologie, les symboles, les prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, tels qu'ils s'appliquent à une marchandise ou à un service.

Article II Portée et champ d'application

Application de l'Accord

1. Le présent accord s'applique à toute mesure concernant les marchés couverts, qu'ils soient ou non passés exclusivement ou en partie par voie électronique.
2. Aux fins du présent accord, l'expression "marchés couverts" s'entend des marchés passés pour les besoins des pouvoirs publics:
 - a) de marchandises, de services, ou d'une combinaison des deux:
 - i) comme il est spécifié dans les annexes de l'Appendice I concernant chaque Partie; et
 - ii) qui ne sont pas acquis pour être vendus ou revendus dans le commerce ni pour servir à la production ou à la fourniture de marchandises ou de services destinés à la vente ou à la revente dans le commerce;
 - b) par tout moyen contractuel, y compris: achat; crédit-bail; et location ou location-vente, avec ou sans option d'achat;

- c) dont la valeur, telle qu'estimée conformément aux paragraphes 6 à 8, est égale ou supérieure à la valeur de seuil spécifiée dans les annexes de l'Appendice I concernant une Partie au moment de la publication d'un avis mentionné à l'article VII;
- d) par une entité contractante; et
- e) qui ne sont pas autrement exclus du champ d'application au paragraphe 3 ou dans les annexes de l'Appendice I concernant une Partie.

3. À moins que les annexes de l'Appendice I concernant une Partie n'en disposent autrement, le présent accord ne s'applique pas:

- a) à l'acquisition ou à la location de terrains, de bâtiments existants ou d'autres biens immeubles, ou aux droits y afférents;
- b) aux accords non contractuels, ni à toute forme d'aide qu'une Partie fournit, y compris les accords de coopération, les dons, les prêts, les participations au capital social, les garanties et les incitations fiscales;
- c) aux marchés ou à l'acquisition de services de dépositaire et agent financier, de services de liquidation et de gestion destinés aux établissements financiers réglementés ou de services liés à la vente, au rachat et au placement de la dette publique, y compris les prêts et les obligations, les bons et autres titres publics;
- d) aux contrats d'emploi public;
- e) aux marchés passés:
 - i) dans le but spécifique de fournir une assistance internationale, y compris une aide au développement;
 - ii) conformément à la procédure ou condition particulière d'un accord international relatif au stationnement de troupes ou à l'exécution conjointe d'un projet par les pays signataires; ou
 - iii) conformément à la procédure ou condition particulière d'une organisation internationale, ou financés par des dons, des prêts ou une autre aide au niveau international dans les cas où la procédure ou condition applicable serait incompatible avec le présent accord.

4. Chaque Partie donnera les renseignements suivants dans les annexes de l'Appendice I la concernant:

- a) à l'Annexe 1, les entités du gouvernement central dont les marchés sont couverts par le présent accord;
- b) à l'Annexe 2, les entités des gouvernements sous-centraux dont les marchés sont couverts par le présent accord;
- c) à l'Annexe 3, toutes les autres entités dont les marchés sont couverts par le présent accord;
- d) à l'Annexe 4, les marchandises couvertes par le présent accord;

- e) à l'Annexe 5, les services, autres que les services de construction, couverts par le présent accord;
- f) à l'Annexe 6, les services de construction couverts par le présent accord; et
- g) à l'Annexe 7, toutes notes générales.

5. Dans les cas où une entité contractante, dans le contexte de marchés couverts, exigera de personnes non couvertes par les annexes de l'Appendice I concernant une Partie qu'elles passent des marchés conformément à des prescriptions particulières, l'article IV s'appliquera, *mutatis mutandis*, à ces prescriptions.

Évaluation

6. Lorsqu'elle estimera la valeur d'un marché dans le but de déterminer s'il s'agit d'un marché couvert, une entité contractante:

- a) ne fractionnera pas un marché en marchés distincts ni ne choisira ou utilisera une méthode d'évaluation particulière pour estimer la valeur d'un marché dans l'intention de l'exclure en totalité ou en partie de l'application du présent accord; et
- b) inclura la valeur totale maximale estimée du marché sur toute sa durée, qu'il soit adjugé à un ou à plusieurs fournisseurs en tenant compte de toutes les formes de rémunération, y compris:
 - i) les primes, rétributions, commissions et intérêts; et
 - ii) dans les cas où le marché prévoira la possibilité d'options, la valeur totale de ces options.

7. Dans les cas où l'objet d'une passation de marché sera tel que plus d'un contrat doit être conclu ou que des contrats doivent être adjugés par lots séparés (ci-après dénommés les "contrats successifs"), la base du calcul de la valeur totale maximale estimée sera la suivante:

- a) la valeur des contrats successifs pour le même type de marchandise ou de service qui ont été adjugés au cours des 12 mois précédents ou de l'exercice précédent de l'entité contractante, corrigée, si possible, pour tenir compte des modifications en quantité ou en valeur de la marchandise ou du service faisant l'objet du marché anticipées pour les 12 mois suivants; ou
- b) la valeur estimée des contrats successifs pour le même type de marchandise ou de service qui seront adjugés au cours des 12 mois suivant l'adjudication initiale du marché ou de l'exercice de l'entité contractante.

8. En ce qui concerne les marchés de marchandises ou de services passés sous forme de crédit-bail, location ou location-vente, ou les marchés qui ne prévoient pas expressément de prix total, la base de l'évaluation sera la suivante:

- a) dans le cas d'un marché de durée déterminée:
 - i) la valeur totale maximale estimée du marché pour toute sa durée si celle-ci est inférieure ou égale à 12 mois; ou

- ii) la valeur totale maximale estimée du marché, y compris toute valeur résiduelle estimée, si sa durée dépasse 12 mois;
- b) dans les cas où le marché est d'une durée indéterminée, l'acompte mensuel estimé multiplié par 48; et
- c) dans les cas où il n'est pas certain que le marché sera un marché de durée déterminée, l'alinéa b) sera d'application.

Article III Exceptions concernant la sécurité et exceptions générales

1. Rien dans le présent accord ne sera interprété comme empêchant une Partie quelconque d'entreprendre une action ou de ne pas divulguer des renseignements si elle l'estime nécessaire à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, se rapportant aux marchés d'armes, de munitions ou de matériel de guerre, ou aux marchés indispensables à la sécurité nationale ou aux fins de la défense nationale.

2. Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Parties où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent accord ne sera interprété comme empêchant une Partie d'instituer ou d'appliquer des mesures:

- a) nécessaires à la protection de la moralité publique, de l'ordre public ou de la sécurité publique;
- b) nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux;
- c) nécessaires à la protection de la propriété intellectuelle; ou
- d) se rapportant à des marchandises fabriquées ou des services fournis par des personnes handicapées, des institutions philanthropiques ou des détenus.

Article IV Principes généraux

Non-discrimination

1. En ce qui concerne toute mesure ayant trait aux marchés couverts, chaque Partie, y compris ses entités contractantes, accordera immédiatement et sans condition, aux marchandises et aux services de toute autre Partie et aux fournisseurs de toute autre Partie qui offrent les marchandises ou les services de toute Partie, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui que la Partie, y compris ses entités contractantes, accorde:

- a) aux marchandises, aux services et aux fournisseurs nationaux; et
- b) aux marchandises, aux services et aux fournisseurs de toute autre Partie.

2. En ce qui concerne toute mesure ayant trait aux marchés couverts, une Partie, y compris ses entités contractantes:

- a) n'accordera pas à un fournisseur établi sur le territoire national un traitement moins favorable que celui qui est accordé à un autre fournisseur établi sur le territoire national, en raison du degré de contrôle ou de participation étrangers; ou

- b) n'établira pas de discrimination à l'égard d'un fournisseur établi sur le territoire national au motif que les marchandises ou les services que ce fournisseur offre pour un marché donné sont les marchandises ou les services d'une autre Partie.

Utilisation de moyens électroniques

3. Lorsqu'elle procédera à la passation de marchés couverts par voie électronique, une entité contractante:

- a) fera en sorte que le marché soit passé à l'aide de systèmes et programmes informatiques, y compris ceux qui ont trait à l'authentification et au cryptage de l'information, qui sont généralement disponibles et interopérables avec d'autres systèmes et programmes informatiques généralement disponibles; et
- b) mettra et maintiendra en place des mécanismes qui assurent l'intégrité des demandes de participation et des soumissions, y compris la détermination du moment de la réception et la prévention d'un accès inapproprié.

Passation des marchés

4. Une entité contractante procédera à la passation de marchés couverts d'une manière transparente et impartiale qui:

- a) est compatible avec le présent accord, au moyen de méthodes telles que l'appel d'offres ouvert, l'appel d'offres sélectif et l'appel d'offres limité;
- b) évite les conflits d'intérêts; et
- c) empêche les pratiques frauduleuses.

Règles d'origine

5. Aux fins des marchés couverts, une Partie n'appliquera pas aux marchandises ou aux services importés d'une autre Partie ou en provenance d'une autre Partie de règles d'origine qui sont différentes de celles qu'elle applique au même moment au cours d'opérations commerciales normales aux importations ou à la fourniture des mêmes marchandises ou services en provenance de la même Partie.

Opérations de compensation

6. Pour ce qui est des marchés couverts, une Partie, y compris ses entités contractantes, ne demandera, ne prendra en considération, n'imposera ni n'appliquera une quelconque opération de compensation.

Mesures non spécifiques à la passation des marchés

7. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliqueront pas: aux droits de douane et impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation; au mode de perception de ces droits et impositions; aux autres règlements et formalités d'importation ni aux mesures touchant le commerce des services autres que celles qui régissent les marchés couverts.

Article V Pays en développement

1. Dans les négociations en vue de l'accession au présent accord, et dans la mise en œuvre et dans l'administration de celui-ci, les Parties accorderont une attention spéciale aux besoins en termes de développement, de finances et de commerce, et à la situation des pays en développement et des pays les moins avancés (ci-après dénommés collectivement les "pays en développement", à moins qu'ils ne soient spécifiquement désignés d'une autre façon), en reconnaissant que ces besoins et situation peuvent différer notablement d'un pays à l'autre. Conformément aux dispositions du présent article et si demande leur en est faite, les Parties accorderont un traitement spécial et différencié:

- a) aux pays les moins avancés; et
- b) à tout autre pays en développement, dans les cas et dans la mesure où ce traitement spécial et différencié répond à ses besoins en termes de développement.

2. Dès qu'un pays en développement accédera au présent accord, chaque Partie accordera immédiatement aux marchandises, services et fournisseurs de ce pays le champ d'application le plus favorable qu'elle accorde au titre des annexes de l'Appendice I la concernant à toute autre Partie au présent accord, sous réserve de toutes modalités négociées entre la Partie et le pays en développement en vue de maintenir un équilibre de possibilités approprié au titre du présent accord.

3. Compte tenu de ses besoins en termes de développement, et avec l'accord des Parties, un pays en développement pourra adopter ou maintenir, pendant une période de transition et conformément à un calendrier une ou plusieurs des mesures transitoires ci-après figurant dans les annexes pertinentes de l'Appendice I le concernant, et appliquées d'une manière qui n'établisse pas de discrimination entre les autres Parties:

- a) un programme de préférences en matière de prix, à condition que ce programme:
 - i) n'accorde une préférence que pour la partie de la soumission qui incorpore des marchandises ou des services originaires du pays en développement appliquant la préférence ou des marchandises ou des services originaires d'autres pays en développement pour lesquels le pays en développement appliquant la préférence a l'obligation d'accorder le traitement national au titre d'un accord préférentiel, à condition que, dans les cas où l'autre pays en développement est Partie au présent accord, ce traitement soit soumis à toutes conditions fixées par le Comité; et
 - ii) soit transparent, et que la préférence et son application au marché soient clairement décrites dans l'avis de marché envisagé;
- b) une opération de compensation, à condition que toute prescription concernant l'imposition de l'opération de compensation ou la perspective d'imposition d'une telle opération soit clairement énoncée dans l'avis de marché envisagé;
- c) l'inclusion progressive d'entités ou de secteurs spécifiques; et
- d) une valeur de seuil qui est plus élevée que sa valeur de seuil permanente.

4. Dans les négociations en vue de l'accession au présent accord, les Parties pourront convenir de l'application différée de toute obligation spécifique énoncée dans le présent accord, à l'exception de l'article IV:1 b), par le pays en développement accédant pendant que ce pays mettra en œuvre l'obligation. La période de mise en œuvre sera la suivante:

- a) pour un pays moins avancé, cinq ans après son accession au présent accord; et
- b) pour tout autre pays en développement, seulement la période nécessaire pour mettre en œuvre l'obligation spécifique et au plus trois ans.

5. Tout pays en développement qui aura négocié une période de mise en œuvre pour une obligation au titre du paragraphe 4 indiquera, dans l'Annexe 7 de l'Appendice I le concernant, la période de mise en œuvre convenue, l'obligation spécifique visée par la période de mise en œuvre et toute obligation intérimaire à laquelle il aura accepté de se conformer pendant la période de mise en œuvre.

6. Après que le présent accord sera entré en vigueur pour un pays en développement, le Comité, à la demande du pays en développement, pourra:

- a) prolonger la période de transition pour une mesure adoptée ou maintenue au titre du paragraphe 3 ou toute période de mise en œuvre négociée au titre du paragraphe 4; ou
- b) approuver l'adoption d'une nouvelle mesure transitoire au titre du paragraphe 3, dans des circonstances spéciales qui n'auront pas été prévues pendant le processus d'accession.

7. Un pays en développement qui aura négocié une mesure transitoire au titre du paragraphe 3 ou 6, une période de mise en œuvre au titre du paragraphe 4 ou toute prolongation au titre du paragraphe 6 prendra les dispositions nécessaires pendant la période de transition ou la période de mise en œuvre pour faire en sorte qu'il soit en conformité avec le présent accord à la fin de la période considérée. Le pays en développement notifiera chaque disposition au Comité dans les moindres délais.

8. Les Parties prendront dûment en considération toute demande de coopération technique et de renforcement des capacités présentée par un pays en développement en rapport avec son accession au présent accord ou la mise en œuvre de cet accord.

9. Le Comité pourra établir des procédures en vue de la mise en œuvre du présent article. Ces procédures pourront comprendre des dispositions concernant le vote sur les décisions relatives aux demandes visées au paragraphe 6.

10. Le Comité examinera le fonctionnement et l'efficacité du présent article tous les cinq ans.

Article VI Renseignements sur le système de passation des marchés

1. Chaque Partie:

- a) publiera dans les moindres délais toutes lois, réglementations, décisions judiciaires, décisions administratives d'application générale, clauses contractuelles types prescrites par la loi ou la réglementation et incorporées par référence dans les avis ou la documentation relative à l'appel d'offres ainsi que toute procédure concernant les marchés couverts, et toute modification y afférente, dans un média électronique ou

papier officiellement désigné qui a une large diffusion et qui reste facilement accessible au public; et

- b) fournira une explication à ce sujet à toute Partie qui en fera la demande.

2. Chaque Partie indiquera:

- a) à l'Appendice II, le média électronique ou papier dans lequel elle publie les renseignements décrits au paragraphe 1;
- b) à l'Appendice III, le média électronique ou papier dans lequel elle publie les avis requis aux articles VII, IX:7 et XVI:2; et
- c) à l'Appendice IV, l'adresse du ou des sites Web où elle publie:
 - i) ses statistiques relatives aux marchés conformément à l'article XVI:5; ou
 - ii) ses avis concernant les marchés adjugés conformément à l'article XVI:6.

3. Chaque Partie notifiera dans les moindres délais au Comité toute modification apportée aux renseignements indiqués par elle à l'Appendice II, III ou IV.

Article VII Avis

Avis de marché envisagé

1. Pour chaque marché couvert, une entité contractante publiera un avis de marché envisagé dans le média papier ou électronique approprié qui est indiqué à l'Appendice III, sauf dans les circonstances décrites à l'article XIII. Ce média sera largement diffusé et les avis resteront facilement accessibles au public, au moins jusqu'à l'expiration du délai qui y est indiqué. Les avis:

- a) pour les entités contractantes couvertes par l'Annexe 1, seront accessibles gratuitement par voie électronique via un point d'accès unique, au moins pendant le délai minimal spécifié à l'Appendice III; et
- b) pour les entités contractantes couvertes par l'Annexe 2 ou 3, dans les cas où ils seront accessibles par voie électronique, seront communiqués au moins par des liens compris dans un portail électronique accessible gratuitement.

Les Parties, y compris leurs entités contractantes couvertes par l'Annexe 2 ou 3, sont encouragées à faire publier leurs avis gratuitement par voie électronique via un point d'accès unique.

2. À moins que le présent accord n'en dispose autrement, chaque avis de marché envisagé comprendra:

- a) le nom et l'adresse de l'entité contractante et les autres renseignements nécessaires pour prendre contact avec elle et obtenir tous les documents pertinents relatifs au marché, ainsi que leur coût et les modalités de paiement, le cas échéant;
- b) une description du marché, y compris la nature et la quantité des marchandises ou des services devant faire l'objet du marché ou, dans les cas où la quantité n'est pas connue, la quantité estimée;

- c) pour les contrats successifs, une estimation, si possible, du délai de publication des avis de marché envisagé ultérieurs;
- d) une description de toutes options;
- e) le calendrier de livraison des marchandises ou des services ou la durée du contrat;
- f) la méthode de passation du marché qui sera employée et indiquera si elle comportera une négociation ou une enchère électronique;
- g) le cas échéant, l'adresse et la date limite pour la présentation des demandes de participation au marché;
- h) l'adresse et la date limite pour la présentation des soumissions;
- i) la ou les langues dans lesquelles les soumissions ou les demandes de participation pourront être présentées, si elles peuvent être présentées dans une langue autre qu'une langue officielle de la Partie de l'entité contractante;
- j) une liste et une brève description de toutes conditions de participation des fournisseurs, y compris toutes prescriptions concernant la présentation par les fournisseurs de documents ou de certifications spécifiques, à moins que ces prescriptions ne soient comprises dans la documentation relative à l'appel d'offres qui est mise à la disposition de tous les fournisseurs intéressés en même temps que l'avis de marché envisagé;
- k) dans les cas où, conformément à l'article IX, une entité contractante entendra sélectionner un nombre limité de fournisseurs qualifiés qui seront invités à soumissionner, les critères qui seront utilisés pour les sélectionner et, le cas échéant, toute limitation du nombre de fournisseurs qui seront autorisés à soumissionner; et
- l) une indication du fait que le marché est couvert par le présent accord.

Avis résumé

3. Pour chaque marché envisagé, une entité contractante publiera un avis résumé facilement accessible, en même temps que l'avis de marché envisagé, dans une des langues de l'OMC. L'avis résumé contiendra au moins les renseignements suivants:

- a) objet du marché;
- b) date limite pour la présentation des soumissions ou, le cas échéant, une date limite pour la présentation de demandes de participation au marché ou pour l'inscription dans une liste à utilisations multiples; et
- c) adresse où les documents relatifs au marché peuvent être demandés.

Avis de marché programmé

4. Les entités contractantes sont encouragées à publier un avis concernant leurs projets de marchés futurs (ci-après dénommé l'"avis de marché programmé") le plus tôt possible au cours de chaque exercice dans le média électronique ou papier approprié indiqué à l'Appendice III. L'avis de

marché programmé devrait inclure l'objet du marché et la date prévue de publication de l'avis de marché envisagé.

5. Une entité contractante couverte par l'Annexe 2 ou 3 pourra utiliser comme avis de marché envisagé un avis de marché programmé à condition que l'avis de marché programmé comprenne le maximum de renseignements indiqués au paragraphe 2 qui seront disponibles pour l'entité et une mention du fait que les fournisseurs intéressés devraient faire part à l'entité contractante de leur intérêt pour le marché.

Article VIII Conditions de participation

1. Une entité contractante limitera les conditions de participation à un marché à celles qui sont indispensables pour s'assurer qu'un fournisseur a les capacités juridiques et financières et les compétences commerciales et techniques pour se charger du marché en question.

2. Lorsqu'elle établira les conditions de participation, une entité contractante:

- a) n'imposera pas la condition que, pour participer à un marché, le fournisseur devra avoir préalablement obtenu un ou plusieurs marchés d'une entité contractante d'une Partie donnée; et
- b) pourra exiger une expérience préalable pertinente dans les cas où cela sera essentiel pour qu'il soit satisfait aux prescriptions du marché.

3. Pour déterminer si un fournisseur satisfait aux conditions de participation, une entité contractante:

- a) évaluera la capacité financière et les compétences commerciales et techniques d'un fournisseur sur la base des activités commerciales de ce fournisseur tant sur le territoire de la Partie de l'entité contractante qu'en dehors de celui-ci; et
- b) effectuera son évaluation sur la base des conditions qu'elle a spécifiées à l'avance dans les avis ou la documentation relative à l'appel d'offres.

4. Preuves à l'appui, une Partie, y compris ses entités contractantes, pourra exclure un fournisseur pour des motifs tels que:

- a) faillite;
- b) fausses déclarations;
- c) faiblesses significatives ou persistantes dans l'exécution d'une prescription ou obligation de fond dans le cadre d'un marché ou de marchés antérieurs;
- d) jugements définitifs concernant des délits graves ou d'autres infractions graves;
- e) faute professionnelle ou actes ou omissions qui portent atteinte à l'intégrité commerciale du fournisseur; ou
- f) non-paiement d'impôts.

Article IX Qualification des fournisseurs

Systèmes d'enregistrement et procédures de qualification

1. Une Partie, y compris ses entités contractantes, pourra maintenir un système d'enregistrement des fournisseurs dans le cadre duquel les fournisseurs intéressés sont tenus de s'enregistrer et de fournir certains renseignements.
2. Chaque Partie fera en sorte:
 - a) que ses entités contractantes fassent des efforts pour réduire au minimum les différences dans leurs procédures de qualification; et
 - b) que, dans les cas où ses entités contractantes maintiendront des systèmes d'enregistrement, les entités fassent des efforts pour réduire au minimum les différences dans leurs systèmes d'enregistrement.
3. Une Partie, y compris ses entités contractantes, n'adoptera ni n'appliquera de système d'enregistrement ou de procédure de qualification ayant pour but ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires à la participation des fournisseurs d'une autre Partie à ses marchés.

Appel d'offres sélectif

4. Dans les cas où une entité contractante entendra recourir à l'appel d'offres sélectif, l'entité:
 - a) inclura dans l'avis de marché envisagé au moins les renseignements spécifiés à l'article VII:2 a), b), f), g), j), k) et l) et y invitera les fournisseurs à présenter une demande de participation; et
 - b) fournira pour le commencement du délai fixé pour la présentation des soumissions au moins les renseignements mentionnés à l'article VII:2 c), d), e), h) et i) aux fournisseurs qualifiés qu'elle aura informés comme il est spécifié à l'article XI:3 b).
5. Une entité contractante autorisera tous les fournisseurs qualifiés à participer à un marché particulier, à moins qu'elle n'ait indiqué dans l'avis de marché envisagé qu'il existe une limitation concernant le nombre de fournisseurs qui seront autorisés à soumissionner ainsi que les critères employés pour sélectionner le nombre limité de fournisseurs.
6. Dans les cas où la documentation relative à l'appel d'offres ne sera pas rendue publique à compter de la date de publication de l'avis mentionné au paragraphe 4, une entité contractante fera en sorte que ces documents soient mis en même temps à la disposition de tous les fournisseurs qualifiés qui auront été sélectionnés conformément au paragraphe 5.

Listes à utilisation multiple

7. Une entité contractante pourra tenir une liste à utilisation multiple, à condition qu'un avis invitant les fournisseurs intéressés à demander leur inscription sur la liste:
 - a) soit publié chaque année; et
 - b) dans les cas où il sera publié par voie électronique, soit accessible en permanence,dans le média approprié indiqué à l'Appendice III.

8. L'avis prévu au paragraphe 7 comprendra:

- a) une description des marchandises ou des services, ou des catégories de marchandises ou de services, pour lesquels la liste peut être utilisée;
- b) les conditions de participation auxquelles les fournisseurs doivent satisfaire pour l'inscription sur la liste et les méthodes que l'entité contractante utilisera pour vérifier qu'un fournisseur satisfait aux conditions;
- c) le nom et l'adresse de l'entité contractante et les autres renseignements nécessaires pour prendre contact avec l'entité et obtenir tous les documents pertinents relatifs à la liste;
- d) la durée de validité de la liste et les moyens utilisés pour la renouveler ou l'annuler ou, dans les cas où la durée de validité ne sera pas mentionnée, une indication de la méthode utilisée pour faire savoir qu'il est mis fin à l'utilisation de la liste; et
- e) une indication du fait que la liste pourra être utilisée pour les marchés couverts par le présent accord.

9. Nonobstant le paragraphe 7, dans les cas où la durée de validité d'une liste à utilisation multiple sera de trois ans ou moins, une entité contractante ne pourra publier l'avis mentionné au paragraphe 7 qu'une fois, au début de la durée de validité de la liste, à condition que l'avis:

- a) mentionne la durée de validité et le fait que d'autres avis ne seront pas publiés; et
- b) soit publié par voie électronique et soit accessible en permanence pendant sa durée de validité.

10. Une entité contractante autorisera les fournisseurs à demander à tout moment à être inscrits sur une liste à utilisation multiple et inscrira tous les fournisseurs qualifiés sur la liste dans un délai raisonnablement court.

11. Dans les cas où un fournisseur qui n'est pas inscrit sur une liste à utilisation multiple présentera une demande de participation à un marché fondé sur une telle liste et tous les documents requis, dans le délai prévu à l'article XI:2, une entité contractante examinera la demande. L'entité contractante ne refusera pas de prendre le fournisseur en considération pour le marché au motif qu'elle n'avait pas suffisamment de temps pour examiner la demande, sauf, dans des cas exceptionnels, en raison de la complexité du marché, si elle n'est pas en mesure d'achever l'examen de la demande dans le délai autorisé pour la présentation des soumissions.

Entités couvertes par l'Annexe 2 et par l'Annexe 3

12. Une entité contractante couverte par l'Annexe 2 ou 3 pourra utiliser comme avis de marché envisagé un avis invitant les fournisseurs à demander leur inscription sur une liste à utilisation multiple à condition:

- a) que l'avis soit publié conformément au paragraphe 7 et comprenne les renseignements requis au paragraphe 8, le maximum de renseignements requis à l'article VII:2 qui seront disponibles et une mention du fait qu'il constitue un avis de marché envisagé ou que seuls les fournisseurs inscrits sur la liste à utilisation multiple recevront d'autres avis de marchés couverts par la liste; et

- b) que l'entité communique dans les moindres délais aux fournisseurs qui lui auront fait part de leur intérêt pour un marché donné suffisamment de renseignements pour leur permettre d'évaluer leur intérêt pour le marché, y compris tous les autres renseignements requis à l'article VII:2, dans la mesure où ces renseignements seront disponibles.

13. Une entité contractante couverte par l'Annexe 2 ou 3 pourra autoriser un fournisseur qui aura demandé son inscription sur une liste à utilisation multiple conformément au paragraphe 10 à soumissionner pour un marché donné, dans les cas où l'entité contractante aura suffisamment de temps pour examiner si ce fournisseur satisfait aux conditions de participation.

Renseignements sur les décisions des entités contractantes

14. Une entité contractante informera dans les moindres délais tout fournisseur qui présente une demande de participation à un marché ou une demande d'inscription sur une liste à utilisation multiple de sa décision concernant cette demande.

15. Dans les cas où une entité contractante rejettera la demande de participation à un marché ou la demande d'inscription sur une liste à utilisation multiple présentée par un fournisseur, ne reconnaîtra plus un fournisseur comme étant qualifié, ou exclura un fournisseur d'une liste à utilisation multiple, elle en informera dans les moindres délais le fournisseur et, à sa demande, lui fournira dans les moindres délais une explication écrite des motifs de sa décision.

Article X Spécifications techniques et documentation relative à l'appel d'offres

Spécifications techniques

1. Une entité contractante n'établira, n'adoptera ni n'appliquera de spécifications techniques ni ne prescrira de procédures d'évaluation de la conformité ayant pour but ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.

2. Lorsqu'elle prescrira les spécifications techniques pour les marchandises ou les services faisant l'objet du marché, une entité contractante, s'il y a lieu:

- a) indiquera la spécification technique en termes de performances et d'exigences fonctionnelles, plutôt qu'en termes de conception ou de caractéristiques descriptives; et
- b) fondera la spécification technique sur des normes internationales, dans les cas où il en existera, sinon sur des règlements techniques nationaux, des normes nationales reconnues ou des codes du bâtiment.

3. Dans les cas où la conception ou les caractéristiques descriptives seront utilisées dans les spécifications techniques, une entité contractante devrait indiquer, s'il y a lieu, qu'elle prendra en considération les soumissions portant sur des marchandises ou des services équivalents dont il peut être démontré qu'ils satisfont aux prescriptions du marché en utilisant des termes tels que "ou l'équivalent" dans la documentation relative à l'appel d'offres.

4. Une entité contractante ne prescrira pas de spécifications techniques qui exigent ou mentionnent une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial, un brevet, un droit d'auteur, un dessin ou modèle, un type, une origine déterminée, un producteur ou un fournisseur déterminé, à moins qu'il n'existe pas d'autre moyen suffisamment précis ou intelligible de décrire les

conditions du marché et à la condition que, dans de tels cas, des termes tels que "ou l'équivalent" figurent dans la documentation relative à l'appel d'offres.

5. Une entité contractante ne sollicitera ni n'acceptera, d'une manière qui aurait pour effet d'empêcher la concurrence, un avis pouvant être utilisé pour l'établissement ou l'adoption d'une spécification technique relative à un marché déterminé, de la part d'une personne qui pourrait avoir un intérêt commercial dans le marché.

6. Il est entendu qu'une Partie, y compris ses entités contractantes, pourra, en conformité avec le présent article, établir, adopter ou appliquer des spécifications techniques pour encourager la préservation des ressources naturelles ou protéger l'environnement.

Documentation relative à l'appel d'offres

7. Une entité contractante mettra à la disposition des fournisseurs la documentation relative à l'appel d'offres, qui contiendra tous les renseignements nécessaires pour qu'ils puissent préparer et présenter des soumissions valables. À moins que l'avis de marché envisagé ne contienne déjà ces renseignements, la documentation inclura une description complète des éléments suivants:

- a) le marché, y compris la nature et la quantité des marchandises ou des services devant faire l'objet du marché ou, dans les cas où la quantité ne sera pas connue, la quantité estimée, ainsi que toutes prescriptions auxquelles satisfaire, y compris les spécifications techniques, la certification de conformité, les plans, les dessins ou les instructions;
- b) les conditions de participation des fournisseurs, y compris une liste des renseignements et documents que les fournisseurs sont tenus de présenter en rapport avec les conditions de participation;
- c) tous les critères d'évaluation que l'entité appliquera dans l'adjudication du marché, et, sauf dans les cas où le prix sera le seul critère, l'importance relative de ces critères;
- d) dans les cas où l'entité contractante passera le marché par voie électronique, les prescriptions relatives à l'authentification et au cryptage ou autres prescriptions liées à la communication de renseignements par voie électronique;
- e) dans les cas où l'entité contractante tiendra une enchère électronique, les règles suivant lesquelles l'enchère sera effectuée, y compris l'identification des éléments de l'appel d'offres relatifs aux critères d'évaluation;
- f) dans les cas où il y aura ouverture publique des soumissions, la date, l'heure et le lieu de l'ouverture des soumissions et, s'il y a lieu, les personnes autorisées à y assister;
- g) toutes autres modalités et conditions, y compris les modalités de paiement et toute limitation concernant les moyens par lesquels les soumissions peuvent être présentées, par exemple sur papier ou par voie électronique; et
- h) les dates de livraison des marchandises ou de fourniture des services.

8. Lorsqu'elle fixera la date de livraison des marchandises ou de fourniture des services faisant l'objet du marché, une entité contractante tiendra compte de facteurs tels que la complexité du marché, l'importance des sous-traitances anticipées, et le temps objectivement nécessaire à la production, à la

sortie de stock et au transport des marchandises à partir des lieux d'où elles sont fournies ou à la fourniture des services.

9. Les critères d'évaluation énoncés dans l'avis de marché envisagé ou la documentation relative à l'appel d'offres pourront inclure, entre autres choses, le prix et d'autres facteurs de coût, la qualité, la valeur technique, les caractéristiques environnementales et les modalités de livraison.

10. Une entité contractante:

- a) rendra accessible dans les moindres délais la documentation relative à l'appel d'offres pour que les fournisseurs intéressés aient suffisamment de temps pour présenter des soumissions valables;
- b) remettra dans les moindres délais la documentation relative à l'appel d'offres à tout fournisseur intéressé qui en fait la demande; et
- c) répondra dans les moindres délais à toute demande raisonnable de renseignements pertinents qui sera présentée par un fournisseur intéressé ou participant, à condition que ces renseignements ne donnent pas à ce fournisseur un avantage sur d'autres fournisseurs.

Modifications

11. Dans les cas où, avant l'adjudication d'un marché, une entité contractante modifiera les critères ou les prescriptions énoncés dans l'avis de marché envisagé ou dans la documentation relative à l'appel d'offres remis aux fournisseurs participants, ou modifiera ou fera paraître de nouveau l'avis ou la documentation relative à l'appel d'offres, elle transmettra par écrit toutes ces modifications ou l'avis ou la documentation relative à l'appel d'offres, tels qu'ils ont été modifiés ou sont parus de nouveau:

- a) à tous les fournisseurs participants au moment de la modification ou de la nouvelle parution, dans les cas où ces fournisseurs seront connus de l'entité, et dans tous les autres cas, de la manière dont les renseignements initiaux auront été rendus accessibles; et
- b) suffisamment à l'avance pour permettre à ces fournisseurs d'apporter des modifications et de représenter les soumissions modifiées, selon qu'il sera approprié.

Article XI Délais

Dispositions générales

1. Une entité contractante accordera, d'une manière compatible avec ses besoins raisonnables, suffisamment de temps aux fournisseurs pour préparer et présenter des demandes de participation et des soumissions valables, compte tenu de facteurs tels que:

- a) la nature et la complexité du marché;
- b) l'importance des sous-traitances anticipées; et
- c) le temps nécessaire pour l'acheminement des soumissions de l'étranger aussi bien que du pays même par des moyens non électroniques dans les cas où il n'est pas recouru à des moyens électroniques.

Ces délais, y compris toute prorogation desdits délais, seront les mêmes pour tous les fournisseurs intéressés ou participants.

Échéances

2. Une entité contractante qui utilise l'appel d'offres sélectif établira que la date limite pour la présentation des demandes de participation ne tombera pas, en principe, moins de 25 jours à compter de la date de publication de l'avis de marché envisagé. Dans les cas où l'urgence dûment établie par l'entité contractante rendra inobservable ce délai, celui-ci pourra être réduit à dix jours au minimum.

3. Sauf dans les cas prévus aux paragraphes 4, 5, 7 et 8, l'entité contractante établira que la date limite pour la présentation des soumissions ne tombera pas moins de 40 jours à compter de la date à laquelle:

- a) dans le cas d'un appel d'offres ouvert, l'avis de marché envisagé aura été publié; ou
- b) dans le cas d'un appel d'offres sélectif, l'entité aura informé les fournisseurs qu'ils seront invités à présenter des soumissions, qu'elle ait recours ou non à une liste à utilisations multiples.

4. Une entité contractante pourra réduire le délai de présentation des soumissions établi conformément au paragraphe 3 à dix jours au minimum dans les cas où:

- a) elle aura publié un avis de marché programmé comme il est décrit à l'article VII:4 au moins 40 jours et au plus 12 mois avant la publication de l'avis de marché envisagé, et où l'avis de marché programmé contiendra:
 - i) une description du marché;
 - ii) les dates limites approximatives pour la présentation des soumissions ou des demandes de participation;
 - iii) une mention du fait que les fournisseurs intéressés devraient faire part à l'entité contractante de leur intérêt pour le marché;
 - iv) l'adresse à laquelle les documents relatifs au marché pourront être obtenus; et
 - v) le maximum de renseignements requis pour l'avis de marché envisagé au titre de l'article VII:2 qui seront disponibles;
- b) pour les contrats successifs, l'entité contractante indiquera dans un avis initial de marché envisagé que les avis ultérieurs indiqueront les délais de présentation des soumissions sur la base du présent paragraphe; ou
- c) une urgence dûment établie par l'entité contractante rendra inobservable le délai de présentation des soumissions établi conformément au paragraphe 3.

5. Une entité contractante pourra réduire de cinq jours le délai de présentation des soumissions établi conformément au paragraphe 3 dans chacune des circonstances suivantes:

- a) l'avis de marché envisagé est publié par voie électronique;

- b) toute la documentation relative à l'appel d'offres est rendue accessible par voie électronique à compter de la date de publication de l'avis de marché envisagé; et
 - c) l'entité accepte les soumissions par voie électronique.
6. Le recours au paragraphe 5, conjointement avec le paragraphe 4, ne conduira en aucun cas à la réduction du délai de présentation des soumissions établi conformément au paragraphe 3 à moins de dix jours à compter de la date à laquelle l'avis de marché envisagé est publié.
7. Nonobstant toute autre disposition du présent article, dans les cas où une entité contractante achètera des marchandises ou des services commerciaux ou toute combinaison des deux, elle pourra réduire le délai de présentation des soumissions établi conformément au paragraphe 3 à 13 jours au minimum, à condition qu'elle publie par voie électronique, en même temps, l'avis de marché envisagé et la documentation relative à l'appel d'offres. En outre, dans les cas où l'entité acceptera de recevoir des soumissions pour des marchandises ou des services commerciaux par voie électronique, elle pourra réduire le délai établi conformément au paragraphe 3 à dix jours au minimum.
8. Dans les cas où une entité contractante couverte par l'Annexe 2 ou 3 aura sélectionné tous les fournisseurs qualifiés ou un nombre limité d'entre eux, le délai de présentation des soumissions pourra être fixé par accord mutuel entre l'entité contractante et les fournisseurs sélectionnés. En l'absence d'accord, le délai ne sera pas inférieur à dix jours.

Article XII Négociation

1. Une Partie pourra prévoir que ses entités contractantes procèdent à des négociations:
- a) dans les cas où l'entité aura indiqué son intention de procéder à des négociations dans l'avis de marché envisagé requis à l'article VII:2; ou
 - b) dans les cas où il apparaîtra d'après l'évaluation qu'aucune soumission n'est manifestement la plus avantageuse selon les critères d'évaluation spécifiques énoncés dans l'avis de marché envisagé ou la documentation relative à l'appel d'offres.
2. Une entité contractante:
- a) fera en sorte que l'élimination de fournisseurs participant aux négociations se fasse selon les critères d'évaluation énoncés dans l'avis de marché envisagé ou la documentation relative à l'appel d'offres; et
 - b) dans les cas où les négociations seront achevées, prévoira la même échéance pour la présentation de toutes soumissions nouvelles ou révisées pour les fournisseurs participants restants.

Article XIII Appel d'offres limité

1. À condition qu'elle n'utilise pas la présente disposition dans le but d'éviter la concurrence entre les fournisseurs ou d'une manière qui établit une discrimination à l'égard des fournisseurs de toute autre Partie, ou protège les fournisseurs nationaux, une entité contractante pourra recourir à l'appel d'offres limité et pourra choisir de ne pas appliquer les articles VII à IX, X (paragraphe 7 à 11), XI, XII, XIV, et XV, uniquement dans l'une des circonstances suivantes;
- a) dans les cas où:

- i) aucune soumission n'aura été présentée ou aucun fournisseur n'aura demandé à participer;
 - ii) aucune soumission conforme aux prescriptions essentielles énoncées dans la documentation relative à l'appel d'offres n'aura été présentée;
 - iii) aucun fournisseur ne satisfera aux conditions de participation; ou
 - iv) les soumissions présentées auront été concertées;
- à condition que les prescriptions énoncées dans la documentation relatives à l'appel d'offres ne soient pas substantiellement modifiées;
- b) dans les cas où les marchandises ou les services ne pourront être fournis que par un fournisseur particulier et qu'il n'existera pas de marchandise ou de service de rechange ou de remplacement raisonnablement satisfaisant pour l'une des raisons suivantes:
 - i) le marché concerne une œuvre d'art;
 - ii) protection de brevets, de droits d'auteur ou d'autres droits exclusifs; ou
 - iii) absence de concurrence pour des raisons techniques;
- c) pour des livraisons additionnelles à assurer par le fournisseur de marchandises ou de services initial qui n'étaient pas incluses dans le marché initial dans les cas où un changement de fournisseur pour ces marchandises ou ces services additionnels:
 - i) ne sera pas possible pour des raisons économiques ou techniques telles que des conditions d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec des matériels, logiciels, services ou installations existants qui ont fait l'objet du marché initial; et
 - ii) causerait des inconvénients importants à l'entité contractante ou entraînerait pour elle une duplication substantielle des coûts;
- d) dans la mesure où cela sera strictement nécessaire dans les cas où, pour des raisons d'extrême urgence dues à des événements qui ne pouvaient pas être prévus par l'entité contractante, l'appel d'offres ouvert ou sélectif ne permettrait pas d'obtenir les marchandises ou les services en temps voulu;
- e) pour des marchandises achetées sur un marché de produits de base;
- f) dans les cas où une entité contractante acquerra un prototype ou une première marchandise ou un premier service mis au point à sa demande au cours de l'exécution d'un contrat particulier de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original, et pour les besoins de ce contrat. Le développement original d'une première marchandise ou d'un premier service peut englober une production ou une fourniture limitée ayant pour but d'incorporer les résultats d'essais sur le terrain et de démontrer que la marchandise ou le service se prête à une production ou à une fourniture en quantités conformément à des normes de qualité acceptables mais n'englobe pas la production ou la fourniture en quantités visant à établir la viabilité commerciale ou à amortir les frais de recherche et développement;

- g) pour des achats effectués dans des conditions exceptionnellement avantageuses qui ne se présentent qu'à très court terme en cas d'écoulements inhabituels comme ceux qui résultent d'une liquidation, d'une administration judiciaire ou d'une faillite, mais pas pour des achats courants effectués auprès de fournisseurs habituels; ou
- h) dans les cas où un marché sera adjugé au lauréat d'un concours, à condition:
 - i) que le concours ait été organisé d'une manière compatible avec les principes du présent accord, en particulier en ce qui concerne la publication d'un avis de marché envisagé; et
 - ii) que les participants soient jugés par un jury indépendant, en vue de l'adjudication du marché au lauréat.

2. Une entité contractante dressera procès-verbal de chaque marché adjugé conformément au paragraphe 1. Le procès-verbal mentionnera le nom de l'entité contractante, la valeur et la nature des marchandises ou des services faisant l'objet du marché, et contiendra un exposé indiquant celles des circonstances et conditions décrites au paragraphe 1 qui ont justifié le recours à l'appel d'offres limité.

Article XIV Enchères électroniques

Dans les cas où une entité contractante entendra passer un marché couvert en utilisant une enchère électronique, elle communiquera à chaque participant, avant le début de l'enchère:

- a) la méthode d'évaluation automatique, y compris la formule mathématique, qui est basée sur les critères d'évaluation énoncés dans la documentation relative à l'appel d'offres et qui sera utilisée pour le classement ou le reclassement automatique pendant l'enchère;
- b) les résultats de toute évaluation initiale des éléments de sa soumission dans les cas où le marché doit être adjugé sur la base de la soumission la plus avantageuse; et
- c) tout autre renseignement pertinent concernant la conduite de l'enchère.

Article XV Traitement des soumissions et adjudication des marchés

Traitement des soumissions

1. Une entité contractante recevra, ouvrira et traitera toutes les soumissions selon des procédures qui garantissent l'équité et l'impartialité du processus de passation des marchés, ainsi que la confidentialité des soumissions.
2. Une entité contractante ne pénalisera pas un fournisseur dont la soumission est reçue après l'expiration du délai spécifié pour la réception des soumissions si le retard est imputable uniquement à l'entité contractante.
3. Dans les cas où une entité contractante offrira à un fournisseur la possibilité de corriger des erreurs de forme involontaires entre l'ouverture des soumissions et l'adjudication du marché, elle offrira la même possibilité à tous les fournisseurs participants.

Adjudication des marchés

4. Pour être considérée en vue d'une adjudication, une soumission sera présentée par écrit et, au moment de son ouverture, sera conforme aux prescriptions essentielles énoncées dans les avis et dans la documentation relative à l'appel d'offres et émanera d'un fournisseur satisfaisant aux conditions de participation.

5. À moins qu'elle détermine qu'il n'est pas dans l'intérêt public d'adjuger un marché, l'entité contractante adjugera le marché au fournisseur dont elle aura déterminé qu'il est capable de satisfaire aux modalités du marché et qui, uniquement sur la base des critères d'évaluation spécifiés dans les avis et dans la documentation relative à l'appel d'offres, aura présenté:

- a) la soumission la plus avantageuse; ou
- b) dans les cas où le prix sera le seul critère, le prix le plus bas.

6. Dans les cas où une entité contractante aura reçu une soumission dont le prix est anormalement inférieur aux prix des autres soumissions présentées, elle pourra vérifier auprès du fournisseur qu'il satisfait aux conditions de participation et qu'il est apte à satisfaire aux modalités du marché.

7. Une entité contractante n'utilisera pas d'options, n'annulera pas de marché ni ne modifiera des marchés adjugés de manière à contourner les obligations au titre du présent accord.

Article XVI Transparence des renseignements relatifs aux marchés*Renseignements communiqués aux fournisseurs*

1. Une entité contractante informera dans les moindres délais les fournisseurs participants des décisions qu'elle aura prises concernant l'adjudication du marché et, si un fournisseur le lui demande, elle le fera par écrit. Sous réserve des paragraphes 2 et 3 de l'article XVII, une entité contractante exposera, sur demande, à un fournisseur non retenu les raisons pour lesquelles elle n'a pas retenu sa soumission ainsi que les avantages relatifs de la soumission du fournisseur retenu.

Publication des renseignements relatifs à une adjudication

2. Une entité contractante fera paraître un avis dans le média papier ou électronique approprié indiqué à l'Appendice III 72 jours au plus tard après l'adjudication de chaque marché couvert par le présent accord. Dans les cas où l'entité publiera l'avis uniquement dans un média électronique, les renseignements resteront facilement accessibles pendant une période raisonnable. L'avis comprendra au moins les renseignements suivants:

- a) une description des marchandises ou des services faisant l'objet du marché;
- b) le nom et l'adresse de l'entité contractante;
- c) le nom et l'adresse du fournisseur retenu;
- d) la valeur de la soumission retenue ou de l'offre la plus élevée et de l'offre la plus basse dont il a été tenu compte dans l'adjudication du marché;
- e) la date de l'adjudication; et

- f) le type de méthode de passation des marchés utilisé et, dans les cas où l'appel d'offres limité aura été utilisé conformément à l'article XIII, une description des circonstances justifiant le recours à l'appel d'offres limité.

Conservation de la documentation et des rapports et traçabilité électronique

3. Chaque entité contractante conservera, pendant une période d'au moins trois ans à compter de la date d'adjudication d'un marché:

- a) la documentation et les rapports relatifs aux procédures d'appel d'offres et aux adjudications de contrats concernant des marchés couverts, y compris les procès-verbaux requis à l'article XIII; et
- b) les données qui assurent la traçabilité requise de la passation des marchés couverts par voie électronique.

Établissement et communication de statistiques

4. Chaque Partie recueillera des statistiques sur ses marchés couverts par le présent accord et les communiquera au Comité. Chaque rapport couvrira une période d'un an, sera présenté dans les deux ans suivant la fin de la période couverte par le rapport et contiendra:

- a) pour les entités couvertes par l'Annexe 1:
 - i) le nombre et la valeur totale, pour toutes ces entités, de tous les marchés couverts par le présent accord;
 - ii) le nombre et la valeur totale de tous les marchés couverts par le présent accord qui ont été adjugés par chacune de ces entités, ventilés par catégorie de marchandises et de services suivant une classification uniforme reconnue au plan international; et
 - iii) le nombre et la valeur totale de tous les marchés couverts par le présent accord qui ont été adjugés par chacune de ces entités par voie d'un appel d'offres limité;
- b) pour les entités couvertes par les Annexes 2 et 3, le nombre et la valeur totale des marchés couverts par le présent accord qui ont été adjugés par toutes ces entités, ventilés par Annexe; et
- c) des estimations pour les données requises aux alinéas a) et b), accompagnées d'une explication de la méthode utilisée pour établir les estimations, dans les cas où il ne sera pas possible de fournir les données.

5. Dans les cas où une Partie publiera ses statistiques sur un site Web officiel, d'une manière qui est compatible avec les prescriptions du paragraphe 4, elle pourra remplacer la communication des données visées au paragraphe 4 par une notification au Comité de l'adresse du site Web accompagnée de toutes instructions nécessaires pour avoir accès à ces statistiques et les utiliser.

6. Dans les cas où une Partie prescrira que les avis concernant les marchés adjugés, conformément au paragraphe 2, doivent être publiés par voie électronique et, dans les cas où ces avis seront accessibles au public dans une base de données unique sous une forme permettant l'analyse des marchés couverts, elle pourra remplacer la communication des données visées au paragraphe 4 par

une notification au Comité de l'adresse du site Web accompagnée de toutes instructions nécessaires pour avoir accès à ces données et les utiliser.

Article XVII Divulgence de renseignements

Communication de renseignements aux Parties

1. Une Partie fournira dans les moindres délais à toute autre Partie qui en fait la demande tous les renseignements nécessaires pour déterminer si un marché a été passé dans des conditions d'équité, d'une manière impartiale et conformément au présent accord, y compris des renseignements sur les caractéristiques et les avantages relatifs de la soumission retenue. Au cas où la divulgation serait de nature à nuire à la concurrence lors d'appels d'offres ultérieurs, la Partie qui reçoit les renseignements ne les divulguera à aucun fournisseur si ce n'est après consultation et avec l'accord de la Partie qui les a communiqués.

Non-divulgence de renseignements

2. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, une Partie, y compris ses entités contractantes, ne communiquera pas à un fournisseur particulier des renseignements qui pourraient nuire à une concurrence loyale entre fournisseurs.

3. Rien dans le présent accord ne sera interprété comme obligeant une Partie, y compris ses entités contractantes, autorités et organes de recours, à divulguer des renseignements confidentiels dans les cas où cette divulgation:

- a) ferait obstacle à l'application des lois;
- b) pourrait nuire à une concurrence loyale entre fournisseurs;
- c) porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes de personnes particulières, y compris la protection de la propriété intellectuelle; ou
- d) serait autrement contraire à l'intérêt public.

Article XVIII Procédures de recours internes

1. Chaque Partie établira une procédure de recours administratif ou judiciaire s'appliquant en temps opportun, efficace, transparente et non discriminatoire au moyen de laquelle un fournisseur pourra déposer un recours:

- a) pour violation du présent accord; ou
- b) dans les cas où le fournisseur n'aura pas le droit de déposer directement un recours pour violation du présent accord en vertu du droit interne d'une Partie, pour non-respect de mesures prises par une Partie pour mettre en œuvre le présent accord,

dans le contexte de la passation d'un marché couvert dans lequel le fournisseur a, ou a eu, un intérêt. Les règles de procédure pour tous les recours seront établies par écrit et rendues généralement accessibles.

2. En cas de plainte d'un fournisseur pour violation ou non-respect comme il est mentionné au paragraphe 1 dans le contexte de la passation d'un marché couvert dans lequel ce fournisseur a, ou a eu, un intérêt, la Partie de l'entité contractante passant le marché encouragera l'entité et le fournisseur

à chercher à régler la question par voie de consultations. L'entité examinera la plainte avec impartialité et en temps opportun, d'une manière qui n'entravera pas la participation du fournisseur à des procédures de passation de marchés en cours ou futures ni ne portera atteinte à son droit de demander l'adoption de mesures correctives dans le cadre de la procédure de recours administratif ou judiciaire.

3. Il sera ménagé à chaque fournisseur un délai suffisant pour lui permettre de préparer et de déposer un recours, qui ne sera en aucun cas inférieur à dix jours à compter de la date à laquelle le fournisseur a eu connaissance du fondement du recours, ou aurait dû raisonnablement en avoir eu connaissance.

4. Chaque Partie établira ou désignera au moins une autorité administrative ou judiciaire impartiale, qui sera indépendante de ses entités contractantes, pour recevoir et examiner un recours déposé par un fournisseur dans le contexte de la passation d'un marché couvert.

5. Dans les cas où un organe autre qu'une autorité mentionnée au paragraphe 4 examinera initialement un recours, la Partie fera en sorte que le fournisseur puisse faire appel de la décision initiale devant une autorité administrative ou judiciaire impartiale qui est indépendante de l'entité contractante dont le marché fait l'objet d'un recours.

6. Chaque Partie fera en sorte qu'un organe de recours qui ne sera pas un tribunal soumette sa décision à un recours judiciaire ou applique des procédures prévoyant ce qui suit:

- a) l'entité contractante répondra par écrit à la contestation et communiquera à l'organe de recours tous les documents pertinents;
- b) les participants à la procédure (ci-après dénommés les "participants") auront le droit d'être entendus avant que l'organe de recours ne se prononce sur le recours;
- c) les participants auront le droit de se faire représenter et accompagner;
- d) les participants auront accès à toute la procédure;
- e) les participants auront le droit de demander que la procédure soit publique et que des témoins puissent être entendus; et
- f) l'organe de recours prendra ses décisions et fera ses recommandations en temps opportun, par écrit, et inclura une explication des motifs de chaque décision ou recommandation.

7. Chaque Partie adoptera ou appliquera des procédures prévoyant:

- a) des mesures transitoires rapides pour préserver la possibilité qu'a le fournisseur de participer au marché. Ces mesures transitoires pourront entraîner la suspension du processus de passation du marché. Les procédures pourront prévoir que des conséquences défavorables primordiales pour les intérêts concernés, y compris l'intérêt public, pourront être prises en compte lorsqu'il s'agira de décider si de telles mesures devraient être appliquées. Le défaut d'action sera motivé par écrit; et
- b) dans les cas où un organe de recours aura déterminé qu'il y a eu violation ou non-respect comme il est mentionné au paragraphe 1, des mesures correctives ou une compensation pour la perte ou les dommages subis, qui pourront être limitées aux

coûts de la préparation de la soumission ou aux coûts afférents au recours, ou à l'ensemble de ces coûts.

Article XIX Modifications et rectifications du champ d'application

Notification d'une modification projetée

1. Une Partie notifiera au Comité tout projet de rectification, de transfert d'une entité d'une annexe à une autre, de retrait d'une entité ou autre modification des annexes de l'Appendice I la concernant (ci-après dénommé la "modification"). La Partie projetant la modification (ci-après dénommée la "Partie apportant la modification") inclura dans la notification:

- a) pour tout retrait projeté d'une entité des annexes de l'Appendice I la concernant dans l'exercice de ses droits au motif que le contrôle ou l'influence que le gouvernement exerce sur les marchés couverts de cette entité a été éliminé de manière effective, la preuve de cette élimination; ou
- b) pour toute autre modification projetée, des renseignements concernant les conséquences probables du changement pour le champ d'application mutuellement convenu du présent accord.

Objection concernant une notification

2. Toute Partie dont les droits au titre du présent accord pourraient être affectés par une modification projetée qui a été notifiée au titre du paragraphe 1 pourra notifier au Comité toute objection concernant la modification projetée. L'objection sera formulée dans un délai de 45 jours à compter de la date de distribution de la notification aux Parties et sera motivée.

Consultations

3. La Partie apportant la modification et toute Partie formulant une objection mettront tout en œuvre pour lever l'objection par voie de consultations. Dans ces consultations, la Partie apportant la modification et la Partie formulant l'objection examineront la modification projetée:

- a) dans le cas d'une notification au titre du paragraphe 1 a), en application de tous critères indicatifs adoptés conformément au paragraphe 8 b) indiquant l'élimination effective du contrôle ou de l'influence que le gouvernement exerce sur les marchés couverts d'une entité; et
- b) dans le cas d'une notification au titre du paragraphe 1 b), en application de tous critères adoptés conformément au paragraphe 8 c) concernant le niveau des ajustements compensatoires devant être offerts pour les modifications, afin de préserver l'équilibre des droits et des obligations et de maintenir le champ d'application mutuellement convenu du présent accord à un niveau comparable.

Modification révisée

4. Dans les cas où la Partie apportant la modification et toute Partie formulant une objection lèveront l'objection par voie de consultations et où la Partie apportant la modification révisera son projet de modification par suite de ces consultations, la Partie apportant la modification adressera une notification au Comité conformément au paragraphe 1 et toute modification ainsi révisée ne prendra effet qu'après qu'il aura été satisfait aux prescriptions du présent article.

Mise en œuvre des modifications

5. Une modification projetée ne prendra effet que dans les cas suivants:
- a) aucune Partie ne présente au Comité une objection écrite concernant la modification projetée dans un délai de 45 jours à compter de la date de distribution de la notification de la modification projetée au titre du paragraphe 1;
 - b) toutes les Parties formulant une objection ont notifié au Comité qu'elles retirent leurs objections concernant la modification projetée; ou
 - c) 150 jours se sont écoulés à compter de la date de distribution de la notification de la modification projetée au titre du paragraphe 1 et la Partie apportant la modification a informé le Comité par écrit de son intention de mettre en œuvre la modification.

Retrait d'un champ d'application substantiellement équivalent

6. Dans les cas où une modification prendra effet conformément au paragraphe 5 c), toute Partie formulant une objection pourra retirer un champ d'application substantiellement équivalent. Nonobstant l'article IV:1 b), un retrait conformément au présent paragraphe ne pourra être mis en œuvre qu'à l'égard de la Partie apportant la modification. Toute Partie formulant une objection informera le Comité par écrit d'un tel retrait au moins 30 jours avant que le retrait ne prenne effet. Un retrait effectué conformément au présent paragraphe sera compatible avec tous critères concernant le niveau des ajustements compensatoires adoptés par le Comité conformément au paragraphe 8 c).

Procédures d'arbitrage pour faciliter la levée des objections

7. Dans les cas où le Comité aura adopté des procédures d'arbitrage pour faciliter la levée des objections conformément au paragraphe 8, la Partie apportant la modification ou toute Partie formulant une objection pourra invoquer les procédures d'arbitrage dans les 120 jours suivant la distribution de la notification de la modification projetée:

- a) Dans les cas où aucune Partie n'aura invoqué les procédures d'arbitrage dans ce délai:
 - i) nonobstant le paragraphe 5 c), la modification projetée prendra effet dans les cas où 130 jours se seront écoulés à compter de la date de distribution de la notification de la modification projetée au titre du paragraphe 1 et où la Partie apportant la modification aura informé le Comité par écrit de son intention de mettre en œuvre la modification; et
 - ii) aucune Partie formulant une objection ne pourra procéder à un retrait du champ d'application conformément au paragraphe 6.
- b) Dans les cas où la Partie apportant la modification ou une Partie formulant une objection aura invoqué les procédures d'arbitrage:
 - i) nonobstant le paragraphe 5 c), la modification projetée ne prendra pas effet avant l'achèvement de la procédure d'arbitrage;
 - ii) toute Partie formulant une objection qui entend faire valoir un droit à compensation, ou retirer un champ d'application substantiellement équivalent conformément au paragraphe 6, participera à la procédure d'arbitrage;

- iii) la Partie apportant la modification devrait se conformer aux résultats de la procédure d'arbitrage lorsqu'elle donnera effet à la modification conformément au paragraphe 5 c); et
- iv) dans les cas où la Partie apportant la modification ne se conformera pas aux résultats de la procédure d'arbitrage lorsqu'elle donnera effet à la modification conformément au paragraphe 5 c), toute Partie formulant une objection pourra retirer un champ d'application substantiellement équivalent conformément au paragraphe 6, à condition que ce retrait soit compatible avec le résultat de la procédure d'arbitrage.

Attributions du Comité

8. Le Comité adoptera:

- a) des procédures d'arbitrage pour faciliter la levée des objections au titre du paragraphe 2;
- b) des critères indicatifs pour démontrer l'élimination effective du contrôle ou de l'influence que le gouvernement exerce sur les marchés couverts d'une entité; et
- c) des critères pour déterminer le niveau des ajustements compensatoires devant être offerts pour les modifications apportées conformément au paragraphe 1 b) et du champ d'application substantiellement équivalent au titre du paragraphe 6.

Article XX Consultations et règlement des différends

1. Chaque Partie examinera avec compréhension toute représentation que pourra lui adresser une autre Partie au sujet de toute question affectant le fonctionnement du présent accord et ménagera des possibilités adéquates de consultation sur cette représentation.

2. Dans les cas où une Partie considérera qu'un avantage résultant pour elle directement ou indirectement du présent accord se trouve annulé ou compromis, ou que la réalisation de l'un des objectifs du présent accord est entravée du fait:

- a) qu'une autre Partie ou d'autres Parties ne remplissent pas les obligations qu'elles ont contractées aux termes du présent accord; ou
- b) qu'une autre Partie ou d'autres Parties appliquent une mesure, contraire ou non aux dispositions du présent accord,

elle pourra, en vue d'arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de la question, recourir aux dispositions du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (ci-après dénommé le "Mémorandum d'accord sur le règlement des différends").

3. Le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends s'appliquera aux consultations et au règlement des différends dans le cadre du présent accord si ce n'est que, nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 22 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, tout différend survenant dans le cadre de tout Accord figurant à l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends autre que le présent accord n'entraînera pas la suspension de concessions ou d'autres obligations qui résultent du présent accord, et tout différend survenant dans le cadre du présent accord n'entraînera pas la suspension de concessions ou d'autres obligations qui résultent de tout autre Accord figurant à l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Article XXI Institutions

Comité des marchés publics

1. Il sera établi un Comité des marchés publics composé de représentants de chacune des Parties. Le Comité élira son Président; il se réunira selon qu'il sera nécessaire, mais au moins une fois l'an, pour donner aux Parties la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant le fonctionnement du présent accord ou la réalisation de ses objectifs, ainsi que pour exercer les autres attributions qui pourront lui être confiées par les Parties.
2. Le Comité pourra établir des groupes de travail ou autres organes subsidiaires qui exerceront les fonctions qui pourront leur être confiées par le Comité.
3. Chaque année, le Comité:
 - a) examinera la mise en œuvre et le fonctionnement du présent accord; et
 - b) informera le Conseil général de ses activités, conformément à l'article IV:8 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé l'"Accord sur l'OMC"), et des faits intervenus en ce qui concerne la mise en œuvre et le fonctionnement du présent accord.

Observateurs

4. Tout Membre de l'OMC qui n'est pas Partie au présent accord aura le droit de participer aux réunions du Comité en qualité d'observateur en présentant un avis écrit au Comité. Tout observateur auprès de l'OMC pourra présenter une demande écrite au Comité en vue de participer aux réunions du Comité en qualité d'observateur et le Comité pourra lui accorder le statut d'observateur.

Article XXII Dispositions finales

Acceptation et entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1996 pour les gouvernements¹ pour lesquels le champ d'application convenu figure aux Annexes de l'Appendice I du présent accord et qui auront accepté l'Accord par voie de signature le 15 avril 1994 ou qui, à cette date au plus tard, l'auront signé sous réserve de ratification et ratifié ultérieurement avant le 1^{er} janvier 1996.

Accession

2. Tout Membre de l'OMC pourra accéder au présent accord à des conditions à convenir entre ce Membre et les Parties, conformément aux termes d'une décision du Comité. L'accession se fera par dépôt auprès du Directeur général de l'OMC d'un instrument d'accession énonçant les conditions ainsi convenues. Le présent accord entrera en vigueur pour un Membre qui y aura accédé le trentième jour suivant la date du dépôt de son instrument d'accession.

Réserves

3. Aucune Partie ne pourra formuler de réserves en ce qui concerne les dispositions du présent accord.

¹ Aux fins du présent accord, le terme "gouvernement" est réputé comprendre les autorités compétentes de l'Union européenne.

Législation nationale

4. Chaque Partie assurera, au plus tard à la date où le présent accord entrera en vigueur pour elle, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives, ainsi que des règles, procédures et pratiques appliquées par ses entités contractantes, avec les dispositions du présent accord.

5. Chaque Partie informera le Comité de toute modification apportée à ses lois et réglementations qui se rapportent aux dispositions du présent accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et réglementations.

Négociations futures et programmes de travail futurs

6. Chaque Partie s'efforcera d'éviter d'adopter ou de maintenir des mesures discriminatoires qui faussent les procédures ouvertes de passation des marchés.

7. Au plus tard à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics, adopté le [DATE], et par la suite de façon périodique, les Parties engageront de nouvelles négociations en vue d'améliorer l'Accord, de réduire et d'éliminer progressivement les mesures discriminatoires, et d'étendre le plus possible son champ d'application entre toutes les Parties sur une base de réciprocité mutuelle, en prenant en considération les besoins des pays en développement.

8. a) Le Comité engagera de nouveaux travaux pour faciliter la mise en œuvre du présent accord et les négociations prévues au paragraphe 7, en adoptant des programmes de travail sur les questions suivantes:

- i) le traitement des petites et moyennes entreprises;
- ii) la collecte et diffusion des données statistiques;
- iii) le traitement des marchés durables;
- iv) les exclusions et restrictions énoncées dans les Annexes concernant les Parties; et
- v) les normes de sécurité dans les marchés publics internationaux.

b) Le Comité:

- i) pourra adopter une décision contenant une liste de programmes de travail sur des questions additionnelles, qui pourra être revue et mise à jour périodiquement; et
- ii) adoptera une décision indiquant les travaux à entreprendre dans le cadre de chaque programme de travail particulier visé à l'alinéa a) ainsi que de tout programme de travail adopté au titre de l'alinéa b) i).

9. Après l'achèvement du programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine pour les marchandises qui est exécuté dans le cadre de l'Accord sur les règles d'origine figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC et après la conclusion des négociations sur le commerce des services, les Parties tiendront compte des résultats de ce programme de travail et de ces négociations lorsqu'elles amenderont l'article V:5, selon qu'il sera approprié.

10. Au plus tard à la fin de la cinquième année à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics, le Comité examinera l'applicabilité de l'article XX:2 b).

Amendements

11. Les Parties pourront amender le présent accord. Une décision visant à adopter un amendement et à le soumettre aux Parties pour acceptation sera prise par consensus. Un amendement entrera en vigueur:

- a) sous réserve des dispositions de l'alinéa b), à l'égard des Parties qui l'auront accepté, dès qu'il aura été accepté par les deux tiers des Parties et, ensuite, à l'égard de toute autre Partie, dès que celle-ci l'aura accepté;
- b) à l'égard de toutes les Parties dès qu'il aura été accepté par les deux tiers des Parties s'il s'agit d'un amendement dont le Comité aura déterminé, par consensus, qu'il est d'une nature qui ne modifierait pas les droits et obligations des Parties.

Retrait

12. Toute Partie pourra se retirer du présent accord. Le retrait prendra effet à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de la date à laquelle le Directeur général de l'OMC en aura reçu notification par écrit. Dès réception d'une telle notification, toute Partie pourra demander la réunion immédiate du Comité.

13. Dans les cas où une Partie au présent accord cesse d'être Membre de l'OMC, elle cessera d'être Partie au présent accord avec effet à compter de la date à laquelle elle cesse d'être Membre de l'OMC.

Non-application du présent accord entre des Parties

14. Le présent accord ne s'appliquera pas entre deux Parties dans les cas où l'une ou l'autre de ces Parties, au moment de son acceptation ou de son accession, ne consent pas à une telle application.

Appendices

15. Les Appendices du présent accord en font partie intégrante.

Secrétariat

16. Le Secrétariat de l'OMC assurera le secrétariat du présent accord.

Dépôt

17. Le présent accord sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC, qui remettra dans les moindres délais à chaque Partie une copie certifiée conforme de l'Accord, de toute rectification ou modification qui y aura été apportée conformément à l'article XIX et de tout amendement qui y aura été apporté conformément au paragraphe 11, ainsi qu'une notification de chaque accession conformément au paragraphe 2, et de chaque retrait conformément aux paragraphes 12 ou 13.

Enregistrement

18. Le présent accord sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

APPENDICE I

**OFFRES FINALES AU TITRE DE L'APPENDICE I PRÉSENTÉES PAR LES
PARTIES À L'AMP DANS LE CADRE DES NÉGOCIATIONS SUR LE
CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD¹**

¹ In original only./En langue originale seulement./En idioma original solamente.

FINAL APPENDIX I OFFER OF THE REPUBLIC OF ARMENIA

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

Thresholds:

<i>Goods</i>	SDR 130,000
<i>Services</i>	SDR 130,000
<i>Construction services</i>	SDR 5,000,000

List of Entities:

1. Administration of the President of the Republic of Armenia (RA)
2. Administration of the National Assembly of the RA
3. Administration of the Government of the RA
4. Administration of the Constitutional Court of RA
5. Chamber of Control of the RA
6. Judicial Department of the RA
7. Office of the Public Prosecutor of the RA
8. Special Investigation Service of the RA
9. Office of the Human Rights Defender of the RA
10. Central Bank of the RA (Note 2)
11. Ministry of Agriculture of the RA
12. Ministry of Defence of the RA (Note 3)
13. Ministry of Diaspora of the RA
14. Ministry of Economy of the RA
15. Ministry of Education and Science of the RA
16. Ministry of Energy and Natural Resources of the RA
17. Ministry of Finance of the RA
18. Ministry of Foreign Affairs of the RA
19. Ministry of Healthcare of the RA
20. Ministry of Justice of the RA
21. Ministry of Labour and Social Affairs of the RA
22. Ministry of Nature Protection of the RA
23. Ministry of Sport and Youth Affairs of the RA
24. Ministry of Territorial Administration of the RA
25. Ministry of Transport and Communication of the RA
26. Ministry of Urban Development of the RA
27. Ministry of Culture of the RA
28. Ministry of Emergency Situation of the RA
29. National Security Service of the RA (Note 3)
30. State Security Service of the RA (Note 3)
31. State Revenue Committee of the RA
32. State Committee of the Real Estate Cadastre of the RA

33. State Nuclear Safety Regulatory Committee by the Government of the RA
34. State Property Management Department of the RA
35. General Department of Aviation of the RA
36. Police of the RA (Note 3)
37. Armenian Rescue Service
38. State Water Committee
39. State Science Committee
40. Central Electoral Commission of the RA
41. Public Services Regulatory Commission of the RA
42. Social Insurance Commission of the RA
43. State Commission for the Protection of Economic Competition of the RA
44. Civil Service Council of the RA
45. National Statistical Service of the RA
46. National Commission on TV and Radio of RA
47. Council of the Public TV and Radio of the RA
48. Marzpetaran of Aragatsotn
49. Marzpetaran of Ararat
50. Marzpetaran of Armavir
51. Marzpetaran of Gegharquniq
52. Marzpetaran of Lory
53. Marzpetaran of Kotayq
54. Marzpetaran of Shirak
55. Marzpetaran of Syuniq
56. Marzpetaran of Vayots Dzor
57. Marzpetaran of Tavush

Notes to Annex I

1. This list refers to all central government entities and subordinated organizations covered by Law on Procurement of the RA.
2. Central Bank of the RA: The Agreement does not apply to the procurement or acquisition by the Central Bank of the Republic of Armenia related to the sale, redemption and distribution of public debt, including loans and government bonds, notes and other securities.
3. Ministry of Defence of the RA, National Security Service of the RA, State Security Service of the RA and Police of the RA: For these entities, the Agreement only covers the procurement of the following categories, subject to Republic of Armenia determinations under paragraph 1 of Article III:

FSC	22	Railway Equipment
	23	Motor Vehicles, Trailers, and Cycles (except buses in 2310)
	24	Tractors
	25	Vehicular Equipment Components
	26	Tyres and Tubes
	29	Engine Accessories
	30	Mechanical Power Transmission Equipment
	32	Woodworking Machinery and Equipment
	34	Metalworking Machinery
	35	Service and Trade Equipment
	36	Special Industry Machinery
	37	Agricultural Machinery and Equipment
	38	Construction, Mining, Excavating, and Highway Maintenance Equipment

39	Materials Handling Equipment
40	Rope, Cable, Chain and Fittings
41	Refrigeration and Air Conditioning Equipment
42	Fire Fighting, Rescue and Safety Equipment
43	Pumps and Compressors
44	Furnace, Steam Plant, Drying Equipment and Nuclear Reactors
45	Plumbing, Heating and Sanitation Equipment
46	Water Purification and Sewage Treatment Equipment
47	Pipe, Tubing, Hose and Fittings
48	Valves
49	Maintenance and Repair Shop Equipment
53	Hardware and Abrasives
54	Prefabricated Structures and Scaffolding
55	Lumber, Millwork, Plywood and Veneer
56	Construction and Building Materials
61	Electric Wire, and Power and Distribution Equipment
62	Lighting Fixtures and Lamps
63	Alarm and Signal Systems
65	Medical, Dental, and Veterinary Equipment and Supplies
66	Instruments and Laboratory Equipment
67	Photographic Equipment
68	Chemicals and Chemical Products
69	Training Aids and Devices
70	General Purpose ADPE, Software, Supplies and Support Equipment
71	Furniture
72	Household and Commercial Furnishings and Appliances
73	Food Preparation and Serving Equipment
74	Office Machines, Visible Record Equipment and ADP Equipment
75	Office Supplies and Devices
76	Books, Maps and Other Publications
77	Musical Instruments, Phonographs, and Home Type Radios
78	Recreational and Athletic Equipment
79	Cleaning Equipment and Supplies
80	Brushes, Paints, Sealers and Adhesives
81	Containers, Packaging and Packing Supplies
85	Toiletries
87	Agricultural Supplies
88	Live Animals
91	Fuels, Lubricants, Oils and Waxes
93	Non-metallic Fabricated Materials
94	Non-metallic Crude Materials
96	Ores, Minerals and their Primary Products
99	Miscellaneous

ANNEX 2

Sub-Central Government Entities

Thresholds:

Goods	SDR 200,000
Services	SDR 200,000
Construction services	SDR 5,000,000

List of Entities:

1. Following local authorities as defined by RA Law "On Administrative-Territorial Division" No. N-062-I of 7 November 1995:

- Municipality of Yerevan
- Municipality of Ashtarak,
- Municipality of Aparan
- Municipality of Talin
- Municipality of Artashat
- Municipality of Ararat
- Municipality of Masis
- Municipality of Vedi
- Municipality of Armavir
- Municipality of Vagharshapat
- Municipality of Mecamor
- Municipality of Gavar
- Municipality of Chambarak
- Municipality of Martuni
- Municipality of Sevan
- Municipality of Vardenis
- Municipality of Vanadzor
- Municipality of Alaverdi
- Municipality of Akhtala
- Municipality of Tumanyan
- Municipality of Spitak
- Municipality of Stepanavan
- Municipality of Tashir
- Municipality of Hrazdan
- Municipality of Abovyan
- Municipality of Byureghavan
- Municipality of Eghvard
- Municipality of Tsakhkadzor
- Municipality of Nor Hachn
- Municipality of Charentsavan
- Municipality of Gyumri
- Municipality of Artik
- Municipality of Maralik
- Municipality of Kapan

- Municipality of Agarak
- Municipality of Goris
- Municipality of Dastakert
- Municipality of Megri
- Municipality of Sisian
- Municipality of Qajaran
- Municipality of Eghegnadzor
- Municipality of Jermuk
- Municipality of Vayq
- Municipality of Ijevan
- Municipality of Berd
- Municipality of Dilijan
- Municipality of Noyemberyan

ANNEX 3

*All Other Entities which Procure in Accordance with
the Provisions of this Agreement*

Thresholds:

<i>Goods</i>	SDR 400,000
<i>Services</i>	SDR 400,000
<i>Construction services</i>	SDR 5,000,000

All legal persons (authorities, establishments and foundations) governed by public law, particularly:

1. State or community non-commercial (non-profit) organizations;
2. Commercial organizations with over 50 per cent of government or community shareholding;
3. Public services, including utilities sector companies, whose procurement is covered by Law on Procurement.

Note to Annex 3

This list of legal persons governed by public law shall be published in Procurement official electronic bulletin: <http://www.procurement.am>.

ANNEX 4

Goods

Unless otherwise specified, this Agreement covers all goods procured by the entities included in Annexes 1 through 3.

ANNEX 5

Services

This Agreement covers all services, which are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) as contained in document MTN.GNS/W/120.

ANNEX 6

Construction Services

Threshold:

SDR 5,000,000 for Annexes 1, 2 and 3.

List of construction services offered:

All services listed under Division 51 of the CPC.

ANNEX 7

GENERAL NOTES

The following General Note applies without exception to this Agreement, including to Annexes 1 through 6.

1. This Agreement shall not apply to procurements of agricultural products made in furtherance of agricultural support programmes and human feeding programmes.

FINAL APPENDIX I OFFER OF CANADA

(Authentic in the English and French Languages)

ANNEX 1

Federal Government Entities

Unless otherwise specified, this Agreement covers procurement by entities listed in this Annex, subject to the following thresholds:

<i>Thresholds:</i>	130,000 SDRs	<i>Goods</i>
	130,000 SDRs	<i>Services</i>
	5,000,000 SDRs	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

1. Atlantic Canada Opportunities Agency (on its own account)
2. Canada Border Services Agency
3. Canada Employment Insurance Commission
4. Canada Industrial Relations Board
5. Canada Revenue Agency
6. Canada School of Public Service
7. Canadian Centre for Occupational Health and Safety
8. Canadian Food Inspection Agency
9. Canadian Human Rights Commission
10. Canadian Institutes of Health Research
11. Canadian Intergovernmental Conference Secretariat
12. Canadian International Development Agency (on its own account)
13. Canadian International Trade Tribunal
14. Canadian Nuclear Safety Commission
15. Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (on its own account)
16. Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board
17. Canadian Transportation Agency (on its own account)
18. Copyright Board
19. Correctional Service of Canada
20. Courts Administration Service
21. Department of Agriculture and Agri-Food
22. Department of Canadian Heritage
23. Department of Citizenship and Immigration
24. Department of Finance
25. Department of Fisheries and Oceans
26. Department of Foreign Affairs and International Trade
27. Department of Health
28. Department of Human Resources and Social Development
29. Department of Indian Affairs and Northern Development
30. Department of Industry
31. Department of Justice
32. Department of National Defence

33. Department of Natural Resources
34. Department of Public Safety and Emergency Preparedness
35. Department of Public Works and Government Services (on its own account)
36. Department of the Environment
37. Department of Transport
38. Department of Veterans Affairs
39. Department of Western Economic Diversification (on its own account)
40. Director of Soldier Settlement
41. Director, The Veterans' Land Act
42. Economic Development Agency of Canada for the Regions of Quebec
43. Hazardous Materials Information Review Commission
44. Immigration and Refugee Board
45. Library and Archives Canada
46. Municipal Development and Loan Board
47. National Battlefields Commission
48. National Energy Board (on its own account)
49. National Farm Products Council
50. National Parole Board
51. National Research Council of Canada
52. Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada
53. Northern Pipeline Agency (on its own account)
54. Office of the Auditor General
55. Office of the Chief Electoral Officer
56. Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs
57. Office of the Commissioner of Official Languages
58. Office of the Coordinator, Status of Women
59. Office of the Governor General's Secretary
60. Office of the Superintendent of Financial Institutions
61. Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada
62. Parks Canada Agency
63. Patented Medicine Prices Review Board
64. Privy Council Office
65. Public Health Agency of Canada
66. Public Service Commission
67. Public Service Human Resources Management Agency of Canada
68. Public Service Labour Relations Board
69. Registry of the Competition Tribunal
70. Royal Canadian Mounted Police
71. Royal Canadian Mounted Police External Review Committee
72. Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission
73. Social Sciences and Humanities Research Council
74. Statistics Canada
75. Statute Revision Commission
76. Supreme Court of Canada
77. Transportation Appeal Tribunal of Canada
78. Treasury Board Secretariat

Note to Annex 1

No entity listed in Annex 1 has the power to create subordinate entities.

ANNEX 2

Sub-Central Government Entities

Unless otherwise specified, this Agreement covers procurement by entities listed in this Annex, subject to the following thresholds:

<i>Thresholds:</i>	355,000 SDRs	<i>Goods</i>
	355,000 SDRs	<i>Services</i>
	5,000,000 SDRs	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

*†ALBERTA

All Ministries and Agencies (All Government Departments and Provincial Agencies, Boards, Councils, Committees and Commissions) of the Province.

This Annex does not include:

Legislative Assembly
Legislative Assembly Office
Office of the Auditor General
Office of the Chief Electoral Officer
Office of the Ethics Commissioner
Office of the Information and Privacy Commissioner
Office of the Ombudsman

*†BRITISH COLUMBIA

All Ministries, Boards, Commissions, Agencies and Committees of the Province.

This Annex does not include the Legislative Assembly.

†MANITOBA

All Departments, Boards, Commissions and Committees of the Province.

†NEW BRUNSWICK

The following provincial entities are included:

Chief Electoral Officer
Clerk of the Legislative Assembly
Communications New Brunswick
Department of Agriculture and Aquaculture
Department of Business New Brunswick
Department of Education

Department of Energy
Department of Environment
Department of Finance
Department of Fisheries
Department of Health
Department of Intergovernmental Affairs
Department of Justice and Consumer Affairs
Department of Local Government
Department of Natural Resources
Department of Post-Secondary Education, Training and Labour
Department of Public Safety
Department of Social Development
Department of Supply and Services
Department of Tourism and Parks
Department of Transportation
Department of Wellness, Culture and Sport
Executive Council Office
Labour and Employment Board
Language Training Centre
New Brunswick Police Commission
Office of Human Resources
Office of the Attorney General
Office of the Auditor General
Office of the Comptroller
Office of the Leader of the Opposition
Office of the Lieutenant-Governor
Office of the Ombudsman
Office of the Premier

†NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

All Departments of the Province.

†NORTHWEST TERRITORIES

All Departments and Agencies of the Territory.

This Annex does not cover procurement subject to the Northwest Territories Business Incentive Policy.

*†NOVA SCOTIA

All Departments and Offices of the Province established under the *Public Service Act*.

This Annex does not include Emergency Health Services (a division of the Department of Health) in respect of ground ambulance-related procurement, including telecommunications for Emergency Health Care purposes.

†NUNAVUT

All Departments and Agencies of the Territory.

This Annex does not cover procurement subject to the Nunavummi Nangminiqaqtunik Ikajuuti (NNI Policy) nor those contracts within the terms of Article 24 of the Nunavut Land Claims.

ONTARIO

All Ministries of the Province.

The following Agencies are included:

AgriCorp
Centennial Centre of Science and Technology (Ontario Science Centre)
Deposit Insurance Corporation of Ontario
Metropolitan Convention Centre Corporation
Niagara Parks Commission
Ontario Clean Water Agency
Ontario Financial Services Commission
Ontario Immigrant Investor Corporation
Ontario Mortgage and Housing Corporation
Ontario Mortgage Corporation
Ontario Northland Transportation Commission
Ontario Tourism Marketing Partnership Corporation
Ottawa Congress Centre
Science North

*†PRINCE EDWARD ISLAND

All Departments and Agencies of the Province.

This Annex does not cover procurement of construction materials that are used for highway construction and maintenance.

*QUÉBEC

All Departments of the Province.

The following public bodies are included:

Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Comité de déontologie policière
Commissaire à la déontologie policière
Commissaire à la santé et au bien-être
Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'accès à l'information
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Commission de l'équité salariale

Commission de la fonction publique
Commission de protection du territoire agricole du Québec
Commission de toponymie
Commission des biens culturels du Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des partenaires du marché du travail
Commission des transports du Québec
Commission municipale du Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre
Conseil de la famille et de l'enfance
Conseil de la justice administrative
Conseil de la Science et de la Technologie
Conseil des aînés
Conseil des relations interculturelles
Conseil des services essentiels
Conseil du médicament
Conseil du statut de la femme
Conseil permanent de la jeunesse
Conseil supérieur de l'éducation
Conseil supérieur de la langue française
Coroner
Curateur public du Québec
Directeur des poursuites criminelles et pénales
Office de la protection du consommateur
Office des personnes handicapées du Québec
Office québécois de la langue française
Régie des alcools, des courses et des jeux
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Régie du logement
Sûreté du Québec

This Annex does not cover procurement:

- (a) of cultural or artistic goods and services;
- (b) of seedling production services;
- (c) for work to be performed on property by a contractor according to provisions of a warranty or guarantee held in respect of the property or the original work;
- (d) of construction-grade steel (including requirements on subcontracts); and
- (e) from a non-profit organization.

This Agreement does not apply to any measure of Québec adopted or maintained with respect to culture or cultural industries.

*†SASKATCHEWAN

All Ministries of the Province.

The following Boards and Agencies are covered:

Public Employee Benefits Agency
Saskatchewan Archives Board
Saskatchewan Arts Board

This Annex does not include Legislative Branch Entities.

*†YUKON

All Departments and Agencies of the Territory.

Notes to Annex 2

1. For provinces and territories listed in this Annex, this Agreement does not apply to preferences or restrictions on highway projects.
2. For provinces and territories listed in this Annex, this Agreement does not apply to preferences or restrictions associated with programs promoting the development of distressed areas.
3. This Agreement does not cover procurement that is intended to contribute to economic development within the provinces of Manitoba, Newfoundland and Labrador, New Brunswick, Prince Edward Island and Nova Scotia or the territories of Nunavut, Yukon or Northwest Territories.
4. For those provinces and territories marked by an asterisk (*), this Agreement does not cover procurement:
 - (a) of goods purchased for representational or promotional purposes; or
 - (b) of services or construction services purchased for representational or promotional purposes outside the province or territory.
5. For those provinces and territories marked by an obelisk (†), this Agreement does not cover the procurement of goods, services or construction services purchased for the benefit of, or which is to be transferred to the authority of, school boards or their functional equivalents, publicly-funded academic institutions, social services entities or hospitals.
6. Nothing in this Agreement shall be construed to prevent any provincial or territorial entity from applying restrictions that promote the general environmental quality in that province or territory, as long as such restrictions are not disguised barriers to international trade.
7. This Agreement does not cover procurement made by a covered entity on behalf of a non-covered entity.
8. This Agreement does not include Crown Corporations of the provinces and territories.
9. For Iceland and the Principality of Liechtenstein, this Agreement does not apply to procurement by entities listed in this Annex.

ANNEX 3

Government Enterprises

Unless otherwise specified, this Agreement covers procurement by the entities listed in this Annex, subject to the following thresholds:

<i>Thresholds:</i>	355,000 SDRs	<i>Goods</i>
	355,000 SDRs	<i>Services</i>
	5,000,000 SDRs	<i>Construction Services</i>

List of Federal Enterprises:

1. Canada Post Corporation
2. Canadian Museum of Civilization
3. Canadian Museum of Nature
4. Canadian Tourism Commission
5. Defence Construction (1951) Ltd.
6. National Capital Commission
7. National Gallery of Canada
8. National Museum of Science and Technology
9. Royal Canadian Mint
10. Via Rail Canada Inc.

Notes to Annex 3

1. For greater certainty, Article XVII applies to procurements by Via Rail Canada Inc. and the Royal Canadian Mint, respecting the protection of the commercial confidentiality of information provided.
2. Canada's Appendix 1 does not include procurement by or on behalf of the Royal Canadian Mint of direct inputs for use in minting anything other than Canada legal tender.
3. For the European Union, Iceland and the Principality of Liechtenstein, this Agreement does not apply to procurement by entities listed in this Annex.

ANNEX 4

Goods

1. Unless otherwise specified and subject to paragraph 2, this Agreement covers all goods.
2. Subject to the application of paragraph 1 of Article III of this Agreement, with respect to procurement by the Department of National Defence, the Royal Canadian Mounted Police, the Department of Fisheries and Oceans for the Canadian Coast Guard, and provincial police forces, this Agreement covers only the goods described in the Federal Supply Classifications (FSC) listed below:
 - FSC 22. Railway equipment
 - FSC 23. Motor vehicles, trailers and cycles (except buses in 2310 and except military trucks and trailers in 2320 and 2330 and tracked combat, assault and tactical vehicles in 2350 and wheeled combat, assault and tactical vehicles in 2355 formerly classified in 2320)
 - FSC 24. Tractors
 - FSC 25. Vehicular equipment components
 - FSC 26. Tires and tubes
 - FSC 29. Engine accessories
 - FSC 30. Mechanical power transmission equipment
 - FSC 32. Woodworking machinery and equipment
 - FSC 34. Metal working machinery
 - FSC 35. Service and trade equipment
 - FSC 36. Special industry machinery
 - FSC 37. Agricultural machinery and equipment
 - FSC 38. Construction, mining, excavating and highway maintenance equipment
 - FSC 39. Materials handling equipment
 - FSC 40. Rope, cable, chain and fittings
 - FSC 41. Refrigeration and air conditioning equipment
 - FSC 42. Fire fighting, rescue and safety equipment (except 4220: Marine lifesaving and diving equipment; and 4230: Decontaminating and impregnating equipment)
 - FSC 43. Pumps and compressors
 - FSC 44. Furnace, steam plant, drying equipment and nuclear reactors
 - FSC 45. Plumbing, heating and sanitation equipment
 - FSC 46. Water purification and sewage treatment equipment
 - FSC 47. Pipe, tubing, hose and fittings
 - FSC 48. Valves
 - FSC 49. Maintenance and repair shop equipment
 - FSC 52. Measuring tools
 - FSC 53. Hardware and abrasives
 - FSC 54. Prefabricated structures and scaffolding

- FSC 55. Lumber, millwork, plywood and veneer
- FSC 56. Construction and building materials
- FSC 61. Electric wire and power and distribution equipment
- FSC 62. Lighting fixtures and lamps
- FSC 63. Alarm and signal systems
- FSC 65. Medical, dental and veterinary equipment and supplies
- FSC 66. Instruments and laboratory equipment (except 6615: Automatic pilot mechanisms and airborne Gyro components; and 6665: Hazard detecting instruments and apparatus)
- FSC 67. Photographic equipment
- FSC 68. Chemicals and chemical products
- FSC 69. Training aids and devices
- FSC 70. General purpose automatic data processing equipment, software, supplies and support equipment (except 7010: Automatic Data Processing Equipment (ADPE) configurations)
- FSC 71. Furniture
- FSC 72. Household and commercial furnishings and appliances
- FSC 73. Food preparation and serving equipment
- FSC 74. Office machines, text processing system and visible record equipment
- FSC 75. Office supplies and devices
- FSC 76. Books, maps and other publications (except 7650: drawings and specifications)
- FSC 77. Musical instruments, phonographs and home-type radios
- FSC 78. Recreational and athletic equipment
- FSC 79. Cleaning equipment and supplies
- FSC 80. Brushes, paints, sealers and adhesives
- FSC 81. Containers, packaging and packing supplies
- FSC 85. Toiletries
- FSC 87. Agricultural supplies
- FSC 88. Live animals
- FSC 91. Fuels, lubricants, oils and waxes
- FSC 93. Non-metallic fabricated materials
- FSC 94. Non-metallic crude materials
- FSC 96. Ores, minerals and their primary products
- FSC 99. Miscellaneous

ANNEX 5

Services

1. Unless otherwise specified, this Agreement covers the services specified in paragraphs 2 and 3. Such services are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) which is found at: <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=9&Lg=1>. For purposes of implementation of this Agreement for federal entities and enterprises, Canada will use the "Common Classification System".

2. This Agreement covers the following services procured by federal entities listed in Annex 1 and federal enterprises listed in Annex 3:

- 861 Legal Services (advisory services on foreign and international law only)
- 862 Accounting, auditing and book-keeping services
- 863 Taxation Services (excluding legal services)
- 86503 Marketing management consulting services
- 8671 Architectural services
- 8672 Engineering services
- 8673 Integrated engineering services (excluding 86731 Integrated engineering services for transportation infrastructure turnkey projects)

3. This Agreement covers the following services procured by federal entities listed in Annex 1, sub-central government entities listed in Annex 2, and federal enterprises listed in Annex 3:

- 633 Repair services of personal and household goods
- 641 Hotel and similar accommodation services
- 642-643 Food and beverage serving services
- 7471 Travel agency and tour operator services
- 7512 Commercial courier services (including multi-modal)
- 7523 Electronic data interchange (EDI)
- 7523 Electronic mail
- 7523 Enhanced/value-added facsimile services, including store and forward, store and retrieve Code and protocol conversion
- 7523 On-line information and data base retrieval
- 7523 Voice mail

821	Real estate services involving own or leased property
822	Real estate services on a fee or contract basis
83106 to 83109 only	Leasing or rental services concerning machinery and equipment without operator
83203 to 83209 only	Leasing or rental services concerning personal and household goods
841	Consultancy services related to the installation of computer hardware
842	Software implementation services, including systems and software consulting services, systems analysis, design, programming and maintenance services
843	Data processing services, including processing, tabulation and facilities management services
843	On-line information and/or data processing (including transaction processing)
844	Data base services
845	Maintenance and repair services of office machinery and equipment including computers
849	Other computer services
86501	General management consulting services
86504	Human resources management consulting services
86505	Production management consulting services
8660	Services related to management consulting (except 86602 Arbitration and conciliation services)
8674	Urban planning and landscape architectural services
8676	Technical testing and analysis services including quality control and inspection (except with reference to FSC 58 and transportation equipment)
874	Building-cleaning services
876	Packaging services
8814	Services incidental to forestry and logging, including forest management
883	Services incidental to mining, including drilling and field services
8861 to 8864, and 8866	Repair services incidental to metal products, machinery and equipment
940	Sewage and refuse disposal, sanitation and similar services

Notes to Annex 5

1. This Agreement is subject to the terms and conditions set out in Canada's Schedule to the General Agreement on Trade in Services (GATS).
2. Canada's coverage in telecommunications services is limited to enhanced or value added services for the supply of which the underlying telecommunications facilities are leased from providers of public telecommunications transport networks.
3. This Agreement does not cover procurement of the following:
 - (a) services for the management and operation of government facilities or privately-owned facilities used for government purposes, including federally-funded research and development;
 - (b) public utilities;
 - (c) architectural and engineering services related to airfield, communications and missile facilities;
 - (d) shipbuilding and repair and related architectural and engineering services;
 - (e) all services, with reference to those goods purchased by the Department of National Defence, the Royal Canadian Mounted Police, the Department of Fisheries and Oceans for the Canadian Coast Guard and provincial police forces which are not covered by this Agreement; and
 - (f) services procured in support of military forces located overseas.

ANNEX 6

Construction Services

1. Unless otherwise specified and subject to paragraph 2, this Agreement covers all construction services identified in Division 51 of the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) which is found at: <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcs.asp?Cl=9&Lg=1&Co=51>.
2. This Agreement does not cover procurement of the following:
 - (a) dredging services; and
 - (b) construction services procured by or on behalf of the federal Department of Transport.

ANNEX 7

General Notes

Unless otherwise specified, the following General Notes apply to this Agreement, including to Annexes 1 through 6.

1. This Agreement does not cover procurement in respect of:
 - (a) shipbuilding and repair;
 - (b) urban rail and urban transportation equipment, systems, components and materials incorporated therein as well as all project related materials of iron or steel;
 - (c) FSC 58 (communications, detection and coherent radiation equipment); and
 - (d) agricultural goods made in furtherance of agricultural support programmes or human feeding programmes.
2. This Agreement does not apply to set asides for small and minority owned businesses.
3. This Agreement does not apply to any measure adopted or maintained with respect to Aboriginal peoples. It does not affect existing aboriginal or treaty rights of any of the Aboriginal peoples of Canada under section 35 of the *Constitution Act, 1982*.
4. Procurement in terms of Canadian coverage is defined as contractual transactions to acquire goods or services for the direct benefit or use of the government. The procurement process is the process that begins after an entity has decided on its requirement and continues through to and including contract award. It does not include procurements between one government entity or government enterprise and another government entity or government enterprise.
5. This Agreement does not cover procurement of transportation services that form a part of, or are incidental to, a procurement contract.
6. This Agreement covers services specified in Annex 5 and construction services specified in Annex 6 with respect to a particular Party only to the extent that such Party has provided reciprocal access to that service.
7. Where a contract to be awarded by an entity is not covered by this Agreement, this Agreement shall not be construed to cover any good or service component of that contract.
8. This Agreement does not apply to contracts under an international agreement and intended for the joint implementation or exploitation of a project.
9. Any exclusion that is related either specifically or generally to Federal or sub-central entities or enterprises in Annex 1, Annex 2 or Annex 3 will also apply to any successor entity or entities, enterprise or enterprises, in such a manner as to maintain the value of this offer.

CANADA

(Les versions française et anglaise font loi)

ANNEXE 1

Entités du gouvernement fédéral

Sauf indication contraire, le présent accord vise les marchés des entités énumérées dans la présente Annexe, auxquels s'appliquent les seuils suivants:

<u>Valeurs de seuil:</u>	130 000 DTS	<i>Produits</i>
	130 000 DTS	<i>Services</i>
	5 000 000 DTS	<i>Services de construction</i>

Liste des entités:

1. Agence de promotion économique du Canada atlantique (pour son propre compte)
2. Agence des services frontaliers du Canada
3. Commission de l'assurance-emploi du Canada
4. Conseil canadien des relations industrielles
5. Agence du revenu du Canada
6. École de la fonction publique du Canada
7. Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
8. Agence canadienne d'inspection des aliments
9. Commission canadienne des droits de la personne
10. Instituts de recherche en santé du Canada
11. Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
12. Agence canadienne de développement international (pour son propre compte)
13. Tribunal canadien du commerce extérieur
14. Commission canadienne de sûreté nucléaire
15. Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (pour son propre compte)
16. Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports
17. Office des transports du Canada (pour son propre compte)
18. Commission du droit d'auteur
19. Service correctionnel du Canada
20. Service administratif des tribunaux judiciaires
21. Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
22. Ministère du Patrimoine canadien
23. Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
24. Ministère des Finances
25. Ministère des Pêches et des Océans
26. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
27. Ministère de la Santé
28. Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
29. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
30. Ministère de l'Industrie
31. Ministère de la Justice
32. Ministère de la Défense nationale
33. Ministère des Ressources naturelles

34. Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile
35. Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (pour son propre compte)
36. Ministère de l'Environnement
37. Ministère des Transports
38. Ministère des Anciens Combattants
39. Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest (pour son propre compte)
40. Directeur de l'établissement des soldats
41. Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants
42. Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
43. Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
44. Commission de l'immigration et du statut de réfugié
45. Bibliothèque et Archives Canada
46. Office du développement municipal et des prêts aux municipalités
47. Commission des champs de bataille nationaux
48. Office national de l'énergie (pour son propre compte)
49. Conseil national des produits agricoles
50. Commission nationale des libérations conditionnelles
51. Conseil national de recherches du Canada
52. Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
53. Administration du pipeline du Nord (pour son propre compte)
54. Bureau du vérificateur général
55. Bureau du directeur général des élections
56. Bureau du commissaire à la magistrature fédérale
57. Commissariat aux langues officielles
58. Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme
59. Bureau du secrétaire du Gouverneur général
60. Bureau du surintendant des institutions financières
61. Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada
62. Agence Parcs Canada
63. Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
64. Bureau du Conseil privé
65. Agence de la santé publique du Canada
66. Commission de la fonction publique
67. Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada
68. Commission des relations de travail dans la fonction publique
69. Greffe du Tribunal de la concurrence
70. Gendarmerie royale du Canada
71. Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
72. Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada
73. Conseil de recherches en sciences humaines
74. Statistique Canada
75. Commission de révision des lois
76. Cour suprême du Canada
77. Tribunal d'appel des transports du Canada
78. Secrétariat du Conseil du Trésor

Note relative à l'Annexe 1

Aucune entité énumérée à l'Annexe 1 n'a le pouvoir de créer des entités subordonnées.

ANNEXE 2

Entités des gouvernements sous-centraux

Sauf indication contraire, le présent accord vise les marchés des entités énumérées dans la présente Annexe, auxquels s'appliquent les seuils suivants:

<u>Valeurs de seuil:</u>	355 000 DTS	<i>Produits</i>
	355 000 DTS	<i>Services</i>
	5 000 000 DTS	<i>Services de construction</i>

Liste des entités:

*†ALBERTA

Tous les ministères et organismes (tous les ministères gouvernementaux et tous les organismes, commissions, conseils et comités provinciaux) de la province.

La présente Annexe ne comprend pas les entités suivantes:

Legislative Assembly
Legislative Assembly Office
Office of the Auditor General
Office of the Chief Electoral Officer
Office of the Ethics Commissioner
Office of the Information and Privacy Commissioner
Office of the Ombudsman

*†COLOMBIE-BRITANNIQUE

Tous les ministères, conseils, commissions, organismes et comités de la province.

La présente Annexe ne comprend pas l'Assemblée législative.

†MANITOBA

Tous les ministères, conseils, commissions et comités de la province.

†NOUVEAU-BRUNSWICK

Les entités provinciales suivantes sont comprises:

Directeur général des élections
Greffier de l'Assemblée législative
Communications Nouveau-Brunswick
Ministère de l'Agriculture et de l'Aquaculture
Ministère des Entreprises Nouveau-Brunswick
Ministère de l'Éducation

Ministère de l'Énergie
Ministère de l'Environnement
Ministère des Finances
Ministère des Pêches
Ministère de la Santé
Ministère des Affaires intergouvernementales
Ministère de la Justice et de la Consommation
Ministère des Gouvernements locaux
Ministère des Ressources naturelles
Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail
Ministère de la Sécurité publique
Ministère du Développement social
Ministère de l'Approvisionnement et des Services
Ministère du Tourisme et des Parcs
Ministère des Transports
Ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport
Bureau du Conseil exécutif
Commission du travail et de l'emploi
Centre de formation linguistique
Commission de police du Nouveau-Brunswick
Bureau des ressources humaines
Cabinet du procureur général
Bureau du vérificateur général
Bureau du contrôleur
Cabinet du Chef de l'opposition
Cabinet du lieutenant-gouverneur
Bureau de l'Ombudsman
Cabinet du Premier ministre

†TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Tous les ministères de la province.

†TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Tous les ministères et organismes du territoire.

La présente Annexe ne vise pas les marchés assujettis à la «Business Incentive Policy» des Territoires du Nord-Ouest.

*†NOUVELLE-ÉCOSSE

Tous les ministères et bureaux de la province établis en vertu de la *Public Service Act*.

La présente Annexe ne comprend pas les «Emergency Health Services» (une direction du ministère de la Santé) relativement aux marchés de services d'ambulances au sol, y compris les services de télécommunications fournis dans le cadre des soins de santé d'urgence.

†NUNAVUT

Tous les ministères et organismes du territoire.

La présente Annexe ne vise pas les marchés assujettis à la Nunavummi Nangminiaqtunik Ikajuuti (politique NNI) ni les marchés faisant partie du chapitre 24 de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.

ONTARIO

Tous les ministères de la province.

Les organismes suivants sont compris:

AgriCorp
Centre Centennial des sciences et de la technologie (Centre des sciences de l'Ontario)
Société ontarienne d'assurance-dépôts
Palais des congrès du Toronto métropolitain
Commission des parcs du Niagara
Agence ontarienne des eaux
Commission des services financiers de l'Ontario
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants
Société ontarienne d'hypothèques et de logement
Société d'hypothèques de l'Ontario
Commission de transport Ontario Northland
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique
Centre des congrès d'Ottawa
Science Nord

*†ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Tous les ministères et organismes de la province.

La présente Annexe ne vise pas les marchés portant sur des matériaux de construction qui sont utilisés dans la construction et l'entretien de routes.

*QUÉBEC

Tous les ministères de la province.

Les organismes publics suivants sont compris:

Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Comité de déontologie policière
Commissaire à la déontologie policière
Commissaire à la santé et au bien-être
Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'accès à l'information
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Commission de l'équité salariale
Commission de la fonction publique
Commission de protection du territoire agricole du Québec
Commission de toponymie
Commission des biens culturels du Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des partenaires du marché du travail
Commission des transports du Québec
Commission municipale du Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre
Conseil de la famille et de l'enfance
Conseil de la justice administrative
Conseil de la science et de la technologie
Conseil des aînés
Conseil des relations interculturelles
Conseil des services essentiels
Conseil du médicament
Conseil du statut de la femme
Conseil permanent de la jeunesse
Conseil supérieur de l'éducation
Conseil supérieur de la langue française
Coroner
Curateur public du Québec
Directeur des poursuites criminelles et pénales
Office de la protection du consommateur
Office des personnes handicapées du Québec
Office québécois de la langue française
Régie des alcools, des courses et des jeux
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Régie du logement
Sûreté du Québec

La présente Annexe ne vise pas les marchés suivants:

- a) les produits et les services culturels ou artistiques;
- b) les services de production de jeunes plants;
- c) les travaux devant être exécutés sur un bien par un entrepreneur conformément aux dispositions d'une garantie visant le bien ou les travaux originaux;
- d) l'acier de construction (y compris dans le cadre de sous-contrats);
- e) les marchés passés avec des organismes sans but lucratif.

Le présent accord ne s'applique à aucune mesure adoptée ou maintenue par le Québec relativement à la culture ou aux industries culturelles.

*†SASKATCHEWAN

Tous les ministères de la province.

Les commissions et organismes suivants sont visés:

Public Employee Benefits Agency
Saskatchewan Archives Board
Saskatchewan Arts Board

La présente Annexe ne comprend pas les entités de l'organe législatif.

*†YUKON

Tous les ministères et organismes du territoire.

Notes relatives à l'Annexe 2

1. En ce qui concerne les provinces et les territoires énumérés dans la présente Annexe, le présent accord ne s'applique pas aux préférences ni aux restrictions liées à des projets de routes.
2. En ce qui concerne les provinces et les territoires énumérés dans la présente Annexe, le présent accord ne s'applique pas aux préférences ni aux restrictions liées à des programmes de promotion du développement des régions défavorisées.
3. Le présent accord ne vise pas les marchés dont l'objet est de contribuer au développement économique des provinces du Manitoba, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de la Nouvelle-Écosse, ou des territoires du Nunavut et du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest.
4. En ce qui concerne les provinces et les territoires marqués d'un astérisque (*), le présent accord ne vise pas les marchés suivants:
 - a) l'acquisition de produits à des fins de représentation ou de promotion;
 - b) l'acquisition de services ou de services de construction à des fins de représentation ou de promotion à l'extérieur de la province ou du territoire.
5. En ce qui concerne les provinces et les territoires marqués d'un obélisque (†), le présent accord ne vise pas les marchés portant sur l'acquisition de produits, de services ou de services de construction pour le compte de conseils scolaires ou leurs équivalents, d'établissements d'enseignement, d'entités de services sociaux ou d'hôpitaux financés par le secteur public, ou qui leur seront transférés.
6. Rien dans le présent accord n'est interprété comme empêchant une entité d'une province ou d'un territoire d'appliquer des restrictions visant à promouvoir la qualité générale de l'environnement dans cette province ou ce territoire, pour autant que ces restrictions ne constituent pas des obstacles déguisés au commerce international.
7. Le présent accord ne vise pas les marchés passés par une entité visée pour le compte d'une entité non visée.

8. Le présent accord ne comprend pas les sociétés d'État des provinces et des territoires.
9. En ce qui concerne la République d'Islande et la Principauté de Liechtenstein, le présent accord ne s'applique pas aux marchés passés par les entités énumérées à la présente Annexe.

ANNEXE 3

Entreprises publiques

Sauf indication contraire, le présent accord vise les marchés des entités énumérées dans la présente Annexe, auxquels s'appliquent les seuils suivants:

<u>Valeurs de seuil:</u>	355 000 DTS	<i>Produits</i>
	355 000 DTS	<i>Services</i>
	5 000 000 DTS	<i>Services de construction</i>

Liste des entreprises fédérales:

1. Société canadienne des postes
2. Musée canadien des civilisations
3. Musée canadien de la nature
4. Commission canadienne du tourisme
5. Construction de Défense (1951) Limitée
6. Commission de la capitale nationale
7. Musée des beaux-arts du Canada
8. Musée national des sciences et de la technologie du Canada
9. Monnaie royale canadienne
10. Via Rail Canada Inc.

Notes relatives à l'Annexe 3

1. Il est entendu que l'article XVII s'applique aux marchés passés par Via Rail Canada Inc. et par la Monnaie royale canadienne relativement à la protection du secret des affaires quant aux renseignements fournis.
2. L'Appendice I du Canada ne comprend pas les marchés passés par la Monnaie royale canadienne ou pour son compte pour la fourniture d'intrants directs utilisés aux fins de la frappe de toute pièce autre que la monnaie légale canadienne.
3. En ce qui concerne l'Union européenne, la République d'Islande et la Principauté de Liechtenstein, le présent accord ne s'applique pas aux marchés passés par les entités énumérées dans la présente Annexe.

ANNEXE 4

Produits

1. Sauf indication contraire et sous réserve du paragraphe 2, le présent accord vise tous les produits.

2. Sous réserve de l'application du paragraphe 1 de l'article III du présent accord, en ce qui a trait aux marchés passés par le Ministère de la Défense nationale, la Gendarmerie royale du Canada, le Ministère des Pêches et des Océans pour la Garde côtière canadienne ainsi que les corps policiers provinciaux, le présent accord vise seulement les produits ci-dessous, décrits dans la Classification fédérale des approvisionnements (FSC):

- FSC 22. Matériel ferroviaire
- FSC 23. Véhicules automobiles, remorques et cycles (sauf les autobus compris dans 2310, les camions et remorques militaires compris dans 2320 et 2330, les véhicules chenillés de combat, d'attaque et de tactique compris dans 2350, et les véhicules roulants de combat, d'attaque et de tactique compris dans 2355, autrefois classés dans 2320)
- FSC 24. Tracteurs
- FSC 25. Pièces de véhicules
- FSC 26. Enveloppes et chambres à air
- FSC 29. Accessoires de moteurs
- FSC 30. Matériel de transmission de l'énergie mécanique
- FSC 32. Machines et matériel pour le travail du bois
- FSC 34. Machines pour le travail de métaux
- FSC 35. Matériel de service et de commerce
- FSC 36. Machines industrielles spéciales
- FSC 37. Machines et matériel agricoles
- FSC 38. Matériel de construction, d'extraction, d'excavation et d'entretien routier
- FSC 39. Matériel de manutention des matériaux
- FSC 40. Cordages, câbles, chaînes et accessoires
- FSC 41. Matériel de réfrigération et de climatisation
- FSC 42. Matériel de lutte contre l'incendie, de sauvetage et de sécurité (sauf 4220: Équipement de plongée et de sauvetage en mer, et 4230: Équipement d'imprégnation et de décontamination)
- FSC 43. Pompes et compresseurs
- FSC 44. Matériel de fours, de générateurs de vapeur, de séchage, et réacteurs nucléaires
- FSC 45. Matériel de plomberie, de chauffage et sanitaire
- FSC 46. Matériel d'épuration de l'eau et de traitement des eaux usées
- FSC 47. Éléments de canalisation, tuyaux et accessoires
- FSC 48. Robinets-vannes
- FSC 49. Matériel d'ateliers d'entretien et de réparation
- FSC 52. Instruments de mesure

- FSC 53. Articles de quincaillerie et abrasifs
- FSC 54. Éléments de construction préfabriqués et éléments d'échafaudages
- FSC 55. Bois de construction, sciages, contreplaqués et bois de placage
- FSC 56. Matériaux de construction
- FSC 61. Fils électriques, matériel de production et de distribution d'énergie
- FSC 62. Lampes et accessoires d'éclairage
- FSC 63. Systèmes d'alarme et de signalisation
- FSC 65. Fournitures et matériel médicaux, dentaires et vétérinaires
- FSC 66. Instruments et matériel de laboratoire (sauf 6615: Mécanismes de pilotage automatique et éléments de gyroscopes d'aéronefs, et 6665: Instruments et appareils de détection des dangers)
- FSC 67. Matériel photographique
- FSC 68. Substances et produits chimiques
- FSC 69. Matériels et appareils d'enseignement
- FSC 70. Matériel d'informatique général, logiciel, fournitures et matériel auxiliaire (sauf 7010: Configurations d'équipement de traitement automatique des données)
- FSC 71. Meubles
- FSC 72. Articles et appareils pour l'équipement des ménages et des lieux publics
- FSC 73. Matériel de cuisine et de table
- FSC 74. Machines de bureau, systèmes de traitement de textes et équipements à classement visible
- FSC 75. Fournitures et appareils de bureau
- FSC 76. Livres, cartes et publications diverses (sauf 7650: Plans et spécifications)
- FSC 77. Instruments de musique, phonographes et récepteurs radiophoniques domestiques
- FSC 78. Matériel de plaisance et d'athlétisme
- FSC 79. Matériel et fournitures de nettoyage
- FSC 80. Pinceaux, peinture, produits d'obturation et adhésifs
- FSC 81. Conteneurs, matériaux et fournitures d'emballage
- FSC 85. Articles de toilette
- FSC 87. Fournitures pour l'agriculture
- FSC 88. Animaux vivants
- FSC 91. Combustibles, lubrifiants, huiles et cires
- FSC 93. Fabrications non métalliques
- FSC 94. Matières brutes non métalliques
- FSC 96. Minerais, minéraux et leurs dérivés primaires
- FSC 99. Divers

ANNEXE 5

Services

1. Sauf indication contraire, le présent accord vise les services précisés aux paragraphes 2 et 3. Ces services sont désignés conformément à la Classification centrale de produits provisoire des Nations Unies, que l'on peut trouver à l'adresse:

<http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=9&Top=2&Lg=2>. Aux fins de la mise en œuvre du présent accord pour les entités et les entreprises fédérales, le Canada utilisera le «Système commun de classification».

2. Le présent accord vise les marchés passés par les entités fédérales énumérées à l'Annexe 1 et les entreprises fédérales énumérées à l'Annexe 3 pour les services suivants:

861	Services juridiques (conseils juridiques en matière de droit international et de droit étranger uniquement)
862	Services comptables, d'audit et de tenue de livres
863	Services de conseil fiscal (à l'exclusion des services juridiques)
86503	Services de consultations en matière de gestion de la commercialisation
8671	Services d'architecture
8672	Services d'ingénierie
8673	Services intégrés d'ingénierie (sauf 86731: Services intégrés d'ingénierie pour les projets de construction clés en main d'infrastructures de transport)

3. Le présent accord vise les marchés passés par les entités fédérales énumérées à l'Annexe 1, les entités des gouvernements sous-centraux énumérées à l'Annexe 2 et les entreprises fédérales énumérées à l'Annexe 3 pour les services suivants:

633	Services de réparation d'articles personnels et domestiques
641	Services d'hôtellerie et services d'hébergement analogues
642-643	Services de restauration et de vente de boissons
7471	Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques
7512	Services commerciaux de courrier (y compris les services de courrier multimodaux)
7523	Services d'échange électronique de données
7523	Services de courrier électronique
7523	Services améliorés/à valeur ajoutée de télécopie, y compris enregistrements et retransmission et enregistrement et recherche Services de conversion de codes et de protocoles

7523	Services directs de recherche d'informations permanente et de serveur de base de données
7523	Services d'audiomessagerie téléphonique
821	Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués
822	Services immobiliers à forfait ou sous contrat
83106 à 83109 uniquement	Services de location simple ou en crédit-bail de machines et de matériel, sans opérateurs
83203 à 83209 uniquement	Services de location simple ou en crédit-bail d'articles personnels et domestiques
841	Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques
842	Services de réalisation de logiciels, y compris les services de consultations en matière de systèmes et de logiciels, ainsi que les services d'analyse de systèmes, de conception, de programmation et de maintenance
843	Services de traitement de données, y compris les services de traitement, de tabulation et de gestion des installations
843	Services de traitement en direct de l'information et/ou de données (y compris traitement de transactions)
844	Services de base de données
845	Services d'entretien et de réparation de machines et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs
849	Autres services informatiques
86501	Services de consultations en matière de gestion générale
86504	Services de consultations en matière de gestion des ressources humaines
86505	Services de consultations en matière de gestion de la production
8660	Services connexes aux services de consultations en matière de gestion (sauf 86602: Services d'arbitrage et de conciliation)
8674	Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère
8676	Services d'essais et d'analyses techniques, y compris d'inspection et de contrôle de la qualité (à l'exclusion du matériel de transport et du numéro 58 de la FSC)
874	Services de nettoyage de bâtiments
876	Services de conditionnement

8814	Services Annexes à la sylviculture et à l'exploitation forestière, y compris la gestion des forêts
883	Services Annexes aux industries extractives, y compris les services d'exploration et de forage
8861 à 8864 et 8866	Services de réparation Annexes à la fabrication de produits en métaux, de machines et de matériel
940	Services d'assainissement et d'enlèvement des ordures, services de voirie et services analogues

Notes relatives à l'Annexe 5

1. Le présent accord est assujéti aux modalités énoncées dans la liste que le Canada a jointe à l'*Accord général sur le commerce des services* (AGCS).
2. Dans le domaine des télécommunications, l'offre du Canada se limite aux services améliorés ou à valeur ajoutée qui sont fournis au moyen d'installations de télécommunications de base louées à des fournisseurs de réseaux publics de transport des télécommunications.
3. Le présent accord ne vise pas les marchés suivants:
 - a) les services de gestion et d'exploitation d'installations publiques ou privées utilisées à des fins publiques, y compris la recherche-développement financée par le gouvernement fédéral;
 - b) les services d'utilité public;
 - c) les services d'architecture et d'ingénierie se rapportant à des aéroports ainsi qu'à des installations de communications ou de missiles;
 - d) la construction navale et la réparation de navires ainsi que les services d'architecture et d'ingénierie s'y rapportant;
 - e) les services concernant des produits achetés par le Ministère de la Défense nationale, la Gendarmerie royale du Canada, le Ministère des Pêches et des Océans pour la Garde côtière canadienne ainsi que les corps policiers provinciaux, qui ne sont pas indiqués comme étant visés par le présent accord;
 - f) les services achetés pour appuyer les forces militaires se trouvant à l'étranger.

ANNEXE 6

Services de construction

1. Sauf indication contraire et sous réserve du paragraphe 2, le présent accord vise tous les services de construction désignés à la division 51 de la Classification centrale de produits provisoire des Nations Unies (CPC), que l'on peut trouver à l'adresse:
<http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcs.asp?Cl=9&Co=51&Lg=2>.

2. Le présent accord ne vise pas les marchés portant sur:

- a) des services de dragage;
- b) des services de construction passés par le ministère des Transports fédéral ou pour le compte de celui-ci.

ANNEXE 7

Notes générales

Sauf indication contraire, les notes générales suivantes s'appliquent au présent accord, y compris les Annexes 1 à 6.

1. Le présent accord ne vise pas les marchés portant sur:
 - a) la construction navale et la réparation de navires;
 - b) le matériel de transport ferroviaire urbain et de transport en commun urbain, les systèmes, composantes et matériaux entrant dans leur fabrication, ainsi que tous le matériel en fer ou en acier destiné à ces projets;
 - c) les produits relevant du n°58 de la Classification fédérale des approvisionnements (Équipements de télécommunications, de détection et de rayonnement cohérent);
 - d) les produits agricoles passés en application de programmes de soutien à l'agriculture ou de programmes d'aide alimentaire.
2. Le présent accord ne s'applique pas aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises détenues par des minorités.
3. Le présent accord ne s'applique pas aux mesures adoptées ou maintenues à l'égard des peuples autochtones. Il ne modifie pas les droits existants ancestraux ou issus de traités, reconnus au peuple autochtones du Canada par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
4. Pour le Canada, les marchés visés s'entendent de transactions contractuelles visant l'acquisition de produits ou de services devant bénéficier directement au gouvernement ou être utilisés directement par celui-ci. Le processus de passation d'un marché débute après qu'une entité a défini ses besoins et se poursuit jusqu'à l'adjudication inclusivement. Ne sont pas compris les marchés entre une entité ou entreprise publique et une autre entité ou entreprise publique.
5. Le présent accord ne vise pas les marchés portant sur les services de transport qui forment une partie d'un marché d'approvisionnement ou y sont rattachés.
6. Le présent accord vise les services précisés à l'Annexe 5 et les services de construction précisés à l'Annexe 6 en ce qui concerne une Partie donnée seulement dans la mesure où cette Partie a accordé un accès réciproque au service considéré.
7. Dans le cas où une entité adjuge un contrat qui n'est pas visé par le présent accord, celui-ci n'est pas interprété comme visant tout produit ou service constituant un élément de ce contrat.
8. Le présent accord ne s'applique pas aux contrats passés en vertu d'un accord international et portant sur la réalisation ou l'exploitation en commun d'un ouvrage.
9. Toute exclusion liée expressément ou d'une manière générale à des entités ou à des entreprises fédérales ou sous-centrales énumérées à l'Annexe 1, à l'Annexe 2 ou à l'Annexe 3 s'appliquera également à toute entité ou entreprise qui pourrait leur succéder, afin de maintenir la valeur de la présente offre.

FUTURE APPENDIX I COMMITMENTS OF THE EUROPEAN UNION (FINAL)

ANNEX 1

Central government entities

Supplies

Thresholds: SDR 130,000

Services

Specified in Annex 5

Thresholds: SDR 130,000

Works

Specified in Annex 6

Thresholds: SDR 5,000,000

1. EUROPEAN UNION ENTITIES
<ol style="list-style-type: none"> 1. The Council of the European Union 2. The European Commission 3. European External Action Service (EEAS)
2. THE CENTRAL GOVERNMENT CONTRACTING AUTHORITIES OF EU MEMBER STATES
<ol style="list-style-type: none"> (a) For the goods, services, suppliers and service providers of Liechtenstein, Switzerland, Iceland, Norway, The Netherlands with respect to Aruba, procurement by all central government contracting authorities of EU member States. The list attached is indicative. (b) For the goods, services, suppliers and service providers of Israel, procurement by the following central government contracting authorities. (c) For the goods, services, suppliers and service providers of the United States; Canada; Japan; Hong Kong, China; Singapore; Korea; Armenia and the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu, procurement by the following central government contracting authorities, provided they are not marked by an asterisk. (d) Without prejudice to item (c), for the goods, services, suppliers and service providers of the United States, Japan and the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu, procurement by the following central government contracting authorities of EU Member States provided that they are marked by a double asterisk.

BELGIUM

1. Services publics fédéraux:	1. Federale Overheidsdiensten:
SPF Chancellerie du Premier Ministre;	FOD Kanselarij van de Eerste Minister;
SPF Personnel et Organisation;	FOD Kanselarij Personeel en Organisatie;
SPF Budget et Contrôle de la Gestion;	FOD Budget en Beheerscontrole;
SPF Technologie de l'Information et de la Communication (Fedict);	FOD Informatie- en Communicatietechnologie (Fedict);
SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;	FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;
SPF Intérieur;	FOD Binnenlandse Zaken;
SPF Finances;	FOD Financiën;
SPF Mobilité et Transports;	FOD Mobiliteit en Vervoer;
SPF Emploi, Travail et Concertation sociale;	FOD Werkgelegenheid, Arbeid en sociaal overleg;
SPF Sécurité Sociale et Institutions publiques de Sécurité Sociale;	FOD Sociale Zekerheid en Openbare Instellingen van sociale Zekerheid;
SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;	FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;
SPF Justice;	FOD Justitie;
SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie;	FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie;
Ministère de la Défense;	Ministerie van Landsverdediging;
Service public de programmation Intégration sociale, Lutte contre la pauvreté Et Economie sociale;	Programmatorische Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedsbestrijding en sociale Economie;
Service public fédéral de Programmation Développement durable;	Programmatorische federale Overheidsdienst Duurzame Ontwikkeling;
Service public fédéral de Programmation Politique scientifique;	Programmatorische federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid;
2. Régie des Bâtiments:	2. Regie der Gebouwen:
Office national de Sécurité sociale;	Rijksdienst voor sociale Zekerheid;
Institut national d'Assurance sociales	Rijksinstituut voor de sociale Verzekeringen der

Pour travailleurs indépendants;	Zelfstandigen;
Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité; Office national des Pensions;	Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering; Rijksdienst voor Pensioenen;
Caisse auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité;	Hulpkas voor Ziekte-en Invaliditeitsverzekering;
Fond des Maladies professionnelles;	Fonds voor Beroepsziekten;
Office national de l'Emploi;	Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening
La Poste [∞]	De Post [∞]

BULGARIA

1. Администрация на Народното събрание (Administration of the National Assembly)
2. Администрация на Президента (Administration of the President)
3. Администрация на Министерския съвет (Administration of the Council of Ministers)
4. Конституционен съд (Constitutional Court)
5. Българска народна банка (Bulgarian National Bank)
6. Министерство на външните работи (Ministry of Foreign Affairs)
7. Министерство на вътрешните работи (Ministry of the Interior)
8. Министерство на извънредните ситуации (Ministry of Emergency Situations)
9. Министерство на държавната администрация и административната реформа (Ministry of State Administration and Administrative Reform)
10. Министерство на земеделието и храните (Ministry of Agriculture and Food)
11. Министерство на здравеопазването (Ministry of Health)
12. Министерство на икономиката и енергетиката (Ministry of Economy and Energy)
13. Министерство на културата (Ministry of Culture)
14. Министерство на образованието и науката (Ministry of Education and Science)
15. Министерство на околната среда и водите (Ministry of Environment and Water)
16. Министерство на отбраната (Ministry of Defence)
17. Министерство на правосъдието (Ministry of Justice)
18. Министерство на регионалното развитие и благоустройството (Ministry of Regional Development and Public Works)
19. Министерство на транспорта (Ministry of Transport)

[∞] Postal activities as per act of 24 December 1993

20. Министерство на труда и социалната политика (Ministry of Labour and Social Policy)
21. Министерство на финансите (Ministry of Finance)
22. държавни агенции, държавни комисии, изпълнителни агенции и други държавни институции, създадени със закон или с постановление на Министерския съвет, които имат функции във връзка с осъществяването на изпълнителната власт (state agencies, state commissions, executive agencies and other state authorities established by law or by Council of Ministers' decree having a function relating to the exercise of executive power):
23. Агенция за ядрено регулиране (Nuclear Regulatory Agency)
24. Държавна комисия за енергийно и водно регулиране (Energy and Water State Regulatory Commission)
25. Държавна комисия по сигурността на информацията (State Commission on Information Security)
26. Комисия за защита на конкуренцията (Commission for Protection of Competition)
27. Комисия за защита на личните данни (Commission for Personal Data Protection)
28. Комисия за защита от дискриминация (Commission for Protection Against Discrimination)
29. Комисия за регулиране на съобщенията (Communications Regulation Commission)
30. Комисия за финансов надзор (Financial Supervision Commission)
31. Патентно ведомство на Република България (Patent Office of the Republic of Bulgaria)
32. Сметна палата на Република България (National Audit Office of the Republic of Bulgaria)
33. Агенция за приватизация (Privatization Agency)
34. Агенция за следприватизационен контрол (Agency for Post-privatization Control)
35. Български институт по метрология (Bulgarian Institute for Metrology)
36. Държавна агенция "Архиви (State Agency "Archives")
37. Държавна агенция "Държавен резерв и военновременни запаси" (State Agency "State Reserve and War-Time Stocks")
38. Държавна агенция за бежанците (State Agency for Refugees)
39. Държавна агенция за българите в чужбина (State Agency for Bulgarians Abroad)
40. Държавна агенция за закрила на детето (State Agency for Child Protection)
41. Държавна агенция за информационни технологии и съобщения (State Agency for Information Technology and Communications)
42. Държавна агенция за метрологичен и технически надзор (State Agency for Metrological and Technical Surveillance)
43. Държавна агенция за младежта и спорта (State Agency for Youth and Sports)
44. Държавна агенция по туризма (State Agency for Tourism)

45. Държавна комисия по стоковите борси и тържища (State Commission on Commodity Exchanges and Market-places)
46. Институт по публична администрация и европейска интеграция (Institute of Public Administration and European Integration)
47. Национален статистически институт (National Statistical Institute)
48. Агенция "Митници" (Customs Agency)
49. Агенция за държавна и финансова инспекция (Public Financial Inspection Agency)
50. Агенция за държавни вземания (State Receivables Collection Agency)
51. Агенция за социално подпомагане (Social Assistance Agency)
52. Държавна агенция "Национална сигурност" (State Agency "National Security")
53. Агенция за хората с увреждания (Agency for Persons with Disabilities)
54. Агенция по вписванията (Registry Agency)
55. Агенция по енергийна ефективност (Energy Efficiency Agency)
56. Агенция по заетостта (Employment Agency)
57. Агенция по геодезия, картография и кадастър (Geodesy, Cartography and Cadastre Agency)
58. Агенция по обществени поръчки (Public Procurement Agency)
59. Българска агенция за инвестиции (Bulgarian Investment Agency)
60. Главна дирекция "Гражданска въздухоплавателна администрация" (General Directorate "Civil Aviation Administration")
61. Дирекция за национален строителен контрол (Directorate for National Construction Supervision)
62. Държавна комисия по хазарта (State Commission on Gambling)
63. Изпълнителна агенция "Автомобилна администрация" (Executive Agency "Automobile Administration")
64. Изпълнителна агенция "Борба с градушките" (Executive Agency "Hail Suppression")
65. Изпълнителна агенция "Българска служба за акредитация" (Executive Agency "Bulgarian Accreditation Service")
66. Изпълнителна агенция "Главна инспекция по труда" (Executive Agency "General Labour Inspectorate")
67. Изпълнителна агенция "Железопътна администрация" (Executive Agency "Railway Administration")
68. Изпълнителна агенция "Морска администрация" (Executive Agency "Maritime Administration")

69. Изпълнителна агенция "Национален филмов център" (Executive Agency "National Film Centre")
70. Изпълнителна агенция "Пристанищна администрация" (Executive Agency "Port Administration")
71. Изпълнителна агенция "Проучване и поддържане на река Дунав" (Executive Agency "Exploration and Maintenance of the Danube River")
72. Фонд "Републиканска пътна инфраструктура" (National Infrastructure Fund)
73. Изпълнителна агенция за икономически анализи и прогнози (Executive Agency for Economic Analysis and Forecasting)
74. Изпълнителна агенция за насърчване на малките и средни предприятия (Executive Agency for Promotion of Small and Medium Enterprises)
75. Изпълнителна агенция по лекарствата (Executive Agency on Medicines)
76. Изпълнителна агенция по лозата и виното (Executive Agency on Vine and Wine)
77. Изпълнителна агенция по околна среда (Executive Environment Agency)
78. Изпълнителна агенция по почвените ресурси (Executive Agency on Soil Resources)
79. Изпълнителна агенция по рибарство и аквакултури (Executive Agency on Fisheries and Aquaculture)
80. Изпълнителна агенция по селекция и репродукция в животновъдството (Executive Agency for Selection and Reproduction in Animal Husbandry)
81. Изпълнителна агенция по сортоизпитване, апробация и семеконтрол (Executive Agency for Plant Variety Testing, Field Inspection and Seed Control)
82. Изпълнителна агенция по трансплантация (Transplantation Executive Agency)
83. Изпълнителна агенция по хидромелиорации (Executive Agency on Hydromelioration)
84. Комисията за защита на потребителите (Commission for Consumer Protection)
85. Контролно-техническата инспекция (Control Technical Inspectorate)
86. Национална агенция за приходите (National Revenue Agency)
87. Национална ветеринарномедицинска служба (National Veterinary Service)
88. Национална служба за растителна защита (National Service for Plant Protection)
89. Национална служба по зърното и фуражите (National Grain and Feed Service)
90. Държавна агенция по горите (State Forestry Agency)
91. Висшата атестационна комисия (Higher Attestation Commission)**
92. Национална агенция за оценяване и акредитация (National Evaluation and Accreditation Agency)**
93. Националната агенция за професионално образование и обучение (National Agency for Vocational Education and Training)**

94. Национална комисия за борба с трафика на хора (Bulgarian National Anti-Trafficking Commission)**
95. Дирекция "Материално-техническо осигуряване и социално обслужване" на Министерство на вътрешните работи (Directorate "Material-technical Ensuring and Social Service" at the Ministry of the Interior)**
96. Дирекция "Оперативно издирване" на Министерство на вътрешните работи (Directorate "Operative Investigation" at the Ministry of the Interior)**
97. Дирекция "Финансово-ресурсно осигуряване" на Министерство на вътрешните работи (Directorate "Financial and Resource Ensuring" at the Ministry of the Interior)**
98. Изпълнителна агенция "Военни клубове и информация" (Executive Agency "Military Clubs and Information")**
99. Изпълнителна агенция "Държавна собственост на Министерството на отбраната" (Executive Agency "State Property at the Ministry of Defence")**
100. Изпълнителна агенция "Изпитвания и контролни измервания на въоръжение, техника и имущества" (Executive Agency "Testing and Control Measurements of Arms, Equipment and Property")**
101. Изпълнителна агенция "Социални дейности на Министерството на отбраната" (Executive Agency "Social Activities at the Ministry of Defence")**
102. Национален център за информация и документация (National Center for Information and Documentation)**
103. Национален център по радиобиология и радиационна защита (National Centre for Radiobiology and Radiation Protection)**
104. Национална служба "Полиция" (National Office "Police")*
105. Национална служба "Пожарна безопасност и защита на населението" (National Office "Fire Safety and Protection of the Population")*
106. Национална служба за съвети в земеделието (National Agricultural Advisory Service)**
107. Служба "Военна информация" (Military Information Service)**
108. Служба "Военна полиция" (Military Police)**
109. Авиоотряд 28 (Airsquad 28)**

CZECH REPUBLIC

1. Ministerstvo dopravy (Ministry of Transport)
2. Ministerstvo financí (Ministry of Finance)
3. Ministerstvo kultury (Ministry of Culture)
4. Ministerstvo obrany (Ministry of Defence)
5. Ministerstvo pro místní rozvoj (Ministry for Regional Development)
6. Ministerstvo práce a sociálních věcí (Ministry of Labour and Social Affairs)
7. Ministerstvo průmyslu a obchodu (Ministry of Industry and Trade)
8. Ministerstvo spravedlnosti (Ministry of Justice)
9. Ministerstvo školství, mládeže a tělovýchovy (Ministry of Education, Youth and Sports)
10. Ministerstvo vnitra (Ministry of the Interior)
11. Ministerstvo zahraničních věcí (Ministry of Foreign Affairs)
12. Ministerstvo zdravotnictví (Ministry of Health)
13. Ministerstvo zemědělství (Ministry of Agriculture)
14. Ministerstvo životního prostředí (Ministry of the Environment)
15. Poslanecká sněmovna PČR (Chamber of Deputies of the Parliament of the Czech Republic)
16. Senát PČR (Senate of the Parliament of the Czech Republic)
17. Kancelář prezidenta (Office of the President)
18. Český statistický úřad (Czech Statistical Office)
19. Český úřad zeměměřičský a katastrální (Czech Office for Surveying, Mapping and Cadastre)
20. Úřad průmyslového vlastnictví (Industrial Property Office)
21. Úřad pro ochranu osobních údajů (Office for Personal Data Protection)
22. Bezpečnostní informační služba (Security Information Service)
23. Národní bezpečnostní úřad (National Security Authority)
24. Česká akademie věd (Academy of Sciences of the Czech Republic)
25. Vězeňská služba (Prison Service)
26. Český báňský úřad (Czech Mining Authority)
27. Úřad pro ochranu hospodářské soutěže (Office for the Protection of Competition)
28. Správa státních hmotných rezerv (Administration of the State Material Reserves)
29. Státní úřad pro jadernou bezpečnost (State Office for Nuclear Safety)
30. Energetický regulační úřad (Energy Regulatory Office)
31. Úřad vlády České republiky (Office of the Government of the Czech Republic)

32. Ústavní soud (Constitutional Court)
33. Nejvyšší soud (Supreme Court)
34. Nejvyšší správní soud (Supreme Administrative Court)
35. Nejvyšší státní zastupitelství (Supreme Public Prosecutor's Office)
36. Nejvyšší kontrolní úřad (Supreme Audit Office)
37. Kancelář Veřejného ochránce práv (Office of the Public Defender of Rights)
38. Grantová agentura České republiky (Grant Agency of the Czech Republic)
39. Státní úřad inspekce práce (State Labour Inspection Office)
40. Český telekomunikační úřad (Czech Telecommunication Office)
41. Ředitelství silnic a dálnic ČR (ŘSD) (Road and Motorway Directorate of the Czech Republic)*

DENMARK

1. Folketinget — The Danish Parliament Rigsrevisionen — The National Audit Office
2. Statsministeriet — The Prime Minister's Office
3. Udenrigsministeriet — Ministry of Foreign Affairs
4. Beskæftigelsesministeriet — Ministry of Employment
5 styrelser og institutioner — 5 agencies and institutions
5. Domstolsstyrelsen — The Court Administration
6. Finansministeriet — Ministry of Finance
5 styrelser og institutioner — 5 agencies and institutions
7. Forsvarsministeriet — Ministry of Defence
5 styrelser og institutioner — 5 agencies and Institutions
8. Ministeriet for Sundhed og Forebyggelse — Ministry of the Interior and Health
Adskillige styrelser og institutioner, herunder Statens Serum Institut — Several agencies and institutions, including Statens Serum Institut
9. Justitsministeriet — Ministry of Justice
Rigspolitichefen, anklagemyndigheden samt 1 direktorat og et antal styrelser —
Commissioner of Police, 1 directorate and a number of agencies
10. Kirkeministeriet — Ministry of Ecclesiastical Affairs
10 stiftsøvrigheder — 10 diocesan authorities
11. Kulturministeriet — Ministry of Culture
4 styrelser samt et antal statsinstitutioner — A Department and a number of institutions

12. Miljøministeriet — Ministry of the Environment
5 styrelser — 5 agencies
13. Ministeriet for Flygtninge, Invandrere og Integration — Ministry of Refugee, Immigration and Integration Affairs
1 styrelse — 1 agency
14. Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskeri — Ministry of Food, Agriculture and Fisheries
4 direktorater og institutioner — 4 directorates and institutions
15. Ministeriet for Videnskab, Teknologi og Udvikling — Ministry of Science, Technology and Innovation
Adskillige styrelser og institutioner, Forskningscenter Risø og Statens uddannelsesbygninger — Several agencies and institutions, including Risoe National Laboratory and Danish National Research and Education Buildings
16. Skatteministeriet — Ministry of Taxation
1 styrelse og institutioner — 1 agency and several institutions
17. Velfærdsministeriet — Ministry of Welfare
3 styrelser og institutioner — 3 agencies and several institutions
18. Transportministeriet — Ministry of Transport
7 styrelser og institutioner, herunder Øresundsbrosortiet — 7 agencies and institutions, including Øresundsbrosortiet
19. Undervisningsministeriet — Ministry of Education
3 styrelser, 4 undervisningsinstitutioner og 5 andre institutioner — 3 agencies, 4 educational establishments, 5 other institutions
20. Økonomi- og Erhvervsministeriet — Ministry of Economic and Business Affairs
Adskillige styrelser og institutioner — Several agencies and institutions
21. Klima- og Energiministeriet — Ministry for Climate and Energy
3 styrelser og institutioner — 3 agencies and institutions

GERMANY

1.	Federal Foreign Office	Auswärtiges Amt
2.	Federal Chancellery	Bundeskanzleramt
3.	Federal Ministry of Labour and Social Affairs	Bundesministerium für Arbeit und Soziales
4.	Federal Ministry of Education and Research	Bundesministerium für Bildung und Forschung
5.	Federal Ministry for Food, Agriculture and Consumer Protection	Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Verbraucherschutz
6.	Federal Ministry of Finance	Bundesministerium der Finanzen
7.	Federal Ministry of the Interior (civil goods only)	Bundesministerium des Innern
8.	Federal Ministry of Health	Bundesministerium für Gesundheit
9.	Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth	Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend
10.	Federal Ministry of Justice	Bundesministerium der Justiz
11.	Federal Ministry of Transport, Building and Urban Affairs	Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung
12.	Federal Ministry of Economic Affairs and Technology	Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie
13.	Federal Ministry for Economic Co-operation and Development	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
14.	Federal Ministry of Defence	Bundesministerium der Verteidigung
15.	Federal Ministry of Environment, Nature Conservation and Reactor Safety	Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit

ESTONIA

1. Vabariigi Presidendi Kantselei (Office of the President of the Republic of Estonia)
2. Eesti Vabariigi Riigikogu (Parliament of the Republic of Estonia)
3. Eesti Vabariigi Riigikohus (Supreme Court of the Republic of Estonia)
4. Riigikontroll (The State Audit Office of the Republic of Estonia)
5. Õiguskantsler (Legal Chancellor)
6. Riigikantselei (The State Chancellery)
7. Rahvusarhiiv (The National Archives of Estonia)
8. Haridus- ja Teadusministeerium (Ministry of Education and Research)
9. Justiitsministeerium (Ministry of Justice)
10. Kaitseministeerium (Ministry of Defence)
11. Keskkonnaministeerium (Ministry of Environment)
12. Kultuuriministeerium (Ministry of Culture)
13. Majandus- ja Kommunikatsiooniministeerium (Ministry of Economic Affairs and Communications)

14. Põllumajandusministeerium (Ministry of Agriculture)
15. Rahandusministeerium (Ministry of Finance)
16. Siseministeerium (Ministry of Internal Affairs)
17. Sotsiaalministeerium (Ministry of Social Affairs)
18. Välisministeerium (Ministry of Foreign Affairs)
19. Keeleinspeksioon (The Language Inspectorate)
20. Riigiprokuratuur (Prosecutor's Office)
21. Teabeamet (The Information Board)
22. Maa-amet (Estonian Land Board)
23. Keskkonnainspeksioon (Environmental Inspectorate)
24. Metsakaitse- ja Metsauuenduskeskus (Centre of Forest Protection and Silviculture)
25. Muinsuskaitseamet (The Heritage Board)
26. Patendiamet (Patent Office)
27. Tehnilise Järelevalve Amet (The Estonian Technical Surveillance Authority)
28. Tarbijakaitseamet (The Consumer Protection Board)
29. Riigihangete Amet (Public Procurement Office)
30. Taimetoodangu Inspeksioon (The Plant Production Inspectorate)
31. Põllumajanduse Registrite ja Informatsiooni Amet (Agricultural Registers and Information Board)
32. Veterinaar- ja Toiduamet (The Veterinary and Food Board)
33. Konkurentsiamet (The Estonian Competition Authority)
34. Maksu –ja Tolliamet (Tax and Customs Board)
35. Statistikaamet (Statistics Estonia)
36. Kaitsepolitseiamet (The Security Police Board)
37. Kodakondsus- ja Migratsiooniamet (Citizenship and Migration Board)
38. Piirivalveamet (National Board of Border Guard)
39. Politseiamet (National Police Board)
40. Eesti Kohtuekspertiisi ja Instituut (Forensic Service Centre)
41. Keskkriminaalpolitsei (Central Criminal Police)
42. Päästeamet (The Rescue Board)
43. Andmekaitse Inspeksioon (Estonian Data Protection Inspectorate)
44. Ravimiamet (State Agency of Medicines)
45. Sotsiaalkindlustusamet (Social Insurance Board)
46. Tööturuamet (Labour Market Board)
47. Tervishoiuamet (Health Care Board)
48. Tervisekaitseinspeksioon (Health Protection Inspectorate)
49. Tööinspeksioon (Labour Inspectorate)
50. Lennuamet (Estonian Civil Aviation Administration)
51. Maanteeamet (Estonian Road Administration)
52. Veeteede Amet (Maritime Administration)
53. Julgestuspolitsei (Central Law Enforcement Police)
54. Kaitseressursside Amet (Defence Resources Agency)
55. Kaitseväge Logistikeskus (Logistics Centre of Defence Forces)

GREECE

1. Υπουργείο Εσωτερικών (Ministry of Interior)
2. Υπουργείο Εξωτερικών (Ministry of Foreign Affairs)
3. Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών (Ministry of Economy and Finance)
4. Υπουργείο Ανάπτυξης (Ministry of Development)
5. Υπουργείο Δικαιοσύνης (Ministry of Justice)

6. Υπουργείο Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων (Ministry of Education and Religion)
7. Υπουργείο Πολιτισμού (Ministry of Culture)
8. Υπουργείο Υγείας και Κοινωνικής Αλληλεγγύης (Ministry of Health and Social Solidarity)
9. Υπουργείο Περιβάλλοντος, Χωροταξίας και Δημοσίων Έργων (Ministry of Environment, Physical Planning and Public Works)
10. Υπουργείο Απασχόλησης και Κοινωνικής Προστασίας (Ministry of Employment and Social Protection)
11. Υπουργείο Μεταφορών και Επικοινωνιών (Ministry of Transport and Communications)
12. Υπουργείο Αγροτικής Ανάπτυξης και Τροφίμων (Ministry of Rural Development and Food)
13. Υπουργείο Εμπορικής Ναυτιλίας, Αιγαίου και Νησιωτικής Πολιτικής (Ministry of Mercantile Marine, Aegean and Island Policy)
14. Υπουργείο Μακεδονίας- Θράκης (Ministry of Macedonia and Thrace)
15. Γενική Γραμματεία Επικοινωνίας (General Secretariat of Communication)
16. Γενική Γραμματεία Ενημέρωσης (General Secretariat of Information)
17. Γενική Γραμματεία Νέας Γενιάς (General Secretariat for Youth)
18. Γενική Γραμματεία Ισότητας (General Secretariat of Equality)
19. Γενική Γραμματεία Κοινωνικών Ασφαλίσεων (General Secretariat for Social Security)
20. Γενική Γραμματεία Απόδημου Ελληνισμού (General Secretariat for Greeks Living Abroad)
21. Γενική Γραμματεία Βιομηχανίας (General Secretariat for Industry)
22. Γενική Γραμματεία Έρευνας και Τεχνολογίας (General Secretariat for Research and Technology)
23. Γενική Γραμματεία Αθλητισμού (General Secretariat for Sports)
24. Γενική Γραμματεία Δημοσίων Έργων (General Secretariat for Public Works)
25. Γενική Γραμματεία Εθνικής Στατιστικής Υπηρεσίας Ελλάδος (National Statistical Service)
26. Εθνικό Συμβούλιο Κοινωνικής Φροντίδας (National Welfare Council)
27. Οργανισμός Εργατικής Κατοικίας (Workers' Housing Organisation)
28. Εθνικό Τυπογραφείο (National Printing Office)
29. Γενικό Χημείο του Κράτους (General State Laboratory)
30. Ταμείο Εθνικής Οδοποιίας (Greek Highway Fund)
31. Εθνικό Καποδιστριακό Πανεπιστήμιο Αθηνών (University of Athens)
32. Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης (University of Thessaloniki)
33. Δημοκρίτειο Πανεπιστήμιο Θράκης (University of Thrace)
34. Πανεπιστήμιο Αιγαίου (University of Aegean)
35. Πανεπιστήμιο Ιωαννίνων (University of Ioannina)
36. Πανεπιστήμιο Πατρών (University of Patras)
37. Πανεπιστήμιο Μακεδονίας (University of Macedonia)
38. Πολυτεχνείο Κρήτης (Polytechnic School of Crete)
39. Σιβιτανίδειος Δημόσια Σχολή Τεχνών και Επαγγελμάτων (Sivitanidios Technical School)
40. Αιγινήτειο Νοσοκομείο (Eginitio Hospital)
41. Αρεταίειο Νοσοκομείο (Areteio Hospital)
42. Εθνικό Κέντρο Δημόσιας Διοίκησης (National Centre of Public Administration)
43. Οργανισμός Διαχείρισης Δημοσίου Υλικού (A.E. Public Material Management Organisation)
44. Οργανισμός Γεωργικών Ασφαλίσεων (Farmers' Insurance Organisation)
45. Οργανισμός Σχολικών Κτιρίων (School Building Organisation)
46. Γενικό Επιτελείο Στρατού (Army General Staff)
47. Γενικό Επιτελείο Ναυτικού (Navy General Staff)
48. Γενικό Επιτελείο Αεροπορίας (Airforce General Staff)
49. Ελληνική Επιτροπή Ατομικής Ενέργειας (Greek Atomic Energy Commission)
50. Γενική Γραμματεία Εκπαίδευσης Ενηλίκων (General Secretariat for Further Education)
51. Υπουργείο Εθνικής Άμυνας (Ministry of National Defence)*
52. Γενική Γραμματεία Εμπορίου (General Secretariat of Commerce)
53. Ελληνικά Ταχυδρομεία Hellenic Post (EL. TA)

SPAIN

Presidencia de Gobierno

Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación

Ministerio de Justicia

Ministerio de Defensa

Ministerio de Economía y Hacienda

Ministerio del Interior

Ministerio de Fomento

Ministerio de Educación y Ciencia

Ministerio de Industria, Turismo y Comercio

Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales

Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación

Ministerio de la Presidencia

Ministerio de Administraciones Públicas

Ministerio de Cultura

Ministerio de Sanidad y Consumo

Ministerio de Medio Ambiente

Ministerio de Vivienda

FRANCE

1. Ministères

Services du Premier ministre

Ministère chargé de la santé, de la jeunesse et des sports

Ministère chargé de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Ministère chargé de la justice

Ministère chargé de la défense

Ministère chargé des affaires étrangères et européennes

Ministère chargé de l'éducation nationale

Ministère chargé de l'économie, des finances et de l'emploi

Secrétariat d'Etat aux transports

Secrétariat d'Etat aux entreprises et au commerce extérieur

Ministère chargé du travail, des relations sociales et de la solidarité
Ministère chargé de la culture et de la communication
Ministère chargé du budget, des comptes publics et de la fonction publique
Ministère chargé de l'agriculture et de la pêche
Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche
Ministère chargé de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
Secrétariat d'Etat à la fonction publique
Ministère chargé du logement et de la ville
Secrétariat d'Etat à la coopération et à la francophonie
Secrétariat d'Etat à l'outre-mer
Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports et de la vie associative
Secrétariat d'Etat aux anciens combattants
Ministère chargé de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement
Secrétariat d'Etat en charge de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques
Secrétariat d'Etat aux affaires européennes
Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères et aux droits de l'homme
Secrétariat d'Etat à la consommation et au tourisme
Secrétariat d'Etat à la politique de la ville
Secrétariat d'Etat à la solidarité
Secrétariat d'Etat en charge de l'emploi
Secrétariat d'Etat en charge du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services
Secrétariat d'Etat en charge du développement de la région-capitale
Secrétariat d'Etat en charge de l'aménagement du territoire

2. Etablissements publics nationaux

Académie de France à Rome
Académie de marine
Académie des sciences d'outre-mer
Académie des technologies*
Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (A.C.O.S.S.)
Agences de l'eau
Agence de biomédecine**
Agence pour l'enseignement du français à l'étranger**
Agence française de sécurité sanitaire des aliments**
Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail**
Agence Nationale de l'Accueil des Etrangers et des migrations
Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)
Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)
Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des Chances
Agence pour la garantie du droit des mineurs*
Agence nationale pour l'indemnisation des français d'outre-mer (ANIFOM)
Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA)
Bibliothèque nationale de France
Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg
Caisse des Dépôts et Consignations
Caisse nationale des autoroutes (CNA)
Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS)
Caisse de garantie du logement locatif social
Casa de Velasquez
Centre d'enseignement zootechnique
Centre d'études de l'emploi**
Centre hospitalier national des Quinze-Vingts

Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques (Montpellier Sup Agro)
Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale
Centre des Monuments Nationaux
Centre national d'art et de culture Georges Pompidou
Centre national des arts plastiques**
Centre national de la cinématographie
Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés
Centre National d'Etudes et d'expérimentation du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF)
Ecole nationale supérieure de Sécurité Sociale
Centre national du livre
Centre national de documentation pédagogique
Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS)
Centre national professionnel de la propriété forestière
Centre National de la Recherche Scientifique (C.N.R.S)
Centres d'éducation populaire et de sport (CREPS)
Centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS)
Collège de France
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres
Conservatoire National des Arts et Métiers
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
Conservatoire national supérieur d'art dramatique
Ecole centrale de Lille
Ecole centrale de Lyon
École centrale des arts et manufactures
École française d'archéologie d'Athènes
École française d'Extrême-Orient
École française de Rome
École des hautes études en sciences sociales
Ecole du Louvre*
École nationale d'administration
École nationale de l'aviation civile (ENAC)
École nationale des Chartes
École nationale d'équitation
Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'environnement de Strasbourg
Écoles nationales d'ingénieurs
Ecole nationale d'ingénieurs des industries des techniques agricoles et alimentaires de Nantes
Écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles
École nationale de la magistrature
Écoles nationales de la marine marchande
École nationale de la santé publique (ENSP)
École nationale de ski et d'alpinisme
École nationale supérieure des arts décoratifs
École nationale supérieure des arts et industries textiles Roubaix
Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre**
Écoles nationales supérieures d'arts et métiers
École nationale supérieure des beaux-arts
École nationale supérieure de céramique industrielle
École nationale supérieure de l'électronique et de ses applications (ENSEA)
Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'information et des bibliothécaires
Écoles nationales vétérinaires

École nationale de voile
Écoles normales supérieures
École polytechnique
École de viticulture — Avize (Marne)
Établissement national d'enseignement agronomique de Dijon
Établissement national des invalides de la marine (ENIM)
Établissement national de bienfaisance Koenigswarter
Fondation Carnegie
Fondation Singer-Polignac
Haras nationaux
Hôpital national de Saint-Maurice
Institut français d'archéologie orientale du Caire
Institut géographique national
Institut National des Appellations d'origine
Institut national des hautes études de sécurité**
Institut de veille sanitaire**
Institut National d'enseignement supérieur et de recherche agronomique et agroalimentaire de Rennes
Institut National d'Etudes Démographiques (I.N.E.D.)
Institut National d'Horticulture
Institut National de la jeunesse et de l'éducation populaire
Institut national des jeunes aveugles — Paris
Institut national des jeunes sourds — Bordeaux
Institut national des jeunes sourds — Chambéry
Institut national des jeunes sourds — Metz
Institut national des jeunes sourds — Paris
Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (I.N.P.N.P.P)
Institut national de la propriété industrielle
Institut National de la Recherche Agronomique (I.N.R.A.)
Institut National de la Recherche Pédagogique (I.N.R.P.)
Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (I.N.S.E.R.M.)
Institut national d'histoire de l'art (I.N.H.A.)**
Institut National des Sciences de l'Univers
Institut National des Sports et de l'Education Physique
Instituts nationaux polytechniques
Instituts nationaux des sciences appliquées
Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)
Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS)
Institut de Recherche pour le Développement
Instituts régionaux d'administration
Institut des Sciences et des Industries du vivant et de l'environnement (Agro Paris Tech)
Institut supérieur de mécanique de Paris
Institut Universitaires de Formation des Maîtres
Musée de l'armée
Musée Gustave-Moreau
Musée du Louvre*
Musée du Quai Branly**
Musée national de la marine
Musée national J.-J.-Henner
Musée national de la Légion d'honneur
Musée de la Poste
Muséum National d'Histoire Naturelle
Musée Auguste-Rodin
Observatoire de Paris

Office français de protection des réfugiés et apatrides
 Office National des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre (ONAC)
 Office national de la chasse et de la faune sauvage
 Office National de l'eau et des milieux aquatiques
 Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)
 Office universitaire et culturel français pour l'Algérie
 Palais de la découverte
 Parcs nationaux
 Universités

3. Institutions, autorités et juridictions indépendantes

Présidence de la République*
 Assemblée Nationale*
 Sénat*
 Conseil constitutionnel*
 Conseil économique et social*
 Conseil supérieur de la magistrature*
 Agence française contre le dopage*
 Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles**
 Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires**
 Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**
 Autorité de sûreté nucléaire*
 Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel**
 Commission d'accès aux documents administratifs*
 Commission consultative du secret de la défense nationale*
 Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*
 Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*
 Commission nationale de déontologie de la sécurité*
 Commission nationale du débat public*
 Commission nationale de l'informatique et des libertés*
 Commission des participations et des transferts*
 Commission de régulation de l'énergie*
 Commission de la sécurité des consommateurs*
 Commission des sondages*
 Commission de la transparence financière de la vie politique*
 Conseil de la concurrence*
 Conseil supérieur de l'audiovisuel*
 Défenseur des enfants**
 Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité**
 Haute autorité de santé**
 Médiateur de la République**
 Cour de justice de la République*
 Tribunal des Conflits*
 Conseil d'Etat*
 Cours administratives d'appel*
 Tribunaux administratifs*
 Cour des Comptes*
 Chambres régionales des Comptes*
 Cours et tribunaux de l'ordre judiciaire (Cour de Cassation, Cours d'Appel, Tribunaux d'instance et Tribunaux de grande instance)*

4. Autre organisme public national

Union des groupements d'achats publics (UGAP)

Agence Nationale pour l'emploi (A.N.P.E)

Autorité indépendante des marchés financiers

Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF)

Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (CNAMS)

Caisse Nationale d'Assurance-Vieillesse des Travailleurs Salariés (CNAVTS)

IRELAND

1. President's Establishment
2. Houses of the Oireachtas — [Parliament]
3. Department of the Taoiseach — [Prime Minister]
4. Central Statistics Office
5. Department of Finance
6. Office of the Comptroller and Auditor General
7. Office of the Revenue Commissioners
8. Office of Public Works
9. State Laboratory
10. Office of the Attorney General
11. Office of the Director of Public Prosecutions
12. Valuation Office
13. Commission for Public Service Appointments
14. Office of the Ombudsman
15. Chief State Solicitor's Office
16. Department of Justice, Equality and Law Reform
17. Courts Service
18. Prisons Service
19. Office of the Commissioners of Charitable Donations and Bequests
20. Department of the Environment, Heritage and Local Government

21. Department of Education and Science
22. Department of Communications, Energy and Natural Resources
23. Department of Agriculture, Fisheries and Food
24. Department of Transport
25. Department of Health and Children
26. Department of Enterprise, Trade and Employment
27. Department of Arts, Sports and Tourism
28. Department of Defence
29. Department of Foreign Affairs
30. Department of Social and Family Affairs
31. Department of Community, Rural and Gaeltacht — [Gaelic speaking regions] Affairs
32. Arts Council
33. National Gallery

ITALY

I. Purchasing bodies:

1. Presidenza del Consiglio dei Ministri (Presidency of the Council of Ministers)
2. Ministero degli Affari Esteri (Ministry of Foreign Affairs)
3. Ministero dell'Interno (Ministry of Interior)
4. Ministero della Giustizia e Uffici giudiziari (esclusi i giudici di pace) (Ministry of Justice and the Judicial Offices (other than the *giudici di pace*)
5. Ministero della Difesa (Ministry of Defence)
6. Ministero dell'Economia e delle Finanze (Ministry of Economy and Finance)
7. Ministero dello Sviluppo Economico (Ministry of Economic Development)
8. Ministero del Commercio internazionale (Ministry of International Trade)
9. Ministero delle Comunicazioni (Ministry of Communications)
10. Ministero delle Politiche Agricole e Forestali (Ministry of Agriculture and Forest Policies)
11. Ministero dell'Ambiente e Tutela del Territorio e del Mare (Ministry of Environment, Land and Sea)
12. Ministero delle Infrastrutture (Ministry of Infrastructure)
13. Ministero dei Trasporti (Ministry of Transport)
14. Ministero del Lavoro e delle politiche sociali e della Previdenza sociale (Ministry of Labour, Social Policy and Social Security)
15. Ministero della Solidarietà sociale (Ministry of Social Solidarity)
16. Ministero della Salute (Ministry of Health)
17. Ministero dell'Istruzione dell'università e della ricerca (Ministry of Education, University and Research)

18. Ministero per i Beni e le Attività culturali comprensivo delle sue articolazioni periferiche (Ministry of Heritage and Culture, including its subordinated entities)

II. Other National public bodies:

CONSIP (Concessionaria Servizi Informatici Pubblici)¹

CYPRUS

1. (a) Προεδρία και Προεδρικό Μέγαρο (Presidency and Presidential Palace)
(b) Γραφείο Συντονιστή Εναρμόνισης (Office of the Coordinator for Harmonisation)
2. Υπουργικό Συμβούλιο (Council of Ministers)
3. Βουλή των Αντιπροσώπων (House of Representatives)
4. Δικαστική Υπηρεσία (Judicial Service)
5. Νομική Υπηρεσία της Δημοκρατίας (Law Office of the Republic)
6. Ελεγκτική Υπηρεσία της Δημοκρατίας (Audit Office of the Republic)
7. Επιτροπή Δημόσιας Υπηρεσίας (Public Service Commission)
8. Επιτροπή Εκπαιδευτικής Υπηρεσίας (Educational Service Commission)
9. Γραφείο Επιτρόπου Διοικήσεως (Office of the Commissioner for Administration (Ombudsman))
10. Επιτροπή Προστασίας Ανταγωνισμού (Commission for the Protection of Competition)
11. Υπηρεσία Εσωτερικού Ελέγχου (Internal Audit Service)
12. Γραφείο Προγραμματισμού (Planning Bureau)
13. Γενικό Λογιστήριο της Δημοκρατίας (Treasury of the Republic)
14. Γραφείο Επιτρόπου Προστασίας Δεδομένων Προσωπικού Χαρακτήρα (Office of the Personal Character Data Protection Commissioner)
15. Γραφείο Εφόρου Δημοσίων Ενισχύσεων (Office of the Commissioner for the Public Aid)
16. Αναθεωρητική Αρχή Προσφορών (Tender Review Body)
17. Υπηρεσία Εποπτείας και Ανάπτυξης Συνεργατικών Εταιρειών (Cooperative Societies' Supervision and Development Authority)
18. Αναθεωρητική Αρχή Προσφύγων (Refugees' Review Body)
19. Υπουργείο Άμυνας (Ministry of Defence)
20. (a) Υπουργείο Γεωργίας, Φυσικών Πόρων και Περιβάλλοντος (Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment)
(b) Τμήμα Γεωργίας (Department of Agriculture)
(c) Κτηνιατρικές Υπηρεσίες (Veterinary Services)

¹ Acts as the central purchasing entity for all the Italian public administration.

- (d) Τμήμα Δασών (Forest Department)
 - (e) Τμήμα Αναπτύξεως Υδάτων (Water Development Department)
 - (f) Τμήμα Γεωλογικής Επισκόπησης (Geological Survey Department)
 - (g) Μετεωρολογική Υπηρεσία (Meteorological Service)
 - (h) Τμήμα Αναδασμού (Land Consolidation Department)
 - (i) Υπηρεσία Μεταλλείων (Mines Service)
 - (j) Ινστιτούτο Γεωργικών Ερευνών (Agricultural Research Institute)
 - (k) Τμήμα Αλιείας και Θαλάσσιων Ερευνών (Department of Fisheries and Marine Research)
21. (a) Υπουργείο Δικαιοσύνης και Δημοσίας Τάξεως (Ministry of Justice and Public Order)
- (b) Αστυνομία (Police)
- (c) Πυροσβεστική Υπηρεσία Κύπρου (Cyprus Fire Service)
- (d) Τμήμα Φυλακών (Prison Department)
22. (a) Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού (Ministry of Commerce, Industry and Tourism)
- (b) Τμήμα Εφόρου Εταιρειών και Επίσημου Παραλήπτη (Department of Registrar of Companies and Official Receiver)
23. (a) Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων (Ministry of Labour and Social Insurance)
- (b) Τμήμα Εργασίας (Department of Labour)
- (c) Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων (Department of Social Insurance)
- (d) Τμήμα Υπηρεσιών Κοινωνικής Ευημερίας (Department of Social Welfare Services)
- (e) Κέντρο Παραγωγικότητας Κύπρου (Productivity Centre Cyprus)
- (f) Ανώτερο Ξενοδοχειακό Ινστιτούτο Κύπρου (Higher Hotel Institute Cyprus)
- (g) Ανώτερο Τεχνολογικό Ινστιτούτο (Higher Technical Institute)
- (h) Τμήμα Επιθεώρησης Εργασίας (Department of Labour Inspection)
- (i) Τμήμα Εργασιακών Σχέσεων (Department of Labour Relations)
24. (a) Υπουργείο Εσωτερικών (Ministry of the Interior)
- (b) Επαρχιακές Διοικήσεις (District Administrations)
- (c) Τμήμα Πολεοδομίας και Οικήσεως (Town Planning and Housing Department)
- (d) Τμήμα Αρχείου Πληθυσμού και Μεταναστεύσεως (Civil Registry and Migration Department)
- (e) Τμήμα Κτηματολογίου και Χωρομετρίας (Department of Lands and Surveys)
- (f) Γραφείο Τύπου και Πληροφοριών (Press and Information Office)
- (g) Πολιτική Άμυνα (Civil Defence)

- (h) Υπηρεσία Μέριμνας και Αποκαταστάσεων Εκτοπισθέντων (Service for the care and rehabilitation of displaced persons)
- (i) Υπηρεσία Ασύλου (Asylum Service)
- 25. Υπουργείο Εξωτερικών (Ministry of Foreign Affairs)
- 26. (a) Υπουργείο Οικονομικών (Ministry of Finance)
- (b) Τελωνεία (Customs and Excise)
- (c) Τμήμα Εσωτερικών Προσόδων (Department of Inland Revenue)
- (d) Στατιστική Υπηρεσία (Statistical Service)
- (e) Τμήμα Κρατικών Αγορών και Προμηθειών (Department of Government Purchasing and Supply)
- (f) Τμήμα Δημόσιας Διοίκησης και Προσωπικού (Public Administration and Personnel Department)
- (g) Κυβερνητικό Τυπογραφείο (Government Printing Office)
- (h) Τμήμα Υπηρεσιών Πληροφορικής (Department of Information Technology Services)
- 27. Υπουργείο Παιδείας και Πολιτισμού (Ministry of Education and Culture)
- 28. (a) Υπουργείο Συγκοινωνιών και Έργων (Ministry of Communications and Works)
- (b) Τμήμα Δημοσίων Έργων (Department of Public Works)
- (c) Τμήμα Αρχαιοτήτων (Department of Antiquities)
- (d) Τμήμα Πολιτικής Αεροπορίας (Department of Civil Aviation)
- (e) Τμήμα Εμπορικής Ναυτιλίας (Department of Merchant Shipping)
- (f) Τμήμα Ταχυδρομικών Υπηρεσιών (Postal Services Department)
- (g) Τμήμα Οδικών Μεταφορών (Department of Road Transport)
- (h) Τμήμα Ηλεκτρομηχανολογικών Υπηρεσιών (Department of Electrical and Mechanical Services)
- (i) Τμήμα Ηλεκτρονικών Επικοινωνιών (Department of Electronic Telecommunications)
- 29. (a) Υπουργείο Υγείας (Ministry of Health)
- (b) Φαρμακευτικές Υπηρεσίες (Pharmaceutical Services)
- (c) Γενικό Χημείο (General Laboratory)
- (d) Ιατρικές Υπηρεσίες και Υπηρεσίες Δημόσιας Υγείας (Medical and Public Health Services)
- (e) Οδοντιατρικές Υπηρεσίες (Dental Services)
- (f) Υπηρεσίες Ψυχικής Υγείας (Mental Health Services)

LATVIA

A) Ministrijas, īpašu ministru sekretariāti un to padotībā esošās iestādes (Ministries, secretariats of ministers for special assignments, and their subordinate institutions):

1. Aizsardzības ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Defence and subordinate institutions)
2. Ārlietu ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Foreign Affairs and subordinate institutions)
3. Ekonomikas ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Economics and subordinate institutions)
4. Finanšu ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Finance and subordinate institutions)
5. Iekšlietu ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of the Interior Affairs and subordinate institutions)
6. Izglītības un zinātnes ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Education and Science and subordinate institutions)
7. Kultūras ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Culture and subordinate institutions)
8. Labklājības ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Welfare and subordinate institutions)
9. Satiksmes ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Transport and subordinate institutions)
10. Tieslietu ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Justice and subordinate institutions)
11. Veselības ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Health and subordinate institutions)
12. Vides aizsardzības un reģionālās attīstības ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Environmental Protection and Regional Development and subordinate institutions)
13. Zemkopības ministrija un tās padotībā esošās iestādes (Ministry of Agriculture and subordinate institutions)
14. Īpašu uzdevumu ministra sekretariāti un to padotībā esošās iestādes (Ministries for Special Assignments and subordinate institutions)

B) Citas valsts iestādes (Other state institutions):

1. Augstākā tiesa (Supreme Court)
 2. Centrālā vēlēšanu komisija (Central Election Commission)
 3. Finanšu un kapitāla tirgus komisija (Financial and Capital Market Commission)
 4. Latvijas Banka (Bank of Latvia)
 5. Prokuratūra un tās pārraudzībā esošās iestādes (Prosecutor's Office and institutions under its supervision)
 6. Saeimas un tās padotībā esošās iestādes (The Parliament and subordinate institutions)
 7. Satversmes tiesa (Constitutional Court)
 8. Valsts kanceleja un tās pārraudzībā esošās iestādes (State Chancellery and institutions under its supervision)
 9. Valsts kontrole (State Audit Office)
 10. Valsts prezidenta kanceleja (Chancellery of the State President)
 11. Citas valsts iestādes, kuras nav ministriju padotībā (Other state institutions not subordinate to ministries):
 - Tiesībsarga birojs (Office of the Ombudsman)
 - Nacionālā radio un televīzijas padome (National Broadcasting Council)
- Other state institutions**

LITHUANIA

Prezidentūros kanceliarija (Office of the President)

Seimo kanceliarija (Office of the Seimas)

Seimui atskaitingos institucijos: (Institutions Accountable to the Seimas):

Lietuvos mokslo taryba (Science Council);

Seimo kontrolierių įstaiga (The Seimas Ombudsmen's Office);

Valstybės kontrolė (National Audit Office);

Specialiųjų tyrimų tarnyba (Special Investigation Service);

Valstybės saugumo departamentas (State Security Department);

Konkurencijos taryba (Competition Council);

Lietuvos gyventojų genocido ir rezistencijos tyrimo centras (Genocide and Resistance Research Centre);

Vertybinių popierių komisija (Lithuanian Securities Commission);

Ryšių reguliavimo tarnyba (Communications Regulatory Authority);

Nacionalinė sveikatos taryba (National Health Board);

Etninės kultūros globos taryba (Council for the Protection of Ethnic Culture);

Lygių galimybių kontrolieriaus tarnyba (Office of Equal Opportunities Ombudsperson);

Valstybinė kultūros paveldo komisija (National Cultural Heritage Commission);

Vaiko teisių apsaugos kontrolieriaus įstaiga (Children's Rights Ombudsman Institution);

Valstybinė kainų ir energetikos kontrolės komisija (State Price Regulation Commission of Energy Resources);
Valstybinė lietuvių kalbos komisija (State Commission of the Lithuanian Language);
Vyriausioji rinkimų komisija (Central Electoral Committee);
Vyriausioji tarnybinės etikos komisija (Chief Commission of Official Ethics);
Žurnalistų etikos inspektoriaus tarnyba (Office of the Inspector of Journalists' Ethics).

Vyriausybės kanceliarija (Office of the Government)
Vyriausybei atskaitingos institucijos (Institutions Accountable to the Government):
Ginklų fondas (Weaponry Fund);
Informacinės visuomenės plėtros komitetas (Information Society Development Committee);
Kūno kultūros ir sporto departamentas (Department of Physical Education and Sports);
Lietuvos archyvų departamentas (Lithuanian Archives Department);
Mokestinių ginčų komisija (Commission on Tax Disputes);
Statistikos departamentas (Department of Statistics);
Tautinių mažumų ir išeivijos departamentas (Department of National Minorities and Lithuanians Living Abroad);
Valstybinė tabako ir alkoholio kontrolės tarnyba (State Tobacco and Alcohol Control Service);
Viešųjų pirkimų tarnyba (Public Procurement Office);
Valstybinė atominės energetikos saugos inspekcija (State Nuclear Power Safety Inspectorate);
Valstybinė duomenų apsaugos inspekcija (State Data Protection Inspectorate);
Valstybinė lošimų priežiūros komisija (State Gaming Control Commission);
Valstybinė maisto ir veterinarijos tarnyba (State Food and Veterinary Service);
Vyriausioji administracinių ginčų komisija (Chief Administrative Disputes Commission);
Draudimo priežiūros komisija (Insurance Supervisory Commission);
Lietuvos valstybinis mokslo ir studijų fondas (Lithuanian State Science and Studies Foundation);
Konstitucinis Teismas (Constitutional Court)
Lietuvos bankas (Bank of Lithuania).

Aplinkos ministerija (Ministry of Environment)
Įstaigos prie Aplinkos ministerijos (Institutions under the Ministry of Environment):
Generalinė miškų urėdija (Directorate General of State Forests);
Lietuvos geologijos tarnyba (Geological Survey of Lithuania);
Lietuvos hidrometeorologijos tarnyba (Lithuanian Hydrometereological Service);
Lietuvos standartizacijos departamentas (Lithuanian Standards Board);
Nacionalinis akreditacijos biuras (Lithuanian National Accreditation Bureau);
Valstybinė metrologijos tarnyba (State Metrology Service);
Valstybinė saugomų teritorijų tarnyba (State Service for Protected Areas);
Valstybinė teritorijų planavimo ir statybos inspekcija (State Territory Planning and construction Inspectorate).

Finansų ministerija (Ministry of Finance)
Įstaigos prie Finansų ministerijos (Institutions under the Ministry of Finance):
Muitinės departamentas (Lithuania Customs);
Valstybės dokumentų technologinės apsaugos tarnyba (Service of Technological Security of State Documents);
Valstybinė mokesčių inspekcija (State Tax Inspectorate);
Finansų ministerijos mokymo centras (Training Centre of the Ministry of Finance).

Krašto apsaugos ministerija (Ministry of National Defence)
Įstaigos prie Krašto apsaugos ministerijos (Institutions under the Ministry of National Defence):
Antrasis operatyvinių tarnybų departamentas (Second Investigation Department);
Centralizuota finansų ir turto tarnyba (Centralised Finance and Property Service);

Karo prievolės administravimo tarnyba (Military Enrolment Administration Service);
Krašto apsaugos archyvas (National Defence Archives Service);
Krizių valdymo centras (Crisis Management Centre);
Mobilizacijos departamentas (Mobilisation Department);
Ryšių ir informacinių sistemų tarnyba (Communication and Information Systems Service);
Infrastruktūros plėtros departamentas (Infrastructure Development Department);
Valstybinis pilietinio pasipriešinimo rengimo centras (Civil Resistance Centre);
Lietuvos kariuomenė (Lithuanian Armed Forces);
Krašto apsaugos sistemos kariniai vienetai ir tarnybos (Military Units and Services of the National Defence System).

Kultūros ministerija (Ministry of Culture)

Įstaigos prie Kultūros ministerijos (Institutions under the Ministry of Culture):
Kultūros paveldo departamentas (Department for the Lithuanian Cultural Heritage);
Valstybinė kalbos inspekcija (State Language Commission).

Socialinės apsaugos ir darbo ministerija (Ministry of Social Security and Labour)

Įstaigos prie Socialinės apsaugos ir darbo ministerijos (Institutions under the Ministry of Social Security and Labour):
Garantinio fondo administracija (Administration of Guarantee Fund);
Valstybės vaiko teisių apsaugos ir įvaikinimo tarnyba (State Child Rights Protection and Adoption Service);
Lietuvos darbo birža (Lithuanian Labour Exchange);
Lietuvos darbo rinkos mokymo tarnyba (Lithuanian Labour Market Training Authority);
Trišalės tarybos sekretoriatas (Tripartite Council Secretariat);
Socialinių paslaugų priežiūros departamentas (Social Services Monitoring Department);
Darbo inspekcija (Labour Inspectorate);
Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba (State Social Insurance Fund Board);
Neįgalumo ir darbingumo nustatymo tarnyba (Disability and Working Capacity Establishment Service);
Ginčų komisija (Disputes Commission);
Techninės pagalbos neįgaliesiems centras (State Centre of Compensatory Technique for the Disabled);
Neįgalųjų reikalų departamentas (Department of the Affairs of the Disabled).

Susisiekimo ministerija (Ministry of Transport and Communications)

Įstaigos prie Susisiekimo ministerijos (Institutions under the Ministry of Transport and Communications):
Lietuvos automobilių kelių direkcija (Lithuanian Road Administration);
Valstybinė geležinkelio inspekcija (State Railway Inspectorate);
Valstybinė kelių transporto inspekcija (State Road Transport Inspectorate);
Pasienio kontrolės punktų direkcija (Border Control Points Directorate).

Sveikatos apsaugos ministerija (Ministry of Health)

Įstaigos prie Sveikatos apsaugos ministerijos (Institutions under the Ministry of Health):
Valstybinė akreditavimo sveikatos priežiūros veiklai tarnyba (State Health Care Accreditation Agency);
Valstybinė ligonių kasa (State Patient Fund);
Valstybinė medicininio audito inspekcija (State Medical Audit Inspectorate);
Valstybinė vaistų kontrolės tarnyba (State Medicines Control Agency);
Valstybinė teismo psichiatrijos ir narkologijos tarnyba (Lithuanian Forensic Psychiatry and Narcology Service);
Valstybinė visuomenės sveikatos priežiūros tarnyba (State Public Health Service);

Farmacijos departamentas (Department of Pharmacy);
Sveikatos apsaugos ministerijos Ekstremalių sveikatai situacijų centras (Health Emergency Centre of the Ministry of Health);
Lietuvos bioetikos komitetas (Lithuanian Bioethics Committee);
Radiacinės saugos centras (Radiation Protection Centre).

Švietimo ir mokslo ministerija (Ministry of Education and Science)
Įstaigos prie Švietimo ir mokslo ministerijos (Institutions under the Ministry of Education and Science):
Nacionalinis egzaminų centras (National Examination Centre);
Studijų kokybės vertinimo centras (Centre for Quality Assessment in Higher Education).

Teisingumo ministerija (Ministry of Justice)
Įstaigos prie Teisingumo ministerijos (Institutions under the Ministry of Justice):
Kalėjimų departamentas (Department of Imprisonment Establishments);
Nacionalinė vartotojų teisių apsaugos taryba (National Consumer Rights Protection Board);
Europos teisės departamentas (European Law Department).

Ūkio ministerija (Ministry of Economy)
Įstaigos prie Ūkio ministerijos (Institutions under the Ministry of Economy):
Įmonių bankroto valdymo departamentas (Enterprise Bankruptcy Management Department);
Valstybinė energetikos inspekcija (State Energy Inspectorate);
Valstybinė ne maisto produktų inspekcija (State Non Food Products Inspectorate);
Valstybinis turizmo departamentas (Lithuanian State Department of Tourism).

Užsienio reikalų ministerija (Ministry of Foreign Affairs)
Diplomatinės atstovybės ir konsulinės įstaigos užsienyje bei atstovybės prie tarptautinių organizacijų (Diplomatic Missions and Consular as well as Representations to International Organisations).

Vidaus reikalų ministerija (Ministry of the Interior)
Įstaigos prie Vidaus reikalų ministerijos (Institutions under the Ministry of the Interior):
Asmens dokumentų išrašymo centras (Personalisation of Identity Documents Centre);
Finansinių nusikaltimų tyrimo tarnyba (Financial Crime Investigation Service);
Gyventojų registro tarnyba (Residents' Register Service);
Policijos departamentas (Police Department);
Priešgaisrinės apsaugos ir gelbėjimo departamentas (Fire-Prevention and Rescue Department);
Turto valdymo ir ūkio departamentas (Property Management and Economics Department);
Vadovybės apsaugos departamentas (VIP Protection Department);
Valstybės sienos apsaugos tarnyba (State Border Guard Department);
Valstybės tarnybos departamentas (Civil Service Department);
Informatikos ir ryšių departamentas (IT and Communications Department);
Migracijos departamentas (Migration Department);
Sveikatos priežiūros tarnyba (Health Care Department);
Bendrasis pagalbos centras (Emergency Response Centre).

Žemės ūkio ministerija (Ministry of Agriculture)
Įstaigos prie Žemės ūkio ministerijos (Institutions under the Ministry of Agriculture):
Nacionalinė mokėjimo agentūra (National Paying Agency);
Nacionalinė žemės tarnyba (National Land Service);
Valstybinė augalų apsaugos tarnyba (State Plant Protection Service);
Valstybinė gyvulių veislininkystės priežiūros tarnyba (State Animal Breeding Supervision Service);
Valstybinė sėklų ir grūdų tarnyba (State Seed and Grain Service);
Žuvininkystės departamentas (Fisheries Department).

Teismai (Courts):

Lietuvos Aukščiausiasis Teismas (The Supreme Court of Lithuania);
Lietuvos apeliacinis teismas (The Court of Appeal of Lithuania);
Lietuvos vyriausiasis administracinis teismas (The Supreme Administrative Court of Lithuania);
Apygardų teismai (County courts);
Apygardų administraciniai teismai (County administrative courts);
Apylinkių teismai (District courts);
Nacionalinė teismų administracija (National Courts Administration)
Generalinė prokuratūra (The Prosecutor's Office)

Kiti centriniai valstybinio administravimo subjektai (institucijos, įstaigos, tarnybos) (Other Central Public Administration Entities (institutions, establishments, agencies)**:

- Muitinės kriminalinė tarnyba (Customs Criminal Service)**;
- Muitinės informacinių sistemų centras (Customs Information Systems Centre)**;
- Muitinės laboratorija (Customs Laboratory)**;
- Muitinės mokymo centras (Customs Training Centre)**;

LUXEMBOURG

1. Ministère d'Etat**
2. Ministère des Affaires Etrangères et de l'Immigration**
Ministère des Affaires Etrangères et de l'Immigration: Direction de la Défense (Armée)
3. Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural**
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural: Administration des Services Techniques de l'Agriculture
4. Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement**
5. Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**
6. Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur**
7. Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle**
Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle: Lycée d'Enseignement Secondaire et d'Enseignement Secondaire Technique
8. Ministère de l'Egalité des chances**
9. Ministère de l'Environnement**
Ministère de l'Environnement: Administration de l'Environnement
10. Ministère de la Famille et de l'Intégration**
Ministère de la Famille et de l'Intégration: Maisons de retraite
11. Ministère des Finances**
12. Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative**
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative: Service Central des Imprimés et des Fournitures de l'Etat – Centre des Technologies de l'informatique de l'Etat
13. Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire**
Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire: Police Grand-Ducale Luxembourg– Inspection générale de Police
14. Ministère de la Justice**
Ministère de la Justice: Etablissements Pénitentiaires
15. Ministère de la Santé**
Ministère de la Santé: Centre hospitalier neuropsychiatrique
16. Ministère de la Sécurité sociale**
17. Ministère des Transports**
18. Ministère du Travail et de l'Emploi**

19. Ministère des Travaux publics**
Ministère des Travaux publics: Bâtiments Publics – Ponts et Chaussées

HUNGARY

Nemzeti Erőforrás Minisztérium (Ministry of National Resources)
Vidékfejlesztési Minisztérium (Ministry of Rural Development)
Nemzeti Fejlesztési Minisztérium (Ministry of National Development)
Honvédelmi Minisztérium (Ministry of Defence)
Közigazgatási és Igazságügyi Minisztérium (Ministry of Public Administration and Justice)
Nemzetgazdasági Minisztérium (Ministry for National Economy)
Külügyminisztérium (Ministry of Foreign Affairs)
Miniszerelnöki Hivatal (Prime Minister's Office)
Belügyminisztérium, (Ministry of Internal Affairs)
Központi Szolgáltatási Főigazgatóság (Central Services Directorate)

MALTA

1. Uffiċċju tal-Prim Ministru (Office of the Prime Minister)
2. Ministeru għall-Familja u Solidarjeta' Soċjali (Ministry for the Family and Social Solidarity)
3. Ministeru ta' l-Edukazzjoni Zghazagh u Impjieg (Ministry for Education Youth and Employment)
4. Ministeru tal-Finanzi (Ministry of Finance)
5. Ministeru tar-Riżorsi u l-Infrastruttura (Ministry for Resources and Infrastructure)
6. Ministeru tat-Turiżmu u Kultura (Ministry for Tourism and Culture)
7. Ministeru tal-Ġustizzja u l-Intern (Ministry for Justice and Home Affairs)
8. Ministeru għall-Affarijiet Rurali u l-Ambjent (Ministry for Rural Affairs and the Environment)
9. Ministeru għal Għawdex (Ministry for Gozo)
10. Ministeru tas-Saħħa, l-Anzjani u Kura fil-Kommunita' (Ministry of Health, the Elderly and Community Care)
11. Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin (Ministry of Foreign Affairs)

12. Ministeru għall-Investimenti, Industrija u Teknologija ta' Informazzjoni (Ministry for Investment, Industry and Information Technology)
13. Ministeru għall-Kompetittivà u Komunikazzjoni (Ministry for Competitiveness and Communications)
14. Ministeru għall-Iżvilupp Urban u Toroq (Ministry for Urban Development and Roads)
15. L-Uffiċċju tal-President (Office of the President)
16. Uffiċċju ta' l-iskrivan tal-Kamra tad-Deputati (Office of the Clerk of the House of Representatives)

THE NETHERLANDS

MINISTERIE VAN ALGEMENE ZAKEN — (MINISTRY OF GENERAL AFFAIRS)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Bureau van de Wetenschappelijke Raad voor het Regeringsbeleid — (Advisory Council on Government Policy)
- Rijksvoorlichtingsdienst: — (The Netherlands Government Information Service)

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN KONINKRIJKSRELATIES — (MINISTRY OF THE INTERIOR)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Centrale Archiefselectiedienst (CAS) — (Central Records Selection Service)
- Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (AIVD) — (General Intelligence and Security Service)
- Agentschap Basisadministratie Persoonsgegevens en Reisdocumenten (BPR) — (Personnel Records and Travel Documents Agency)
- Agentschap Korps Landelijke Politiediensten — (National Police Services Agency)

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN — (MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS)

- Directoraat-generaal Regiobeleid en Consulaire Zaken (DGRC) — (Directorate-general for Regional Policy and Consular Affairs)
- Directoraat-generaal Politieke Zaken (DGPZ) — (Directorate-general for Political Affairs)
- Directoraat-generaal Internationale Samenwerking (DGIS) — (Directorate-general for International Cooperation)
- Directoraat-generaal Europese Samenwerking (DGES) — (Directorate-general for European Cooperation)
- Centrum tot Bevordering van de Import uit Ontwikkelingslanden (CBI) — (Centre for the Promotion of Imports from Developing Countries)
- Centrale diensten ressorterend onder S/PlvS — (Support services falling under the Secretary-general and Deputy Secretary-general)
- Buitenlandse Posten (ieder afzonderlijk) — (the various Foreign Missions)

MINISTERIE VAN DEFENSIE — (MINISTRY OF DEFENCE)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Commando Diensten Centra (CDC) — (Support Command)
- Defensie Telematica Organisatie (DTO) — (Defence Telematics Organisation)
- Centrale directie van de Defensie Vastgoed Dienst — (Defence Real Estate Service, Central Directorate)

- De afzonderlijke regionale directies van de Defensie Vastgoed Dienst — (Defence Real Estate Service, Regional Directorates)
- Defensie Materieel Organisatie (DMO) — (Defence Material Organisation)
- Landelijk Bevoorradingsbedrijf van de Defensie Materieel Organisatie — National Supply Agency of the Defence Material Organisation
- Logistiek Centrum van de Defensie Materieel Organisatie — Logistic Centre of the Defence Material Organisation
- Marinebedrijf van de Defensie Materieel Organisatie — Maintenance Establishment of the Defence Material Organisation
- Defensie Pijpleiding Organisatie (DPO) — Defence Pipeline Organisation

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN — (MINISTRY OF ECONOMIC AFFAIRS)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Centraal Planbureau (CPB) — (Netherlands Bureau for Economic Policy Analyses)
- Bureau voor de Industriële Eigendom (BIE) — (Industrial Property Office)
- SenterNovem — (SenterNovem – Agency for sustainable innovation)
- Staatstoezicht op de Mijnen (SodM) — (State Supervision of Mines)
- Nederlandse Mededingingsautoriteit (NMa) — (Netherlands Competition Authority)
- Economische Voorlichtingsdienst (EVD) — (Netherlands Foreign Trade Agency)
- Agentschap Telecom — (Radiocommunications Agency)
- Kenniscentrum Professioneel & Innovatief Aanbesteden, Netwerk voor Overheidsopdrachtgevers (PIANOo) — (Professional and innovative procurement, network for contracting authorities)
- Regiebureau Inkoop Rijksoverheid — (Coordination of Central Government Purchasing)**
- Octrooiencentrum Nederland — (Netherlands Patent Office)
- Consumentenautoriteit — (Consumer Authority)**

MINISTERIE VAN FINANCIËN — (MINISTRY OF FINANCE)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Belastingdienst Automatiseringscentrum — (Tax and Custom Computer and Software Centre)
- Belastingdienst — (Tax and Customs Administration)
- de afzonderlijke Directies der Rijksbelastingen — (the various Divisions of the Tax and Customs Administration throughout the Netherlands)
- Fiscale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (incl. Economische Controle dienst (ECD) — (Fiscal Information and Investigation Service (the Economic Investigation Service included)
- Belastingdienst Opleidingen — (Tax and Customs Training Centre)
- Dienst der Domeinen — (State Property Service)

MINISTERIE VAN JUSTITIE — (MINISTRY OF JUSTICE)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Dienst Justitiële Inrichtingen — (Correctional Institutions Agency)
- Raad voor de Kinderbescherming — (Child Care and Protection Agency)
- Centraal Justitie Incasso Bureau — (Central Fine Collection Agency)
- Openbaar Ministerie — (Public Prosecution Service)
- Immigratie en Naturalisatiedienst — (Immigration and Naturalisation Service)
- Nederlands Forensisch Instituut — (Netherlands Forensic Institute)
- Dienst Terugkeer & Vertrek — (Repatriation and Departure Agency)**

MINISTERIE VAN LANDBOUW, NATUUR EN VOEDSELKwaliteit — (MINISTRY OF AGRICULTURE, NATURE AND FOOD QUALITY)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)

- Dienst Regelingen (DR) — (National Service for the Implementation of Regulations (Agency))
- Agentschap Plantenziektenkundige Dienst (PD) — (Plant Protection Service (Agency))
- Algemene Inspectiedienst (AID) — (General Inspection Service)
- Dienst Landelijk Gebied (DLG) — (Government Service for Sustainable Rural Development)
- Voedsel en Waren Autoriteit (VWA) — (Food and Consumer Product Safety Authority)

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, CULTUUR EN WETENSCHAPPEN — (MINISTRY OF EDUCATION, CULTURE AND SCIENCE)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Inspectie van het Onderwijs — (Inspectorate of Education)
- Erfgoedinspectie — (Inspectorate of Heritage)
- Centrale Financiën Instellingen — (Central Funding of Institutions Agency)
- Nationaal Archief — (National Archives)
- Adviesraad voor Wetenschaps- en Technologiebeleid — (Advisory Council for Science and Technology Policy)
- Onderwijsraad — (Education Council)
- Raad voor Cultuur — (Council for Culture)

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN EN WERKGELEGENHEID — (MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS AND EMPLOYMENT)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Inspectie Werk en Inkomen — (the Work and Income Inspectorate)
- Agentschap SZW- (SZW Agency)

MINISTERIE VAN VERKEER EN WATERSTAAT — (MINISTRY OF TRANSPORT, PUBLIC WORKS AND WATERMANAGEMENT)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Directoraat-Generaal Transport en Luchtvaart — (Directorate-general for Transport and Civil Aviation)
- Directoraat-generaal Personenvervoer — Directorate-general for Passenger Transport)
- Directoraat-generaal Water — (Directorate-general of Water Affairs)
- Centrale diensten — (Central Services)
- Shared services Organisatie Verkeer en Watersaat — (Shared services Organisation Transport and Water management) (*new organisation*)
- Koninklijke Nederlandse Meteorologisch Instituut KNMI — (Royal Netherlands Meteorological Institute)
- Rijkswaterstaat, Bestuur — (Public Works and Water Management, Board)
- De afzonderlijke regionale Diensten van Rijkswaterstaat — (Each individual regional service of the Directorate-general of Public Works and Water Management)
- De afzonderlijke specialistische diensten van Rijkswaterstaat — (Each individual specialist service of the Directorate-general of Public Works and Water Management)
- Adviesdienst Geo-Informatie en ICT — (Advisory Council for Geo-information and ICT)
- Adviesdienst Verkeer en Vervoer (AVV) – (Advisory Council for Traffic and Transport)
- Bouwdienst – (Service for Construction)
- Corporate Dienst — (Corporate Service)**
- Data ICT Dienst — (Service for Data and IT)**
- Dienst Verkeer en Scheepvaart — (Service for Traffic and Ship Transport)**
- Dienst Weg- en Waterbouwkunde (DWW) — (Service for Road and Hydraulic Engineering)**
- Rijksinstituut voor Kust en Zee (RIKZ) — (National Institute for Coastal and Marine Management)

- Rijksinstituut voor Integraal Zoetwaterbeheer en Afvalwaterbehandeling (RIZA) — (National Institute for Sweet Water Management and Water Treatment)
- Waterdienst — (Service for Water)**
- Inspectie Verkeer en Waterstaat, Hoofddirectie — (Inspectorate Transport and Water Management, Main Directorate)**
- Port state Control**
- Directie Toezichtontwikkeling Communicatie en Onderzoek (TCO) — (Directorate of Development of Supervision of Communication and Research)**
- Toezichthouder Beheer Eenheid Lucht — Management Unit "Air"
- Toezichthouder Beheer Eenheid Water — Management Unit "Water"
- Toezichthouder Beheer Eenheid Land — Management Unit "Land"

MINISTERIE VAN VOLKSHUISVESTING, RUIMTELIJKE ORDENING EN MILIEUBEHEER
— (MINISTRY FOR HOUSING, SPATIAL PLANNING AND THE ENVIRONMENT)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Directoraat-generaal Wonen, Wijken en Integratie — (Directorate General for Housing, Communities and Integration)
- Directoraat-generaal Ruimte — (Directorate General for Spatial Policy)
- Directoraat-generaal Milieubeheer — (Directorate General for Environmental Protection)
- Rijksgebouwendienst — (Government Buildings Agency)
- VROM Inspectie — (Inspectorate)

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID, WELZIJN EN SPORT — (MINISTRY OF HEALTH, WELFARE AND SPORTS)

- Bestuursdepartement — (Central policy and staff departments)
- Inspectie Gezondheidsbescherming, Waren en Veterinaire Zaken — (Inspectorate for Health Protection and Veterinary Public Health)
- Inspectie Gezondheidszorg — (Health Care Inspectorate)
- Inspectie Jeugdhulpverlening en Jeugdbescherming — (Youth Services and Youth Protection Inspectorate)
- Rijksinstituut voor de Volksgezondheid en Milieu (RIVM) — (National Institute of Public Health and Environment)
- Sociaal en Cultureel Planbureau — (Social and Cultural Planning Office)
- Agentschap t.b.v. het College ter Beoordeling van Geneesmiddelen — (Medicines Evaluation Board Agency)

TWEEDE KAMER DER STATEN-GENERAAL — (SECOND CHAMBER OF THE STATES GENERAL)

EERSTE KAMER DER STATEN-GENERAAL — (FIRST CHAMBER OF THE STATES GENERAL)

RAAD VAN STATE — (COUNCIL OF STATE)

ALGEMENE REKENKAMER — (NETHERLANDS COURT OF AUDIT)

NATIONALE OMBUDSMAN — (NATIONAL OMBUDSMAN)

KANSELARIJ DER NEDERLANDSE ORDEN — (CHANCELLERY OF THE NETHERLANDS ORDER)

KABINET DER KONINGIN — (QUEEN'S CABINET)

RAAD VOOR DE RECHTSPRAAK EN DE RECHTBANKEN — (JUDICIAL MANAGEMENT
AND ADVISORY BOARD AND COURTS OF LAW)

AUSTRIA

A/ Present coverage of entities

1. Bundeskanzleramt (Federal Chancellery)
2. Bundesministerium für europäische und internationale Angelegenheiten (Federal Ministry for european and international Affairs)
3. Bundesministerium für Finanzen (Federal Ministry of Finance)
4. Bundesministerium für Gesundheit (Federal Ministry of Health)
5. Bundesministerium für Inneres (Federal Ministry of Interior)
6. Bundesministerium für Justiz (Federal Ministry of Justice)
7. Bundesministerium für Landesverteidigung und Sport (Federal Ministry of Defence and Sport)
8. Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Umwelt und Wasserwirtschaft (Federal Ministry for Agriculture and Forestry, the Environment and Water Management)
9. Bundesministerium für Arbeit, Soziales und Konsumentenschutz (Federal Ministry for Employment, Social Affairs and Consumer Protection)
10. Bundesministerium für Unterricht, Kunst und Kultur (Federal Ministry for Education, Art and Culture)
11. Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie (Federal Ministry for Transport, Innovation and Technology)
12. Bundesministerium für Wirtschaft , Familie und Jugend (Federal Ministry for Economic Affairs, Family and Youth)
13. Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung (Federal Ministry for Science and Research)
14. Bundesamt für Eich- und Vermessungswesen (Federal Office for Calibration and Measurement)
15. Österreichische Forschungs- und Prüfzentrum Arsenal Gesellschaft m.b.H (Austrian Research and Test Centre Arsenal Ltd)
16. Bundesanstalt für Verkehr (Federal Institute for Traffic)
17. Bundesbeschaffung G.m.b.H (Federal Procurement Ltd)

18. Bundesrechenzentrum G.m.b.H (Federal Data Processing Centre Ltd)

B/ All other central public authorities including their regional and local sub-divisions provided that they do not have an industrial or commercial character.

POLAND

1. Kancelaria Prezydenta RP (Chancellery of the President)
2. Kancelaria Sejmu RP (Chancellery of the Sejm)
3. Kancelaria Senatu RP (Chancellery of the Senate)
4. Kancelaria Prezesa Rady Ministrów (Chancellery of the Prime Minister)
5. Sąd Najwyższy (Supreme Court)
6. Naczelny Sąd Administracyjny (Supreme Administrative Court)
7. Sądy powszechne - rejonowe, okręgowe i apelacyjne (Common Court of Law - District Court, Regional Court, Appellate Court)**
8. Trybunał Konstytucyjny (Constitutional Court)
9. Najwyższa Izba Kontroli (Supreme Chamber of Control)
10. Biuro Rzecznika Praw Obywatelskich (Office of the Human Rights Defender)
11. Biuro Rzecznika Praw Dziecka (Office of the Children's Rights Ombudsman)
12. Biuro Ochrony Rządu (Government Protection Bureau)**
13. Biuro Bezpieczeństwa Narodowego (The National Security Office)**
14. Centralne Biuro Antykorupcyjne (Central Anticorruption Bureau)**
15. Ministerstwo Pracy i Polityki Społecznej (Ministry of Labour and Social Policy)
16. Ministerstwo Finansów (Ministry of Finance)
17. Ministerstwo Gospodarki (Ministry of Economy)
18. Ministerstwo Rozwoju Regionalnego (Ministry of Regional Development)
19. Ministerstwo Kultury i Dziedzictwa Narodowego (Ministry of Culture and National Heritage)
20. Ministerstwo Edukacji Narodowej (Ministry of National Education)
21. Ministerstwo Obrony Narodowej (Ministry of National Defence)
22. Ministerstwo Rolnictwa i Rozwoju Wsi (Ministry of Agriculture and Rural Development)
23. Ministerstwo Skarbu Państwa (Ministry of the State Treasury)
24. Ministerstwo Sprawiedliwości (Ministry of Justice)
25. Ministerstwo Transportu, Budownictwa i Gospodarki Morskiej (Ministry of Transport, Construction and Maritime Economy)
26. Ministerstwo Nauki i Szkolnictwa Wyższego (Ministry of Science and Higher Education)
27. Ministerstwo Środowiska (Ministry of Environment)
28. Ministerstwo Spraw Wewnętrznych (Ministry of Internal Affairs)
29. Ministerstwo Administracji i Cyfryzacji (Ministry of Administration and Digitisation)
30. Ministerstwo Spraw Zagranicznych (Ministry of Foreign Affairs)
31. Ministerstwo Zdrowia (Ministry of Health)
32. Ministerstwo Sportu i Turystyki (Ministry of Sport and Tourism)
33. Urząd Patentowy Rzeczypospolitej Polskiej (Patent Office of the Republic of Poland)
34. Urząd Regulacji Energetyki (The Energy Regulatory Authority of Poland)
35. Urząd do Spraw Kombatantów i Osób Represjonowanych (Office for Military Veterans and Victims of Repression)
36. Urząd Transportu Kolejowego (Office for Railroad Transport)
37. Urząd Dozoru Technicznego (Office of Technical Inspection)**
38. Urząd Rejestracji Produktów Leczniczych, Wyrobów Medycznych i Produktów Biobójczych (The Office for Registration of Medicinal Products, Medical Devices and Biocidal Products)**

39. Urząd do Spraw Cudzoziemców (Office for Foreigners)
40. Urząd Zamówień Publicznych (Public Procurement Office)
41. Urząd Ochrony Konkurencji i Konsumentów (Office for Competition and Consumer Protection)
42. Urząd Lotnictwa Cywilnego (Civil Aviation Office)
43. Urząd Komunikacji Elektronicznej (Office of Electronic Communication)
44. Wyższy Urząd Górniczy (State Mining Authority)
45. Główny Urząd Miar (Main Office of Measures)
46. Główny Urząd Geodezji i Kartografii (The Main Office of Geodesy and Cartography)
47. Główny Urząd Nadzoru Budowlanego (The General Office of Building Control)
48. Główny Urząd Statystyczny (Main Statistical Office)
49. Krajowa Rada Radiofonii i Telewizji (National Broadcasting Council)
50. Generalny Inspektor Ochrony Danych Osobowych (Inspector General for the Protection of Personal Data)
51. Państwowa Komisja Wyborcza (State Election Commission)
52. Państwowa Inspekcja Pracy (National Labour Inspectorate)
53. Rządowe Centrum Legislacji (Government Legislation Centre)
54. Narodowy Fundusz Zdrowia (National Health Fund)
55. Polska Akademia Nauk (Polish Academy of Science)
56. Polskie Centrum Akredytacji (Polish Accreditation Centre)
57. Polskie Centrum Badań i Certyfikacji (Polish Centre for Testing and Certification)
58. Polska Organizacja Turystyczna (Polish National Tourist Office)**
59. Polski Komitet Normalizacyjny (Polish Committee for Standardisation)
60. Zakład Ubezpieczeń Społecznych (Social Insurance Institution)
61. Komisja Nadzoru Finansowego (Polish Financial Supervision Authority)
62. Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych (Head Office of State Archives)
63. Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego (Agricultural Social Insurance Fund)
64. Generalna Dyrekcja Dróg Krajowych i Autostrad (The General Directorate of National Roads and Motorways)
65. Główny Inspektorat Ochrony Roślin i Nasiennictwa (The Main Inspectorate for the Inspection of Plant and Seeds Protection)
66. Komenda Główna Państwowej Straży Pożarnej (The National Headquarters of the State Fire-Service)
67. Komenda Główna Policji (Polish National Police)
68. Komenda Główna Straży Granicznej (The Chief Border Guards Command)
69. Główny Inspektorat Jakości Handlowej Artykułów Rolno-Spożywczych (The Main Inspectorate of Commercial Quality of Agri-Food Products)
70. Główny Inspektorat Ochrony Środowiska (The Main Inspectorate for Environment Protection)
71. Główny Inspektorat Transportu Drogowego (Main Inspectorate of Road Transport)
72. Główny Inspektorat Farmaceutyczny (Main Pharmaceutical Inspectorate)
73. Główny Inspektorat Sanitarny (Main Sanitary Inspectorate)
74. Główny Inspektorat Weterynarii (The Main Veterinary Inspectorate)
75. Agencja Bezpieczeństwa Wewnętrznego (Internal Security Agency)
76. Agencja Wywiadu (Foreign Intelligence Agency)
77. Agencja Mienia Wojskowego (Agency for Military Property)
78. Wojskowa Agencja Mieszkaniowa (Military Real Estate Agency)**
79. Agencja Restrukturyzacji i Modernizacji Rolnictwa (Agency for Restructuring and Modernisation of Agriculture)
80. Agencja Rynku Rolnego (Agriculture Market Agency)
81. Agencja Nieruchomości Rolnych (Agricultural Property Agency)
82. Państwowa Agencja Atomistyki (National Atomic Energy Agency)
83. Polska Agencja Żeglugi Powietrznej (Polish Air Navigation Services Agency)*

84. Polska Agencja Rozwiązywania Problemów Alkoholowych (State Agency for Prevention of Alcohol Related Problems)**
85. Agencja Rezerw Materiałowych (The Material Reserves Agency)**
86. Narodowy Bank Polski (National Bank of Poland)
87. Narodowy Fundusz Ochrony Środowiska i Gospodarki Wodnej (The National Fund for Environmental Protection and Water Management)
88. Państwowy Fundusz Rehabilitacji Osób Niepełnosprawnych (National Disabled Persons Rehabilitation Fund)
89. Instytut Pamięci Narodowej - Komisja Ścigania Zbrodni Przeciwko Narodowi Polskiemu (National Remembrance Institute - Commission for Prosecution of Crimes Against the Polish Nation)
90. Rada Ochrony Pamięci Walk i Męczeństwa (The Committee of Protection of Memory of Combat and Martyrdom)**
91. Służba Celna Rzeczypospolitej Polskiej (Customs Service of the Republic of Poland)**
92. Państwowe Gospodarstwo Leśne "Lasy Państwowe" (State Forest Enterprise Lasy Państwowe)**
93. Polska Agencja Rozwoju Przedsiębiorczości (Polish Agency for Enterprise Development)**
94. Samodzielne Publiczne Zakłady Opieki Zdrowotnej, jeśli ich organem założycielskim jest minister, centralny organ administracji rządowej lub wojewoda (Public Autonomous Health Care Management Units established by minister, central government unit or voivoda)**.

PORTUGAL

1. Presidência do Conselho de Ministros (Presidency of the Council of Ministers)
2. Ministério das Finanças (Ministry of Finance)
3. Ministério da Defesa Nacional (Ministry of Defence)
4. Ministério dos Negócios Estrangeiros e das Comunidades Portuguesas (Ministry of Foreign Affairs and Portuguese Communities)
5. Ministério da Administração Interna (Ministry of Internal Affairs)
6. Ministério da Justiça (Ministry of Justice)
7. Ministério da Economia (Ministry of Economy)
8. Ministério da Agricultura, Desenvolvimento Rural e Pescas (Ministry of Agriculture, Rural Development and Fishing)
9. Ministério da Educação (Ministry of Education)
10. Ministério da Ciência e do Ensino Superior (Ministry of Science and University Education)
11. Ministério da Cultura (Ministry of Culture)
12. Ministério da Saúde (Ministry of Health)

13. Ministério do Trabalho e da Solidariedade Social (Ministry of Labour and Social Solidarity)
14. Ministério das Obras Públicas, Transportes e Habitação (Ministry of Public Works, Transports and Housing)
15. Ministério das Cidades, Ordenamento do Território e Ambiente (Ministry of Cities, Land Management and Environment)
16. Ministério para a Qualificação e o Emprego (Ministry for Qualification and Employment)
17. Presidência da Republica (Presidency of the Republic)
18. Tribunal Constitucional (Constitutional Court)
19. Tribunal de Contas (Court of Auditors)
20. Provedoria de Justiça (Ombudsman)

ROMANIA

Administrația Prezidențială (Presidential Administration)
Senatul României (Romanian Senate)
Camera Deputaților (Chamber of Deputies)
Inalta Curte de Casație și Justiție (Supreme Court)
Curtea Constituțională (Constitutional Court)
Consiliul Legislativ (Legislative Council)
Curtea de Conturi (Court of Accounts)
Consiliul Superior al Magistraturii (Superior Council of Magistracy)
Parchetul de pe lângă Inalta Curte de Casație și Justiție (Prosecutor's Office Attached to the Supreme Court)
Secretariatul General al Guvernului (General Secretariat of the Government)
Cancelaria primului ministru (Chancellery of the Prime Minister)
Ministerul Afacerilor Externe (Ministry of Foreign Affairs)
Ministerul Economiei și Finanțelor (Ministry of Economy and Finance)
Ministerul Justiției (Ministry of Justice)
Ministerul Apărării (Ministry of Defense)
Ministerul Internelor și Reformei Administrative (Ministry of Interior and Administration Reform)
Ministerul Muncii, Familiei și Egalității de Sanse (Ministry of Labor and Equal Opportunities)
Ministerul pentru Intreprinderi Mici și Mijlocii, Comerț, Turism și Profesii Liberale (Ministry for Small and Medium Sized Enterprises, Trade, Tourism and Liberal Professions)
Ministerul Agriculturii și Dezvoltării Rurale (Ministry of Agricultural and Rural Development)
Ministerul Transporturilor (Ministry of Transport)
Ministerul Dezvoltării, Lucrărilor Publice și Locuinței (Ministry of Development, Public Works and Housing)
Ministerul Educației Cercetării și Tineretului (Ministry of Education, Research and Youth)
Ministerul Sănătății Publice (Ministry of Public Health)
Ministerul Culturii și Cultelor (Ministry of Culture and Religious Affairs)
Ministerul Comunicațiilor și Tehnologiei Informației (Ministry of Communications and Information Technology)
Ministerul Mediului și Dezvoltării Durabile (Ministry of Environment and Sustainable Development)
Serviciul Român de Informații (Romanian Intelligence Service)

Serviciul Român de Informații Externe (Romanian Foreign Intelligence Service)
Serviciul de Protecție și Pază (Protection and Guard Service)
Serviciul de Telecomunicații Speciale (Special Telecommunication Service)
Consiliul Național al Audiovizualului (The National Audiovisual Council)
Consiliul Concurenței (CC) (Competition Council)**
Direcția Națională Anticorupție (National Anti-corruption Department)
Inspectoratul General de Poliție (General Inspectorate of Police)
Autoritatea Națională pentru Reglementarea și Monitorizarea Achizițiilor Publice (National Authority for Regulation and Monitoring Public Procurement)
Consiliul Național de Soluționare a Contestațiilor (National Council for Solving the Contests)**
Autoritatea Națională de Reglementare pentru Serviciile Comunitare de Utilități Publice (ANRSC) (National Authority for Regulating Community Services Public Utilities)
Autoritatea Națională Sanitară Veterinară și pentru Siguranța Alimentelor (Sanitary Veterinary and Food Safety National Authority)
Autoritatea Națională pentru Protecția Consumatorilor (National Authority for Consumer Protection)
Autoritatea Navală Română (Romanian Naval Authority)
Autoritatea Feroviară Română (Romanian Railway Authority)
Autoritatea Rutieră Română (Romanian Road Authority)
Autoritatea Națională pentru Protecția Drepturilor Copilului-și Adopție (National Authority for the Protection of Child Rights and Adoption)
Autoritatea Națională pentru Persoanele cu Handicap (National Authority for Disabled Persons)
Autoritatea Națională pentru Tineret (National Authority for Youth)
Autoritatea Națională pentru Cercetare Stiințifică (National Authority for Scientific Research)
Autoritatea Națională pentru Comunicații (National Authority for Communications)
Autoritatea Națională pentru Serviciile Societății Informaționale (National Authority for Informational Society Services)
Autoritatea Electorală Permanentă (Permanent Electoral Authority)
Agenția pentru Strategii Guvernamentale (Agency for Governmental Strategies)
Agenția Națională a Medicamentului (National Medicines Agency)
Agenția Națională pentru Sport (National Agency for Sports)
Agenția Națională pentru Ocuparea Forței de Muncă (National Agency for Employment)
Agenția Națională de Reglementare în Domeniul Energiei (National Authority for Electrical Energy Regulation)
Agenția Română pentru Conservarea Energiei (Romanian Agency for Power Conservation)
Agenția Națională pentru Resurse Minerale (National Agency for Mineral Resources)
Agenția Română pentru Investiții Străine (Romanian Agency for Foreign Investment)
Agenția Națională a Funcționarilor Publici (National Agency of Public Civil Servants)
Agenția Națională de Administrare Fiscală (National Agency of Fiscal Administration)
Agenția de Compensare pentru Achiziții de Tehnică Specială (Agency For Offsetting Special Technique Procurements)**
Agenția Națională Anti-doping (National Anti-Doping Agency)**
Agenția Nucleară (Nuclear Agency)*
Agenția Națională pentru Protecția Familiei (National Agency for Family Protection)**
Agenția Națională pentru Egalitatea de Sanse între Bărbați și Femei (National Authority for Equality of Chances between Men and Women)**
Agenția Națională pentru Protecția Mediului (National Agency for Environmental Protection)**
Agenția națională Antidrog (National Anti-drugs Agency)**.

SLOVENIA

1. Predsednik Republike Slovenije (President of the Republic of Slovenia)
2. Državni zbor (The National Assembly)
3. Državni svet (The National Council)
4. Varuh človekovih pravic (The Ombudsman)
5. Ustavno sodišče (The Constitutional Court)
6. Računsko sodišče (The Court of Audits)
7. Državna revizijska komisija (The National Review Commission)
8. Slovenska akademija znanosti in umetnosti (The Slovenian Academy of Science and Art)
9. Vladne službe (The Government Services)
10. Ministrstvo za finance (Ministry of Finance)
11. Ministrstvo za notranje zadeve (Ministry of Internal Affairs)
12. Ministrstvo za zunanje zadeve (Ministry of Foreign Affairs)
13. Ministrstvo za obrambo (Ministry of Defence)
14. Ministrstvo za pravosodje (Ministry of Justice)
15. Ministrstvo za gospodarstvo (Ministry of the Economy)
16. Ministrstvo za kmetijstvo, gozdarstvo in prehrano (Ministry of Agriculture, Forestry and Food)
17. Ministrstvo za promet (Ministry of Transport)
18. Ministrstvo za okolje, prostor in energijo (Ministry of Environment, Spatial Planning and Energy)
19. Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve (Ministry of Labour, Family and Social Affairs)
20. Ministrstvo za zdravje (Ministry of Health)
21. Ministrstvo za visoko šolstvo, znanost in tehnologijo (Ministry of Higher Education, Science and Technology)
22. Ministrstvo za kulturo (Ministry of Culture)
23. Ministrstvo za javno upravo (Ministry of Public Administration)
24. Vrhovno sodišče Republike Slovenije (The Supreme Court of the Republic of Slovenia)
25. Višja sodišča (Higher Courts)
26. Okrožna sodišča (District Courts)
27. Okrajna sodišča (County Courts)

28. Vrhovno tožilstvo Republike Slovenije (The Supreme Prosecutor of the Republic of Slovenia)
29. Okrožna državna tožilstva (Districts' State Prosecutors)
30. Družbeni pravobranilec Republike Slovenije (Social Attorney of the Republic of Slovenia)
31. Državno pravobranilstvo Republike Slovenije (National Attorney of the Republic of Slovenia)
32. Upravno sodišče Republike Slovenije (Administrative Court of the Republic of Slovenia)
33. Senat za prekrške Republike Slovenije (Senat of Minor Offenses of the Republic of Slovenia)
34. Višje delovno in socialno sodišče v Ljubljani (Higher Labour and Social Court)
35. Delovna in sodišča (Labour Courts)
36. Upravne note (Local Administrative Units)

SLOVAKIA

Ministries and other central government authorities referred to as in Act No. 575/2001 Coll. on the structure of activities of the Government and central state administration authorities in wording of later amendments:

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky (Ministry of Economy of the Slovak Republic)
Ministerstvo financií Slovenskej republiky (Ministry of Finance of the Slovak Republic)
Ministerstvo dopravy, výstavby a regionálneho rozvoja Slovenskej republiky (Ministry of Transport, Construction and Regional Development of the Slovak Republic)
Ministerstvo pôdohospodárstva a rozvoja vidieka Slovenskej republiky (Ministry of Agriculture and Rural Development of the Slovak Republic)
Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky (Ministry of Interior of the Slovak Republic)
Ministerstvo obrany Slovenskej republiky (Ministry of Defence of the Slovak Republic)
Ministerstvo spravodlivosti Slovenskej republiky (Ministry of Justice of the Slovak Republic)
Ministerstvo zahraničných vecí Slovenskej republiky (Ministry of Foreign Affairs of the Slovak Republic)
Ministerstvo práce, sociálnych vecí a rodiny Slovenskej republiky (Ministry of Labour, Social Affairs and Family of the Slovak Republic)
Ministerstvo životného prostredia Slovenskej republiky (Ministry of Environment of the Slovak Republic)
Ministerstvo školstva, vedy, výskumu a športu Slovenskej republiky (Ministry of Education, Science, Research and Sport of the Slovak Republic)
Ministerstvo kultúry Slovenskej republiky (Ministry of Culture of the Slovak Republic)
Ministerstvo zdravotníctva Slovenskej republiky (Ministry of Health Service of the Slovak Republic)

Úrad vlády Slovenskej republiky (The Government Office of the Slovak Republic)
Protimonopolný úrad Slovenskej republiky (Antimonopoly Office of the Slovak Republic)
Štatistický úrad Slovenskej republiky (Statistical Office of the Slovak Republic)

Úrad geodézie, kartografie a katastra Slovenskej republiky (The Office of Land Surveyor, Cartography and Cadastre of the Slovak Republic)
Úrad jadrového dozoru Slovenskej republiky (Nuclear Regulatory Authority of the Slovak Republic)*
Úrad pre normalizáciu, metrológiu a skúšobníctvo Slovenskej republiky (Slovak Office of Standards, Metrology and Testing)
Úrad pre verejné obstarávanie (The Office for Public Procurement)
Úrad priemyselného vlastníctva Slovenskej republiky (Industrial Property Office of the Slovak Republic)
Správa štátnych hmotných rezerv Slovenskej republiky (The Administration of State Material Reserves of the Slovak Republic)**
Národný bezpečnostný úrad (National Security Authority)
Kancelária Prezidenta Slovenskej republiky (The Office of the President of the Slovak Republic)
Národná rada Slovenskej republiky (National Council of the Slovak Republic)
Ústavný súd Slovenskej republiky (Constitutional Court of the Slovak Republic)
Najvyšší súd Slovenskej republiky (Supreme Court of the Slovak Republic)
Generálna prokuratúra Slovenskej republiky (Public Prosecution of the Slovak Republic)
Najvyšší kontrolný úrad Slovenskej republiky (Supreme Audit Office of the Slovak Republic)
Telekomunikačný úrad Slovenskej republiky (Telecommunications Office of the Slovak Republic)
Poštový úrad (Postal Regulatory Office)
Úrad na ochranu osobných údajov (Office for Personal Data Protection)
Kancelária verejného ochrancu práv (Ombudsman's Office)
Úrad pre finančný trh (Office for the Finance Market)

FINLAND

OIKEUSKANSLERINVIRASTO – JUSTITIEKANSLERSÄMBETET (OFFICE OF THE CHANCELLOR OF JUSTICE)

LIKENNE- JA VIESTINTÄMINISTERIÖ – KOMMUNIKATIONSMINISTERIET
(MINISTRY OF TRANSPORT AND COMMUNICATIONS)

Viestintävirasto – Kommunikationsverket (Finnish Communications Regulatory Authority)
Ajoneuvohallintokeskus AKE – Fordonsförvaltningscentralen AKE (Finnish Vehicle Administration)**
Ilmailuhallinto – Luftfartsförvaltningen (Finnish Civil Aviation Authority)**
Ilmatieteen laitos – Meteorologiska institutet (Finnish Meteorological Institute)**
Merenkulkulaitos – Sjöfartsverket (The Finnish Maritime Administration)**
Merentutkimuslaitos – Havsforskningsinstitutet (Finnish Institute of Marine Research)**
Ratahallintokeskus RHK – Banförvaltningscentralen RHK (Rail Administration)**
Rautatievirasto – Järnvägsverket (Finnish Railway Agency)**
Tiehallinto – Vägförvaltningen (Road Administration)**

MAA- JA METSÄTALOUSMINISTERIÖ – JORD- OCH SKOGSBRUKSMINISTERIET
(MINISTRY OF AGRICULTURE AND FORESTRY)

Elintarviketurvallisuusvirasto – Livsmedelssäkerhetsverket (Finnish Food Safety Authority)
Maanmittauslaitos – Lantmäteriverket (National Land Survey of Finland)
Maaseutuvirasto – Landsbygdsverket (The Countryside Agency)**

OIKEUSMINISTERIÖ – JUSTITIEMINISTERIET (MINISTRY OF JUSTICE)

Tietosuojavaltuutetun toimisto – Dataombudsmannens byrå (Office of the Data Protection Ombudsman)
Tuomioistuimet – domstolar (Courts of Law)

Korkein oikeus – Högsta domstolen (Supreme Court)
 Korkein hallinto-oikeus – Högsta förvaltningsdomstolen (Supreme Administrative Court)
 Hovioikeudet – hovrätter (Courts of Appeal)
 Käräjäoikeudet – tingsrätter (District Courts)
 Hallinto-oikeudet – förvaltningsdomstolar (Administrative Courts)
 Markkinaoikeus – Marknadsdomstolen (Market Court)
 Työtuomioistuin – Arbetsdomstolen (Labour Court)
 Vakuutus-oikeus – Försäkringsdomstolen (Insurance Court)
 Kuluttajariitalautakunta – Konsumenttvistnämnden (Consumer Complaint Board)
 Vankeinhoitolaitos – Fängvårdsväsendet (Prison Service)
 HEUNI – Yhdistyneiden Kansakuntien yhteydessä toimiva Euroopan kriminaalipoliitiikan instituutti –
 HEUNI – Europeiska institutet för kriminalpolitik, verksamt i anslutning till Förenta Nationerna (the
 European Institute for Crime Prevention and Control)**
 Konkurssiasiamiehen toimisto – Konkursombudsmannens byrå (Office of Bankruptcy Ombudsman)**
 Oikeushallinnon palvelukeskus – Justitieförvaltningens servicecentral (Legal Management Service)**
 Oikeushallinnon tietotekniikkakeskus – Justitieförvaltningens datateknikcentral (Legal Administrative
 Computing Center)**
 Oikeuspoliittinen tutkimuslaitos (Optula) – Rättspolitiska forskningsinstitutet (Legal Policy
 Institute)**
 Oikeusrekisterikeskus – Rättsregistercentralen (Legal Register Centre)**
 Onnettomuustutkintakeskus – Centralen för undersökning av olyckor (Accident Investigation
 Board)**
 Rikosseuraamusvirasto – Brottspåföljdsverket (Criminal sanctions Agency)**
 Rikosseuraamusalan koulutuskeskus – Brottspåföljdsområdets utbildningscentral (Training Institute
 for Prison and Probation Services)**
 Rikoksentsorjuntaneuvosto Rådet för brottsförebyggande (National Council for Crime Prevention)**
 Saamelaiskäräjät – Sametinget (The Saami Parliament)**
 Valtakunnansyyttäjänvirasto – Riksåklagarämbetet (the Office of the Prosecutor General)**

OPETUSMINISTERIÖ – UNDERVISNINGSMINISTERIET (MINISTRY OF EDUCATION)
 Opetushallitus – Utbildningsstyrelsen (National Board of Education)
 Valtion elokuvatarkastamo – Statens filmgranskningsbyrå (Finnish Board of Film Classification)

PUOLUSTUSMINISTERIÖ – FÖRSVARSMINISTERIET (MINISTRY OF DEFENCE)
 Puolustusvoimat – Försvarsmakten (Finnish Defence Forces)

SISÄASIAINMINISTERIÖ – INRIKESMINISTERIET (MINISTRY OF THE INTERIOR)
 Keskusrikospoliisi – Centralkriminalpolisen (Central Criminal Police)
 Liikkuva poliisi – Rörliga polisen (National Traffic Police)
 Rajavartiolaitos – Gränsbevakningsväsendet (Frontier Guard)
 Suojelupoliisi – Skyddspolisen (Police protection)**
 Poliisiammattikorkeakoulu – Polisyrkeshögskolan (Police College)**
 Poliisin tekniikkakeskus – Polisens teknikcentral (Police Technical Centre)**
 Pelastusopisto – Räddningsverket (Emergency Services)**
 Häätakeskuslaitos – Nödcentralsverket (Emergency Response Centre)**
 Maahanmuuttovirasto – Migrationsverket (Immigration Authority)**
 Sisäasiainhallinnon palvelukeskus – Inrikesförvaltningens servicecentral (Interior Management
 Service)**
 Helsingin kihlakunnan poliisilaitos – Polisnärättningen i Helsingfors (Helsinki Police Department)**
 Valtion turvapaikanhakijoiden vastaanottokeskukset – Statliga förläggningar för asylsökande
 (Reception centres for Asylum Seekers)

SOSIAALI- JA TERVEYSMINISTERIÖ – SOCIAL- OCH HÄLSOVÅRDSMINISTERIET
(MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS AND HEALTH)

Työttömyysturvalautakunta – Besvärnämnden för utkomstskyddsärenden (Unemployment Appeal Board)

Sosiaaliturvan muutoksenhakulautakunta – Besvärnämnden för socialtrygghet (Appeal Tribunal)

Lääkelaitos – Läkemedelsverket (National Agency for Medicines)

Terveysturvallisuuden oikeusturvakeskus – Rättsskyddscentralen för hälsovården (National Authority for Medicolegal Affairs)

Säteilyturvakeskus – Strålsäkerhetscentralen (Finnish Centre for Radiation and Nuclear Safety)

Kansanterveyslaitos – Folkhälsoinstitutet (National Public Health Institute)**

Lääkehoidon kehittämiskeskus ROHTO – Utvecklingscentralen för läkemedelsbe-handling (Centre for Pharmacotherapy Development ROHTO)**

Sosiaali- ja terveydenhuollon tuotevalvontakeskus – Social- och hälsovårdens produktill-synscentral (the National Product Control Agency's SSTV)**

Sosiaali- ja terveysalan tutkimus- ja kehittämiskeskus Stakes – Forsknings- och utvecklingscentralen för social- och hälsovården Stakes (Health and Social Care Research and Development Center STAKES)**

TYÖ- JA ELINKEINOMINISTERIÖ – ARBETS- OCH NÄRINGSMINISTERIET
(MINISTRY OF EMPLOYMENT AND THE ECONOMY)

Kuluttajavirasto – Konsumentverket (Finnish Consumer Agency)

Kilpailuvirasto – Konkurrensverket (Finnish Competition Authority)

Patentti- ja rekisterihallitus – Patent- och registerstyrelsen (National Board of Patents and Registration)

Valtakunnansovittelijain toimisto – Riksförlikningsmännens byrå (National Conciliators' Office)

Työneuvosto – Arbetsrådet (Labour Council)

Energiamarkkinavirasto – Energimarknadsverket (Energy Market Authority)**

Geologian tutkimuskeskus – Geologiska forskningscentralen (Geological Survey of Finland)**

Huoltovarmuuskeskus – Försörjningsberedskapscentralen (The National Emergency Supply Agency)**

Kuluttajatutkimuskeskus – Konsumentforskningscentralen (National Consumer Research Center)**

Matkailun edistämiskeskus (MEK) – Centralen för turistfrämjande (Finnish Tourist Board)**

Mittatekniikan keskus (MIKES) – Mätteknikcentralen (Centre for Metrology and Accreditation)**

Tekes - teknologian ja innovaatioiden kehittämiskeskus – Tekes - utvecklingscentralen för teknologi och innovationer (Finnish Funding Agency for Technology and Innovation)**

Turvatekniikan keskus (TUKES) – Säkerhetsteknikcentralen (Safety Technology Authority)**

Valtion teknillinen tutkimuskeskus (VTT) – Statens tekniska forskningscentral (VTT Technical Research Centre of Finland)**

Syrjintälautakunta – Nationella diskrimineringsnämnden (Discrimination Tribunal)**

Vähemmistövaltuutetun toimisto – Minoritetsombudsmannens byrå (Office of the Ombudsman for Minorities)**

ULKOASIAINMINISTERIÖ – UTRIKESMINISTERIET (MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS)

VALTIONEUVOSTON KANSLIA – STATSRÅDETS KANSLI (PRIME MINISTER'S OFFICE)

VALTIOVARAINMINISTERIÖ – FINANSMINISTERIET (MINISTRY OF FINANCE)

Valtiokonttori – Statskontoret (State Treasury)

Verohallinto – Skatteförvaltningen (Tax Administration)

Tullilaitos – Tullverket (Customs)

Tilastokeskus – Statistikcentralen (Statistics Finland)**

Valtiontaloudellinen tutkimuskeskus – Statens ekonomiska forskningscentral (Government Institute for Economic Research)**

Väestörekisterikeskus – Befolkningsregistercentralen (Population Register Centre)

YMPÄRISTÖMINISTERIÖ – MILJÖMINISTERIET (MINISTRY OF ENVIRONMENT)

Suomen ympäristökeskus - Finlands miljöcentral (Finnish Environment Institute)

Asumisen rahoitus- ja kehityskeskus – Finansierings- och utvecklingscentralen för boendet (The Housing Finance and Development Centre of Finland)**

VALTIONTALouden TARKASTUSVIRASTO – STATENS REVISIONSVERK (NATIONAL AUDIT OFFICE)

SWEDEN

Royal Academy of Fine Arts	Akademien för de fria konsterna
National Board for Consumer Complaints	Allmänna reklamationsnämnden
Labour Court	Arbetsdomstolen
Swedish Employment Services	Arbetsförmedlingen
National Agency for Government Employers	Arbetsgivarverk, statens
National Institute for Working Life	Arbetslivsinstitutet
Swedish Work Environment Authority	Arbetsmiljöverket
Swedish Inheritance Fund Commission	Arvsfondsdelegationen**
Museum of Architecture	Arkitekturmuseet
National Archive of Recorded Sound and Moving Images	Ljud och bildarkiv, statens
The Office of the Childrens' Ombudsman	Barnombudsmannen
Swedish Council on Technology Assessment in Health Care	Beredning för utvärdering av medicinsk metodik, statens
Royal Library	Kungliga Biblioteket
National Board of Film Censors	Biografbyrå, statens
Dictionary of Swedish Biography	Biografiskt lexikon, svenskt
Swedish Accounting Standards Board	Bokföringsnämnden
Swedish Companies Registration Office	Bolagsverket
National Housing Credit Guarantee Board	Bostadskreditnämnd, statens (BKN)
National Housing Board	Boverket
National Council for Crime Prevention	Brottsförebyggande rådet
Criminal Victim Compensation and Support Authority	Brottsoffermyndigheten
National Board of Student Aid	Centrala studiestödsnämnden
Data Inspection Board	Datainspektionen
Ministries (Government Departments)	Departementen
National Courts Administration	Domstolsverket
National Electrical Safety Board	Elsäkerhetsverket
Swedish Energy Markets Inspectorate	Energimarknadsinspektionen**
Export Credits Guarantee Board	Exportkreditnämnden
Swedish Fiscal Policy Council	Finanspolitiska rådet**
Financial Supervisory Authority	Finansinspektionen

National Board of Fisheries	Fiskeriverket
National Institute of Public Health	Folkhälsoinstitut, statens
Swedish Research Council for Environment	Forskningsrådet för miljö, areella näringar och samhällsbyggande, Formas
National Fortifications Administration	Fortifikationsverket
National Mediation Office	Medlingsinstitutet
Defence Material Administration	Försvarets materielverk
National Defence Radio Institute	Försvarets radioanstalt
Swedish Museums of Military History	Försvarshistoriska museer, statens
National Defence College	Försvarshögskolan
The Swedish Armed Forces	Försvarsmakten
Social Insurance Office	Försäkringskassan
Geological Survey of Sweden	Geologiska undersökning, Sveriges
Geotechnical Institute	Geotekniska institut, statens
The National Rural Development Agency	Glesbygdsverket
Graphic Institute and the Graduate School of Communications	Grafiska institutet och institutet för högre kommunikations- och reklamutbildning
The Swedish Broadcasting Commission	Granskningsnämnden för Radio och TV
Swedish Government Seamen's Service	Handelsflottans kultur- och fritidsråd
Ombudsman for the Disabled	Handikappombudsmannen
Board of Accident Investigation	Haverikommission, statens
Courts of Appeal (6)	Hovrätterna (6)
Regional Rent and Tenancies Tribunals (12)	Hyres- och arendenämnder (12)
Committee on Medical Responsibility	Hälso- och sjukvårdens ansvarsnämnd
National Agency for Higher Education	Högskoleverket
Supreme Court	Högsta domstolen
National Institute for Psycho-Social Factors and Health	Institut för psykosocial miljömedicin, statens
National Institute for Regional Studies	Institut för tillväxtpolitiska studier
Swedish Institute of Space Physics	Institutet för rymdfysik
International Programme Office for Education and Training	Internationella programkontoret för utbildningsområdet**
Swedish Migration Board	Migrationsverket
Swedish Board of Agriculture	Jordbruksverk, statens
Office of the Chancellor of Justice	Justitiekanslern
Office of the Equal Opportunities Ombudsman	Jämställdhetsombudsmannen
National Judicial Board of Public Lands and Funds	Kammarkollegiet
Administrative Courts of Appeal (4)	Kammarrätterna (4)
National Chemicals Inspectorate	Kemikalieinspektionen
National Board of Trade	Kommerskollegium
Swedish Agency for Innovation Systems	Verket för innovationssystem (VINNOVA)
National Institute of Economic Research	Konjunkturinstitutet
Swedish Competition Authority	Konkurrensverket

College of Arts, Crafts and Design	Konstfack
College of Fine Arts	Konsthögskolan
National Museum of Fine Arts	Nationalmuseum
Arts Grants Committee	Konstnärsnämnden
National Art Council	Konstråd, statens
National Board for Consumer Policies	Konsumentverket
National Laboratory of Forensic Science	Kriminaltekniska laboratorium, statens
Prison and Probation Service	Kriminalvården
National Paroles Board	Kriminalvårdsnämnden
Swedish Enforcement Authority	Kronofogdemyndigheten
National Council for Cultural Affairs	Kulturråd, statens
Swedish Coast Guard	Kustbevakningen
National Land Survey	Lantmäteriverket
Royal Armoury	Livruskammaren/Skoklosters slott/ Hallwylska museet
National Food Administration	Livsmedelsverk, statens
The National Gaming Board	Lotteriinspektionen
Medical Products Agency	Läkemedelsverket
County Administrative Courts (24)	Länsrätterna (24)
County Administrative Boards (24)	Länsstyrelserna (24)
National Government Employee and Pensions Board	Pensionsverk, statens
Market Court	Marknadsdomstolen
Swedish Meteorological and Hydrological Institute	Meteorologiska och hydrologiska institut, Sveriges
Modern Museum	Moderna museet
Swedish National Collections of Music	Musiksamlingar, statens
Swedish Agency for Disability Policy Coordination	Myndigheten för handikappolitisk samordning**
Swedish Agency for Networks and Cooperation in Higher Education	Myndigheten för nätverk och samarbete inom högre utbildning**
Commission for state grants to religious communities	Nämnden för statligt stöd till trossamfun**
Museum of Natural History	Naturhistoriska riksmuseet
National Environmental Protection Agency	Naturvårdsverket
Scandinavian Institute of African Studies	Nordiska Afrikainstitutet
Nordic School of Public Health	Nordiska högskolan för folkhälsovetenskap
Recorders Committee	Notarienämnden
Swedish National Board for Intra Country Adoptions	Myndigheten för internationella adoptionsfrågor
Swedish Agency for Economic and Regional Growth	Verket för näringslivsutveckling (NUTEK)
Office of the Ethnic Discrimination Ombudsman	Ombudsmannen mot etnisk diskriminering
Court of Patent Appeals	Patentbesvärsrätten
Patents and Registration Office	Patent- och registreringsverket

Swedish Population Address Register Board	Personadressregisternämnd statens, SPAR-nämnden
Swedish Polar Research Secretariat	Polarforskningssekretariatet
Press Subsidies Council	Presstödsnämnden
The Council of the European Social Fund in Sweden	Rådet för Europeiska socialfonden i Sverige**
The Swedish Radio and TV Authority	Radio- och TV-verket
Government Offices	Regeringskansliet
Supreme Administrative Court	Regeringsrätten
Central Board of National Antiquities	Riksantikvarieämbetet
National Archives	Riksarkivet
Bank of Sweden	Riksbanken
Parliamentary Administrative Office	Riksdagsförvaltningen
The Parliamentary Ombudsmen	Riksdagens ombudsmän, JO
The Parliamentary Auditors	Riksdagens revisorer
National Debt Office	Riksgäldskontoret
National Police Board	Rikspolisstyrelsen
National Audit Bureau	Riksrevisionen
Travelling Exhibitions Service	Riksutställningar, Stiftelsen
National Space Board	Rymdstyrelsen
Swedish Council for Working Life and Social Research	Forskningsrådet för arbetsliv och socialvetenskap
National Rescue Services Board	Räddningsverk, statens
Regional Legal-aid Authority	Rättshjälpsmyndigheten
National Board of Forensic Medicine	Rättsmedicinalverket
Sami (Lapp) School Board	Sameskolstyrelsen och sameskolor
Sami (Lapp) Schools	
National Maritime Administration	Sjöfartsverket
National Maritime Museums	Maritima museer, statens
Swedish Commission on Security and Integrity Protection	Säkerhets- och integritetsskyddsnämnden**
Swedish Tax Agency	Skatteverket
National Board of Forestry	Skogsstyrelsen
National Agency for Education	Skolverk, statens
Swedish Institute for Infectious Disease Control	Smittskyddsinstitutet
National Board of Health and Welfare	Socialstyrelsen
National Inspectorate of Explosives and Flammables	Sprängämnesinspektionen
Statistics Sweden	Statistiska centralbyrån
Agency for Administrative Development	Statskontoret
Swedish Radiation Safety Authority	Strålsäkerhetsmyndigheten
Swedish International Development Cooperation Authority	Styrelsen för internationellt utvecklings- samarbete, SIDA
National Board of Psychological Defence and Conformity Assessment	Styrelsen för psykologiskt försvar

Swedish Board for Accreditation	Styrelsen för ackreditering och teknisk kontroll
Swedish Institute	Svenska Institutet, stiftelsen
Library of Talking Books and Braille Publications	Talboks- och punktskriftsbiblioteket
District and City Courts (97)	Tingsrätterna (97)
Judges Nomination Proposal Committee	Tjänsteförslagsnämnden för domstolsväsendet
Armed Forces' Enrolment Board	Totalförsvarets pliktverk
Swedish Defence Research Agency	Totalförsvarets forskningsinstitut
Swedish Board of Customs	Tullverket
Swedish Tourist Authority	Turistdelegationen
The National Board of Youth Affairs	Ungdomsstyrelsen
Universities and University Colleges	Universitet och högskolor
Aliens Appeals Board	Utlänningsnämnden
National Seed Testing and Certification Institute	Utsädeskontroll, statens
Swedish National Road Administration	Vägverket*
National Water Supply and Sewage Tribunal	Vatten- och avloppsnämnd, statens
National Agency for Higher Education	Verket för högskoleservice (VHS)
Swedish Agency for Economic and Regional Development	Verket för näringslivsutveckling (NUTEK)
Swedish Research Council	Vetenskapsrådet'
National Veterinary Institute	Veterinärmedicinska anstalt, statens
Swedish National Road and Transport Research Institute	Väg- och transportforskningsinstitut, statens
National Plant Variety Board	Växsortsnämnd, statens
Swedish Prosecution Authority	Åklagarmyndigheten
Swedish Emergency Management Agency	Krisberedskapsmyndigheten
Board of Appeals of the Manna Mission	Överklagandenämnden för nämndemannauppdrag**

UNITED KINGDOM

Cabinet Office

Office of the Parliamentary Counsel

Central Office of Information

Charity Commission

Crown Estate Commissioners (Vote Expenditure Only)

Crown Prosecution Service

Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform

Competition Commission

Gas and Electricity Consumers' Council

Office of Manpower Economics

Department for Children, Schools and Families

Department of Communities and Local Government

Rent Assessment Panels

Department for Culture, Media and Sport

British Library

British Museum

Commission for Architecture and the Built Environment

The Gambling Commission

Historic Buildings and Monuments Commission for England (English Heritage)

Imperial War Museum

Museums, Libraries and Archives Council

National Gallery

National Maritime Museum

National Portrait Gallery

Natural History Museum

Science Museum

Tate Gallery

Victoria and Albert Museum

Wallace Collection

Department for Environment, Food and Rural Affairs

Agricultural Dwelling House Advisory Committees

Agricultural Land Tribunals

Agricultural Wages Board and Committees

Cattle Breeding Centre

Countryside Agency

Plant Variety Rights Office

Royal Botanic Gardens, Kew

Royal Commission on Environmental Pollution

Department of Health

Dental Practice Board

National Health Service Strategic Health Authorities

NHS Trusts
Prescription Pricing Authority
Department for Innovation, Universities and Skills
Higher Education Funding Council for England
National Weights and Measures Laboratory
Patent Office
Department for International Development
Department of the Procurator General and Treasury Solicitor
Legal Secretariat to the Law Officers
Department for Transport
Maritime and Coastguard Agency
Department for Work and Pensions
Disability Living Allowance Advisory Board
Independent Tribunal Service
Medical Boards and Examining Medical Officers (War Pensions)
Occupational Pensions Regulatory Authority
Regional Medical Service
Social Security Advisory Committee
Export Credits Guarantee Department
Foreign and Commonwealth Office
Wilton Park Conference Centre
Government Actuary's Department
Government Communications Headquarters
Home Office
HM Inspectorate of Constabulary
House of Commons
House of Lords
Ministry of Defence
Defence Equipment & Support
Meteorological Office
Ministry of Justice
Boundary Commission for England

Combined Tax Tribunal
Council on Tribunals
Court of Appeal - Criminal
Employment Appeals Tribunal
Employment Tribunals
HMCS Regions, Crown, County and Combined Courts (England and Wales)
Immigration Appellate Authorities
Immigration Adjudicators
Immigration Appeals Tribunal
Lands Tribunal
Law Commission
Legal Aid Fund (England and Wales)
Office of the Social Security Commissioners
Parole Board and Local Review Committees
Pensions Appeal Tribunals
Public Trust Office
Supreme Court Group (England and Wales)
Transport Tribunal

The National Archives
National Audit Office
National Savings and Investments
National School of Government
Northern Ireland Assembly Commission
Northern Ireland Court Service

Coroners Courts
County Courts
Court of Appeal and High Court of Justice in Northern Ireland
Crown Court
Enforcement of Judgements Office
Legal Aid Fund
Magistrates' Courts
Pensions Appeals Tribunals

Northern Ireland, Department for Employment and Learning

Northern Ireland, Department for Regional Development

Northern Ireland, Department for Social Development

Northern Ireland, Department of Agriculture and Rural Development

Northern Ireland, Department of Culture, Arts and Leisure

Northern Ireland, Department of Education

Northern Ireland, Department of Enterprise, Trade and Investment

Northern Ireland, Department of the Environment

Northern Ireland, Department of Finance and Personnel

Northern Ireland, Department of Health, Social Services and Public Safety

Northern Ireland, Office of the First Minister and Deputy First Minister

Northern Ireland Office

Crown Solicitor's Office

Department of the Director of Public Prosecutions for Northern Ireland

Forensic Science Laboratory of Northern Ireland

Office of the Chief Electoral Officer for Northern Ireland

Police Service of Northern Ireland

Probation Board for Northern Ireland

State Pathologist Service

Office of Fair Trading

Office for National Statistics

National Health Service Central Register

Office of the Parliamentary Commissioner for Administration and Health Service Commissioners

Paymaster General's Office

Postal Business of the Post Office

Privy Council Office

Public Record Office

HM Revenue and Customs

The Revenue and Customs Prosecutions Office

Royal Hospital, Chelsea

Royal Mint

Rural Payments Agency

Scotland, Auditor-General

Scotland, Crown Office and Procurator Fiscal Service

Scotland, General Register Office

Scotland, Queen's and Lord Treasurer's Remembrancer

Scotland, Registers of Scotland

The Scotland Office

The Scottish Ministers

Architecture and Design Scotland

Crofters Commission

Deer Commission for Scotland

Lands Tribunal for Scotland

National Galleries of Scotland

National Library of Scotland

National Museums of Scotland

Royal Botanic Garden, Edinburgh

Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Scotland

Scottish Further and Higher Education Funding Council

Scottish Law Commission

Community Health Partnerships

Special Health Boards

Health Boards

The Office of the Accountant of Court

High Court of Justiciary

Court of Session

HM Inspectorate of Constabulary

Parole Board for Scotland

Pensions Appeal Tribunals

Scottish Land Court

Sheriff Courts

Scottish Police Services Authority

Office of the Social Security Commissioners

The Private Rented Housing Panel and Private Rented Housing Committees

Keeper of the Records of Scotland
The Scottish Parliamentary Body Corporate
HM Treasury
Office of Government Commerce
United Kingdom Debt Management Office
The Wales Office (Office of the Secretary of State for Wales)
The Welsh Ministers
Higher Education Funding Council for Wales
Local Government Boundary Commission for Wales
The Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Wales
Valuation Tribunals (Wales)
Welsh National Health Service Trusts and Local Health Boards
Welsh Rent Assessment Panels

Notes to Annex 1

1. The following shall not be considered as covered procurement:
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered by this Agreement in regard of suppliers and services providers from the United States and Canada;
- until such time as the EU has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for the EU goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.
2. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the US in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises under the relevant provisions of EU law, until such time as the EU accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.
3. "Contracting authorities of EU Member States" covers also any subordinated entity of any contracting authority of an EU Member State provided it does not have separate legal personality.
4. As far as procurement by entities in the field of defence and security is concerned, only non-sensitive and non-warlike materials contained in the list attached to Annex 4 are covered.

ANNEX 2

Sub-Central entities

Supplies

Thresholds: SDR 200,000

Services

Specified in Annex 5

Thresholds: SDR 200,000

Works

Specified in Annex 6

Thresholds: SDR 5,000,000

1.	ALL REGIONAL OR LOCAL CONTRACTING AUTHORITIES
	<p>All contracting authorities of the administrative units as defined by Regulation 1059/2003 – NUTS Regulation.¹</p> <p>For the purposes of the Agreement, "Regional contracting authorities" shall be understood as contracting authorities of the administrative units falling under NUTS 1 and 2, as referred to by Regulation 1059/2003 – NUTS Regulation.</p> <p>For the purposes of the Agreement, "Local contracting authorities" shall be understood as contracting authorities of the administrative units falling under NUTS 3 and smaller administrative units, as referred to by Regulation 1059/2003 – NUTS Regulation.</p>
2.	ALL CONTRACTING AUTHORITIES WHICH ARE BODIES GOVERNED BY PUBLIC LAW AS DEFINED BY EU PROCUREMENT DIRECTIVE

A "body governed by public law" means any body:

- established for the specific purpose of meeting needs in the general interest, not having an industrial or commercial character, and
- having legal personality, and
- financed, for the most part, by the State, or regional or local authorities, or other bodies governed by public law, or subject to management supervision by those bodies, or having an administrative, managerial or supervisory board; more than half of whose members are appointed by the State, regional or local authorities or by other bodies governed by public law.

An indicative list of contracting authorities which are bodies governed by public law is attached.

¹ Regulation (EC) No 1059/2003 of the European Parliament and of the Council of 26 May 2003 on the establishment of a common classification of territorial units for statistics (NUTS) OJ L154 21.06.2003 as last amended by Regulation (EC) N° 1137/2008.

Notes to Annex 2

1. The following shall not be considered as covered procurement:
 - procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of suppliers, services and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
 - procurement by cities-regions listed under NUTS 1 and NUTS 2 in the Regulation 1059/2003 (as amended - NUTS Regulation), local procuring entities and bodies governed by public law covered under this Annex in regard of goods, services, suppliers and service providers from Canada;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered by this Agreement in regard of suppliers and service providers from the United States and Canada;
 - procurement between 200,000 SDR and 355,000 SDR by procuring entities covered under this Annex of goods and services for suppliers and service providers from Canada;

until such time as the EU has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access to EU goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

2. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the US in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises under the relevant provisions of EU law, until such time as the EU accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.

3. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting the award of contracts by entities listed under Annex 2 paragraph 2, until such time as the EU accepts that they have completed coverage of sub-central entities.

4. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting that award of contracts by EU entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties.

**INDICATIVE LISTS OF CONTRACTING AUTHORITIES WHICH ARE BODIES
GOVERNED BY PUBLIC LAW AS DEFINED BY EU PROCUREMENT DIRECTIVE**

Belgium

Bodies

A

- Agence fédérale pour l'Accueil des demandeurs d'Asile – Federaal Agentschap voor Opvang van Asielzoekers
- Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire – Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen
- Agence fédérale de Contrôle nucléaire – Federaal Agentschap voor nucleaire Controle
- Agence wallonne à l'Exportation
- Agence wallonne des Télécommunications
- Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées
- Aquafin
- Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft
- Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces – Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën Astrid

B

- Banque nationale de Belgique – Nationale Bank van België
- Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft
- Berlaymont 2000
- Bibliothèque royale Albert Ier – Koninklijke Bibliotheek Albert I
- Bruxelles-Propreté – Agence régionale pour la Propreté – Net-Brussel – Gewestelijke Agentschap voor Nethheid
- Bureau d'Intervention et de Restitution belge – Belgisch Interventie en Restitutiebureau
- Bureau fédéral du Plan – Federaal Planbureau

C

- Caisse auxiliaire de Paiement des Allocations de Chômage – Hulpkas voor Werkloosheidsuitkeringen
- Caisse de Secours et de Prévoyance en Faveur des Marins – Hulp en Voorzorgskas voor Zeevarenden
- Caisse de Soins de Santé de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges – Kas der geneeskundige Verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen
- Caisse nationale des Calamités – Nationale Kas voor Rampenschade
- Caisse spéciale de Compensation pour Allocations familiales en Faveur des Travailleurs occupés dans les Entreprises de Batellerie – Bijzondere Verrekenkas voor Gezinsvergoedingen ten Bate van de Arbeiders der Ondernemingen voor Binnenscheepvaart
- Caisse spéciale de Compensation pour Allocations familiales en Faveur des Travailleurs occupés dans les Entreprises de Chargement, Déchargement et Manutention de Marchandises dans les Ports, Débarcadères, Entrepôts et Stations (appelée habituellement «Caisse spéciale de Compensation pour Allocations familiales des Régions maritimes») – Bijzondere Verrekenkas voor Gezinsvergoedingen ten Bate van de Arbeiders gebezigd door Ladings- en Lossingsondernemingen en door de Stuwadoors in de Havens, Losplaatsen, Stapelplaatsen en Stations (gewoonlijk genoemd „Bijzondere Compensatiekas voor Kindertoeslagen van de Zeevaartgewesten”)
- Centre d'Etude de l'Energie nucléaire – Studiecentrum voor Kernenergie
- Centre de recherches agronomiques de Gembloux
- Centre hospitalier de Mons
- Centre hospitalier de Tournai
- Centre hospitalier universitaire de Liège
- Centre informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale – Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest
- Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme – Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding
- Centre régional d'Aide aux Communes
- Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudiën
- Centrum voor landbouwkundig Onderzoek te Gent
- Comité de Contrôle de l'Electricité et du Gaz – Contrôle comité voor Elektriciteit en Gas
- Comité national de l'Energie – Nationaal Comité voor de Energie
- Commissariat général aux Relations internationales

- Commissariaat-Generaal voor de Bevordering van de lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openluchtrecreatie
- Commissariat général pour les Relations internationales de la Communauté française de Belgique
- Conseil central de l'Economie – Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
- Conseil économique et social de la Région wallonne
- Conseil national du Travail – Nationale Arbeidsraad
- Conseil supérieur de la Justice – Hoge Raad voor de Justitie
- Conseil supérieur des Indépendants et des petites et moyennes Entreprises – Hoge Raad voor Zelfstandigen en de kleine en middelgrote Ondernemingen
- Conseil supérieur des Classes moyennes
- Coopération technique belge – Belgische technische Coöperatie

D

- Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung
- Dienst voor de Scheepvaart
- Dienst voor Infrastructuurwerken van het gesubsidieerd Onderwijs
- Domus Flandria

E

- Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française
- Export Vlaanderen

F

- Financieringsfonds voor Schuldafbouw en Eenmalige Investeringsuitgaven
- Financieringsinstrument voor de Vlaamse Visserij- en Aquicultuursector
- Fonds bijzondere Jeugdbijstand
- Fonds communautaire de Garantie des Bâtiments scolaires
- Fonds culturele Infrastructuur
- Fonds de Participation
- Fonds de Vieillissement – Zilverfonds

- Fonds d'Aide médicale urgente – Fonds voor dringende geneeskundige Hulp
- Fonds de Construction d'Institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française
- Fonds de Pension pour les Pensions de Retraite du Personnel statutaire de Belgacom – Pensioenfonds voor de Rustpensioenen van het statutair Personeel van Belgacom
- Fonds des Accidents du Travail – Fonds voor Arbeidsongevallen
- Fonds d'Indemnisation des Travailleurs licenciés en cas de Fermeture d'Entreprises
- Fonds tot Vergoeding van de in geval van Sluiting van Ondernemingen ontslagen Werknemers
- Fonds du Logement des Familles nombreuses de la Région de Bruxelles-Capitale – Woningfonds van de grote Gezinnen van het Brusselse hoofdstedelijk Gewest
- Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie
- Fonds Film in Vlaanderen
- Fonds national de Garantie des Bâtiments scolaires – Nationaal Warborgfonds voor Schoolgebouwen
- Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers – Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijnenschade
- Fonds piscicole de Wallonie
- Fonds pour le Financement des Prêts à des Etats étrangers – Fonds voor Financiering van de Leningen aan Vreemde Staten
- Fonds pour la Rémunération des Mousses – Fonds voor Scheepsjongens
- Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales – Brussels gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke Thesaurieën
- Fonds voor flankerend economisch Beleid
- Fonds wallon d'Avances pour la Réparation des Dommages provoqués par des Pompages et des Prises d'Eau souterraine

G

- Garantiefonds der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Schulbauten
- Grindfonds

H

- Herplaatsingsfonds
- Het Gemeenschapsonderwijs

- Hulpfonds tot financieel Herstel van de Gemeenten

I

- Institut belge de Normalisation – Belgisch Instituut voor Normalisatie
- Institut belge des Services postaux et des Télécommunications – Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie
- Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle
- Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement – Brussels Instituut voor Milieubeheer
- Institut d'Aéronomie spatiale – Instituut voor Ruimte aëronomie
- Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes Entreprises
- Institut des Comptes nationaux – Instituut voor de nationale Rekeningen
- Institut d'Expertise vétérinaire – Instituut voor veterinaire Keuring
- Institut du Patrimoine wallon
- Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen
- Institut géographique national – Nationaal geografisch Instituut
- Institution pour le Développement de la Gazéification souterraine – Instelling voor de Ontwikkeling van ondergrondse Vergassing
- Institution royale de Messine – Koninklijke Gesticht van Mesen
- Institutions universitaires de droit public relevant de la Communauté flamande – Universitaire instellingen van publiek recht afhangende van de Vlaamse Gemeenschap
- Institutions universitaires de droit public relevant de la Communauté française – Universitaire instellingen van publiek recht afhangende van de Franse Gemeenschap
- Institut national des Industries extractives – Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven
- Institut national de Recherche sur les Conditions de Travail – Nationaal Onderzoeksinstituut voor Arbeidsomstandigheden
- Institut national des Invalides de Guerre, anciens Combattants et Victimes de Guerre – Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden, Oudstrijders en Oorlogsslachtoffers
- Institut national des Radioéléments – Nationaal Instituut voor Radio-Elementen
- Institut national pour la Criminalistique et la Criminologie – Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie
- Institut pour l'Amélioration des Conditions de Travail – Instituut voor Verbetering van de Arbeidsvoorwaarden

- Institut royal belge des Sciences naturelles – Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen
- Institut royal du Patrimoine culturel – Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium
- Institut royal météorologique de Belgique – Koninklijk meteorologisch Instituut van België
- Institut scientifique de Service public en Région wallonne
- Institut scientifique de la Santé publique – Louis Pasteur – Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid - Louis Pasteur
- Instituut voor de Aanmoediging van Innovatie door Wetenschap en Technologie in Vlaanderen
- Instituut voor Bosbouw en Wildbeheer
- Instituut voor het archeologisch Patrimonium
- Investeringsdienst voor de Vlaamse autonome Hogescholen
- Investeringsfonds voor Grond- en Woonbeleid voor Vlaams-Brabant

J

- Jardin botanique national de Belgique – Nationale Plantentuin van België

K

- Kind en Gezin
- Koninklijk Museum voor schone Kunsten te Antwerpen

L

- Loterie nationale – Nationale Loterij

M

- Mémorial national du Fort de Breendonk – Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk
- Musée royal de l'Afrique centrale – Koninklijk Museum voor Midden- Afrika
- Musées royaux d'Art et d'Histoire – Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis
- Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique – Koninklijke Musea voor schone Kunsten van België

O

- Observatoire royal de Belgique – Koninklijke Sterrenwacht van België
- Office central d'Action sociale et culturelle du Ministère de la Défense – Centrale Dienst voor sociale en culturele Actie van het Ministerie van Defensie
- Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de L'Emploi

- Office de Contrôle des Assurances – Controledienst voor de Verzekeringen
- Office de Contrôle des Mutualités et des Unions nationales de Mutualités – Controledienst voor de Ziekenfondsen en de Landsbonden van Ziekenfondsen
- Office de la Naissance et de l'Enfance
- Office de Promotion du Tourisme
- Office de Sécurité sociale d'Outre-Mer – Dienst voor de overzeese sociale Zekerheid
- Office for Foreign Investors in Wallonia
- Office national d'Allocations familiales pour Travailleurs salariés – Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers
- Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales – Rijksdienst voor sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten
- Office national des Vacances annuelles – Rijksdienst voor jaarlijkse Vakantie
- Office national du Ducroire – Nationale Delcrederedienst
- Office régional bruxellois de l'Emploi – Brusselse gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling
- Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture
- Office régional pour le Financement des Investissements communaux
- Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi
- Openbaar psychiatrisch Ziekenhuis-Geel
- Openbaar psychiatrisch Ziekenhuis-Rekem
- Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaams Gewest
- Orchestre national de Belgique – Nationaal Orkest van België
- Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles – Nationale Instelling voor radioactief Afval en Spleijstoffen

P

- Palais des Beaux-Arts – Paleis voor schone Kunsten
- Participatiemaatschappij Vlaanderen
- Pool des Marins de la Marine marchande – Pool van de Zeelieden der Koopvaardij

R

- Radio et Télévision belge de la Communauté française

- Reproductiefonds voor de Vlaamse Musea

S

- Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale – Brusselse hoofdstedelijk Dienst voor Brandweer en dringende medische Hulp
- Société belge d'Investissement pour les pays en développement – Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden
- Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites industriels dans l'Ouest du Brabant wallon
- Société de Garantie régionale
- Sociaal economische Raad voor Vlaanderen
- Société du Logement de la Région bruxelloise et sociétés agréées –Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en erkende maatschappijen
- Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement
- Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires bruxellois
- Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires du Brabant wallon
- Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires du Hainaut
- Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires de Namur
- Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires de Liège
- Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires du Luxembourg
- Société publique de Gestion de l'Eau
- Société wallonne du Logement et sociétés agréées
- Sofibail
- Sofibru
- Sofico

T

- Théâtre national
- Théâtre royal de la Monnaie – De Koninklijke Muntchouwburg
- Toerisme Vlaanderen
- Tunnel Liefkenshoek

U

- Universitair Ziekenhuis Gent

V

- Vlaams Commissariaat voor de Media
- Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding
- Vlaams Egalisatie Rente Fonds
- Vlaamse Hogescholenraad
- Vlaamse Huisvestingsmaatschappij en erkende maatschappijen
- Vlaamse Instelling voor technologisch Onderzoek
- Vlaamse interuniversitaire Raad
- Vlaamse Landmaatschappij
- Vlaamse Milieuholding
- Vlaamse Milieumaatschappij
- Vlaamse Onderwijsraad
- Vlaamse Opera
- Vlaamse Radio- en Televisieomroep
- Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteit- en Gasmarkt
- Vlaamse Stichting voor Verkeerskunde
- Vlaams Fonds voor de Lastendelging
- Vlaams Fonds voor de Letteren
- Vlaams Fonds voor de sociale Integratie van Personen met een Handicap
- Vlaams Informatiecentrum over Land- en Tuinbouw
- Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden
- Vlaams Instituut voor de Bevordering van het wetenschappelijk- en technologisch Onderzoek in de Industrie
- Vlaams Instituut voor Gezondheidspromotie
- Vlaams Instituut voor het Zelfstandig ondernemen
- Vlaams Landbouwinvesteringsfonds

- Vlaams Promotiecentrum voor Agro- en Visserijmarketing
- Vlaams Zorgfonds
- Vlaams Woningsfonds voor de grote Gezinnen

Bulgaria

Bodies

- Икономически и социален съвет (Economic and Social Council)
- Национален осигурителен институт (National Social Security Institute)
- Национална здравноосигурителна каса (National Health Insurance Fund)
- Български червен кръст (Bulgarian Red Cross)
- Българска академия на науките (Bulgarian Academy of Sciences)
- Национален център за аграрни науки (National Centre for Agrarian Science)
- Български институт за стандартизация (Bulgarian Institute for Standardisation)
- Българско национално радио (Bulgarian National Radio)
- Българска национална телевизия (Bulgarian National Television)

Categories

State undertakings within the meaning of Article 62(3) of the Търговския закон (обн., ДВ, бр.48/18.6.1991):

- Национална компания "Железопътна инфраструктура"
- ДП "Пристанищна инфраструктура"
- ДП "Ръководство на въздушното движение"
- ДП "Строителство и възстановяване"
- ДП "Транспортно строителство и възстановяване"
- ДП "Съобщително строителство и възстановяване"
- ДП "Радиоактивни отпадъци"
- ДП "Предприятие за управление на дейностите по опазване на околната среда"
- ДП "Български спортен тотализатор"
- ДП "Държавна парично-предметна лотария"

- ДП "Кабиюк", Шумен
- ДП "Фонд затворно дело"
- Държавни дивечовъдни станции (State game breeding stations)

State Universities, established pursuant to Article 13 of the Закона за висшето образование (обн., ДВ, бр.112/27.12.1995):

- Аграрен университет – Пловдив (Agricultural University – Plovdiv)
- Академия за музикално, танцово и изобразително изкуство – Пловдив (Academy of Music, Dance and Fine Arts – Plovdiv)
- Академия на Министерството на вътрешните работи
- Великотърновски университет "Св. св. Кирил и Методий" (St. Cyril and St. Methodius University of Veliko Tarnovo)
- Висше военноморско училище "Н. Й. Вапцаров" – Варна (N. Y. Vaptsarov Naval Academy – Varna)
- Висше строително училище "Любен Каравелов" – София (Civil Engineering Higher School "Lyuben Karavelov" – Sofia)
- Висше транспортно училище "Тодор Каблешков" – София (Higher School of Transport "Todor Kableshkov" – Sofia)
- Военна академия "Г. С. Раковски" – София (Military Academy "G. S. Rakovski" – Sofia)
- Национална музикална академия "Проф. Панчо Владигеров" – София (State Academy of Music "Prof. Pancho Vladigerov" – Sofia)
- Икономически университет – Варна (University of Economics – Varna)
- Колеж по телекомуникации и пощи – София (College of Telecommunications and Posts – Sofia)
- Лесотехнически университет - София (University of Forestry – Sofia)
- Медицински университет "Проф. д-р Параскев Иванов Стоянов" – Варна (Medical University "Prof. D-r Paraskev Stoyanov" – Varna)
- Медицински университет – Плевен (Medical University – Pleven)
- Медицински университет – Пловдив (Medical University – Plovdiv)
- Медицински университет – София (Medical University – Sofia)
- Минно-геоложки университет "Св. Иван Рилски" – София (University of Mining and Geology "St. Ivan Rilski" – Sofia)
- Национален военен университет "Васил Левски" – Велико Търново (National Military University "Vasil Levski" – Veliko Tarnovo)

- Национална академия за театрално и филмово изкуство "Кръстьо Сарафов" – София (National Academy of Theatre and Film Arts "Krasyo Sarafov" – Sofia)
- Национална спортна академия "Васил Левски" – София (National Sports Academy "Vasil Levski" – Sofia)
- Национална художествена академия – София (National Academy of Arts – Sofia)
- Пловдивски университет "Паисий Хилендарски" (Plovdiv University "Paisiy Hilendarski")
- Русенски университет "Ангел Кънчев" (Ruse University "Angel Kanchev")
- Софийски университет "Св. Климент Охридски" (Sofia University "St. Kliment Ohridski")
- Специализирано висше училище по библиотекознание и информационни технологии – София (Specialised Higher School on Library Science and Information Technologies – Sofia)
- Стопанска академия "Д. А. Ценов" – Свищов (Academy of Economics "D. A. Tsenov" – Svishtov)
- Технически университет – Варна (Technical University – Varna)
- Технически университет – Габрово (Technical University – Gabrovo)
- Технически университет – София (Technical University – Sofia)
- Тракийски университет - Стара Загора (Trakia University – Stara Zagora)
- Университет "Проф. д-р Асен Златаров" – Бургас (University "Prof. D-r Asen Zlatarov" – Burgas)
- Университет за национално и световно стопанство – София (University of National and World Economy – Sofia)
- Университет по архитектура, строителство и геодезия – София (University of Architecture, Civil Engineering and Geodesy – Sofia)
- Университет по хранителни технологии – Пловдив (University of Food Technologies – Plovdiv)
- Химико-технологичен и металургичен университет - София (University of Chemical Technology and Metallurgy – Sofia)
- Шуменски университет "Епископ Константин Преславски" (Shumen University "Konstantin Preslavski")
- Югозападен университет "Неофит Рилски" – Благоевград (South-West University "Neofit Rilski" – Blagoevgrad)

State and municipal schools within the meaning of the Закона за народната просвета (обн., ДВ, бр. 86/18.10.1991)

Cultural institutes within the meaning of the Закона за закрила и развитие на културата (обн., ДВ, бр.50/1.6.1999):

- Народна библиотека "Св. св. Кирил и Методий" (National Library St. Cyril and St. Methodius)
- Българска национална фонотека (Bulgarian National Records Library)
- Българска национална филмотека (Bulgarian National Film Library)
- Национален фонд "Култура" (National Culture Fund)
- Национален институт за паметниците на културата (National Institute for Monuments of Culture)
- Театри (Theatres)
- Оперы, филхармонии и ансамбли (Operas, philharmonic orchestras, ensembles)
- Музеи и галерии (Museums and galleries)
- Училища по изкуствата и културата (Art and culture schools)
- Български културни институти в чужбина (Bulgarian cultural institutes abroad)

State and/or municipal medical institutions referred to in Article 3(1) of the Закона за лечебните заведения (обн., ДВ, бр.62/9.7.1999)

Medical institutions referred to in Article 5(1) of the Закона за лечебните заведения (обн., ДВ, бр.62/9.7.1999):

- Домове за медико-социални грижи за деца (Medical and social care institutions for children)
- Лечебни заведения за стационарна психиатрична помощ (Medical institutions for inpatient psychiatric care)
- Центрове за спешна медицинска помощ (Centres for emergency medical care)
- Центрове за трансфузионна хематология (Centres for transfusion haematology)
- Болница "Лозенец" (Hospital "Lozenets")
- Военномедицинска академия (Military Medical Academy)
- Медицински институт на Министерство на вътрешните работи (Medical Institute to the Ministry of the Interior)
- Лечебни заведения към Министерството на правосъдието (Medical institutions to the Ministry of Justice)
- Лечебни заведения към Министерството на транспорта (Medical institutions to the Ministry of Transport)

Legal persons of a non commercial character established for the purpose of meeting needs of general interest pursuant to the Закона за юридическите лица с нестопанска цел (обн., ДВ, бр.81/6.10.2000), and satisfying the conditions of §1, item 21 of the Закона за обществените поръчки (обн., ДВ, бр. 28/6.4.2004).

Czech Republic

- Pozemkový fond and other state funds
- Česká národní banka
- Česká televize
- Český rozhlas
- Rada pro rozhlasové a televizní vysílání
- Všeobecná zdravotní pojišťovna České republiky
- Zdravotní pojišťovna ministerstva vnitra ČR
- Universities

and other legal entities established by a special Act which for their operation and in compliance with budget regulations use money from the state budget, state funds, contributions of international institutions, district authority budget, or budgets of self governing territorial divisions.

Denmark

Bodies

- Danmarks Radio
- Det landsdækkende TV2
- Danmarks Nationalbank
- Sund og Bælt Holding A/S
- A/S Storebælt
- A/S Øresund
- Øresundskonsortiet
- Metroselskabet I/S
- Arealudviklingsselskabet I/S
- Statens og Kommunernes Indkøbsservice
- Arbejdsmarkedets Tillægspension
- Arbejdsmarkedets Feriefond
- Lønmodtagernes Dyrtidsfond
- Naviair

Categories

- De Almene Boligorganisationer (social housing organisations)
- Andre forvaltningssubjekter (other public administrative bodies)
- Universiteterne, jf. lovbekendtgørelse nr. 1368 af 7. december 2007 af lov om universiteter (Universities, see Consolidation Act nr. 1368 of 7 December 2007 on universities)

Germany

Categories

Legal persons governed by public law

Authorities, establishments and foundations governed by public law and created by Federal, State or local authorities particularly in the following fields:

(1) Authorities

- Wissenschaftliche Hochschulen und verfasste Studentenschaften – (universities and established student bodies),
- berufsständige Vereinigungen (Rechtsanwalts-, Notar-, Steuerberater-, Wirtschaftsprüfer-, Architekten-, Ärzte- und Apothekerkammern) – [professional associations representing lawyers, notaries, tax consultants, accountants, architects, medical practitioners and pharmacists],
- Wirtschaftsvereinigungen (Landwirtschafts-, Handwerks-, Industrie- und Handelskammern, Handwerksinnungen, Handwerkerschaften) – [business and trade associations: agricultural and craft associations, chambers of industry and commerce, craftsmen's guilds, tradesmen's associations],
- Sozialversicherungen (Krankenkassen, Unfall- und Rentenversicherungsträger)– [social security institutions: health, accident and pension insurance funds],
- kassenärztliche Vereinigungen – (associations of panel doctors),
- Genossenschaften und Verbände – (cooperatives and other associations).

(2) Establishments and foundations

Non-industrial and non-commercial establishments subject to State control and operating in the general interest, particularly in the following fields:

- Rechtsfähige Bundesanstalten – (Federal institutions having legal capacity),
- Versorgungsanstalten und Studentenwerke – (pension organisations and students' unions),
- Kultur-, Wohlfahrts- und Hilfsstiftungen – (cultural, welfare and relief foundations).

Legal persons governed by private law

Non-industrial and non-commercial establishments subject to State control and operating in the general interest, including kommunale Versorgungsunternehmen (municipal utilities):

- Gesundheitswesen (Krankenhäuser, Kurmittelbetriebe, medizinische Forschungseinrichtungen, Untersuchungs- und Tierkörperbeseitigungsanstalten) – [health: hospitals, health resort establishments, medical research institutes, testing and carcase-disposal establishments],
- Kultur (öffentliche Bühnen, Orchester, Museen, Bibliotheken, Archive, zoologische und botanische Gärten) – [culture: public theatres, orchestras, museums, libraries, archives, zoological and botanical gardens],
- Soziales (Kindergärten, Kindertagesheime, Erholungseinrichtungen, Kinder- und Jugendheime, Freizeiteinrichtungen, Gemeinschafts- und Bürgerhäuser, Frauenhäuser, Altersheime, Obdachlosenunterkünfte) – [social welfare: nursery schools, children's playschools, rest-homes, children's homes, hostels for young people, leisure centres, community and civic centres, homes for battered wives, old people's homes, accommodation for the homeless],
- Sport (Schwimmbäder, Sportanlagen und -einrichtungen) – [sport: swimming baths, sports facilities],
- Sicherheit (Feuerwehren, Rettungsdienste) – [safety: fire brigades, other emergency services],
- Bildung (Umschulungs-, Aus-, Fort- und Weiterbildungseinrichtungen, Volksschulen) [education: training, further training and retraining establishments, adult evening classes],
- Wissenschaft, Forschung und Entwicklung (Großforschungseinrichtungen, wissenschaftliche Gesellschaften und Vereine, Wissenschaftsförderung) – [science, research and development: large-scale research institutes, scientific societies and associations, bodies promoting science],
- Entsorgung (Straßenreinigung, Abfall- und Abwasserbeseitigung) – [refuse and garbage disposal services: street cleaning, waste and sewage disposal],
- Bauwesen und Wohnungswirtschaft (Stadtplanung, Stadtentwicklung, Wohnungsunternehmen soweit im Allgemeininteresse tätig, Wohnraumvermittlung) – [building, civil engineering and housing: town planning, urban development, housing, enterprises (insofar as they operate in the general interest), housing agency services],
- Wirtschaft (Wirtschaftsförderungsgesellschaften) – (economy: organizations promoting economic development),
- Friedhofs- und Bestattungswesen – (cemeteries and burial services),
- Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern (Finanzierung, technische Zusammenarbeit, Entwicklungshilfe, Ausbildung) – [cooperation with developing countries: financing, technical cooperation, development aid, training].

Estonia

- Eesti Kunstiakadeemia;
- Eesti Muusika- ja Teatriakadeemia;

- Eesti Maaülikool;
- Eesti Teaduste Akadeemia;
- Eesti Rahvusringhaaling;
- Tagatisfond;
- Kaitseliit;
- Keemilise ja Bioloogilise Füüsika Instituut;
- Eesti Haigekassa;
- Eesti Kultuurkapital;
- Notarite Koda;
- Rahvusooper Estonia;
- Eesti Rahvusraamatukogu;
- Tallinna Ülikool;
- Tallinna Tehnikaülikool;
- Tartu Ülikool;
- Eesti Advokatuur;
- Audiitorkogu;
- Eesti Töötukassa;
- Eesti Arengufond;

Categories

Other legal persons governed by public law or legal persons in private law in compliance with Article 10(2) of the Public Procurement Act (RT I 21.7.2007, 15, 76).

Ireland

Bodies

- Enterprise Ireland [Marketing, technology and enterprise development]
- Forfás [Policy and advice for enterprise, trade, science, technology and innovation]
- Industrial Development Authority
- FÁS [Industrial and employment training]

- Health and Safety Authority
- Bord Fáilte Éireann – [Tourism development]
- CERT [Training in hotel, catering and tourism industries]
- Irish Sports Council
- National Roads Authority
- Údarás na Gaeltachta – [Authority for Gaelic speaking regions]
- Teagasc [Agricultural research, training and development]
- An Bord Bia – [Food industry promotion]
- Irish Horseracing Authority
- Bord na gCon – [Greyhound racing support and development]
- Marine Institute
- Bord Iascaigh Mhara – [Fisheries Development]
- Equality Authority
- Legal Aid Board
- Forbas [Forbairt]

Categories

- Health Service Executive
- Hospitals and similar institutions of a public character
- Vocational Education Committees
- Colleges and educational institutions of a public character
- Central and Regional Fisheries Boards
- Regional Tourism Organisations
- National Regulatory and Appeals bodies [such as in the telecommunications, energy, planning etc. areas]
- Agencies established to carry out particular functions or meet needs in various public sectors [e.g. Healthcare Materials Management Board, Health Sector Employers Agency, Local Government Computer Services Board, Environmental Protection Agency, National Safety Council, Institute of Public Administration, Economic and Social Research Institute, National Standards Authority, etc.]
- Other public bodies falling within the definition of a body governed by public law.

Greece

Categories

- (a) Public enterprises and public entities
- (b) Legal persons governed by private law which are State-owned or which regularly receive at least 50 per cent of their annual budget in the form of State subsidies, pursuant to the applicable rules, or in which the State has a capital holding of at least 51 per cent.
- (c) Legal persons governed by private law which are owned by legal persons governed by public law, by local authorities of any level, including the Greek Central Association of Local Authorities (K.E.Δ.K.E.), by local associations of "communes", (local administrative areas) or by public enterprises or entities, or by legal persons as referred to in b) or which regularly receive at least 50 per cent of their annual budget in the form of subsidies from such legal persons, pursuant to the applicable rules or to their own articles of association, or legal persons as referred to above which have a capital holding of at least 51 per cent in such legal persons governed by public law.

Spain

Categories

- Bodies and entities governed by public law which are subject to the «Ley 30/2007, de 30 de octubre, de Contratos del sector público», – [Spanish State legislation on procurement] –, in accordance with its article 3, other than those which are part of the Administración General del Estado – (general national administration) –, the Administración de las Comunidades Autónomas – (administration of the autonomous regions – and the Corporaciones Locales – (local authorities).
- Entidades Gestoras y los Servicios Comunes de la Seguridad Social – (administrative entities and common services of the health and social services).

France

Bodies

- Compagnies et établissements consulaires, chambres de commerce et d'industrie (CCI), chambres des métiers et chambres d'agriculture.

Categories

- (1) National public bodies:
 - Académie des Beaux-arts
 - Académie française
 - Académie des inscriptions et belles-lettres
 - Académie des sciences

- Académie des sciences morales et politiques
 - Banque de France
 - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
 - Ecoles d'architecture
 - Imprimerie Nationale
 - Institut national de la consommation
 - Réunion des musées nationaux
 - Thermes nationaux – Aix-les-Bains
 - Ecole Technique professionnelle agricole et forestière de Meymac (Corrèze)
 - Ecole de Sylviculture de Croigny
 - Ecole de Viticulture et d'œnologie de la Tour Blanche (Gironde)
 - Groupements d'intérêt public; exemples:
 - Agence EduFrance
 - ODI France (observation, développement et ingénierie touristique)
 - Agence nationale de lutte contre l'illettrisme
- (2) Administrative public bodies at regional, departmental and local level:
- Collèges
 - Lycées
 - Etablissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole
 - Etablissements publics hospitaliers (par exemple: l'Hôpital Départemental Dufresne-Sommeiller)
 - Offices publics de l'habitat
- (3) Groupings of territorial authorities:
- Etablissements publics de coopération intercommunale
 - Institutions interdépartementales et interrégionales
 - Syndicat des transports d'Ile-de-France

Italy

Bodies

- Società Stretto di Messina S.p.A.
- Mostra d'oltremare S.p.A.
- Ente nazionale per l'aviazione civile - ENAC
- Società nazionale per l'assistenza al volo S.p.A. - ENAV
- ANAS S.p.A

Categories

- Consorzi per le opere idrauliche (consortia for water engineering works)
- Università statali, gli istituti universitari statali, i consorzi per i lavori interessanti le università (State universities, State university institutes, consortia for university development work)
- Istituzioni pubbliche di assistenza e di beneficenza (public welfare and benevolent institutions)
- Istituti superiori scientifici e culturali, osservatori astronomici, astrofisici, geofisici o vulcanologici (higher scientific and cultural institutes, astronomical, astrophysical, geophysical or vulcanological observatories)
- Enti di ricerca e sperimentazione (organizations conducting research and experimental work)
- Enti che gestiscono forme obbligatorie di previdenza e di assistenza (agencies administering compulsory social security and welfare schemes)
- Consorzi di bonifica (land reclamation consortia)
- Enti di sviluppo e di irrigazione (development or irrigation agencies)
- Consorzi per le aree industriali (associations for industrial areas)
- Enti preposti a servizi di pubblico interesse (organizations providing services in the public interest)
- Enti pubblici preposti ad attività di spettacolo, sportive, turistiche e del tempo libero (public bodies engaged in -entertainment, sport, tourism and leisure activities)
- Enti culturali e di promozione artistica (organizations promoting culture and artistic activities)

Cyprus

- Αρχή Ραδιοτηλεόρασης Κύπρου
- Επιτροπή Κεφαλαιαγοράς Κύπρου
- Επίτροπος Ρυθμίσεως Ηλεκτρονικών Επικοινωνιών και Ταχυδρομείων

- Ρυθμιστική Αρχή Ενέργειας Κύπρου
- Εφοριακό Συμβούλιο
- Συμβούλιο Εγγραφής και Ελέγχου Εργοληπτών
- Ανοικτό Πανεπιστήμιο Κύπρου
- Πανεπιστήμιο Κύπρου
- Τεχνολογικό Πανεπιστήμιο Κύπρου
- Ένωση Δήμων
- Ένωση Κοινοτήτων
- Αναπτυξιακή Εταιρεία Λάρνακας
- Ταμείο Κοινωνικής Συνοχής
- Ταμείο Κοινωνικών Ασφαλίσεων
- Ταμείο Πλεονάζοντος Προσωπικού
- Κεντρικό Ταμείο Αδειών
- Αντιναρκωτικό Συμβούλιο Κύπρου
- Ογκολογικό Κέντρο της Τράπεζας Κύπρου
- Οργανισμός Ασφάλισης Υγείας
- Ινστιτούτο Γενετικής και Νευρολογίας
- Κεντρική Τράπεζα της Κύπρου
- Χρηματιστήριο Αξιών Κύπρου
- Οργανισμός Χρηματοδότησεως Στέγης
- Κεντρικός Φορέας Ισότιμης Κατανομής Βαρών
- Ίδρυμα Κρατικών Υποτροφιών Κύπρου
- Κυπριακός Οργανισμός Αγροτικών Πληρωμών
- Οργανισμός Γεωργικής Ασφάλισης
- Ειδικό Ταμείο Ανανεώσιμων Πηγών Ενέργειας και Εξοικονόμησης Ενέργειας
- Συμβούλιο Ελαιοκομικών Προϊόντων
- Οργανισμός Κυπριακής Γαλακτοκομικής Βιομηχανίας

- Συμβούλιο Αμπελοοινικών Προϊόντων
- Συμβούλιο Εμπορίας Κυπριακών Πατατών
- Ευρωπαϊκό Ινστιτούτο Κύπρου
- Ραδιοφωνικό Ίδρυμα Κύπρου
- Οργανισμός Νεολαίας Κύπρου
- Κυπριακόν Πρακτορείον Ειδήσεων
- Θεατρικός Οργανισμός Κύπρου
- Κυπριακός Οργανισμός Αθλητισμού
- Αρχή Ανάπτυξης Ανθρώπινου Δυναμικού Κύπρου
- Αρχή Κρατικών Εκθέσεων Κύπρου
- Ελεγκτική Υπηρεσία Συνεργατικών Εταιρειών
- Κυπριακός Οργανισμός Τουρισμού
- Κυπριακός Οργανισμός Αναπτύξεως Γης
- Συμβούλια Αποχετεύσεων (This category refers to the Συμβούλια Αποχετεύσεων established and operating according to the Provisions of the Αποχετευτικών Συστημάτων Νόμου Ν.1(Ι) of 1971)
- Συμβούλια Σφαγείων (This category refers to the Κεντρικά και Κοινοτικά Συμβούλια Σφαγείων run by local authorities, established and operating according to the provisions of the Σφαγείων Νόμου Ν.26(Ι) of 2003)
- Σχολικές Εφορείες (This category refers to the Σχολικές Εφορείες established and operating according to the provisions of the Σχολικών Εφορειών Νόμου Ν.108 of 2003)
- Ταμείο Θήρας
- Κυπριακός Οργανισμός Διαχείρισης Αποθεμάτων Πετρελαιοειδών
- Ίδρυμα Τεχνολογίας Κύπρου
- Ίδρυμα Προώθησης Έρευνας
- Ίδρυμα Ενέργειας Κύπρου
- Ειδικό Ταμείο Παραχώρησης Επιδόματος Διακίνησης Αναπήρων
- Ταμείο Ευημερίας Εθνοφρουρού
- Ίδρυμα Πολιτισμού Κύπρου

Latvia

- Subjects of private law which make purchases according to "Publisko iepirkumu likuma prasībām".

Lithuania

- Establishments of research and education (higher education institutions, establishments of scientific research, research and technology parks as well as other establishments and institutions, the activity of which pertains to evaluation or organisation of research and education)
- Educational establishments (higher education establishments, vocational colleges, schools of general education, pre-school establishments, informal education institutions, special education institutions and other establishments)
- Establishments of culture (theatres, museums, libraries and other establishments)
- National establishments of the Lithuanian health care system (individual health care protection establishments, public health protection establishments, establishments of pharmaceutical activities and other health care establishments, etc.)
- Social care institutions
- Institutions of physical culture and sports (sports clubs, sports schools, sports centres, sports facilities and other establishments)
- Establishments of the national defence system
- Establishments of environmental protection
- Establishments ensuring public safety and public order
- Establishments of the civil protection and rescue system
- Tourism service providers (tourism information centres and other establishments providing tourism services)
- Other public and private persons in accordance with the conditions provided for in Article 4 (2) of the Law on Public Procurement ("Valstybės žinios"(Official Gazette) No. 84-2000, 1996; No 4-102, 2006).

Luxembourg

- Établissements publics de l'État placés sous la surveillance d'un membre du gouvernement:
 - Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg
 - Fonds de Rénovation de Quatre Îlots de la Vieille Ville de Luxembourg
 - Fonds Belval
- Établissements publics placés sous la surveillance des communes.

- Syndicats de communes créés en vertu de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

Hungary

Bodies

- Egyes költségvetési szervek (certain budgetary organs)
- Az elkülönített állami pénzalapok kezelője (managing bodies of the separate state funds)
- A közalapítványok (public foundations)
- A Magyar Nemzeti Bank
- A Magyar Nemzeti Vagyonkezelő Zrt.
- A Magyar Fejlesztési Bank Részvénytársaság
- A Magyar Távirati Iroda Részvénytársaság
- A közszolgálati műsorszolgáltatók (public service broadcasters)
- Azok a közműsor-szolgáltatók, amelyek működését többségi részben állami, illetve önkormányzati költségvetésből finanszírozzák (public broadcasters financed, for the most part, from public budget)
- Az Országos Rádió és Televízió Testület

Categories

- Organizations established for the purpose of meeting needs in the general interest, not having an industrial or commercial character, and controlled by public entities, or financed, for the most part, by public entities (from public budget)
- Organizations established by law determining their public tasks and operation, and controlled by public entities, or financed, for the most part, by public entities (from public budget)
- Organizations established by public entities for the purpose of carrying out their certain basic activities, and controlled by the public entities

Malta

- Uffiċċju tal-Prim Ministru (Office of the Prime Minister)
 - Kunsill Malti Għall-Iżvilupp Ekonomiku u Soċjali (Malta Council for Economic and Social Development).
 - Awtorità tax-Xandir (Broadcasting Authority)
 - Industrial Projects and Services Ltd.
 - Kunsill ta' Malta għax-Xjenza u Teknoloġija (Malta Council for Science and Technology)

- Ministeru tal-Finanzi (Ministry of Finance)
 - Awtorità għas-Servizzi Finanzjarji ta' Malta (Malta Financial Services Authority)
 - Borża ta' Malta (Malta Stock Exchange)
 - Awtorità dwar Lotteriji u l-Loghob (Lotteries and Gaming Authority)
 - Awtorità tal-Istatistika ta' Malta (Malta Statistics Authority)
 - Sezzjoni ta' Konformità mat-Taxxa (Tax Compliance Unit)
- Ministeru tal-Ġustizzja u l-Intern (Ministry for Justice & Home Affairs)
 - Ċentru Malti tal-Arbitraġġ (Malta Arbitration Centre)
 - Kunsilli Lokali (Local Councils)
- Ministeru tal-Edukazzjoni, Żgħażaġh u Impjiegi (Ministry of Education, Youth and Employment)
 - Junior College
 - Kullegġ Malti għall-Arti, Xjenza u Teknologija (Malta College of Arts Science and Technology)
 - Università ta' Malta (University of Malta)
 - Fondazzjoni għall-Istudji Internazzjonali (Foundation for International Studies)
 - Fondazzjoni għall-Iskejjel ta' Ghada (Foundation for Tomorrow's Schools)
 - Fondazzjoni għal Servizzi Edukattivi (Foundation for Educational Services)
 - Korporazzjoni tal-Impjieg u t-Taħriġ (Employment and Training Corporation)
 - Awtorità tas-Saħħa u s-Sigurtà (Occupational Health and Safety Authority)
 - Istitut għalStudji Turistiċi (Institute for Tourism Studies)
 - Kunsill Malti għall-Isport
 - Bord tal-Koperattivi (Cooperatives Board)
 - Pixxina Nazzjonali tal-Qroqq (National Pool tal-Qroqq)
- Ministeru tat-Turiżmu u Kultura (Ministry for Tourism and Culture)
 - Awtorità Maltija-għat-Turiżmu (Malta Tourism Authority)
 - Heritage Malta
 - Kunsill Malti għall-Kultura u l-Arti (National Council for Culture and the Arts)
 - Ċentru għall-Kreativita fil-Kavallier ta' San Ġakbu (St. James Cavalier Creativity Centre)
 - Orkestra Nazzjonali (National Orchestra)
 - Teatru Manoel (Manoel Theatre)
 - Ċentru tal- Konferenzi tal-Mediterran (Mediterranean Conference Centre)
 - Ċentru Malti għar-Restawr (Malta Centre for Restoration)
 - Sovrintendenza tal-Patrimonju Kulturali (Superintendence of Cultural Heritage)
 - Fondazzjoni Patrimonju Malti
- Ministeru tal-Kompetittività u l-Komunikazzjoni (Ministry for Competitiveness and Communications)
 - Awtorità ta' Malta dwar il-Komunikazzjoni (Malta Communications Authority)

- Awtorità ta' Malta dwar l-Istandards (Malta Standards Authority)
- Ministeru tar-Riżorsi u Infrastruttura (Ministry for Resources and Infrastructure)
 - Awtorità ta' Malta dwar ir-Riżorsi (Malta Resources Authority)
 - Kunsill Konsultattiv dwar l-Industija tal-Bini (Building Industry Consultative Council)
- Ministeru għal Ghawdex (Ministry for Gozo)
- Ministeru tas-Saħħa, l-Anzjani u Kura fil-Komunità (Ministry of Health, the Elderly and Community Care)
 - Fondazzjoni għas-Servizzi Mediċi (Foundation for Medical Services)
 - Sptar Zammit Clapp (Zammit Clapp Hospital)
 - Sptar Mater Dei (Mater Dei Hospital)
 - Sptar Monte Carmeli (Mount Carmel Hospital)
 - Awtorità dwar il-Mediċini (Medicines Authority)
 - Kumitat tal-Welfare (Welfare Committee)
- Ministeru għall-Investment, Industrija u Teknologija ta' Informazzjoni (Ministry for Investment, Industry and Information Technology)
 - Laboratorju Nazzjonali ta' Malta (Malta National Laboratory)
 - MGI/Mimcol
 - Gozo Channel Co. Ltd.
 - Kummissjoni dwar il-Protezzjoni tad-Data (Data Protection Commission)
 - MITTS
 - Sezzjoni tal-Privatizzazzjoni (Privatization Unit)
 - Sezzjoni għan-Negozjati Kollettivi (Collective Bargaining Unit)
 - Malta Enterprise
 - Malta Industrial Parks
- Ministeru għall-Affarijiet Rurali u l-Ambjent (Ministry for Rural Affairs and the Environment)
 - Awtorità ta' Malta għall-Ambjent u l-Ippjanar (Malta Environment and Planning Authority).
 - Wasteserv Malta Ltd.
- Ministeru għall-Iżvilupp Urban u Toroq (Ministry for Urban Development and Roads)
- Ministeru għall-Familja u Solidarjetà Soċjali (Ministry for the Family and Social Solidarity)
 - Awtorità tad-Djar (Housing Authority).
 - Fondazzjoni għas-Servizzi Soċjali (Foundation for Social Welfare Services)
 - Sedqa.
 - Appoġġ.
 - Kummissjoni Nazzjonali Għal Persuni b'Diżabilità (National Commission for Disabled Persons)
 - Sappport

- Ministeru għall-Affarijiet Barranin (Ministry of Foreign Affairs)
 - Istitut Internazzjonali tal-Anzjani (International Institute on Ageing)

Netherlands

Bodies

- Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties (Ministry of the Interior)
 - Nederlands Instituut voor Brandweer en rampenbestrijding (Netherlands Institute for the Fire Service and for Combating Emergencies) (NIBRA)
 - Nederlands Bureau Brandweer Examens (Netherlands Fire Service Examination Board) (NBBE)
 - Landelijk Selectie- en Opleidingsinstituut Politie National Institute for Selection and Education of Policemen) (LSOP)
 - 25 afzonderlijke politieregio's – (25 individual police regions)
 - Stichting ICTU (ICTU Foundation)
 - Voorziening tot samenwerking Politie Nederland (Cooperation Service Police Netherlands)
- Ministerie van Economische Zaken (Ministry of Economic Affairs)
 - Stichting Syntens – (Syntens)
 - Van Swinden Laboratorium B.V. – (NMI van Swinden Laboratory)
 - Nederlands Meetinstituut B.V. – (NMI Institute for Metrology and Technology)
 - Nederland Instituut voor Vliegtuigontwikkeling en Ruimtevaart (NIVR) – (Netherlands Agency for Aerospace Programmes)
 - Nederlands Bureau voor Toerisme en Congressen (Netherlands Board of Tourism and Conventions)
 - Samenwerkingsverband Noord Nederland (SNN) (Cooperative Body of the provincial governments of the Northern Netherlands)
 - Ontwikkelingsmaatschappij Oost Nederland N.V.(Oost N.V.) – Development Agency East Netherlands
 - LIOF (Limburg Investment Development Company LIOF)
 - Noordelijke Ontwikkelingsmaatschappij (NOM) – (NOM Investment Development)
 - Brabantse Ontwikkelingsmaatschappij (BOM) – (North Brabant Development Agency)
 - Onafhankelijke Post en Telecommunicatie Autoriteit (Opta) – (Independent Post and Telecommunications Authority)
 - Centraal Bureau voor de Statistiek (Central Bureau of Statistics) (CBS)
 - Energieonderzoek Centrum Nederland – (Energy Research Centre of The Netherlands) (ECN)
 - Stichting PUM (Programma Uitzending Managers) (Netherlands Management Consultants Programme)
 - Stichting Kenniscentrum Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen (CSR Netherlands: Centre of Expertise) (MVO)
 - Kamer van Koophandel Nederland (Netherlands Chamber of Commerce)

- Ministry of Finance
 - De Nederlandse Bank N.V. – (Netherlands Central Bank)
 - Autoriteit Financiële Markten – (Netherlands Authority for the Financial Markets)
 - Pensioen- & Verzekeringskamer – (Pensions and Insurance Supervisory Authority of the Netherlands)
- Ministry of Justice
 - Stichting Reclassering Nederland (SRN) – (Netherlands Rehabilitation Agency)
 - Stichting VEDIVO – (VEDIVO Agency, Association for Managers in the (Family) Guardianship)
 - Voogdij- en gezinsvoogdij instellingen – (Guardianship and Family Guardianship Institutions)
 - Stichting Halt Nederland (SHN) – (Netherlands Halt (the alternative) Agency)
 - Particuliere Internaten – (Private Boarding Institutions)
 - Particuliere Jeugdinrichtingen – (Penal Institutions for Juvenile Offenders)
 - Schadefonds Geweldsmisdrijven – (Damages Fund for Violent Crimes)
 - Centraal orgaan Opvang Asielzoekers (COA) – (Agency for the Reception of Asylum Seekers)
 - Landelijk Bureau Inning Onderhoudsbijdragen (LBIO) – (National Support and Maintenance Agency)
 - Landelijke organisaties slachtofferhulp – (National Victim Compensation Organisations)
 - College Bescherming Persoongegevens – (Netherlands Data Protection Authority)
 - Raden voor de Rechtsbijstand – (Legal Assistance Councils)
 - Stichting Rechtsbijstand Asiel – (Asylum Seekers Legal Advice Centres)
 - Stichtingen Rechtsbijstand – (Legal Assistance Agencies)
 - Landelijk Bureau Racisme bestrijding (LBR) – (National Bureau against Racial Discrimination)
 - Clara Wichman Instituut – (Clara Wichman Institute)
- Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality
 - Bureau Beheer Landbouwgronden – (Land Management Service)
 - Faunafonds – (Fauna Fund)
 - Staatsbosbeheer – (National Forest Service)
 - Stichting Voorlichtingsbureau voor de Voeding – (Netherlands Bureau for Food and Nutrition Education)
 - Universiteit Wageningen – (Wageningen University and Research Centre)
 - Stichting DLO – (Agricultural Research Department)
 - (Hoofd) productschappen – (Commodity Boards)

- Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschap (Ministry of Education, Culture and Science)

The competent authorities of:

- public or publicly funded private schools for primary education within the meaning of the Wet op het primair onderwijs (Law on Primary Education);
 - public or publicly funded private schools for primary special education within the meaning of the Wet op het primair onderwijs (Law on Primary Education);
 - public or publicly funded private schools and institutions for special and secondary education within the meaning of the Wet op de expertisecentra (Law on Resource Centres);
 - public or publicly funded private schools and institutions for secondary education within the meaning of the Wet op het voortgezet onderwijs (Law on Secondary Education);
 - public or publicly funded public private institutions within the meaning of the Wet Educatie en Beroepsonderwijs (Law on Education and Vocational Education);
 - Publicly funded universities and higher education institutions, the Open University, and the university hospitals, within the meaning of the Wet op het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek (Law on Higher Education and Scientific Research);
 - School advisory services within the meaning of the Wet op het primair onderwijs (Law on Primary Education) and the Wet op de expertisecentra (Law on Resource Centres);
 - National teachers' centres within the meaning of the Wet subsidiëring landelijke onderwijsondersteunende activiteiten (Law on Subsidies for National Educational Support Activities);
 - Broadcasting organisations within the meaning of the Mediawet (Media Law), insofar as the organisations are funded for more than 50 per cent by the Ministry of Education, Culture and Science;
 - Services within the meaning of the Wet Verzelfstandiging Rijksmuseum Diensten (Law on Privatisation of National Services);
 - Other organisations and institutions in the field of education, culture and science which receive more than 50 per cent of their funds from the Ministry of Education, Culture and Science.
- All organisations which are subsidised by the Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschap for more than 50 per cent, for example:
 - Bedrijfsfonds voor de Pers (BvdP);
 - Commissariaat voor de Media (CvdM);
 - Informatie Beheer Groep (IB-Groep);
 - Koninklijke Bibliotheek (KB);
 - Koninklijke Nederlandse Academie van Wetenschappen (KNAW);
 - Vereniging voor Landelijke organen voor beroepsonderwijs (COLO);
 - Nederlands Vlaams Accreditatieorgaan Hoger Onderwijs (NVAO);
 - Fonds voor beeldende kunsten, vormgeving en bouwkunst;
 - Fonds voor Amateurkunsten en Podiumkunsten;
 - Fonds voor de scheppende toonkunst;
 - Mondriaanstichting;

- Nederlands fonds voor de film;
- Stimuleringsfonds voor de architectuur;
- Fonds voor Podiumprogrammering- en marketing;
- Fonds voor de letteren;
- Nederlands Literair Productie- en Vertalingsfonds;
- Nederlandse Omroepstichting (NOS);
- Nederlandse Organisatie voor Toegepast Natuurwetenschappelijk Onderwijs (TNO);
- Nederlandse Organisatie voor Wetenschappelijk Onderzoek (NWO);
- Stimuleringsfonds Nederlandse culturele omroepproducties (STIFO);
- Vervangingsfonds en bedrijfsgezondheidszorg voor het onderwijs (VF);
- Nederlandse organisatie voor internationale samenwerking in het hoger onderwijs (Nuffic);
- Europees Platform voor het Nederlandse Onderwijs;
- Nederlands Instituut voor Beeld en Geluid (NIBG);
- Stichting ICT op school;
- Stichting Anno;
- Stichting Educatieve Omroepcombinatie (EduCom);
- Stichting Kwaliteitscentrum Examinering (KCE);
- Stichting Kennisnet;
- Stichting Muziek Centrum van de Omroep;
- Stichting Nationaal GBIF Kennisknooppunt (NL-BIF);
- Stichting Centraal Bureau voor Genealogie;
- Stichting Ether Reclame (STER);
- Stichting Nederlands Instituut Architectuur en Stedenbouw;
- Stichting Radio Nederland Wereldomroep;
- Stichting Samenwerkingsorgaan Beroepskwaliteit Leraren (SBL);
- Stichting tot Exploitatie van het Rijksbureau voor Kunsthistorische documentatie (RKD);
- Stichting Sectorbestuur Onderwijsarbeidsmarkt;
- Stichting Nationaal Restauratiefonds;
- Stichting Forum voor Samenwerking van het Nederlands Archiefwezen en Documentaire Informatie;
- Rijksacademie voor Beeldende Kunst en Vormgeving;
- Stichting Nederlands Onderwijs in het Buitenland;
- Stichting Nederlands Instituut voor Fotografie;
- Nederlandse Taalunie;
- Stichting Participatiefonds voor het onderwijs;
- Stichting Uitvoering Kinderopvangregelingen/Kintent;
- Stichting voor Vluchteling-Studenten UAF;
- Stichting Nederlands Interdisciplinair Demografisch Instituut;
- College van Beroep voor het Hoger Onderwijs;

- Vereniging van openbare bibliotheken NBLC;
- Stichting Muziek Centrum van de Omroep;
- Nederlandse Programmastichting;
- Stichting Stimuleringsfonds Nederlandse Culturele Omroepproducties;
- Stichting Lezen;
- Centrum voor innovatie van opleidingen;
- Instituut voor Leerplanontwikkeling;
- Landelijk Dienstverlenend Centrum voor studie- en beroepskeuzevoorlichting;
- Max Goote Kenniscentrum voor Beroepsonderwijs en Volwasseneneducatie;
- Stichting Vervangingsfonds en Bedrijfsgezondheidszorg voor het Onderwijs;
- BVE-Raad;
- Colo, Vereniging kenniscentra beroepsonderwijs bedrijfsleven;
- Stichting kwaliteitscentrum examinering beroepsonderwijs;
- Vereniging Jongerenorganisatie Beroepsonderwijs;
- Combo, Stichting Combinatie Onderwijsorganisatie;
- Stichting Financiering Struktureel Vakbondsverlof Onderwijs;
- Stichting Samenwerkende Centrales in het COPWO;
- Stichting SoFoKles;
- Europees Platform;
- Stichting mobiliteitsfonds HBO;
- Nederlands Audiovisueel Archiefcentrum;
- Stichting minderheden Televisie Nederland;
- Stichting omroep allochtonen;
- Stichting Multiculturele Activiteiten Utrecht;
- School der Poëzie;
- Nederlands Perscentrum;
- Nederlands Letterkundig Museum en documentatiecentrum;
- Bibliotheek voor varenden;
- Christelijke bibliotheek voor blinden en slechtzienden;
- Federatie van Nederlandse Blindenbibliotheken;
- Nederlandse luister- en braillebibliotheek;
- Federatie Slechtzienden- en Blindenbelang;
- Bibliotheek Le Sage Ten Broek;
- Doe Maar Dicht Maar;
- ElHizjra;
- Fonds Bijzondere Journalistieke Projecten;
- Fund for Central and East European Bookprojects;
- Jongeren Onderwijs Media;
- Ministry of Social Affairs and Employment
 - Sociale Verzekeringsbank – (Social Insurance Bank)

- Sociaal Economische Raad (SER) – (Social and Economic Council in the Netherlands)
- Raad voor Werk en Inkomen (RWI) – (Council for Work and Income)
- Centrale organisatie voor werk en inkomen – (Central Organisation for Work and Income)
- Uitvoeringsinstituut werknemersverzekeringen – (Implementing body for employee insurance schemes)
- Ministry of Transport, Communications and Public Works
 - RDW, Dienst Wegverkeer
 - Luchtverkeersleiding Nederland (LVNL) – (Air Traffic Control Agency)
 - Nederlandse Loodsencorporatie (NLC) – (Netherlands maritime pilots association)
 - Regionale Loodsencorporatie (RLC) – (Regional maritime pilots association)
- Ministry of Housing, Spatial Planning and the Environment
 - Kadaster – (Public Registers Agency)
 - Centraal Fonds voor de Volkshuisvesting – (Central Housing Fund)
 - Stichting Bureau Architectenregister – (Architects Register)
- Ministry of Health, Welfare and Sport
 - Commissie Algemene Oorlogsongevallenregeling Indonesië (COAR)
 - College ter beoordeling van de Geneesmiddelen (CBG) – (Medicines Evaluation Board)
 - Commissies voor gebiedsaanwijzing
 - College sanering Ziekenhuisvoorzieningen – (National Board for Redevelopment of Hospital Facilities)
 - Zorgonderzoek Nederland (ZON) – (Health Research and Development Council)
 - Inspection bodies under the Wet medische hulpmiddelen – (Law on Medical Appliances)
 - N.V. KEMA/Stichting TNO Certification – (KEMA/TNO Certification)
 - College Bouw Ziekenhuisvoorzieningen (CBZ) – (National Board for Hospital Facilities)
 - College voor Zorgverzekeringen (CVZ) – (Health Care Insurance Board)
 - Nationaal Comité 4 en 5 mei – (National 4 and 5 May Committee)
 - Pensioen- en Uitkeringsraad (PUR) – (Pension and Benefit Board)
 - College Tarieven Gezondheidszorg (CTG) – (Health Service Tariff Tribunal)
 - Stichting Uitvoering Omslagregeling Wet op de Toegang Ziektekostenverzekering (SUO)
 - Stichting tot bevordering van de Volksgezondheid en Milieuhygiëne (SVM) – (Foundation for the Advancement of Public Health and Environment)
 - Stichting Facilitair Bureau Gemachtigden Bouw VWS
 - Stichting Sanquin Bloedvoorziening – (Sanquin Blood Supply Foundation)
 - College van Toezicht op de Zorgverzekeringen organen ex artikel 14, lid 2c, Wet BIG (Supervisory Board of Health Care Insurance Committees for registration of professional health care practices)

- Ziekenfondsen – (Health Insurance Funds)
- Nederlandse Transplantatiestichting (NTS) – (Netherlands Transplantation Foundation)
- Regionale Indicatieorganen (RIO's) – (Regional bodies for Need Assessment).

Austria

- All bodies under the budgetary control of the "Rechnungshof" (Court of Auditors) except those of an industrial or commercial nature.

Poland

(1) Public universities and academic schools

- Uniwersytet w Białymstoku
- Uniwersytet w Gdańsku
- Uniwersytet Śląski
- Uniwersytet Jagielloński w Krakowie
- Uniwersytet Kardynała Stefana Wyszyńskiego
- Katolicki Uniwersytet Lubelski
- Uniwersytet Marii Curie-Skłodowskiej
- Uniwersytet Łódzki
- Uniwersytet Opolski
- Uniwersytet im. Adama Mickiewicza
- Uniwersytet Mikołaja Kopernika
- Uniwersytet Szczeciński
- Uniwersytet Warmińsko-Mazurski w Olsztynie
- Uniwersytet Warszawski
- Uniwersytet Rzeszowski
- Uniwersytet Wrocławski
- Uniwersytet Zielonogórski
- Uniwersytet Kazimierza Wielkiego w Bydgoszczy
- Akademia Techniczno-Humanistyczna w Bielsku-Białej
- Akademia Górniczo-Hutnicza im. St Staszica w Krakowie

- Politechnika Białostocka
- Politechnika Częstochowska
- Politechnika Gdańska
- Politechnika Koszalińska
- Politechnika Krakowska
- Politechnika Lubelska
- Politechnika Łódzka
- Politechnika Opolska
- Politechnika Poznańska
- Politechnika Radomska im. Kazimierza Pułaskiego
- Politechnika Rzeszowska im. Ignacego Łukasiewicza
- Politechnika Szczecińska
- Politechnika Śląska
- Politechnika Świętokrzyska
- Politechnika Warszawska
- Politechnika Wrocławska
- Akademia Morska w Gdyni
- Wyższa Szkoła Morska w Szczecinie
- Akademia Ekonomiczna im. Karola Adamieckiego w Katowicach
- Akademia Ekonomiczna w Krakowie
- Akademia Ekonomiczna w Poznaniu
- Szkoła Główna Handlowa
- Akademia Ekonomiczna im. Oskara Langego we Wrocławiu
- Akademia Pedagogiczna im. KEN w Krakowie
- Akademia Pedagogiki Specjalnej Im. Marii Grzegorzewskiej
- Akademia Podlaska w Siedlcach
- Akademia Świętokrzyska im. Jana Kochanowskiego w Kielcach

- Pomorska Akademia Pedagogiczna w Słupsku
- Akademia Pedagogiczna im. Jana Długosza w Częstochowie
- Wyższa Szkoła Filozoficzno-Pedagogiczna "Ignatianum" w Krakowie
- Wyższa Szkoła Pedagogiczna w Rzeszowie
- Akademia Techniczno-Rolnicza im. J. J. Śniadeckich w Bydgoszczy
- Akademia Rolnicza im. Hugona Kołłątaja w Krakowie
- Akademia Rolnicza w Lublinie
- Akademia Rolnicza im. Augusta Cieszkowskiego w Poznaniu
- Akademia Rolnicza w Szczecinie
- Szkoła Główna Gospodarstwa Wiejskiego w Warszawie
- Akademia Rolnicza we Wrocławiu
- Akademia Medyczna w Białymstoku
- Akademia Medyczna im. Ludwika Rydygiera w Bydgoszczy
- Akademia Medyczna w Gdańsku
- Śląska Akademia Medyczna w Katowicach
- Collegium Medicum Uniwersytetu Jagiellońskiego w Krakowie
- Akademia Medyczna w Lublinie
- Uniwersytet Medyczny w Łodzi
- Akademia Medyczna im. Karola Marcinkowskiego w Poznaniu
- Pomorska Akademia Medyczna w Szczecinie
- Akademia Medyczna w Warszawie
- Akademia Medyczna im. Piastów Śląskich we Wrocławiu
- Centrum Medyczne Kształcenia Podyplomowego
- Chrześcijańska Akademia Teologiczna w Warszawie
- Papieski Fakultet Teologiczny we Wrocławiu
- Papieski Wydział Teologiczny w Warszawie
- Instytut Teologiczny im. Błogosławionego Wincentego Kadłubka w Sandomierzu

- Instytut Teologiczny im. Świętego Jana Kantego w Bielsku-Białej
- Akademia Marynarki Wojennej im. Bohaterów Westerplatte w Gdyni
- Akademia Obrony Narodowej
- Wojskowa Akademia Techniczna im. Jarosława Dąbrowskiego w Warszawie
- Wojskowa Akademia Medyczna im. Gen. Dyw. Bolesława Szareckiego w Łodzi
- Wyższa Szkoła Oficerska Wojsk Lądowych im. Tadeusza Kościuszki we Wrocławiu
- Wyższa Szkoła Oficerska Wojsk Obrony Przeciwlotniczej im. Romualda Traugutta
- Wyższa Szkoła Oficerska im. gen. Józefa Bema w Toruniu
- Wyższa Szkoła Oficerska Sił Powietrznych w Dęblinie
- Wyższa Szkoła Oficerska im. Stefana Czarnieckiego w Poznaniu
- Wyższa Szkoła Policji w Szczytnie
- Szkoła Główna Służby Pożarniczej w Warszawie
- Akademia Muzyczna im. Feliksa Nowowiejskiego w Bydgoszczy
- Akademia Muzyczna im. Stanisława Moniuszki w Gdańsku
- Akademia Muzyczna im. Karola Szymanowskiego w Katowicach
- Akademia Muzyczna w Krakowie
- Akademia Muzyczna im. Grażyny i Kiejstuta Bacewiczów w Łodzi
- Akademia Muzyczna im. Ignacego Jana Paderewskiego w Poznaniu
- Akademia Muzyczna im. Fryderyka Chopina w Warszawie
- Akademia Muzyczna im. Karola Lipińskiego we Wrocławiu
- Akademia Wychowania Fizycznego i Sportu im. Jędrzeja Śniadeckiego w Gdańsku
- Akademia Wychowania Fizycznego w Katowicach
- Akademia Wychowania Fizycznego im. Bronisława Czecha w Krakowie
- Akademia Wychowania Fizycznego im. Eugeniusza Piaseckiego w Poznaniu
- Akademia Wychowania Fizycznego Józefa Piłsudskiego w Warszawie
- Akademia Wychowania Fizycznego we Wrocławiu
- Akademia Sztuk Pięknych w Gdańsku

- Akademia Sztuk Pięknych Katowicach
- Akademia Sztuk Pięknych im. Jana Matejki w Krakowie
- Akademia Sztuk Pięknych im. Władysława Strzemińskiego w Łodzi
- Akademia Sztuk Pięknych w Poznaniu
- Akademia Sztuk Pięknych w Warszawie
- Akademia Sztuk Pięknych we Wrocławiu
- Państwowa Wyższa Szkoła Teatralna im. Ludwika Solskiego w Krakowie
- Państwowa Wyższa Szkoła Filmowa, Telewizyjna i Teatralna im. Leona Schillera w Łodzi
- Akademia Teatralna im. Aleksandra Zelwerowicza w Warszawie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Jana Pawła II w Białej Podlaskiej
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Chełmie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Ciechanowie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Elblągu
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Głogowie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Gorzowie Wielkopolskim
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Ks. Bronisława Markiewicza w Jarosławiu
- Kolegium Karkonoskie w Jeleniej Górze
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Prezydenta Stanisława Wojciechowskiego w Kaliszu
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Koninie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Krośnie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Witelona w Legnicy
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Jana Amosa Kodeńskiego w Lesznie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Nowym Sączu
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Nowym Targu
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Nysie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Stanisława Staszica w Pile
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Płocku

- Państwowa Wyższa Szkoła Wschodnioeuropejska w Przemyśle
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Raciborzu
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Jana Gródka w Sanoku
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Sulechowie
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Prof. Stanisława Tarnowskiego w Tarnobrzegu
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Tarnowie
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Angelusa Silesiusa w Wałbrzychu
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa we Włocławku
 - Państwowa Medyczna Wyższa Szkoła Zawodowa w Opolu
 - Państwowa Wyższa Szkoła Informatyki i Przedsiębiorczości w Łomży
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Gnieźnie
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Suwałkach
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Wałczu
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Oświęcimiu
 - Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Zamościu
- (2) Cultural institutions of regional and local self-government
- (3) National parks
- Babiogórski Park Narodowy
 - Białowiecki Park Narodowy
 - Biebrzański Park Narodowy
 - Bieszczadzki Park Narodowy
 - Drawieński Park Narodowy
 - Gorczański Park Narodowy
 - Kampinoski Park Narodowy
 - Karkonoski Park Narodowy
 - Magurski Park Narodowy
 - Narwiański Park Narodowy

- Ojcowski Park Narodowy
 - Park Narodowy "Bory Tucholskie"
 - Park Narodowy Gór Stołowych
 - Park Narodowy "Ujście Warty"
 - Pieniński Park Narodowy
 - Poleski Park Narodowy
 - Roztoczański Park Narodowy
 - Słowiński Park Narodowy
 - Świętokrzyski Park Narodowy
 - Tatrzański Park Narodowy
 - Wielkopolski Park Narodowy
 - Wigierski Park Narodowy
 - Woliński Park Narodowy
- (4) Public primary and secondary schools
- (5) Public radio and TV broadcasters
- Telewizja Polska S.A. (Polish TV)
 - Polskie Radio S.A. (Polish Radio)
- (6) Public museums, theatres, libraries and other public cultural institutions
- Muzeum Narodowe w Krakowie
 - Muzeum Narodowe w Poznaniu
 - Muzeum Narodowe w Warszawie
 - Zamek Królewski w Warszawie
 - Zamek Królewski na Wawelu – Państwowe Zbiory Sztuki
 - Muzeum Żup Krakowskich
 - Państwowe Muzeum Auschwitz-Birkenau
 - Państwowe Muzeum na Majdanku
 - Muzeum Stutthof w Sztutowie

- Muzeum Zamkowe w Malborku
 - Centralne Muzeum Morskie
 - Muzeum "Łazienki Królewskie"
 - Muzeum Pałac w Wilanowie
 - Muzeum Łowiectwa i Jeździectwa w Warszawie
 - Muzeum Wojska Polskiego
 - Teatr Narodowy
 - Narodowy Stary Teatr Kraków
 - Teatr Wielki – Opera Narodowa
 - Filharmonia Narodowa
 - Galeria Zachęta
 - Centrum Sztuki Współczesnej
 - Centrum Rzeźby Polskiej w Orońsku
 - Międzynarodowe Centrum Kultury w Krakowie
 - Instytut im. Adama Mickiewicza
 - Dom Pracy Twórczej w Wigrach
 - Dom Pracy Twórczej w Radziejowicach
 - Instytut Dziedzictwa Narodowego
 - Biblioteka Narodowa
 - Instytut Książki
 - Polski Instytut Sztuki Filmowej
 - Instytut Teatralny
 - Filmoteka Narodowa
 - Narodowe Centrum Kultury
 - Muzeum Sztuki Nowoczesnej w Warszawie
 - Muzeum Historii Polski w Warszawie
 - Centrum Edukacji Artystycznej
- (7) Public research institutions, research and development institutions and other research institutions

- (8) Public Autonomous Health Care Management Units whose founding body is a regional or local self-government or association thereof
- (9) Other
 - Polska Agencja Informacji i Inwestycji Zagranicznych – (Polish Information and Foreign Investment Agency)

Portugal

- Institutos públicos sem carácter comercial ou industrial – (Public institutions without commercial or industrial character)
- Serviços públicos personalizados – (Public services having legal personality)
- Fundações públicas – (Public foundations)
- Estabelecimentos públicos de ensino, investigação científica e saúde – (Public institutions for education, scientific research and health)
- INGA (National Agricultural Intervention and Guarantee Institute/Instituto Nacional de Intervenção e Garantia Agrícola)
- Instituto do Consumidor – (Institute for the Consumer)
- Instituto de Meteorologia – (Institute for Meteorology)
- Instituto da Conservação da Natureza – (Institute for Natural Conservation)
- Instituto da Água – (Water Institute)
- ICEP / Instituto de Comércio Externo de Portugal
- Instituto do Sangue – (Portuguese Blood Institute)

Romania

- Academia Română (Romanian Academy)
- Biblioteca Națională a României (Romanian National Library)
- Arhivele Naționale (National Archives)
- Institutul Diplomatic Român (Romanian Diplomatic Institute)
- Institutul Cultural Român (Romanian Cultural Institute)
- Institutul European din România (European Institute of Romania)
- Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului (Investigation Institute of Communism Crimes)
- Institutul de Memorie Culturală (Institute for Cultural Memory)

- Agenția Națională pentru Programe Comunitare în Domeniul Educației și Formării Profesionale (National Agency for Education and Training Community Programs)
- Centrul European UNESCO pentru Invățământul Superior (UNESCO European Centre for Higher Education)
- Comisia Națională a României pentru UNESCO (Romanian National Commission for UNESCO)
- Societatea Română de Radiodifuziune (Romanian Radio-Broadcasting Company)
- Societatea Română de Televiziune (Romanian Television Company)
- Societatea Națională pentru Radiocomunicații (National Radio Communication Company)
- Centrul Național al Cinematografiei (National Cinematography Centre)
- Studioul de Creație Cinematografică (Studio of Cinematography Creation)
- Arhiva Națională de Filme (National Film Archive)
- Muzeul Național de Artă Contemporană (National Museum of Contemporary Art)
- Palatul Național al Copiilor (National Children's Palace)
- Centrul Național pentru Burse de Studii în Străinătate (National Centre for Scholarships Abroad)
- Agenția pentru Sprijinirea Studenților (Agency for Student Support)
- Comitetul Olimpic și Sportiv Român (Romanian Olympic and Sports Committee)
- Agenția pentru Cooperare Europeană în domeniul Tineretului (EUROTIN) (Agency for Youth European Cooperation)
- Agenția Națională pentru Sprijinirea Inițiativelor Tinerilor (ANSIT) (National Agency for Supporting Youth Initiatives)
- Institutul Național de Cercetare pentru Sport (National Research Institute for Sports)
- Consiliul Național pentru Combaterea Discriminării (National Council for Combating Discrimination)
- Secretariatul de Stat pentru Problemele Revoluționarilor din Decembrie 1989 (State Secretariat for December 1989 Revolutionaries Problems)
- Secretariatul de Stat pentru Culte (State Secretariat for Cults)
- Agenția Națională pentru Locuințe (National Agency for Housing)
- Casa Națională de Pensii și alte Drepturi de Asigurări Sociale (National House of Pension and Other Social Insurance Right)
- Casa Națională de Asigurări de Sănătate (National House of Health Insurance)

- Inspecția Muncii (Labor Inspection)
- Oficiul Central de Stat pentru Probleme Speciale (Central State Office for Special Problems)
- Inspectoratul General pentru Situații de Urgență (General Inspectorate for Emergency Situations)
- Agenția Națională de Consultanță Agricolă (National Agency for Agricultural Counseling)
- Agenția Națională pentru Ameliorare și Reproducție în Zootehnie (National Agency for Improvement and Zoo-technical Reproduction)
- Laboratorul Central pentru Carantină Fitosanitară (Central Laboratory of Phytosanitary Quarantine)
- Laboratorul Central pentru Calitatea Semințelor și a Materialului Săditor (Central Laboratory for Seeds and Planting Material Quality)
- Institutul pentru Controlul produselor Biologice și Medicamentelor de Uz Veterinar (Institute for the Control of Veterinary Biological Products and Medicine)
- Institutul de Igienă și Sănătate Publică și Veterinară (Hygiene Institute of Veterinary Public Health)
- Institutul de Diagnostic și Sănătate Animală (Institute for Diagnosis and Animal Health)
- Institutul de Stat pentru Testarea și Inregistrarea Soiurilor (State Institute for Variety Testing and Registration)
- Banca de Resurse Genetice Vegetale (Vegetal Genetically Resources Bank)
- Agenția Națională pentru Dezvoltarea și Implementarea Programelor de Reconstrucție a Zonelor Miniere (National Agency for the Development and the Implementation of the Mining Regions Reconstruction Programs)
- Agenția Națională pentru Substanțe și Preparate Chimice Periculoase (National Agency for Dangerous Chemical Substances)
- Agenția Națională de Controlul Exporturilor Strategice și al Interzicerii Armelor Chimice (National Agency for the Control of Strategic Exports and Prohibition of Chemical Weapons)
- Administrația Rezervației Biosferei "Delta Dunării" Tulcea (Administration for Natural Biosphere Reservation "Danube-Delta" Tulcea)
- Regia Națională a Pădurilor (ROMSILVA) (National Forests Administration)
- Administrația Națională a Rezervelor de Stat (National Administration of State Reserves)
- Administrația Națională Apele Române (National Administration of Romanian Waters)
- Administrația Națională de Meteorologie (National Administration of Meteorology)
- Comisia Națională pentru Reciclarea Materialelor (National Commission for Materials Recycling)

- Comisia Națională pentru Controlul Activităților Nucleare (National Commission for Nuclear Activity Control)
- Agenția Managerială de Cercetare Științifică, Inovare și Transfer Tehnologic (Managerial Agency for Scientific Research, Innovation and Technology Transfer- AMCSIT)
- Oficiul pentru Administrare și Operare al Infrastructurii de Comunicații de Date "RoEduNet" (Office for Administration and Operation of Data Communication Network – RoEduNe)
- Inspekția de Stat pentru Controlul Cazanelor, Recipientelor sub Presiune și Instalațiilor de Ridicat (State Inspection for the Control of Boilers, Pressure Vessels and Hoisting Equipment)
- Centrul Român pentru Pregătirea și Perfecționarea Personalului din Transporturi Navale (Romanian Centre for Instruction and Training of Personnel Engaged in Naval Transport)
- Inspectoratul Navigației Civile (INC) (Inspectorate for Civil Navigation)
- Regia Autonomă Registrul Auto Român (Autonomous Public Service Undertaking - Romanian Auto Register)
- Agenția Spațială Română (Romanian Space Agency)
- Școala Superioară de Aviație Civilă (Superior School of Civil Aviation)
- Aeroclubul României (Romanian Air-club)
- Centrul de Pregătire pentru Personalul din Industrie Bușteni (Training Centre for Industry Personnel Busteni)
- Centrul Român de Comerț Exterior (Romanian Centre for Foreign Trade)
- Centrul de Formare și Management București (Management and Formation Centre for Commerce Bucharest)
- Agenția de Cercetare pentru Tehnică și Tehnologii militare (Research Agency for Military Techniques and Technology)
- Asociația Română de Standardizare (ASRO) (Romanian Association of Standardization)
- Asociația de Acreditare din România (RENAR) (Romanian Accreditation Association)
- Comisia Națională de Prognost (CNP) (National Commission for Prognosis)
- Institutul Național de Statistică (INS) (National Institute for Statistics)
- Comisia Națională a Valorilor Mobiliare (CNVM) (National Commission for Transferable Securities)
- Comisia de Supraveghere a Asigurărilor (CSA) (Insurance Supervisory Commission)
- Comisia de Supraveghere a Sistemului de Pensii Private (Supervisory Commission of Private Pensions System)
- Consiliul Economic și Social (CES) (Economic and Social Council)

- Agenția Domeniilor Statului (Agency of State Domains)
- Oficiul Național al Registrului Comerțului (National Trade Register Office)
- Autoritatea pentru Valorificarea Activelor Statului (AVAS) (Authority for State Assets Recovery)
- Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității (National Council for Study of the Security Archives)
- Avocatul Poporului (Peoples' Attorney)
- Institutul Național de Administrație (INA) (National Institute of Administration)
- Inspectoratul Național pentru Evidența Persoanelor (National Inspectorate for Personal Records)
- Oficiul de Stat pentru Invenții și Mărci (OSIM) (State Office for Inventions and Trademarks)
- Oficiul Român pentru Drepturile de Autor (ORDA) (Romanian Copyright Office)
- Oficiul Național al Monumentelor Istorice (National Office for Historical Monuments)
- Oficiul Național de Prevenire și Combatere a Spălării banilor (ONPCSB) (National Office for Preventing and Combating Money Laundering)
- Biroul Român de Metrologie Legală (Romanian Bureau of Legal Metrology)
- Inspectoratul de Stat în Construcții (State Inspectorate for Constructions)
- Compania Națională de Investiții (National Company for Investments)
- Compania Națională de Autostrăzi și Drumuri Naționale (Romanian National Company of Motorways and National Roads)
- Agenția Națională de Cadastru și Publicitate Imobiliară (National Agency for Land Registering and Real Estate Advertising)
- Administrația Națională a Imbunătățirilor Funciare (National Administration of Land Improvements)
- Garda Financiară (Financial Guard)
- Garda Națională de Mediu (National Guard for Environment)
- Institutul Național de Expertiză Criminalistică (National Institute for Criminological Expertise)
- Institutul Național al Magistraturii (National Institute of Magistracy)
- Școala Națională de Grefieri (National School for Court Clerks)
- Administrația Generală a Penitenciarelor (General Administration of Penitentiaries)

- Oficiul Registrului Național al Informațiilor Secrete de Stat (The National Registry Office for Classified Information (ORNISS))
- Autoritatea Națională a Vămirilor (National Customs Authority)
- Banca Națională a României (National Bank of Romania)
- Regia Autonomă "Monetăria Statului" (Autonomous Public Service Undertaking "State Mint of Romania")
- Regia Autonomă "Imprimeria Băncii Naționale" (Autonomous Public Service Undertaking "Printing House of the National Bank")
- Regia Autonomă "Monitorul Oficial" (Autonomous Public Service Undertaking "Official Gazette")
- Oficiul Național pentru Cultul Eroilor (National Office for Heroes Cult)
- Oficiul Român pentru Adopții (Romanian Adoption Office)
- Oficiul Român pentru Imigrări (Romanian Emigration Office)
- Compania Națională "Loteria Română" (National Company "Romanian Lottery")
- Compania Națională "ROMTEHNICA" (National Company "ROMTEHNICA")
- Compania Națională "ROMARM" (National Company "ROMARM")
- Agenția Națională pentru Romi (National Agency for Roms)
- Agenția Națională de Presă "ROMPRESS" (National News Agency "ROMPRESS")
- Regia Autonomă "Administrația Patrimoniului Protocolului de Stat" (Autonomous Public Service Undertaking "Administration of State Patrimony and Protocol")
- Institute și Centre de Cercetare (Research Institutes and Centers)
- Institute și Centre de Cercetare (Research Institutes and Centers)
- Instituții de Învățământ de Stat (Education States Institutes)
- Universități de Stat (State Universities)
- Muzee (Museums)
- Biblioteci de Stat (State Libraries)
- Teatre de Stat, Opere, Operete, filarmonica, centre și case de Cultură, (State Theaters, Operas, Philharmonic Orchestras, Cultural houses and Centers)
- Reviste (Magazines)
- Edituri (Publishing Houses)

- Inspectorate Scolare, de Cultură, de Culte (School, Culture and Cults Inspectorates)
- Complexuri, Federații și Cluburi Sportive (Sport Federations and Clubs)
- Spitale, Sanatorii, Policlinici, Dispensare, Centre Medicale, Institute medico-Legale, Stații Ambulanță (Hospitals, sanatoriums, Clinics, Medical Units, Legal-Medical Institutes, Ambulance Stations)
- Unități de Asistență Socială (Social Assistance Units)
- Tribunale (Courts)
- Judecătorii (Law Judges)
- Curți de Apel (Appeal Courts)
- Penitenciare (Penitentiaries)
- Parchetele de pe lângă Instanțele Judecătorești (Prosecutor's Offices)
- Unități Militare (Military Units)
- Instanțe Militare (Military Courts)
- Inspectorate de Poliție (Police Inspectorates)
- Centre de Odihnă (Resting Houses)

Slovenia

- Javni zavodi s področja vzgoje, izobraževanja ter športa (Public institutes in the area of child care, education and sport)
- Javni zavodi s področja zdravstva (Public institutes in the area of health care)
- Javni zavodi s področja socialnega varstva (Public institutes in the area of social security)
- Javni zavodi s področja kulture (Public institutes in the area of culture)
- Javni zavodi s področja raziskovalne dejavnosti (Public institutes in the area of science and research)
- Javni zavodi s področja kmetijstva in gozdarstva (Public institutes in the area of agriculture and forestry)
- Javni zavodi s področja okolja in prostora (Public institutes in the area of environment and spatial planning)
- Javni zavodi s področja gospodarskih dejavnosti (Public institutes in the area of economic activities)
- Javni zavodi s področja malega gospodarstva in turizma (Public institutes in the area of small enterprises and tourism)

- Javni zavodi s področja javnega reda in varnosti (Public institutes in the area of public order and security)
- Agencije (Agencies)
- Skladi socialnega zavarovanja (Social security funds)
- Javni skladi na ravni države in na ravni občin (Public funds at the level of the central government and local communities)
- Družba za avtoceste v RS (Motorway Company in the Republic of Slovenia)
- Subjects created by State or local organs and falling under to the budget of the Republic of Slovenia or of local authorities
- Other legal persons, corresponding to the definition of State persons provided by the ZJN-2, Article 3, 2nd paragraph

Slovakia

- Any legal person constituted or established by particular legal regulation or administrative measure to the purpose of meeting needs in general interest, not having industrial or commercial character, and at the same time satisfying at least one of the following conditions:
 - is fully or partially financed by a contracting authority, i. e. government authority, municipality, Self-government Region or other legal person, which satisfies at the same time conditions referred to in Article 1 (9) letter (a) or (b) or (c) of Directive 2004/18/EC of the European Parliament and of the Council,
 - is managed or controlled by a contracting authority, i. e. by government authority, municipality, Self-government Region or other body governed by public law, which satisfies at the same time conditions referred to in Article 1 (9) letter (a) or (b) or (c) of Directive 2004/18/EC of the European Parliament and of the Council,
 - contracting authority, i. e. government authority, municipality, Self-government Region or other legal person, which satisfies at the same time conditions referred to in Article 1 (9) letter (a) or (b) or (c) of Directive 2004/18/EC of the European Parliament and of the Council, appoints or elects more than one half of the members of its managerial or supervisory board.

Such persons are bodies governed by public law exercising the activity, as for example:

- Pursuant to Act No. 532/2010 Coll. on Slovak Radio and Television,
- Pursuant to Act No. 581/2004 Coll. on health insurance companies in wording of the Act No. 719/2004 Coll. providing public health insurance pursuant to Act No. 580/2004 Coll. on health insurance in wording of Act No. 718/2004 Coll.,
- Pursuant to Act No. 121/2005 Coll., by which the consolidated wording of the Act No. 461/2003 Coll. on social insurance, as amended, has been promulgated.

Finland

Public or publicly controlled bodies and undertakings except those of an industrial or commercial nature.

Sweden

All non-commercial bodies whose public contracts are subject to supervision by the Swedish Competition Authority, including for instance:

- Nordiska Museet (Nordic Museum)
- Tekniska Museet (National Museum of Science and Technology)

United Kingdom

Bodies

- Design Council
- Health and Safety Executive
- National Research Development Corporation
- Public Health Laboratory Service Board
- Advisory, Conciliation and Arbitration Service
- Commission for the New Towns
- National Blood Authority
- National Rivers Authority
- Scottish Enterprise
- Ordnance Survey
- Financial Services Authority

Categories

- Maintained schools
- Universities and colleges financed for the most part by other contracting authorities
- National Museums and Galleries
- Research Councils
- Fire Authorities
- National Health Service Strategic Health Authorities
- Police Authorities
- New Town Development Corporations
- Urban Development Corporations

ANNEX 3

Utilities which procure in accordance with the provisions of this Agreement

Supplies

Thresholds: SDR 400,000

Services

Specified in Annex 5

Thresholds: SDR 400,000

Works

Specified in Annex 6

Thresholds: SDR 5,000,000

All contracting entities whose procurement is covered by the EU utilities directive which are contracting authorities (e.g. those covered under Annex 1 and Annex 2) or public undertakings¹ and which have as one of their activities any of those referred to below or any combination thereof:

- (a) the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of drinking water or the supply of drinking water to such networks;
- (b) the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of electricity or the supply of electricity to such networks;
- (c) the provision of airport or other terminal facilities to carriers by air;
- (d) the provision of maritime or inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway;
- (e) the provision or operation of networks² providing a service to the public in the field of transport by urban railway, automated systems, tramway, trolley bus, bus or cable.
- (f) the provision or operation of networks providing a service to the public in the field of transport by railways.³

¹ According to the EU utilities directive, a public undertaking is any undertaking over which the contracting authorities may exercise directly or indirectly a dominant influence by virtue of their ownership of it, their financial participation therein, or the rules which govern it.

A dominant influence on the part of the contracting authorities shall be presumed when these authorities, directly or indirectly, in relation to an undertaking:

- hold the majority of the undertaking's subscribed capital, or
- control the majority of the votes attaching to shares issued by the undertaking, or
- can appoint more than half of the undertaking's administrative, management or supervisory body.

² As regards transport services, a network shall be considered to exist where the service is provided under operating conditions laid down by a competent authority of an EU Member State, such as conditions on the routes to be served, the capacity to be made available or the frequency of the service.

³ E.g. the provision or operation of networks (within the meaning of footnote 4) providing a service to the public in the field of transport by high-speed or conventional trains.

Indicative lists of contracting authorities and public undertakings fulfilling the criteria set out above are attached.

Notes to Annex 3

1. Procurement for the pursuit of an activity listed above when exposed to competitive forces in the market concerned are not covered by this Agreement.
2. This Agreement does not cover procurement by procuring entities included in this Annex:
 - for the purchase of water and for the supply of energy or of fuels for the production of energy;
 - for purposes other than the pursuit of their activities as listed in this Annex or for the pursuit of such activities in a non-EEA country;
 - for purposes of re-sale or hire to third parties, provided that the procuring entity enjoys no special or exclusive right to sell or hire the subject of such contracts and other entities are free to sell or hire it under the same conditions as the procuring entity.
3. The supply of drinking water or electricity to networks which provide a service to the public by a procuring entity other than a contracting authority shall not be considered as an activity within the meaning of paragraphs (a) or (b) of this Annex where:
 - the production of drinking water or electricity by the entity concerned takes place because its consumption is necessary for carrying out an activity other than that referred to in paragraphs (a) to (f) of this Annex; and
 - supply to the public network depends only on the entity's own consumption and has not exceeded 30 per cent of the entity's total production of drinking water or energy, having regard to the average for the preceding three years, including the current year.
4. I. Provided that the conditions in paragraph II are met, this Agreement does not cover procurement:
 - (i) by a procuring entity to an affiliated undertaking⁴, or
 - (ii) by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purpose of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (f) of this Annex, to an undertaking which is affiliated with one of these procuring entities.

⁴ "affiliated undertaking" means any undertaking the annual accounts of which are consolidated with those of the procuring entity in accordance with the requirements of Council Directive 83/349/EEC on consolidated accounts, or in case of entities not subject to that Directive, any undertaking over which the procuring entity may exercise, directly or indirectly, a dominant influence, or which may exercise a dominant influence over the procuring entity, or which, in common with the procuring entity, is subject to the dominant influence of another undertaking by virtue of ownership, financial participation, or the rules which govern it.

- II. Paragraph I shall apply to services or supplies contracts provided that at least 80 per cent of the average turnover of the affiliated undertaking with respect to services or supplies for the preceding three years derives respectively from the provision of such services or supplies to undertakings with which it is affiliated.⁵
5. This Agreement does not cover procurement:
- (i) by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purposes of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (f) of this Annex, to one of these procuring entities, or
 - (ii) by a procuring entity to such a joint venture of which it forms part, provided that the joint venture has been set up to carry out the activity concerned over a period of at least three years and the instrument setting up the joint venture stipulates that the procuring entities, which form it, will be part thereof for at least the same period.
6. The following shall not be considered as covered procurement:
- procurement by procuring entities operating in the fields of:
 - (i) production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex;
 - (ii) production, transport or distribution of electricity covered under this Annex;
 - (iii) airport facilities covered under this Annex;
 - (iv) maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex; and
 - (v) urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex in regard of supplies, services, suppliers and service providers from Canada;
 - procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities operating in the field of maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex of dredging services or related to shipbuilding in regard of suppliers and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities operating in the field of airport facilities covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States and Korea;

⁵ When, because of the date on which an affiliated undertaking was created or commenced activities, the turnover is not available for the preceding three years, it will be sufficient for that undertaking to show that the turnover referred to in this paragraph is credible, in particular by means of business projections.

- procurement by procuring entities operating in the field of urban railway, tramway, trolleybus or bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities operating in the field of urban railway covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Japan;
- procurement by procuring entities operating in the field of railways covered under this Annex in regard of goods, suppliers, services and service providers from Armenia; Canada; Japan; the United States; Hong Kong, China; Singapore and the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu;
- procurement by procuring entities operating in the field of high-speed railways and high-speed railways infrastructure in regard of goods, suppliers, services and service providers from Korea;
- procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered procurement in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of electricity covered under this Annex in regard of suppliers and services providers from Japan;
- procurement by procuring entities operating in the field of production, transport and distribution of electricity covered under this Annex of HS Nos 8504, 8535, 8537 and 8544 (electrical transformers, plugs, switches and insulated cables) in regard of suppliers from Korea;
- procurement by procuring entities operating in the field of production, transport and distribution of electricity covered under this Annex of HS Nos 85012099, 85015299, 85015199, 85015290, 85014099, 85015390, 8504, 8535, 8536, 8537, and 8544 in regard of suppliers from Israel;
- procurement by procuring entities operating in the field of bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Israel;

until such time, the EU has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access to EU goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

7. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the US in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises under the relevant provisions of EU law, until such time as the EU accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses;

The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting that award of contracts by EU entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties.

8. The following shall not be considered as covered procurement:

- procurement by procuring entities operating in the field of urban transport covered under this Annex of the following goods and services:
 - (a) H.S. 44.06 Railway or tramway sleepers of (cross-ties) wood;
 - (b) H.S. 68.10 Railway or tramway sleepers of concrete and concrete guide-track sections for hovertrains;
 - (c) H.S. 73.02 Railway or tramway track construction material of iron or steel, the following: rails, check-rails and rack rails, switch blades, crossing frogs, point rods and other crossing pieces, sleepers (cross-ties), fish-plates, chairs, chair wedges, sole plates (base plates), rail clips, bedplates, ties and other material specialized for jointing or fixing rails;
 - (d) H.S. 85.30.10 Electrical signalling, safety or traffic control equipment for railways, tramways;
 - (e) H.S. Chapter 86 - Railway or tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof; railway or tramway track fixtures and fittings and parts thereof; mechanical (including electro-mechanical) traffic signalling equipment of all kinds;
 - (f) Construction work for civil engineering for railways falling under CPC prov. 51310 (Construction work for civil engineering for highways (except elevated highways), streets, roads, railways and airfield runways);
 - (g) Construction work for civil engineering for railway tunnels and subways falling under CPC prov. 51320 (Construction work for civil engineering for bridges, elevated highways, tunnels and subways);
 - (h) Repair and maintenance services of locomotives (including reconditioning), rolling stock (including reconditioning), railway tracks, traffic signals and installation services of railway engines falling under CPC prov. 88680 (Repair services of other transport equipment, on a fee or contract basis).

in regard of suppliers and service providers from Japan,

until such time as the EU has accepted that Japan has fully open its procurement of urban transport to EU suppliers, supplies, service providers and services.

**INDICATIVE LISTS OF CONTRACTING AUTHORITIES AND PUBLIC UNDERTAKINGS
FULFILLING THE CRITERIA LAID DOWN UNDER ANNEX 3**

I. PRODUCTION, TRANSPORT OR DISTRIBUTION OF DRINKING WATER

Belgium

- Local authorities and associations of local authorities, for this part of their activities
- Société Wallonne des Eaux
- Vlaams Maatschappij voor Watervoorziening

Bulgaria

- "Тузлушка гора" – ЕООД, Антоново
- "В И К – Батак" – ЕООД, Батак
- "В и К – Белово" – ЕООД, Белово
- "Водоснабдяване и канализация Берковица" – ЕООД, Берковица
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, Благоевград
- "В и К – Бебреш" – ЕООД, Ботевград
- "Инфрастрой" – ЕООД, Брацигово
- "Водоснабдяване" – ЕООД, Брезник
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕАД, Бургас
- "Лукойл Нефтохим Бургас" АД, Бургас
- "Бързийска вода" – ЕООД, Бързия
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Варна
- "ВиК" ООД, к.к. Златни пясъци
- "Водоснабдяване и канализация Йовковци" – ООД, Велико Търново
- "Водоснабдяване, канализация и териториален водоинженеринг" – ЕООД, Велинград
- "ВИК" – ЕООД, Видин
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Враца
- "В И К" – ООД, Габрово
- "В И К" – ООД, Димитровград
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, Добрич
- "Водоснабдяване и канализация – Дупница" – ЕООД, Дупница
- ЧПСОВ, в.с. Елени
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Исперих
- "Аспарухов вал" ЕООД, Кнежа
- "В И К – Кресна" – ЕООД, Кресна
- "Меден кладенец" – ЕООД, Кубрат
- "ВИК" – ООД, Кърджали
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Кюстендил
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Ловеч
- "В и К – Стримон" – ЕООД, Микрево

- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Монтана
- "Водоснабдяване и канализация – П" – ЕООД, Панагюрище
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Перник
- "В И К" – ЕООД, Петрич
- "Водоснабдяване, канализация и строителство" – ЕООД, Пещера
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, Плевен
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, Пловдив
- "Водоснабдяване–Дунав" – ЕООД, Разград
- "ВКТВ" – ЕООД, Ракитово
- ЕТ "Ердуван Чакър", Раковски
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Русе
- "Екопроект-С" ООД, Русе
- "УВЕКС" – ЕООД, Сандански
- "ВиК-Паничище" ЕООД, Сапарева баня
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕАД, Свищов
- "Бяла" – ЕООД, Севлиево
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Силистра
- "В и К" – ООД, Сливен
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, Смолян
- "Софийска вода" – АД, София
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, София
- "Стамболово" – ЕООД, Стамболово
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, Стара Загора
- "Водоснабдяване и канализация-С" – ЕООД, Стрелча
- "Водоснабдяване и канализация – Тетевен" – ЕООД, Тетевен
- "В и К – Стенето" – ЕООД, Троян
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Търговище
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, Хасково
- "Водоснабдяване и канализация" – ООД, Шумен
- "Водоснабдяване и канализация" – ЕООД, Ямбол

Czech Republic

All contracting entities in the sectors which supply services in the water management industry defined in section 4 paragraph 1 letters d), e) of Act. No 137/2006 Sb. on Public Contracts.

Examples of contracting entities:

- Veolia Voda Česká Republika, a.s.
- Pražské vodovody a kanalizace, a.s.
- Severočeská vodárenská společnost a.s.
- Severomoravské vodovody a kanalizace Ostrava a.s.

- Ostravské vodárny a kanalizace a.s./Severočeská vodárenská společnost a.s.

Denmark

- Entities supplying water as defined in § 3(3) of lov om vandforsyning m.v., see Consolidation Act. No 71 of 17 January 2007.

Germany

- Entities producing or distributing water pursuant to the Eigenbetriebsverordnungen or Eigenbetriebsgesetze of the Länder (public utility companies).
- Entities producing or distributing water pursuant to the Gesetze über die kommunale Gemeinschaftsarbeit oder Zusammenarbeit of the Länder.
- Entities producing water pursuant to the Gesetz über Wasser- und Bodenverbände of 12 February 1991, as last amended on 15 May 2002.
- Publicly-owned companies producing or distributing water pursuant to the Kommunalgesetze, in particular the Gemeindeverordnungen of the Länder.
- Undertakings set up pursuant to the Aktiengesetz of 6 September 1965, as last amended on 5 January 2007, or the GmbH-Gesetz of 20 April 1892, as last amended on 10 November 2006, or having the legal status of a Kommanditgesellschaft (limited partnership), producing or distributing water on the basis of a special contract with regional or local authorities.

Estonia

- Entities operating pursuant to Article 10(3) of the Public Procurement Act (RT I 21.02.2007, 15, 76) and Article 14 of the Competition Act (RT I 2001, 56 332):
 - AS Haapsalu Veevärk;
 - AS Kuressaare Veevärk;
 - AS Narva Vesi;
 - AS Paide Vesi;
 - AS Pärnu Vesi;
 - AS Tartu Veevärk;
 - AS Valga Vesi;
 - AS Võru Vesi.

Ireland

Entities producing or distributing water pursuant to the Local Government [Sanitary Services] Act 1878 to 1964

Greece

- "Εταιρεία Υδρεύσεως και Αποχετεύσεως Πρωτεύουσας Α.Ε." ("Ε.Υ.Δ.Α.Π." or "Ε.Υ.Δ.Α.Π. Α.Ε."). The legal status of the company is governed by the provisions of Consolidated Law No 2190/1920, Law No 2414/1996 and additionally by the provisions of Law No 1068/80 and Law No 2744/1999.
- "Εταιρεία Ύδρευσης και Αποχέτευσης Θεσσαλονίκης Α.Ε." ("Ε.Υ.Α.Θ. Α.Ε.") governed by the provisions of Law No 2937/2001 (Greek Official Gazette 169 Α') and of Law No 2651/1998 (Greek Official Gazette 248 Α').

- "Δημοτική Επιχείρηση Ύδρευσης και Αποχέτευσης Μείζονος Περιοχής Βόλου" ("ΔΕΥΑΜΒ"), which operates pursuant to Law No 890/1979.
- "Δημοτικές Επιχειρήσεις Ύδρευσης — Αποχέτευσης", (Water Supply and Sewerage Municipal Companies) which produce and distribute water pursuant to Law No 1069/80 of 23 August 1980.
- "Σύνδεσμοι Ύδρευσης", (Municipal and Community Water Supply Associations) which operate pursuant to Presidential Decree No 410/1995, in accordance with the Κώδικος Δήμων και Κοινοτήτων.
- "Δήμοι και Κοινότητες", (Municipalities and Communitites) which operate pursuant to Presidential Decree No 410/1995, in accordance with the Κώδικος Δήμων και Κοινοτήτων.

Spain

- Mancomunidad de Canales de Taibilla.
- Aigües de Barcelona S.A., y sociedades filiales
- Canal de Isabel II
- Agencia Andaluza del Agua
- Agencia Balear de Agua y de la Calidad Ambiental
- Other public entities which are part of or depend on the "Comunidades Autónomas" and on the "Corporaciones locales" and which are active in the field of drinking water distribution
- Other private entities enjoying special or exclusive rights granted by the "Corporaciones locales" in the field of drinking water distribution

France

Regional or local authorities and public local bodies producing or distributing drinking water:

- Régies des eaux, (examples: Régie des eaux de Grenoble, régie des eaux de Megève, régie municipale des eaux et de l'assainissement de Mont-de-Marsan, régie des eaux de Venelles)
- Water transport, delivery and production bodies (examples: Syndicat des eaux d'Ile de France, syndicat départemental d'alimentation en eau potable de la Vendée, syndicat des eaux et de l'assainissement du Bas-Rhin, syndicat intercommunal des eaux de la région grenobloise, syndicat de l'eau du Var-est, syndicat des eaux et de l'assainissement du Bas-Rhin).

Italy

- Bodies responsible for managing the various stages of the water distribution service under the consolidated text of the laws on the direct assumption of control of public services by local authorities and provinces, approved by Regio Decreto N°2578 of 15 October 1925, D.P.R. N°902 of 4 October 1986 and Legislative Decree N°267 of 18 August 2000 setting out the consolidated text of the laws on the structure of local authorities, with particular reference to Articles 112 and 116
- Acquedotto Pugliese S.p.A. (D.lgs. 11.5.1999 n. 141)
- Ente acquedotti siciliani set up by Legge Regionale N°2/2 of 4 September 1979 and Legge Regionale N°81 of 9 August 1980, in liquidazione con Legge Regionale N°9 of 31 May 2004 (art. 1)
- Ente sardo acquedotti e fognature set up by Law N°9 of 5 July 1963. Poi ESAF S.p.A. nel 2003 – confluita in ABBANO S.p.A: ente soppresso il 29.7.2005 e posto in liquidazione con L.R. 21.4.2005 n°7 (art. 5, comma 1)- Legge finanziaria 2005

Cyprus

- Τα Συμβούλια Υδατοπρομήθειας, distributing water in municipal and other areas pursuant to the περί Υδατοπρομήθειας Δημοτικών και Άλλων Περιοχών Νόμου, Κεφ. 350.

Latvia

- Subjects of public and private law which produce transmit and distribute potable water to fixed system, and which make purchases according to law "Sabiedrisko pakalpojumu sniedzēju iepirkumu likums"

Lithuania

- Entities in compliance with the requirements of Article 70 (1, 2) of the Law on Public Procurement of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 84-2000, 1996; No. 4-102, 2006) and executing drinking water production, transportation or distribution activity in accordance with in accordance with the Law on Drinking Water and Waste Water Management of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 82-3260, 2006).

Luxembourg

- Departments of the local authorities responsible for water distribution
- Associations of local authorities producing or distributing water, set up pursuant to the loi concernant la création des syndicats de communes of 23 February 2001, as amended and supplemented by the Law of 23 December 1958 and by the Law of 29 July 1981, and pursuant to the loi ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché du Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre of 31 July 1962:
 - Syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du Sud-Est – SESE
 - Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre – SEBES
 - Syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est – SIDERE
 - Syndicat des Eaux du Sud – SES
 - Syndicat des communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien d'une distribution d'eau à Savelborn-Freckeisen
 - Syndicat pour la distribution d'eau dans les communes de Bous, Dalheim, Remich, Stadtbredimus et Waldbredimus – SR
 - Syndicat de distribution d'eau des Ardennes – DEA
 - Syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien d'une distribution d'eau dans les communes de Beaufort, Berdorf et Waldbillig
 - Syndicat des eaux du Centre – SEC

Hungary

- Entities producing, transporting or distributing of drinking water pursuant to Articles 162-163 of 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről and 1995. évi LVII. törvény a vízgazdálkodásról.

Malta

- Korporazzjoni għas-Servizzi ta' l-Ilma (Water Services Corporation)
- Korporazzjoni għas-Servizzi ta' Desalinazzjoni (Water Desalination Services)

Netherlands

Entities producing or distributing water according to the Waterleidingwet

Austria

Local authorities and associations of local authorities producing, transporting or distributing drinking water pursuant to the Wasserversorgungsgesetze of the nine Länder

Poland

Water and sewerage companies within the meaning of ustawa z dnia 7 czerwca 2001 r., o zbiorowym zaopatrzeniu w wodę i zbiorowym odprowadzaniu ścieków, carrying on economic activity in the provision of water to the general public or the provision of sewage disposal services to the general public, including among others:

- AQUANET S.A., Poznań
- Górnośląskie Przedsiębiorstwo Wodociągów S.A. w Katowicach
- Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji S.A. w Krakowie
- Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji Sp. z o. o. Wrocław
- Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji w Lublinie Sp. z o.o.
- Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji w m. st. Warszawie S.A.
- Rejonowe Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji w Tychach S.A.,
- Rejonowe Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji Sp. z o.o. w Zawierciu
- Rejonowe Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji w Katowicach S.A.
- Wodociągi Ustka Sp. z o.o.
- Zakład Wodociągów i Kanalizacji Sp. z o.o. Łódź
- Zakład Wodociągów i Kanalizacji Sp. z o.o., Szczecin

Portugal

- Intermunicipal Systems – Undertakings involving the State or other public entities, with a majority shareholding, and private undertakings, pursuant to Decreto-Lei No 379/93 do 5 de Novembro 1993 , alterado pelo Decreto-Lei N° 176/99 do 25 de Outubro 1999, Decreto-Lei N° 439-A/99 do 29 de Outubro 1999 and Decreto-Lei N° 103/2003 do 23 de Maio 2003. Direct administration by the State is permissible.
- Municipal Systems – Local authorities, associations of local authorities, local authority services, undertakings in which all or a majority of the capital is publicly owned or private undertakings pursuant to Lei 53-F/2006, do 29 de Dezembro 2006, and to Decreto-Lei No 379/93 do 5 de Novembro 1993 amended by Decreto-Lei N° 176/99 of 25 October 1999, Decreto-Lei N° 439-A/99 do 29 de Outubro 1999 e Decreto-Lei N° 103/2003 do 23 de Maio 2003.

Romania

Departamente ale Autorităților locale și Companii care produc, transportă și distribuie apă (departments of the local authorities and companies that produces, transport and distribute water); examples:

- S.C. APA –C.T.T.A. S.A. Alba Iulia, Alba

- S.C. APA –C.T.T.A. S.A. Filiala Alba Iulia SA., Alba Iulia, Alba
- S.C. APA –C.T.T.A. S.A Filiala Blaj, Blaj, Alba
- Compania de Apă Arad
- S.C. Aquaterm AG 98 S.A. Curtea de Argeș, Argeș
- S.C. APA Canal 2000 S.A. Pitești, Argeș
- S.C. APA Canal S.A. Onești, Bacău
- Compania de Apă-Canal, Oradea, Bihor
- R.A.J.A. Aquabis Bistrița, Bistrița-Năsăud
- S.C. APA Grup SA Botoșani, Botoșani
- Compania de Apă, Brașov, Brașov
- R.A. APA, Brăila, Brăila
- S.C. Ecoaquasa Sucursala Călărași, Călărași, Călărași
- S.C. Compania de Apă Someș S.A., Cluj, Cluj-Napoca
- S.C. Aquasom S.A. Dej, Cluj
- Regia Autonomă Județeană de Apă, Constanța, Constanța
- R.A.G.C. Târgoviște, Dâmbovița
- R.A. APA Craiova, Craiova, Dolj
- S.C. Apa-Canal S.A., Bailești, Dolj
- S.C. Apa-Prod S.A. Deva, Hunedoara
- R.A.J.A.C. Iași, Iași
- Direcția Apă-Canal, Pașcani, Iași
- Societatea Națională a Apelor Minerale (SNAM)

Slovenia

Entities producing, transporting or distributing drinking water, in accordance with the concession act granted pursuant to the Zakon o varstvu okolja (Uradni list RS, 32/93, 1/96) and the decisions issued by the municipalities.

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj
5015731	Javno Komunalno Podjetje Komunala Trbovlje D.O.O.	1420	Trbovlje
5067936	Komunala D.O.O. Javno Podjetje Murska Sobota	9000	Murska Sobota
5067804	Javno Komunalno Podjetje Komunala Kočevje D.O.O.	1330	Kočevje
5075556	Loška Komunala, Oskrba Z Vodo In Plinom, D.D. Škofja Loka	4220	Škofja Loka
5222109	Komunalno Podjetje Velenje D.O.O. Izvajanje Komunalnih Dejavnosti D.O.O.	3320	Velenje
5072107	Javno Komunalno Podjetje Slovenj Gradec D.O.O.	2380	Slovenj Gradec
1122959	Komunala Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Gornji Grad	3342	Gornji Grad
1332115	Režijski Obrat Občine Jezersko	4206	Jezersko
1332155	Režijski Obrat Občine Komenda	1218	Komenda
1357883	Režijski Obrat Občine Lovrenc Na Pohorju	2344	Lovrenc Na Pohorju
1563068	Komuna, Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Beltinci	9231	Beltinci
1637177	Pindža Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Petrovci	9203	Petrovci
1683683	Javno Podjetje Edš - Ekološka Družba, D.O.O. Šentjernej	8310	Šentjernej
5015367	Javno Podjetje Kovod Postojna, Vodovod, Kanalizacija, D.O.O., Postojna	6230	Postojna
5015707	Komunalno Podjetje Vrhnika Proizvodnja In Distribucija Vode, D.D.	1360	Vrhnika
5016100	Komunalno Podjetje Ilirska Bistrica	6250	Ilirska Bistrica
5046688	Javno Podjetje Vodovod – Kanalizacija, D.O.O. Ljubljana	1000	Ljubljana
5062403	Javno Podjetje Komunala Črnomelj D.O.O.	8340	Črnomelj
5063485	Komunala Radovljica, Javno Podjetje Za Komunalno Dejavnost, D.O.O.	4240	Radovljica
5067731	Komunala Kranj, Javno Podjetje, D.O.O.	4000	Kranj
5067758	Javno Podjetje Komunala Cerknica D.O.O.	1380	Cerknica
5068002	Javno Komunalno Podjetje Radlje D.O.O. Ob Dravi	2360	Radlje Ob Dravi
5068126	Jkp, Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Slovenske Konjice	3210	Slovenske Konjice
5068134	Javno Komunalno Podjetje Žalec D.O.O.	3310	Žalec
5073049	Komunalno Podjetje Ormož D.O.O.	2270	Ormož
5073103	Kop Javno Komunalno Podjetje Zagorje Ob Savi, D.O.O.	1410	Zagorje Ob Savi
5073120	Komunala Novo Mesto D.O.O., Javno Podjetje	8000	Novo Mesto
5102103	Javno Komunalno Podjetje Log D.O.O.	2390	Ravne Na Koroškem
5111501	Okp Javno Podjetje Za Komunalne Storitve Rogaška Slatina D.O.O.	3250	Rogaška Slatina
5112141	Javno Podjetje Komunalno Stanovanjsko Podjetje Litija, D.O.O.	1270	Litija
5144558	Komunalno Podjetje Kamnik D.D.	1241	Kamnik
5144574	Javno Komunalno Podjetje Grosuplje D.O.O.	1290	Grosuplje

5144728	Ksp Hrastnik Komunalno - Stanovanjsko Podjetje D.D.	1430	Hrastnik
5145023	Komunalno Podjetje Tržič D.O.O.	4290	Tržič
5157064	Komunala Metlika Javno Podjetje D.O.O.	8330	Metlika
5210461	Komunalno Stanovanjska Družba D.O.O. Ajdovščina	5270	Ajdovščina
5213258	Javno Komunalno Podjetje Dravograd	2370	Dravograd
5221897	Javno Podjetje Komunala D.O.O. Mozirje	3330	Mozirje
5227739	Javno Komunalno Podjetje Prodnik D.O.O.	1230	Domžale
5243858	Komunala Trebnje D.O.O.	8210	Trebnje
5254965	Komunala, Komunalno Podjetje D.O.O., Lendava	9220	Lendava - Lendva
5321387	Komunalno Podjetje Ptuj D.D.	2250	Ptuj
5466016	Javno Komunalno Podjetje Šentjur D.O.O.	3230	Šentjur
5475988	Javno Podjetje Komunala Radeče D.O.O.	1433	Radeče
5529522	Radenska-Ekoss, Podjetje Za Stanovanjsko, Komunalno In Ekološko Dejavnost, Radenci D.O.O.	9252	Radenci
5777372	Vit-Pro D.O.O. Vitanje; Komunala Vitanje, Javno Podjetje D.O.O.	3205	Vitanje
5827558	Komunalno Podjetje Logatec D.O.O.	1370	Logatec
5874220	Režijski Obrat Občine Osilnica	1337	Osilnica
5874700	Režijski Obrat Občine Turnišče	9224	Turnišče
5874726	Režijski Obrat Občine Črenšovci	9232	Črenšovci
5874734	Režijski Obrat Občine Kobilje	9223	Dobrovnik
5881820	Režijski Obrat Občina Kanal Ob Soči	5213	Kanal
5883067	Režijski Obrat Občina Tišina	9251	Tišina
5883148	Režijski Obrat Občina Železniki	4228	Železniki
5883342	Režijski Obrat Občine Zreče	3214	Zreče
5883415	Režijski Obrat Občina Bohinj	4264	Bohinjska Bistrica
5883679	Režijski Obrat Občina Črna Na Koroškem	2393	Črna Na Koroškem
5914540	Vodovod - Kanalizacija Javno Podjetje D.O.O. Celje	3000	Celje
5926823	Jeko - In, Javno Komunalno Podjetje, D.O.O., Jesenice	4270	Jesenice
5945151	Javno Komunalno Podjetje Brezovica D.O.O.	1352	Preserje
5156572	Kostak, Komunalno In Stavbno Podjetje D.D. Krško	8270	Krško
1162431	Vodokomunalni Sistemi Izgradnja In Vzdrževanje Vodokomunalnih Sistemov D.O.O. Velike Lašče		Velike Lašče
1314297	Vodovodna Zadruga Golnik, Z.O.O.	4204	Golnik
1332198	Režijski Obrat Občine Dobrovnik	9223	Dobrovnik - Dobronak
1357409	Režijski Obrat Občine Dobje	3224	Dobje Pri Planini
1491083	Pungrad, Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Bodonci	9265	Bodonci
1550144	Vodovodi In Kanalizacija Nova Gorica D.D.	5000	Nova Gorica
1672860	Vodovod Murska Sobota Javno Podjetje D.O.O.	9000	Murska Sobota
5067545	Komunalno Stanovanjsko Podjetje Brežice D.D.	8250	Brežice
5067782	Javno Podjetje - Azienda Publica Rižanski Vodovod Koper D.O.O. - S.R.L.	6000	Koper - Capodistria
5067880	Mariborski Vodovod Javno Podjetje D.D.	2000	Maribor
5068088	Javno Podjetje Komunala D.O.O. Sevnica	8290	Sevnica
5072999	Kraški Vodovod Sežana Javno Podjetje D.O.O.	6210	Sežana
5073251	Hydrovod D.O.O. Kočevje	1330	Kočevje
5387647	Komunalno-Stanovanjsko Podjetje Ljutomer D.O.O.	9240	Ljutomer
5817978	Vodovodna Zadruga Preddvor, Z.B.O.	4205	Preddvor
5874505	Režijski Obrat Občina Laško	Laško	
5880076	Režijski Obrat Občine Cerkno	5282	Cerkno
5883253	Režijski Obrat Občine Rače Fram	2327	Rače

5884624	Vodovodna Zadruga Lom, Z.O.O.	4290	Tržič
5918375	Komunala, Javno Podjetje, Kranjska Gora, D.O.O.	4280	Kranjska Gora
5939208	Vodovodna Zadruga Senično, Z.O.O.	4294	Križe
1926764	Ekoviz D.O.O.	9000	Murska Sobota
5077532	Komunala Tolmin, Javno Podjetje D.O.O.	5220	Tolmin
5880289	Občina Gornja Radgona	9250	Gornja Radgona
1274783	Wte Wassertechnik Gmbh, Podružnica Kranjska Gora	4280	Kranjska Gora
1785966	Wte Bled D.O.O.	4260	Bled
1806599	Wte Essen	3270	Laško
5073260	Komunalno Stanovanjsko Podjetje D.D. Sežana	6210	Sežana
5227747	Javno Podjetje Centralna Čistilna Naprava Domžale - Kamnik D.O.O.	1230	Domžale
1215027	Aquasystems Gospodarjenje Z Vodami D.O.O.	2000	Maribor
1534424	Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Mežica	2392	Mežica
1639285	Čistilna Naprava Lendava D.O.O.	9220	Lendava - Lendva
5066310	Nigrad Javno Komunalno Podjetje D.D.	2000	Maribor
5072255	Javno Podjetje-Azienda Pubblica Komunala Koper, D.O.O. - S.R.L.	6000	Koper - Capodistria
5156858	Javno Podjetje Komunala Izola, D.O.O. Azienda Pubblica Komunala Isola, S.R.L.	6310	Izola - Isola
5338271	Gop Gradbena, Organizacijska In Prodajna Dejavnost, D.O.O.	8233	Mirna
5708257	Stadij, D.O.O., Hruševje	6225	Hruševje
5144647	Komunala, Javno Komunalno Podjetje Idrija, D.O.O.	5280	Idrija
5105633	Javno Podjetje Okolje Piran	6330	Piran - Pirano
5874327	Režijski Obrat Občina Kranjska Gora	4280	Kranjska Gora
1197380	Čista Narava, Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Moravske Toplice	9226	Moravske Toplice

Slovakia

- Entities operating public water systems in connection with production or transport and distribution of drinking water to the public on basis of trade licence and certificate of professional competency for operation of public water systems granted pursuant to Act. No. 442/2002 Coll. in wording of Acts No. 525/2003 Coll., No. 364/2004 Coll., No. 587/2004 Coll. and No. 230/2005 Coll.,
- Entities operating water management plant pursuant to conditions referred to in Act. No. 364/2004 Coll. in wording of Acts No. 587/2004 Coll. and No. 230/2005 Coll., on basis of the permission granted pursuant to Act. No. 135/1994 Coll. in wording of Acts No. 52/1982 Coll., No. 595/1990 Coll., No. 128/1991 Coll., No. 238/1993 Coll., No. 416/2001 Coll., No. 533/2001 Coll. and simultaneously provide for transport or distribution of drinking water to the public pursuant to Act. No. 442/2002 Coll. in wording of Acts No. 525/2003 Coll., No. 364/2004 Coll., No. 587/2004 Coll. and No. 230/2005 Coll.

For example:

- Bratislavská vodárenská spoločnosť, a.s.
- Západoslovenská vodárenská spoločnosť, a.s.
- Považská vodárenská spoločnosť, a.s.
- Severoslovenské vodárne a kanalizácie, a.s.
- Stredoslovenská vodárenská spoločnosť, a.s.

- Podtatranská vodárenská spoločnosť, a.s.
- Východoslovenská vodárenská spoločnosť, a.s.

Finland

- Water supply authorities coming under Section 3 of the vesihuoltolaki/lagen om vattentjänster (119/2001).

Sweden

Local authorities and municipal companies producing, transporting or distributing drinking water pursuant to lagen (2006:412) om allmänna vattentjänster.

United Kingdom

- A company holding an appointment as a water undertaker or a sewerage undertaker under the Water Industry Act. 1991
- A water and sewerage authority established by section 62 of the Local Government etc (Scotland) Act. 1994.

The Department for Regional Development (Northern Ireland)

II. PRODUCTION, TRANSPORT OR DISTRIBUTION OF ELECTRICITY

Belgium

- Local authorities and associations of local authorities, for this part of their activities.
- Société de Production d'Electricité / Elektriciteitsproductie Maatschappij.
- Electrabel / Electrabel
- Elia

Bulgaria

Entities licensed for production, transport, distribution, public delivery or supply by end supplier of electricity pursuant to Article 39(1) of the Закона за енергетиката (обн., ДВ, бр.107/09.12.2003):

- АЕЦ Козлодуй - ЕАД
- Болкан Енерджи АД
- Брикел - ЕАД
- Българско акционерно дружество Гранитоид АД
- Девен АД
- ЕВН България Електроразпределение АД
- ЕВН България Електроснабдяване АД
- ЕЙ И ЕС – 3С Марица Изток 1
- Енергийна компания Марица Изток III - АД
- Енерго-про България - АД
- ЕОН България Мрежи АД
- ЕОН България Продажби АД
- ЕРП Златни пясъци АД
- ЕСО ЕАД
- ЕСП „Златни пясъци” АД
- Златни пясъци-сервиз АД
- Калиакра Уинд Пауър АД
- НЕК ЕАД
- Петрол АД
- Петрол Сторидж АД
- Пиринска Бистрица-Енергия АД
- Руно-Казанлък АД
- Централ хидроелектрик дъо Булгари ЕООД
- Слънчев бряг АД
- ТЕЦ - Бобов Дол ЕАД
- ТЕЦ - Варна ЕАД
- ТЕЦ "Марица 3" – АД
- ТЕЦ Марица Изток 2 – ЕАД
- Топлофикация Габрово – ЕАД

- Топлофикация Казанлък – ЕАД
- Топлофикация Перник – ЕАД
- Топлофикация Плевен – ЕАД
- ЕВН България Топлофикация – Пловдив - ЕАД
- Топлофикация Русе – ЕАД
- Топлофикация Сливен – ЕАД
- Топлофикация София – ЕАД
- Топлофикация Шумен – ЕАД
- Хидроенергострой ЕООД
- ЧЕЗ България Разпределение АД
- ЧЕЗ Електро България АД

Czech Republic

All contracting entities in the sectors which supply services in the electricity sector defined in the section 4 paragraph 1 letter c) of Act. No. 137/2006 Coll. on Public Contracts, as amended.

Examples of contracting entities:

- ČEPS, a.s.
- ČEZ, a. s.
- Dalkia Česká republika, a.s.
- PREdistribuce, a.s.
- Plzeňská energetika a.s.
- Sokolovská uhelná, právní nástupce, a.s.

Denmark

- Entities producing electricity on the basis of a licence pursuant to § 10 of lov om elforsyning, see Consolidation Act. No. 1115 of 8 November 2006.
- Entities transporting electricity on the basis of a licence pursuant to § 19 of lov om elforsyning, see Consolidation Act. No. 1115 of 8 November 2006.
- Transport of electricity carried out by Energinet Danmark or subsidiary companies fully owned by Energinet Danmark according to lov om Energinet Danmark § 2, stk. 2 og 3, see Act. No. 1384 of 20 December 2004.

Germany

Local authorities, public law bodies or associations of public law bodies or State undertakings, supplying energy to other undertakings, operating an energy supply network or having power of disposal to an energy supply network by virtue of ownership pursuant to Article 3(18) of the Gesetz über die Elektrizitäts- und Gasversorgung (Energiewirtschaftsgesetz) of 24 April 1998, as last amended on 9 December 2006.

Estonia

- Entities operating pursuant to Article 10(3) of the Public Procurement Act (RT I 21.02.2007, 15, 76) and Article 14 of the Competition Act (RT I 2001, 56 332):

- AS Eesti Energia (Estonian Energy Ltd);
- OÜ Jaotusvõrk (Jaotusvõrk LLC);
- AS Narva Elektriijaamad (Narva Power Plants Ltd);
- OÜ Põhivõrk (Põhivõrk LLC).

Ireland

- The Electricity Supply Board
- ESB Independent Energy [ESBIE – electricity supply]
- Synergen Ltd. [electricity generation]
- Viridian Energy Supply Ltd. [electricity supply]
- Huntstown Power Ltd. [electricity generation]
- Bord Gáis Éireann [electricity supply]
- Electricity Suppliers and Generators licensed under the Electricity Regulation Act 1999
- EirGrid plc

Greece

"Δημόσια Επιχείρηση Ηλεκτρισμού Α.Ε.", set up by Law No. 1468/1950 περί ιδρύσεως της ΔΕΗ and operates in accordance with Law No. 2773/1999 and Presidential Decree No. 333/1999.

Spain

- Red Eléctrica de España, S.A.
- Endesa, S.A.
- Iberdrola, S.A.
- Unión Fenosa, S.A.
- Hidroeléctrica del Cantábrico, S.A.
- Electra del Viesgo, S.A.
- Other entities undertaking the production, transport and distribution of electricity, pursuant to "Ley 54/1997, de 27 de noviembre, del Sector eléctrico" and its implementing legislation.

France

- Électricité de France, set up and operating pursuant to Loi n°46-628 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz of 8 April 1946, as amended.
- RTE, manager of the electricity transport network.
- Entities distributing electricity, mentioned in Article 23 of Loi n°46-628 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz of 8 April 1946, as amended (mixed economy distribution companies, régies or similar services composed of regional or local authorities). Ex: Gaz de Bordeaux, Gaz de Strasbourg.
- Compagnie nationale du Rhône
- Electricité de Strasbourg

Italy

- Companies in the Gruppo Enel authorised to produce, transmit and distribute electricity within the meaning of Decreto Legislativo No. 79 of 16 March 1999, as subsequently amended and supplemented
- TERNA- Rete elettrica nazionale SpA
- Other undertakings operating on the basis of concessions under Decreto Legislativo No. 79 of 16 March 1999

Cyprus

- Η Αρχή Ηλεκτρισμού Κύπρου established by the περί Αναπτύξεως Ηλεκτρισμού Νόμο, Κεφ. 171.
- Διαχειριστής Συστήματος Μεταφοράς was established in accordance with article 57 of the Περί Ρύθμισης της Αγοράς Ηλεκτρισμού Νόμου 122(I) του 2003

Other persons, entities or businesses which operate an activity which is established in Article 3 of Directive 2004/17/EC and which operate on the basis of a license granted by virtue of Article 34 of περί Ρύθμισης της αγοράς Ηλεκτρισμού Νόμου του 2003 {N. 122(I)/2003}.

Latvia

VAS "Latvenergo" and other enterprises which produce, transmit and distribute electricity, and which make purchases according to law "Sabiedrisko pakalpojumu sniedzēju iepirkumu likums"

Lithuania

- State Enterprise Ignalina Nuclear Power Plant
- Akcinė bendrovė "Lietuvos energija"
- Akcinė bendrovė "Lietuvos elektrinė"
- Akcinė bendrovė Rytų skirstomieji tinklai
- Akcinė bendrovė "VST"
- Other entities in compliance with the requirements of Article 70 (1, 2) of the Law on Public Procurement of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 84-2000, 1996; No. 4-102, 2006) and executing electricity production, transportation or distribution activity pursuant to the Law on Electricity of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 66-1984, 2000; No. 107-3964, 2004) and the Law on Nuclear Energy of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 119-2771, 1996).

Luxembourg

- Compagnie grand-ducale d'électricité de Luxembourg (CEGEDEL), producing or distributing electricity pursuant to the convention concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché du Luxembourg of 11 November 1927, approved by the Law of 4 January 1928.
- Local authorities responsible for the transport or distribution of electricity.
- Société électrique de l'Our (SEO).
- Syndicat de communes SIDOR.

Hungary

Entities producing, transporting or distributing electricity pursuant to Articles 162-163 of 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről and 2007. évi LXXXVI. törvény a villamos energiáról.

Malta

Korporazzjoni Enemalta (Enemalta Corporation)

Netherlands

Entities distributing electricity on the basis of a licence (vergunning) granted by the provincial authorities pursuant to the Provinciewet. For instance:

- Essent
- Nuon

Austria

Entities operating a transmission or distribution network pursuant to the Elektrizitätswirtschafts- und Organisationsgesetz, BGBl. I No 143/1998, as amended, or pursuant to the Elektrizitätswirtschafts(wesen)gesetze of the nine Länder

Poland

Energy companies within the meaning of ustawa z dnia 10 kwietnia 1997 r. Prawo energetyczne, including among others:

- BOT Elektrownia "Opole" S.A., Brzezie
- BOT Elektrownia Bełchatów S.A.,
- BOT Elektrownia Turów S.A., Bogatynia
- Elbląskie Zakłady Energetyczne S.A. w Elblągu
- Elektrociepłownia Chorzów "ELCHO" Sp. z o.o.
- Elektrociepłownia Lublin - Wrotków Sp. z o.o.
- Elektrociepłownia Nowa Sarzyna Sp. z o.o.
- Elektrociepłownia Rzeszów S.A.
- Elektrociepłownie Warszawskie S.A.
- Elektrownia "Kozienice" S.A.
- Elektrownia "Stalowa Wola" S.A.
- Elektrownia Wiatrowa, Sp. z o.o., Kamieńsk
- Elektrownie Szczytowo-Pompowe S.A., Warszawa
- ENEA S.A., Poznań
- Energetyka Sp. z o.o., Lublin
- EnergiaPro Koncern Energetyczny S.A., Wrocław
- ENION S.A., Kraków
- Górnośląski Zakład Elektroenergetyczny S.A., Gliwice

- Koncern Energetyczny Energa S.A., Gdańsk
- Lubelskie Zakłady Energetyczne S.A.
- Łódzki Zakład Energetyczny S.A.,
- PKP Energetyka Sp. z o.o., Warszawa
- Polskie Sieci Elektroenergetyczne S.A., Warszawa
- Południowy Koncern Energetyczny S.A., Katowice
- Przedsiębiorstwo Energetyczne w Siedlcach Sp. z o.o.
- PSE-Operator S.A., Warszawa
- Rzeszowski Zakład Energetyczny S.A.,
- Zakład Elektroenergetyczny "Elsen" Sp. z o.o., Częstochowa
- Zakład Energetyczny Białystok S.A.,
- Zakład Energetyczny Łódź-Teren S.A.
- Zakład Energetyczny Toruń S.A.
- Zakład Energetyczny Warszawa-Teren
- Zakłady Energetyczne Okręgu Radomsko-Kieleckiego S.A.
- Zespół Elektrociepłowni Bydgoszcz S.A.
- Zespół Elektrowni Dolna Odra S.A., Nowe Czarnowo
- Zespół Elektrowni Ostrołęka S.A.
- Zespół Elektrowni Pątnów-Adamów-Konin S.A.
- Polskie Sieci Elektroenergetyczne S.A.,
- Przedsiębiorstwo Energetyczne MEGAWAT Sp. Z.o.o.
- Zespół Elektrowni Wodnych Niedzica S.A.
- Energetyka Południe S.A.

Portugal

1. Production of Electricity

Entities that produce electricity pursuant to:

- Decreto-Lei n°29/2006, de 15 de Fevereiro que estabelece as bases gerais da organização e o funcionamento dos sistema eléctrico nacional (SEN), e as bases gerais aplicáveis ao exercício das actividades de produção, transporte, distribuição e comercialização de electricidade e à organização dos mercados de electricidade;
- Decreto-Lei n° 172/2006, de 23 de Agosto, que desenvolve os princípios gerais relativos à organização e ao funcionamento do SEN, regulamentando o diploma a trás referido.
- Entities that produce electricity under a special regime pursuant to Decreto-Lei n° 189/88 de 27 de Maio, com a redacção dada pelos Decretos-Lei n° 168/99, de 18 de Maio, n° 313/95, de 24 de Novembro, n° 538/99, de 13 de Dezembro, n° 312/2001 e n° 313/2001, ambos de 10 de Dezembro, Decreto-Lei n° 339-C/2001, de 29 de Dezembro, Decreto-Lei n° 68/2002, de 25 de Março, Decreto-Lei n° 33-A/2005, de 16 de Fevereiro, Decreto-Lei n° 225/2007, de 31 de Maio e Decreto-Lei n° 363/2007, de 2 Novembro.

2. Transport of Electricity:

Entities that transport electricity pursuant to:

- Decreto-Lei nº29/2006, de 15 de Fevereiro e do Decreto-lei nº 172/2006, de 23 de Agosto.

3. Distribution of Electricity:

- Entities that distribute electricity pursuant to Decreto-Lei nº29/2006, de 15 de Fevereiro, e do Decreto-lei nº 172/2006, de 23 de Agosto.
- Entities that distribute electricity pursuant to Decreto-Lei nº 184/95, de 27 de Julho, com a redacção dada pelo Decreto-Lei nº 56/97, de 14 de Março e do Decreto-Lei nº 344-B/82, de 1 de Setembro, com a redacção dada pelos Decreto-Lei nº 297/86, de 19 de Setembro, Decreto-Lei nº 341/90, de 30 de Outubro e Decreto-Lei nº 17/92, de 5 de Fevereiro.

Romania

- Societatea Comercială de Producere a Energiei Electrice Hidroelectrica-SA Bucureşti (Commercial Company for Electrical Power Production Hidroelectrica – SA Bucharest)
- Societatea Naţională "Nuclearelectrica" SA (Nuclearelectrica S.A. National Company)
- Societatea Comercială de Producere a Energiei Electrice şi Termice Termoelectrica SA (Commercial Company for Electrical Power and Thermal Energy Production Termoelectrica SA)
- S.C. Electrocentrale Deva S.A. (SC Power Stations Deva SA)
- S.C. Electrocentrale Bucureşti S.A. (SC Power Stations Bucharest SA)
- S.C. Electrocentrale Galaţi SA (SC Power Stations Galaţi SA)
- S.C. Electrocentrale Termoelectrica SA (SC Power Stations Termoelectrica SA)
- S.C. Complexul Energetic Craiova SA (Commercial Company Craiova Energy Complex)
- S.C. Complexul Energetic Rovinari SA (Commercial Company Rovinari Energy Complex)
- S.C. Complexul Energetic Turceni SA (Commercial Company Turceni Energy Complex)
- Compania Naţională de Transport a Energiei Electrice Transelectrica SA Bucureşti ("Transelectrica" Romanian Power Grid Company)
- Societatea Comercială Electrica SA, Bucureşti
- S.C. Filiala de Distribuţie a Energiei Electrice
- "Electrica Distribuţie Muntenia Nord" S.A
- S.C. Filiala de Furnizare a Energiei Electrice
- "Electrica Furnizare Muntenia Nord" S.A
- S.C. Filiala de Distribuţie şi Furnizare a Energiei Electrice Electrica Muntenia Sud (Electrical Energy Distribution and Supply Branch Electrica Muntenia Sud)
- S.C. Filiala de Distribuţie a Energiei Electrice (Commercial Company for Electrical Energy Distribution)
- "Electrica Distribuţie Transilvania Sud" S.A
- S.C. Filiala de Furnizare a Energiei Electrice (Commercial Company for Electrical Energy Supply)
- "Electrica Furnizare Transilvania Sud" S.A
- S.C. Filiala de Distribuţie a Energiei Electrice (Commercial Company for Electrical Energy Distribution)

- "Electrica Distribuție Transilvania Nord" S.A
- S.C. Filiala de Furnizare a Energiei Electrice (Commercial Company for Electrical Energy Supply)
- "Electrica Furnizare Transilvania Nord" S.A
- Enel Energie
- Enel Distribuție Banat
- Enel Distribuție Dobrogea
- E.ON Moldova SA
- CEZ Distribuție

Slovenia

Entities producing, transporting or distributing electricity pursuant to the Energetski zakon (Uradni list RS, 79/99):

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj
1613383	Borzen D.O.O.	1000	Ljubljana
5175348	Elektro Gorenjska D.D.	4000	Kranj
5223067	Elektro Celje D.D.	3000	Celje
5227992	Elektro Ljubljana D.D.	1000	Ljubljana
5229839	Elektro Primorska D.D.	5000	Nova Gorica
5231698	Elektro Maribor D.D.	2000	Maribor
5427223	Elektro - Slovenija D.O.O.	1000	Ljubljana
5226406	Javno Podjetje Energetika Ljubljana, D.O.O.	1000	Ljubljana
1946510	Infra D.O.O.	8290	Sevnica
2294389	Sodo Sistemski Operater Distribucijskega Omrežja Z Električno Energijo, D.O.O.	2000	Maribor
5045932	Egs-Ri D.O.O.	2000	Maribor

Slovakia

Entities providing for, on basis of permission, production, transport through transmission network system, distribution and supply for the public of electricity through distribution network pursuant to Act No. 656/2004 Coll.

For example:

- Slovenské elektrárne, a.s.
- Slovenská elektrizačná prenosová sústava, a.s.
- Západoslovenská energetika, a.s.
- Stredoslovenská energetika, a.s.
- Východoslovenská energetika, a.s.

Finland

Municipal entities and public enterprises producing electricity and entities responsible for the maintenance of electricity transport or distribution networks and for transporting electricity or for the electricity system under a licence pursuant to Section 4 or 16 of sähkömarkkinalaki/elmarknadslagen

(386/1995) and pursuant to laki vesi- ja energiahuollon, liikenteen ja postipalvelujen alalla toimivien yksiköiden hankinnoista (349/2007)/lag om upphandling inom sektorerna vatten, energi, transporter och posttjänster (349/2007).

Sweden

Entities transporting or distributing electricity on the basis of a concession pursuant to ellagen (1997:857)

United Kingdom

- A person licensed under section 6 of the Electricity Act 1989
- A person licensed under Article 10(1) of the Electricity (Northern Ireland) Order 1992
- National Grid Electricity Transmission plc
- System Operation Northern Ireland Ltd
- Scottish & Southern Energy plc
- SPTransmission plc

III. AIRPORT INSTALLATIONS

Belgium

- Brussels International Airport Company
- Belgocontrol
- Luchthaven Antwerpen
- Internationale Luchthaven Oostende-Brugge
- Société Wallonne des Aéroports
- Brussels South Charleroi Airport
- Liège Airport

Bulgaria

Главна дирекция "Гражданска въздухоплавателна администрация" (General Directorate "Civil Aviation Administration")

ДП "Ръководство на въздушното движение"

Airport operators of civil airports for public use determined by the Council of Ministers pursuant to Article 43(3) of the Закона на гражданското въздухоплаване (обн., ДВ, бр.94/01.12.1972):

- "Летище София" ЕАД
- "Фрапорт Туин Стар Еърпорт Мениджмънт" АД
- "Летище Пловдив" ЕАД
- "Летище Русе" ЕООД
- "Летище Горна Оряховица" ЕАД

Czech Republic

All contracting entities in the sectors which exploit specified geographical area for the purposes of the provision and operation of airports (ruled by the section 4 paragraph 1 letter i) of Act No. 137/2006 Coll. on Public Contracts, as amended).

Examples of contracting entities:

- Česká správa letišť, s.p.
- Letiště Karlovy Vary s.r.o.
- Letiště Ostrava, a.s.
- Správa Letiště Praha, s. p.

Denmark

- Airports operating on the basis of an authorisation pursuant to § 55(1) of the lov om luftfart, see Consolidation Act No 731 of 21 June 2007.

Germany

- Airports as defined in Article 38(2)(1) of the Luftverkehrs-Zulassungs-Ordnung of 19 June 1964, as last amended on 5 January 2007.

Estonia

- Entities operating pursuant to Article 10 (3) of the Public Procurement Act (RT I 21.02.2007, 15, 76) and Article 14 of the Competition Act (RT I 2001, 56 332):
- AS Tallinna Lennujaam (Tallinn Airport Ltd);
- Tallinn Airport GH AS (Tallinn Airport GH Ltd).

Ireland

- Airports of Dublin, Cork and Shannon managed by Aer Rianta – Irish Airports.
- Airports operating on the basis of a public use licence granted pursuant to the Irish Aviation Authority Act 1993 as amended by the Air Navigation and Transport (Amendment) Act, 1998, and at which any scheduled air services are performed by aircraft for the public transport of passengers, mail or cargo.

Greece

- "Υπηρεσία Πολιτικής Αεροπορίας" ("ΥΠΑ") operating pursuant to Legislative Decree No 714/70, as amended by Law No 1340/83; the organisation of the company is laid down by Presidential Decree No. 56/89, as amended subsequently.
- The company "Διεθνής Αερολιμένας Αθηνών" at Spata operating pursuant to Legislative Decree No 2338/95 Κύρωση Σύμβασης Ανάπτυξης του Νέου Διεθνούς Αεροδρομίου της Αθήνας στα Σπάτα, "ίδρυση της εταιρείας 'Διεθνής Αερολιμένας Αθηνών Α.Ε.' έγκριση περιβαλλοντικών όρων και άλλες διατάξεις").
- "Φορείς Διαχείρισης" in accordance with Presidential Decree No 158/02 "Ίδρυση, κατασκευή, εξοπλισμός, οργάνωση, διοίκηση, λειτουργία και εκμε- τάλλευση πολιτικών αερολιμένων από φυσικά πρόσωπα, νομικά πρόσωπα ιδιωτικού δικαίου και Οργανισμούς Τοπικής Αυτοδιοίκησης" (Greek Official Gazette A 137)

Spain

- Ente público Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea (AENA)

France

- Airports operated by State-owned companies pursuant to Articles L.251-1, L.260-1 and L.270-1 of the code de l'aviation civile.
- Airports operating on the basis of a concession granted by the State pursuant to Article R.223-2 of the code de l'aviation civile.
- Airports operating pursuant to an arrêté préfectoral portant autorisation d'occupation temporaire.
- Airports set up by a public authority and which are the subject of a convention as laid down in Article L.221-1 of the code de l'aviation civile.

- Airports whose property has been transferred to regional or local authorities or to a group of them pursuant to Loi n°2004-809 of 13 August 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notably its Article 28:
 - Aéroport d'Ajaccio Campo-dell'Oro
 - Aéroport d'Avignon
 - Aéroport de Bastia-Poretta
 - Aéroport de Beauvais-Tillé
 - Aéroport de Bergerac-Roumanière
 - Aéroport de Biarritz-Anglet-Bayonne
 - Aéroport de Brest Bretagne
 - Aéroport de Calvi-Sainte-Catherine
 - Aéroport de Carcassonne en Pays Cathare
 - Aéroport de Dinard-Pleurtuit-Saint-Malo
 - Aéroport de Figari-Sud Corse
 - Aéroport de Lille-Lesquin
 - Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine
 - Aéroport de Pau-Pyrénées
 - Aéroport de Perpignan-Rivesaltes
 - Aéroport de Poitiers-Biard
 - Aéroport de Rennes-Saint-Jacques
- State-owned civilian airports whose management has been conceded to a chambre de commerce et d'industrie (Article 7 of Loi n°2005-357 of 21 April 2005 relative aux aéroports and Décret n°2007-444 of 23 February 2007 relatif aux aéroports appartenant à l'Etat).
 - Aéroport de Marseille-Provence
 - Aéroport d'Aix-les-Milles et Marignane-Berre
 - Aéroport de Nice Côte-d'Azur et Cannes-Mandelieu
 - Aéroport de Strasbourg-Entzheim
 - Aéroport de Fort-de France-le Lamentin
 - Aéroport de Pointe-à-Pitre-le Raizet
 - Aéroport de Saint-Denis-Gillot
- Other State-owned civilian airports excluded from the transfer to regional and local authorities pursuant to Décret n°2005-1070 of 24 August 2005, as amended:
 - Aéroport de Saint-Pierre Pointe Blanche
 - Aéroport de Nantes Atlantique et Saint-Nazaire-Montoir
- Aéroports de Paris (Loi n°2005-357 of 20 April 2005 and Décret n°2005-828 of 20 July 2005)

Italy

- From 1 January 1996, the Decreto Legislativo N°497 of 25 November 1995, relativo alla trasformazione dell'Azienda autonoma di assistenza al volo per il traffico aereo generale in ente pubblico economico, denominato ENAV, Ente nazionale di assistenza al volo, reconducted several times and subsequently transformed into law, Legge N° 665 of 21 December 1996 has finally established the transformation of that entity into a share company (S.p.A) as from 1 January 2001
- Managing entities set up by special laws.

- Entities operating airport facilities on the basis of a concession granted pursuant to Article 694 of the Codice della navigazione, Regio Decreto N°327 of 30 March 1942.
- Airport entities, including the managing companies SEA (Milan) and ADR (Fiumicino).

Cyprus

Latvia

- Valsts akciju sabiedrība "Latvijas gaisa satiksme" (State public limited liability company "Latvijas gaisa satiksme")
- Valsts akciju sabiedrība "Starptautiskā lidosta Rīga" (State public limited liability company "International airport Rīga")
- SIA "Aviasabiedrība "Liepāja" (Aviacompany Liepaja Ltd.).

Lithuania

- State Enterprise Vilnius International Airport
- State Enterprise Kaunas Airport
- State Enterprise Palanga International Airport
- State Enterprise "Oro navigacija"
- Municipal Enterprise "Šiaulių oro uostas"
- Other entities in compliance with the requirements of Article 70 (1, 2) of the Law on Public Procurement of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 84-2000, 1996; No. 4-102, 2006) and operating in the field of airport installations in accordance with the Law on Aviation of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 94-2918, 2000).

Luxembourg

- Aéroport du Findel.

Hungary

- Airports operating pursuant to Articles 162-163 of 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről and 1995. évi XCVII. törvény a légiközlekedésről.
- Budapest Ferihegy Nemzetközi Repülőtér managed by Budapest Airport Rt. on the basis of 1995. évi XCVII. törvény a légiközlekedésről and 83/2006. (XII. 13.) GKM rendelet a légiforgalmi irányító szolgálatot ellátó és a légiforgalmi szakszemélyzet képzését végző szervezetről.

Malta

- L-Ajruport Internazzjonali ta' Malta (Malta International Airport)

Netherlands

Airports operating pursuant to Articles 18 and following of the Luchtvaartwet. For instance:

- Luchthaven Schiphol

Austria

- Entities authorised to provide airport facilities pursuant to the Luftfahrtgesetz, BGBl. No 253/1957, as amended.

Poland

- Public undertaking "Porty Lotnicze" operating on the basis of ustawa z dnia 23 października 1987 r. o przedsiębiorstwie państwowym "Porty Lotnicze"
- Port Lotniczy Bydgoszcz S.A.
- Port Lotniczy Gdańsk Sp. z o.o.
- Górnośląskie Towarzystwo Lotnicze S.A. Międzynarodowy Port Lotniczy Katowice
- Międzynarodowy Port Lotniczy im. Jana Pawła II Kraków - Balice Sp. z o.o.
- Lotnisko Łódź Lublinek Sp. z o.o.
- Port Lotniczy Poznań - Ławica Sp. z o.o.
- Port Lotniczy Szczecin - Goleniów Sp. z o. o.
- Port Lotniczy Wrocław S.A.
- Port Lotniczy im. Fryderyka Chopina w Warszawie
- Port Lotniczy Rzeszów - Jasionka
- Porty Lotnicze "Mazury- Szczytno" Sp. z o. o. w Szczytnie
- Port Lotniczy Zielona Góra - Babimost

Portugal

- ANA – Aeroportos de Portugal, S.A., set up pursuant to Decreto-Lei No 404/98 do 18 de Dezembro 1998.
- NAV – Empresa Pública de Navegação Aérea de Portugal, E. P., set up pursuant to Decreto-Lei No 404/98 do 18 de Dezembro 1998.
- ANAM – Aeroportos e Navegação Aérea da Madeira, S. A., set up pursuant to Decreto-Lei No 453/91 do 11 de Dezembro 1991.

Romania

- Compania Națională "Aeroporturi București" SA (National Company "Bucharest Airports S.A.")
- Societatea Națională "Aeroportul Internațional Mihail Kogălniceanu-Constanța" (National Company "International Airport Mihail Kogălniceanu-Constanța" S.A.)
- Societatea Națională "Aeroportul Internațional Timișoara-Traian Vuia"-SA (National Company International "International Airport Timișoara-Traian Vuia"-S.A.)
- Regia Autonomă "Administrația Română a Serviciilor de Trafic Aerian ROMAT SA" (Autonomous Public Service Undertaking "Romanian Air Traffic Services Administration ROMAT S.A.")
- Aeroporturile aflate în subordinea Consiliilor Locale (Airports under Local Councils' subordination)
- SC Aeroportul Arad SA (Arad Airport S.A. Commercial Company)
- Regia Autonomă Aeroportul Bacău (Autonomous Public Service Undertaking Bacău Airport)

- Regia Autonomă Aeroportul Baia Mare (Autonomous Public Service Undertaking Baia Mare Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Cluj Napoca (Autonomous Public Service Undertaking Cluj Napoca Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Internațional Craiova (Autonomous Public Service Undertaking International Craiova Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Iași (Autonomous Public Service Undertaking Iași Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Oradea (Autonomous Public Service Undertaking Oradea Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Satu-Mare (Autonomous Public Service Undertaking Satu-Mare Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Sibiu (Autonomous Public Service Undertaking Sibiu Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Suceava (Autonomous Public Service Undertaking Suceava Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Târgu Mureș (Autonomous Public Service Undertaking Târgu Mureș Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Tulcea (Autonomous Public Service Undertaking Tulcea Airport)
- Regia Autonomă Aeroportul Caransebeș

Slovenia

Public civil airports that operate pursuant to the Zakon o letalstvu (Uradni list RS, 18/01)

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj
1589423	Letalski Center Cerklje Ob Krki	8263	Cerklje Ob Krki
1913301	Kontrola Zračnega Prometa D.O.O.	1000	Ljubljana
5142768	Aerodrom Ljubljana D.D.	4210	Brnik-Aerodrom
5500494	Aerodrom Portorož, D.O.O.	6333	Sečovelje – Sicciole

Slovakia

Entities operating airports on basis of consent granted by state authority and entities providing for aerial telecommunications services pursuant to Act No. 143/1998 Coll. in wording of Acts No. 57/2001 Coll., No. 37/2002 Coll., No. 136/2004 Coll. and No 544/2004 Coll.

For example:

- Letisko M.R.Štefánika, a.s., Bratislava
- Letisko Poprad – Tatry, a.s.
- Letisko Košice, a.s.

Finland

Airports managed by the 'Ilmailulaitos Finavia/Luftfartsverket Finavia', or by a municipal or public enterprise pursuant to the ilmailulaki/luftfartslagen (1242/2005) and laki ilmailulaitoksesta/lag om Luftfartsverket (1245/2005).

Sweden

- Publicly-owned and operated airports in accordance with luftfartslagen (1957:297)
- Privately-owned and operated airports with an operating licence under the act, where this licence corresponds to the criteria of Article 2(3) of the Directive.

United Kingdom

- A local authority which exploits a geographical area for the purpose of providing airport or other terminal facilities to carriers by air
- An airport operator within the meaning of the Airports Act 1986 who has the management of an airport subject to economic regulation under Part IV of that Act.
- Highland and Islands Airports Limited
- An airport operator within the meaning of the Airports (Northern Ireland) Order 1994

BAA Ltd.

IV. MARITIME OR INLAND PORT OR OTHER TERMINAL FACILITIES

Belgium

- Gemeentelijk Havenbedrijf van Antwerpen
- Havenbedrijf van Gent
- Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtigen
- Port autonome de Charleroi
- Port autonome de Namur
- Port autonome de Liège
- Port autonome du Centre et de l'Ouest
- Société régionale du Port de Bruxelles/Gewestelijk Vennootschap van de Haven van Brussel
- Waterwegen en Zeekanaal
- De Scheepvaart

Bulgaria

ДП "Пристанищна инфраструктура"

Entities which on the bases of special or exclusive rights perform exploitation of ports for public transport with national importance or parts thereof, listed in Annex No 1 to Article 103a of the Закона за морските пространства, вътрешните водни пътища и пристанищата на Република България (обн., ДВ, бр.12/11.02.2000):

- "Пристанище Варна" ЕАД
- "Порт Балчик" АД
- "БМ Порт" АД
- "Пристанище Бургас" ЕАД
- "Пристанищен комплекс – Русе" ЕАД
- "Пристанищен комплекс – Лом" ЕАД
- "Пристанище Видин" ЕООД
- "Драгажен флот – Истър" АД
- "Дунавски индустриален парк" АД

Entities which on the bases of special or exclusive rights perform exploitation of ports for public transport with regional importance or parts thereof, listed in Annex No. 2 to Article 103a of the Закона за морските пространства, вътрешните водни пътища и пристанищата на Република България (обн., ДВ, бр.12/11.02.2000):

- "Фиш Порт" АД
- Кораборемонтен завод "Порт - Бургас" АД
- "Либърти металс груп" АД
- "Трансстрой – Бургас" АД
- "Одесос ПБМ" АД
- "Поддържане чистотата на морските води" АД
- "Поларис 8" ООД

- "Лесил" АД
- "Ромпетрол – България" АД
- "Булмаркет – ДМ" ООД
- "Свободна зона – Русе" ЕАД
- "Дунавски драгажен флот" – АД
- "Нарен" ООД
- "ТЕЦ Свилоза" АД
- НЕК ЕАД – клон "АЕЦ – Белене"
- "Нафтекс Петрол" ЕООД
- "Фериботен комплекс" АД
- "Дунавски драгажен флот Дуним" АД
- "ОМВ България" ЕООД
- СО МАТ АД – клон Видин
- "Свободна зона – Видин" ЕАД
- "Дунавски драгажен флот Видин"
- "Дунав турс" АД
- "Меком" ООД
- "Дубъл Ве Ко" ЕООД

Czech Republic

All contracting entities in the sectors which exploit specified geographical area for the purposes of the provision and operation of maritime or inland ports or other terminal facilities to carriers by air, sea or inland waterways (ruled by the section 4 paragraph 1 letter i) of Act No. 137/2006 Coll. on Public Contracts, as amended).

Examples of contracting entities:

- České přístavy, a.s.

Denmark

- Ports as defined in § 1 of lov om havne, see Act No 326 of 28 May 1999

Germany

- Seaports owned totally or partially by territorial authorities (Länder, Kreise Gemeinden).
- Inland ports subject to the Hafenordnung pursuant to the Wassergesetze of the Länder

Estonia

- Entities operating pursuant to Article 10 (3) of the Public Procurement Act (RT I 21.02.2007, 15, 76) and Article 14 of the Competition Act (RT I 2001, 56 332):
 - AS Saarte Liinid;
 - AS Tallinna Sadam

Ireland

- Ports operating pursuant to Harbours Acts 1946 to 2000
- Port of Rosslare Harbour operating pursuant to the Fishguard and Rosslare Railways and Harbours Acts 1899

Greece

- "Οργανισμός Λιμένος Βόλου Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.Β. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- "Οργανισμός Λιμένος Ελευσίνας Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.Ε. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- "Οργανισμός Λιμένος Ηγουμενίτσας Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.ΗΓ. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- "Οργανισμός Λιμένος Ηρακλείου Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.Η. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- "Οργανισμός Λιμένος Καβάλας Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.Κ. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- "Οργανισμός Λιμένος Κέρκυρας Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.ΚΕ. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- "Οργανισμός Λιμένος Πατρών Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.ΠΑ. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- "Οργανισμός Λιμένος Λαυρίου Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.Λ. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- "Οργανισμός Λιμένος Ραφήνας Ανώνυμη Εταιρεία" ("Ο.Λ.Ρ. Α.Ε."), pursuant to Law No 2932/01.
- (Port Authorities)
- Other ports, Δημοτικά και Νομαρχιακά Ταμεία (Municipal and Prefectural Ports) governed by Presidential Decree No 649/1977., Law 2987/02, Pres.Decree 362/97 and Law 2738/99

Spain

- Ente público Puertos del Estado
- Autoridad Portuaria de Alicante
- Autoridad Portuaria de Almería – Motril
- Autoridad Portuaria de Avilés
- Autoridad Portuaria de la Bahía de Algeciras
- Autoridad Portuaria de la Bahía de Cádiz
- Autoridad Portuaria de Baleares
- Autoridad Portuaria de Barcelona
- Autoridad Portuaria de Bilbao
- Autoridad Portuaria de Cartagena
- Autoridad Portuaria de Castellón
- Autoridad Portuaria de Ceuta
- Autoridad Portuaria de Ferrol – San Cibrao
- Autoridad Portuaria de Gijón

- Autoridad Portuaria de Huelva
- Autoridad Portuaria de Las Palmas
- Autoridad Portuaria de Málaga
- Autoridad Portuaria de Marín y Ría de Pontevedra
- Autoridad Portuaria de Melilla
- Autoridad Portuaria de Pasajes
- Autoridad Portuaria de Santa Cruz de Tenerife
- Autoridad Portuaria de Santander
- Autoridad Portuaria de Sevilla
- Autoridad Portuaria de Tarragona
- Autoridad Portuaria de Valencia
- Autoridad Portuaria de Vigo
- Autoridad Portuaria de Villagarcía de Arousa
- Other port authorities of the "Comunidades Autónomas" of Andalucía, Asturias, Baleares, Canarias, Cantabria, Cataluña, Galicia, Murcia, País Vasco y Valencia.

France

- Port autonome de Paris set up pursuant to Loi n°68-917 relative au port autonome de Paris of 24 October 1968.
- Port autonome de Strasbourg set up pursuant to the convention entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la construction du port rhénan de Strasbourg et à l'exécution de travaux d'extension de ce port of 20 May 1923, approved by the Law of 26 April 1924.
- Ports autonomes operating pursuant to Articles L. 111-1 et seq. of the code des ports maritimes, having legal personality.
 - Port autonome de Bordeaux
 - Port autonome de Dunkerque
 - Port autonome de La Rochelle
 - Port autonome du Havre
 - Port autonome de Marseille
 - Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire
 - Port autonome de Pointe-à-Pitre
 - Port autonome de Rouen
- Ports without legal personality, property of the State (décret n°2006-330 of 20 march 2006 fixant la liste des ports des départements d'outre-mer exclus du transfert prévu à l'article 30 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales), whose management has been conceded to the local chambres de commerce et d'industrie:
 - Port de Fort de France (Martinique)
 - Port de Dégrad des Cannes (Guyane)
 - Port-Réunion (île de la Réunion)
 - Ports de Saint-Pierre et Miquelon
- Ports without legal personality whose property has been transferred to the regional or local authorities, and whose management has been committed to the local chambres de commerce et d'industrie (Article 30 of Loi n°2004-809 of 13 August 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, as amended by Loi n°2006-1771 of 30 December 2006):

- Port de Calais
- Port de Boulogne-sur-Mer
- Port de Nice
- Port de Bastia
- Port de Sète
- Port de Lorient
- Port de Cannes
- Port de Villefranche-sur-Mer
- Voies navigables de France, public body subject to Article 124 of Loi n°90-1168 of 29 December 1990, as amended.

Italy

- State ports (Porti statali) and other ports managed by the Capitaneria di Porto pursuant to the Codice della navigazione, Regio Decreto N°327 of 30 March 1942
- Autonomous ports (enti portuali) set up by special laws pursuant to Article 19 of the Codice della navigazione, Regio Decreto N°327 of 30 March 1942

Cyprus

Η Αρχή Λιμένων Κύπρου established by the περί Αρχής Λιμένων Κύπρου Νόμο του 1973.

Latvia

Authorities, which govern ports in accordance with the law "Likumu par ostām":

- Rīgas brīvostas pārvalde
- Ventspils brīvostas pārvalde
- Liepājas speciālas ekonomiskās zona pārvalde
- Salacgrīvas ostas pārvalde
- Skultes ostas pārvalde
- Lielupes ostas pārvalde
- Engures ostas pārvalde
- Mērsraga ostas pārvalde
- Pāvilostas ostas pārvalde
- Rojas ostas pārvalde

Other institutions which make purchases according to law "Sabiedrisko pakalpojumu sniedzēju iepirkumu likums" and which govern ports in accordance with the law "Likumu par ostām".

Lithuania

- State Enterprise Klaipėda State Sea Port Administration acting in compliance with the Law on the Klaipėda State Sea Port Administration of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 53-1245, 1996);
- State Enterprise "Vidaus vandens kelių direkcija" acting in compliance with the Code on Inland Waterways Transport of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 105-2393, 1996);

- Other entities in compliance with the requirements of Article 70 (1, 2) of the Law on Public Procurement of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 84-2000, 1996; No. 4-102, 2006) and operating in the field of maritime or inland port or other terminal facilities in accordance with the Code of Inland Waterways Transport of the Republic of Lithuania).

Luxembourg

- Port de Mertert, set up and operating pursuant to the loi relative à l'aménagement et à l'exploitation d'un port fluvial sur la Moselle of 22 July 1963, as amended.

Hungary

- Ports operating pursuant to Articles 162-163 of 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről and 2000. évi XLII. törvény a vízi közlekedésről.

Malta

- L-Awtorita' Marittima ta' Malta (Malta Maritime Authority)

Netherlands

Contracting entities in the field of sea port or inland port or other terminal equipment. For instance:

- Havenbedrijf Rotterdam

Austria

- Inland ports owned totally or partially by the Länder and/or Gemeinden.

Poland

Entities established on the basis of ustawa z dnia 20 grudnia 1996 r. o portach i przystaniach morskich, including among others;

- Zarząd Morskiego Portu Gdańsk S.A,
- Zarząd Morskiego Portu Gdynia S.A.
- Zarząd Portów Morskich Szczecin i Świnoujście S.A.
- Zarząd Portu Morskiego Darłowo Sp. z o.o.
- Zarząd Portu Morskiego Elbląg Sp. z o.o.
- Zarząd Portu Morskiego Kołobrzeg Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Państwowe Polska Żegluga Morska

Portugal

- APDL – Administração dos Portos do Douro e Leixões, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 335/98 do 3 de Novembro 1998.
- APL – Administração do Porto de Lisboa, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 336/98 of do 3 de Novembro 1998.
- APS – Administração do Porto de Sines, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 337/98 do 3 de Novembro 1998.
- APSS – Administração dos Portos de Setúbal e Sesimbra, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 338/98 do 3 de Novembro 1998.

- APA – Administração do Porto de Aveiro, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 339/98 do 3 de Novembro 1998.
- Instituto Portuário dos Transportes Marítimos, I.P. (IPTM, I.P.), pursuant to Decreto-Lei No 146/2007, do 27 de Abril 2007.

Romania

- Compania Națională "Administrația Porturilor Maritime" SA Constanța
- Compania Națională "Administrația Canalelor Navigabile SA"
- Compania Națională de Radiocomunicații Navale "RADIONAV" SA
- Regia Autonomă "Administrația Fluvială a Dunării de Jos"
- Compania Națională "Administrația Porturilor Dunării Maritime"
- Compania Națională "Administrația Porturilor Dunării Fluviale" SA
- Porturile: Sulina, Brăila, Zimnicea și Turnul-Măgurele

Slovenia

Sea ports in full or partial state ownership performing economic public service pursuant to the Pomorski Zakonik (Uradni list RS, 56/99).

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj
5144353	LUKA KOPER D.D.	6000	KOPER - CAPODISTRIA
5655170	Sirio d.o.o.	6000	KOPER

Slovakia

Entities operating non public inland ports for operating of river transport by carriers on basis of the consent granted by the state authority or entities established by the state authority for operating of public river ports pursuant to Act No. 338/2000 Coll. in wording of Acts No. 57/2001 Coll. and No. 580/2003 Coll.

Finland

- Ports operating pursuant to the laki kunnallisista satamajärjestyksistä ja liikennemaksuista/
- lagen om kommunala hamnanordningar och trafikavgifter (955/1976) and ports instituted under a licence pursuant to section 3 of the laki yksityisistä yleisistä satamista/lagen om privata allmänna hamnar (1156/1994).
- Saimaan kanavan hoitokunta/Förvaltningsnämnden för Saima kanal.

Sweden

Ports and terminal facilities according to lagen (1983:293) om inrättande, utvidgning och avlysning av allmän farled och allmän hamn and förordningen (1983:744) om trafiken på Göta kanal

United Kingdom

- A local authority which exploits a geographical area for the purpose of providing maritime or inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway

- A harbour authority within the meaning of section 57 of the Harbours Act 1964
- British Waterways Board
- A harbour authority as defined by section 38(1) of the Harbours Act (Northern Ireland) 1970

V. CONTRACTING ENTITIES IN THE FIELD OF URBAN RAILWAY, TRAMWAY, TROLLEYBUS OR BUS SERVICES

Belgium

- Société des Transports intercommunaux de Bruxelles/Maatschappij voor intercommunaal Vervoer van Brussel
- Société régionale wallonne du Transport et ses sociétés d'exploitation (TEC Liège–Verviers, TEC Namur–Luxembourg, TEC Brabant wallon, TEC Charleroi, TEC Hainaut) / Société régionale wallonne du Transport en haar exploitatiemaatschappijen (TEC Liège–Verviers, TEC Namur–Luxembourg, TEC Brabant wallon, TEC Charleroi, TEC Hainaut)
- Vlaamse Vervoermaatschappij (De Lijn)
- Private companies benefiting from special or exclusive rights

Bulgaria

- "Метрополитен" ЕАД, София
- "Столичен електротранспорт" ЕАД, София
- "Столичен автотранспорт" ЕАД, София
- "Бургасбус" ЕООД, Бургас
- "Градски транспорт" ЕАД, Варна
- "Тролейбусен транспорт" ЕООД, Враца
- "Общински пътнически транспорт" ЕООД, Габрово
- "Автобусен транспорт" ЕООД, Добрич
- "Тролейбусен транспорт" ЕООД, Добрич
- "Тролейбусен транспорт" ЕООД, Пазарджик
- "Тролейбусен транспорт" ЕООД, Перник
- "Автобусни превози" ЕАД, Плевен
- "Тролейбусен транспорт" ЕООД, Плевен
- "Градски транспорт Пловдив" ЕАД, Пловдив
- "Градски транспорт" ЕООД, Русе
- "Пътнически превози" ЕАД, Сливен
- "Автобусни превози" ЕООД, Стара Загора
- "Тролейбусен транспорт" ЕООД, Хасково

Czech Republic

All contracting entities in the sectors which supply services in the field of urban railway, tramway, trolleybus or bus services defined in the section 4 paragraph 1 letter f) of Act No. 137/2006 Coll. on Public Contracts, as amended.

Examples of contracting entities:

- Dopravní podnik hl.m. Prahy ,akciová společnost
- Dopravní podnik města Brna, a.s.
- Dopravní podnik Ostrava a.s.

- Plzeňské městské dopravní podniky, a.s.
- Dopravní podnik města Olomouce, a.s.

Denmark

- DSB
- DSB S-tog A/S
- Entities providing bus services to the public (ordinary regular services) on the basis of an authorisation pursuant to lov om buskørsel, see Consolidation Act No 107 of 19 February 2003.
- Metroselskabet I/S

Germany

Undertakings providing, on the basis of an authorisation, short-distance transport services to the public pursuant to the Personenbeförderungsgesetz of 21 March 1961, as last amended on 31 October 2006.

Estonia

- Entities operating pursuant to Article 10(3) of the Public Procurement Act (RT I 21.02.2007, 15, 76) and Article 14 of the Competition Act (RT I 2001, 56 332).
- AS Tallinna Autobussikoondis;
- AS Tallinna Trammi- ja Trollibussikoondis;
- Narva Bussiveod AS.

Ireland

- Iarnród Éireann [Irish Rail]
- Railway Procurement Agency
- Luas [Dublin Light Rail]
- Bus Éireann [Irish Bus]
- Bus Átha Cliath [Dublin Bus]
- Entities providing transport services to the public pursuant to the amended Road Transport Act 1932.

Greece

- "Ηλεκτροκίνητα Λεωφορεία Περιοχής Αθηνών - Πειραιώς Α.Ε." ("Η.Λ.Π.Α.Π. Α.Ε.") (Athens-Piraeus Trolley Buses S.A.), established and operating pursuant to Legislative Decree No 768/1970 (A'273), Law No 588/1977 (A'148) and Law No 2669/1998 (A'283).
- "Ηλεκτρικοί Σιδηρόδρομοι Αθηνών – Πειραιώς" ("Η.Σ.Α.Π. Α.Ε.") (Athens-Piraeus Electric Railways), established and operating pursuant to Laws Nos 352/1976 (A' 147) and 2669/1998 (A'283)
- "Οργανισμός Αστικών Συγκοινωνιών Αθηνών Α.Ε." ("Ο.Α.ΣΑ. Α.Ε.") (Athens Urban Transport Organization S.A.), established and operating pursuant to Laws Nos 2175/1993 (A'211) and 2669/1998 (A'283)
- "Εταιρεία Θερμικών Λεωφορείων Α.Ε." ("Ε.Θ.Ε.Λ. Α.Ε."), (Company of Thermal Buses S.A.) established and operating pursuant to Laws Nos 2175/1993 (A'211) and 2669/1998 (A'283).

- "Αττικό Μετρό Α.Ε." (Attiko Metro S.A.), established and operating pursuant to Law No 1955/1991
- "Όργανισμός Αστικών Συγκοινωνιών Θεσσαλονίκης" ("Ο.Α.Σ.Θ."), established and operating pursuant to Decree No 3721/1957, Legislative Decree No 716/1970 and Laws Nos 866/79 and 2898/2001 (A'71).
- "Κοινό Ταμείο Είσπραξης Λεωφορείων" ("Κ.Τ.Ε.Λ."), operating pursuant to Law No 2963/2001 (A'268).
- "Δημοτικές Επιχειρήσεις Λεωφορείων Ρόδου και Κω", otherwise known as "ΡΟΔΑ" and "ΔΕΑΣ ΚΩ" respectively, operating pursuant to Law No 2963/2001 (A'268).

Spain

- Entities that provide urban transport public services pursuant to "Ley 7/1985 Reguladora de las Bases de Régimen Local of 2 April 1985; Real Decreto legislativo 781/1986, de 18 de Abril, por el que se aprueba el texto refundido de las disposiciones legales vigentes en materia de régimen local" and corresponding regional legislation, if appropriate.
- Entities providing bus services to the public pursuant to the transitory provision number three of "Ley 16/1987, de 30 de Julio, de Ordenación de los Transportes Terrestres".

Examples:

- Empresa Municipal de Transportes de Madrid
- Empresa Municipal de Transportes de Málaga
- Empresa Municipal de Transportes Urbanos de Palma de Mallorca
- Empresa Municipal de Transportes Públicos de Tarragona
- Empresa Municipal de Transportes de Valencia
- Transporte Urbano de Sevilla, S.A.M. (TUSSAM)
- Transporte Urbano de Zaragoza, S.A. (TUZSA)
- Entitat Metropolitana de Transport - AMB
- Eusko Trenbideak, s.a.
- Ferrocarril Metropolità de Barcelona, sa
- Ferrocarriles de la Generalitat Valenciana
- Consorcio de Transportes de Mallorca
- Metro de Madrid
- Metro de Málaga, S.A.,
- Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles (Renfe)

France

- Entities providing transport services to the public pursuant to Article 7-II of Loi d'orientation des transports intérieurs n° 82-1153 of 30 December 1982.
- Régie des transports de Marseille
- RDT 13 Régie départementale des transports des Bouches du Rhône
- Régie départementale des transports du Jura
- RDTHV Régie départementale des transports de la Haute-Vienne
- Régie autonome des transports parisiens, Société nationale des chemins de fer français and other entities providing transport services on the basis of an authorisation granted by the

Syndicat des transports d'Ile-de-France, pursuant to Ordonnance n°59-151 of 7 January 1959 as amended and the Decrees implementing it with regard to the organisation of passenger transport in the Ile-de-France region

- Réseau ferré de France, State-owned company set up by Law n°97-135 of 13 February 1997
- Regional or local authorities or groups of regional or local authorities being an organisational authority for transports (example: Communauté urbaine de Lyon)

Italy

Entities, companies and undertakings providing public transport services by rail, automated system, tramway, trolleybus or bus or managing the relevant infrastructures at national, regional or local level

They include, for example:

- Entities, companies and undertakings providing public transport services on the basis of an authorisation pursuant to Decreto of the Ministro dei Trasporti N°316 of 1 December 2006 "Regolamento recante riordino dei servizi automobilistici interregionali di competenza statale"
- Entities, companies and undertakings providing transport services to the public pursuant to Article 1(4) or (15) of Regio Decreto N° 2578 of 15 October 1925 – Approvazione del testo unico della legge sull'assunzione diretta dei pubblici servizi da parte dei comuni e delle province
- Entities, companies and undertakings providing transport services to the public pursuant to Decreto Legislativo N°422 of 19 November 1997 – Conferimento alle regioni ed agli enti locali di funzioni e compiti in materia di trasporto pubblico locale, under the terms of Article 4(4) of Legge N°59 of 15 March 1997 – as amended by Decreto Legislativo N° 400 of 20 September 1999, and by Article 45 of Legge N°166 of 1 August 2002
- Entities, companies and undertakings providing public transport services pursuant to Article 113 of the consolidated text of the laws on the structure of local authorities, approved by Legge N°267 of 18 August 2000 as amended by Article 35 of Legge N°448 of 28 December 2001
- Entities, companies and undertakings operating on the basis of a concession pursuant to Article 242 or 256 of Regio Decreto N°1447 of 9 May 1912 approving the consolidated text of the laws on le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e gli automobili
- Entities, companies and undertakings and local authorities operating on the basis of a concession pursuant to Article 4 of Legge N°410 of 4 June 1949 – Concorso dello Stato per la riattivazione dei pubblici servizi di trasporto in concessione
- Entities, companies and undertakings operating on the basis of a concession pursuant to Article 14 of Legge N°1221 of 2 August 1952 – Provvedimenti per l'esercizio ed il potenziamento di ferrovie e di altre linee di trasporto in regime di concessione

Cyprus

Latvia

Subjects of public and private law which provide services of passenger convey on buses, trolleybuses and/or trams at least in such cities: Riga, Jurmala, Liepaja, Daugavpils, Jelgava, Rezekne and Ventspils

Lithuania

- Akcinė bendrovė "Autrolis"
- Uždaroji akcinė bendrovė "Vilniaus autobusai"
- Uždaroji akcinė bendrovė "Kauno autobusai"
- Uždaroji akcinė bendrovė "Vilniaus troleibusai"
- Other entities in compliance with the requirements of Article 70 (1, 2) of the Law on Public Procurement of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 84-2000, 1996; No. 4-102, 2006) and operating in the field of urban railway, tramway, trolleybus or bus services in accordance with the Code of Road Transport of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 119-2772, 1996).

Luxembourg

- Chemins de fer luxembourgeois (CFL).
- Service communal des autobus municipaux de la Ville de Luxembourg.
- Transports intercommunaux du canton d'Esch-sur-Alzette (TICE).
- Bus service undertakings operating pursuant to the règlement grand-ducal concernant les conditions d'octroi des autorisations d'établissement et d'exploitation des services de transports routiers réguliers de personnes rémunérées of 3 February 1978.

Hungary

- Entities providing scheduled local and long distance public bus transport services pursuant to Articles 162-163 of 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről and 1988. évi I. törvény a közúti közlekedésről.
- Entities providing national public passenger transport by rail pursuant to Articles 162-163 of 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről and 2005. évi CLXXXIII. törvény a vasúti közlekedésről.

Malta

- L-Awtorita' dwar it-Trasport ta' Malta (Malta Transport Authority)

Netherlands

Entities providing transport services to the public pursuant to chapter II (Openbaar Vervoer) of the Wet Personenvervoer. For instance:

- RET (Rotterdam)
- HTM (Den Haag)
- GVB (Amsterdam)

Austria

- Entities authorised to provide transport services pursuant to the Eisenbahngesetz, BGBl. No 60/1957, as amended, or the Kraftfahrliengesetz, BGBl. I No 203/1999, as amended.

Poland

- Entities providing urban railway services, operating on the basis of a concession issued in accordance with ustawa z dnia 28 marca 2003 r. o transporcie kolejowym,

- Entities providing urban bus transport services for the general public, operating on the basis of an authorisation according to ustawa z dnia 6 września 2001 r. o transporcie drogowym and entities providing urban transport services for the general public,

including among others:

- Komunalne Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o, Białystok
- Komunalny Zakład Komunikacyjny Sp. z o.o Białystok
- Miejski Zakład Komunikacji Sp. z o.o Grudziądz
- Miejski Zakład Komunikacji Sp. z o.o w Zamościu
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne - Łódź Sp. z o.o.
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o. o. Lublin
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne S.A., Kraków
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne SA., Wrocław
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o., Częstochowa
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o., Gniezno
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o., Olsztyn
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o., Radomsko
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o, Wałbrzych
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne w Poznaniu Sp. z o.o.
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o. o. w Świdnicy
- Miejskie Zakłady Komunikacyjne Sp. z o.o, Bydgoszcz
- Miejskie Zakłady Autobusowe Sp. z o.o., Warszawa
- Opolskie Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej S.A. w Opolu
- Polbus - PKS Sp. z o.o., Wrocław
- Polskie Koleje Linowe Sp. z o.o Zakopane
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Miejskiej Sp. z o.o., Gliwice
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Miejskiej Sp. z o.o. w Sosnowcu
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Leszno Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej S.A., Kłodzko
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej S.A., Katowice
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Brodnicy S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Dzierżoniowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Kluczborku Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Krośnie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Raciborzu Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Rzeszowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Strzelcach Opolskich S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Wieluń Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Kamiennej Górze Sp. z o.o
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Białymstoku S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Bielsku Białej S.A.

- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Bolesławcu Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Cieszyńie Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Przewozu Towarów Powszechnej Komunikacji Samochodowej S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Bolesławcu Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Mińsku Mazowieckim S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Siedlcach S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej "SOKOŁÓW" w Sokołowie Podlaskim S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Garwolinie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Lubaniu Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Łukowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Wadowicach S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Staszowie Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Krakowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Dębicy S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Zawierciu S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Żyrardowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Pszczynie Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Płocku S.A.
- Przedsiębiorstwo Spedycyjno-Transportowe „Transgór” Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Stalowej Woli S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Jarosławiu S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Ciechanowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Mławie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Nysie Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Ostrowcu Świętokrzyskim S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Kielcach S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Końskich S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Jędrzejowie Spółka Akcyjna
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Oławie Spółka Akcyjna
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Wałbrzychu Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Busku Zdroju S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Ostrołęce S.A.
- Tramwaje Śląskie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Olkuszu S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Przasnyszu S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Nowym Sączu S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Radomsko Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Myszkowie Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Lublińcu Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Głubczycach Sp. z.o.o.

- PKS w Suwałkach S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Koninie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Turku S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Zgorzelcu Sp. z o.o.
- PKS Nowa Sól Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Zielona Góra Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Sp. z o.o., w Przemyśle
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Koło
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Biłgoraj
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Częstochowa S.A.
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Gdańsk
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Kalisz
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Konin
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Nowy Dwór Mazowiecki
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Starogard Gdański
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Toruń
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Warszawa
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Białymstoku S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Cieszynie Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Gnieźnie
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Krasnymstawie
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Olsztynie
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Ostrowie Wlkp.
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Poznaniu
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Zgorzelcu Sp. z o.o.
- Szczecińsko-Polickie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o.
- Tramwaje Śląskie S.A., Katowice
- Tramwaje Warszawskie Sp. z o.o.
- Zakład Komunikacji Miejskiej w Gdańsku Sp. z o.o.

Portugal

- Metropolitano de Lisboa, E.P., pursuant to Decreto-Lei No 439/78 do 30 de Dezembro de 1978
- Local authorities, local authority services and local authority undertakings under Law No 58/98 of 18 August 1998, which provide transport services pursuant to Lei No 159/99 do 14 de Setembro 1999
- Public authorities and public undertakings providing railway services pursuant to Law No 10/90 do 17 de Março 1990
- Entities providing public transport services pursuant to Article 98 of the Regulamento de Transportes em Automóveis (Decreto No 37272 do 31 de Dezembro 1948)
- Entities providing public transport services pursuant to Lei No 688/73 do 21 de Dezembro 1973

- Entities providing public transport services pursuant to Decreto-Lei No 38144 do 31 de Dezembro 1950
- Metro do Porto, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 394-A/98 do 15 de Dezembro 1998, as amended by Decreto-Lei No 261/2001 do 26 September 2001
- Normetro, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 394-A/98 of 15 December 1998, as amended by Decreto-Lei No 261/2001 do 26 de Setembro 2001
- Metropolitano Ligeiro de Mirandela, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 24/95 do 8 de Fevereiro 1995
- Metro do Mondego, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 10/2002 do 24 de Janeiro 2002
- Metro Transportes do Sul, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 337/99 do 24 de Agosto 1999
- Local authorities and local authority undertakings providing transport services pursuant to Lei No 159/99 do 14 de Setembro 1999

Romania

- S.C. de Transport cu Metroul București – "Metrorex" SA (Bucharest Subway Transport Commercial Company "METROREX S.A.")
- Regii Autonome Locale de Transport Urban de Călători (Local Autonomous Public Service Undertakings for Urban Passenger Transport)

Slovenia

Companies providing public urban bus transport pursuant to the Zakon o prevozi v cestnem prometu (Uradni list RS, 72/94, 54/96, 48/98 in 65/99).

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj
1540564	AVTOBUSNI PREVOZI RIŽANA D.O.O. Dekani	6271	DEKANI
5065011	AVTOBUSNI PROMET Murska Sobota D.D.	9000	MURSKA SOBOTA
5097053	Alpetour Potovalna Agencija	4000	Kranj
5097061	ALPETOUR, Špedicija In Transport, D.D. Škofja Loka	4220	ŠKOFJA LOKA
5107717	INTEGRAL BREBUS Brežice D.O.O.	8250	BREŽICE
5143233	IZLETNIK CELJE D.D. Prometno In Turistično Podjetje Celje	3000	CELJE
5143373	AVRIGO DRUŽBA ZA AVTOBUSNI PROMET IN TURIZEM D.D. NOVA GORICA	5000	NOVA GORICA
5222966	JAVNO PODJETJE LJUBLJANSKI POTNIŠKI PROMET D.O.O.	1000	LJUBLJANA
5263433	CERTUS AVTOBUSNI PROMET MARIBOR D.D.	2000	MARIBOR
5352657	I & I - Avtobusni Prevozi D.D. Koper	6000	KOPER - CAPODISTRIA
5357845	Meteor Cerklje	4207	Cerklje
5410711	KORATUR Avtobusni Promet In Turizem D.D. Prevalje	2391	PREVALJE
5465486	INTEGRAL, Avto. Promet Tržič, D.D.	4290	TRŽIČ
5544378	KAM-BUS Družba Za Prevoz Potnikov, Turizem In Vzdrževanje Vozil, D.D. Kamnik	1241	KAMNIK
5880190	MPOV Storitve In Trgovina D.O.O. Vinica	8344	VINICA

Slovakia

- Carriers operating, on basis of the licence, public passenger transport on tramway, trolleybus, special or cable way pursuant to Article 23 of the Act No. 164/1996 Coll. in wording of Acts No. 58/1997 Coll., No. 260/2001 Coll., No. 416/2001 Coll. and No. 114/2004 Coll.,
- Carriers operating regular domestic bus transport for the public on the territory of the Slovak Republic, or on the part of the territory of the foreign state as well, or on determined part of the territory of the Slovak Republic on basis of the permission to operate the bus transport and on basis of the transport licence for specific route, which are granted pursuant to Act No. 168/1996 Coll. in wording of Acts No. 386/1996 Coll., No. 58/1997 Coll., No. 340/2000 Coll., No. 416/2001 Coll., No. 506/2002 Coll., No. 534/2003 Coll. and No. 114/2004 Coll.

For example:

- Dopravný podnik Bratislava, a.s.
- Dopravný podnik mesta Košice, a.s.
- Dopravný podnik mesta Prešov, a.s.
- Dopravný podnik mesta Žilina, a.s.

Finland

Entities providing regular coach transport services under a special or exclusive licence pursuant to the laki luvanvaraisesta henkilöliikenteestä tiellä/ lagen om tillståndspliktig persontrafik på väg (343/1991) and municipal transport authorities and public enterprises providing public transport services by bus, rail or underground railway, or maintaining a network for the purpose of providing such transport services.

Sweden

- Entities operating urban railway or tramway services pursuant to lagen (1997:734) om ansvar för viss kollektiv persontrafik and lagen (1990:1157) säkerhet vid tunnelbana och spårväg.
- Public entities or private entities operating a trolley bus or bus service pursuant with lagen (1997:734) om ansvar för viss kollektiv persontrafik and yrkestrafiklagen (1998:490).

United Kingdom

- London Regional Transport
- London Underground Limited
- Transport for London
- A subsidiary of Transport for London within the meaning of section 424(1) of the Greater London Authority Act 1999
- Strathclyde Passenger Transport Executive
- Greater Manchester Passenger Transport Executive
- Tyne and Wear Passenger Transport Executive
- Brighton Borough Council
- South Yorkshire Passenger Transport Executive
- South Yorkshire Supertram Limited
- Blackpool Transport Services Limited
- Conwy County Borough Council

- A person who provides a London local service as defined in section 179(1) of the Greater London Authority Act 1999 (a bus service) in pursuance of an agreement entered into by Transport for London under section 156(2) of that Act or in pursuance of a transport subsidiary's agreement as defined in section 169 of that Act
- Northern Ireland Transport Holding Company
- A person who holds a road service licence under section 4(1) of the Transport Act (Northern Ireland) 1967 which authorises him to provide a regular service within the meaning of that licence.

VI. CONTRACTING ENTITIES IN THE FIELD OF RAIL SERVICES

Belgium

- SNCB Holding / NMBS Holding
- Société nationale des Chemins de fer belges//Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.
- Infrabel

Bulgaria

- Национална компания "Железопътна инфраструктура"
- "Български държавни железници" ЕАД
- "БДЖ – Пътнически превози" ЕООД
- "БДЖ – Тягов подвижен състав (Локомотиви)" ЕООД
- "БДЖ – Товарни превози" ЕООД
- "Българска Железопътна Компания" АД
- "Булмаркет – ДМ" ООД

Czech Republic

All contracting entities in the sectors which supply services in the field of rail services defined in the section 4 paragraph 1 letter f) of Act No. 137/2006 Coll. on Public Contracts, as amended.

Examples of contracting entities:

- ČD Cargo, a.s.
- České dráhy, a.s
- Správa železniční dopravní cesty, státní organizace

Denmark

- DSB
- DSB S-tog A/S
- Metroselskabet I/S

Germany

- Deutsche Bahn AG.
- Other undertakings providing railway services to the public pursuant to Article 2(1) of the Allgemeines Eisenbahngesetz of 27 December 1993, as last amended on 26 February 2008.

Estonia

- Entities operating pursuant to Article 10 (3) of the Public Procurement Act (RT I 21.02.2007, 15, 76) and Article 14 of the Competition Act (RT I 2001, 56 332).
- AS Eesti Raudtee;
- AS Elektriraudtee.

Ireland

- Iarnród Éireann [/Irish Rail]
- Railway Procurement Agency

Greece

- "Οργανισμός Σιδηροδρόμων Ελλάδος Α.Ε." ("Ο.Σ.Ε. Α.Ε."), pursuant to Law No 2671/98.
- "ΕΠΤΟΣΕ Α.Ε." pursuant to Law No 2366/95.

Spain

- Ente público Administración de Infraestructuras Ferroviarias (ADIF).
- Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles (RENFE).
- Ferrocarriles de Vía Estrecha (FEVE).
- Ferrocarrils de la Generalitat de Catalunya (FGC).
- Eusko Trenbideak (Bilbao).
- Ferrocarrils de la Generalitat Valenciana. (FGV).
- Serveis Ferroviaris de Mallorca (Ferrocarriles de Mallorca).
- Ferrocarril de Soller
- Funicular de Bulnes

France

- Société nationale des chemins de fer français and other rail networks open to the public, referred to in Loi d'orientation des transports intérieurs n° 82-1153 of 30 December 1982, Title II, Chapter 1.
- Réseau ferré de France, State-owned company set up by Law n° 97-135 of 13 February 1997.

Italy

- Ferrovie dello Stato S. p. A. including le Società partecipate
- Entities, companies and undertakings providing railway services on the basis of a concession pursuant to Article 10 of Royal Decree No. 1447 of 9 May 1912, approving the consolidated text of the laws on le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e gli automobili
- Entities, companies and undertakings providing railway services on the basis of a concession pursuant to Article 4 of Law N°410 of 4 June 1949 – Concorso dello Stato per la riattivazione dei pubblici servizi di trasporto in concessione.
- Entities, companies and undertakings or local authorities providing railway services on the basis of a concession pursuant to Article 14 of Law 1221 of 2 August 1952 – Provvedimenti per l'esercizio ed il potenziamento di ferrovie e di altre linee di trasporto in regime di concessione.
- Entities, companies and undertakings providing public transport services, pursuant to articles 8 and 9 of the decreto legislativo N°422 of 19 November 1997 – Conferimento alle regioni ed agli enti locali di funzioni e compiti in materia di trasporto pubblico locale, a norma dell'articolo 4, comma 4, della L. 15 marzo 1997, n. 9 – as modified by decreto legislativo N°400 of 20 September 1999, and by article 45 of the Legge N°166 of 1 August 2002.

Cyprus

Latvia

- Valsts akciju sabiedrība "Latvijas dzelzceļš"
- Valsts akciju sabiedrība "Pasažieru vilciens"

Lithuania

- Akcinė bendrovė "Lietuvos geležinkeliai"
- Other entities in compliance with the requirements of Article 70 (1, 2) of the Law on Public Procurement of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 84-2000, 1996; No. 4-102, 2006) and operating in the field of railway services in accordance with the Code of Railway Transport of the Republic of Lithuania (Official Gazette, No. 72-2489, 2004).

Luxembourg

- Chemins de fer luxembourgeois (CFL).

Hungary

- Entities providing rail transport services to the public pursuant to Articles 162-163 of 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről and 2005. évi CLXXXIII. törvény a vasúti közlekedésről and on the basis of an authorisation pursuant to 45/2006. (VII. 11.) GKM rendelet a vasúti társaságok működésének engedélyezéséről.

For example:

- Magyar Államvasutak (MÁV)

Malta

Netherlands

Procuring entities in the field of railway services. For instance:

- Nederlandse Spoorwegen
- ProRail

Austria

- Österreichische Bundesbahn.
- Schieneninfrastrukturfinanzierungs-Gesellschaft mbH sowie.
- Entities authorised to provide transport services pursuant to Eisenbahngesetz, BGBl. No 60/1957, as amended.

Poland

Entities providing rail transport services, operating on the basis of ustawa o komercjalizacji, restrukturyzacji i prywatyzacji przedsiębiorstwa państwowego "Polskie Koleje Państwowe" z dnia 8 września 2000 r.; including among others:

- PKP Intercity Sp. z o.o.

- PKP Przewozy Regionalne Sp. z.o.o.
- PKP Polskie Linie Kolejowe S.A.
- "Koleje Mazowieckie - KM" Sp. z.o.o.
- PKP Szybka Kolej Miejska w Trójmieście Sp. z.o.o.
- PKP Warszawska Kolej Dojazdowa Sp. z.o.o.

Portugal

- CP – Caminhos de Ferro de Portugal, E.P., pursuant to Decreto-Lei No 109/77 do 23 de Março 1977.
- REFER, E.P., pursuant to Decreto-Lei No 104/97 do 29 de Abril 1997.
- RAVE, S.A., pursuant to Decreto-Lei No 323-H/2000 of 19 de Dezembro 2000.
- Fertagus, S.A., pursuant to Decreto-Lei 78/2005, of 13 de Abril.
- Public authorities and public undertakings providing railway services pursuant to Lei No 10/90 do 17 de Março 1990.
- Private undertakings providing railway services pursuant to Lei No 10/90 do 17 de Março 1990, where they hold special or exclusive rights.

Romania

- Compania Națională Căi Ferate – CFR;
- Societatea Națională de Transport Feroviar de Marfă "CFR – Marfă";
- Societatea Națională de Transport Feroviar de Călători "CFR – Călători"

Slovenia

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj
5142733	Slovenske železnice, d. o. o.	1000	LJUBLJANA

Slovakia

- Entities operating railways and cable ways and facilities related thereto pursuant to Act No. 258/1993 Coll. in wording of Acts No. 152/1997 Coll. and No. 259/2001 Coll.,
- Entities, which are carriers providing for railway transport to the public under the Act No. 164/1996 Coll. in wording of Acts No. 58/1997 Coll., No. 260/2001 Coll., No. 416/2001 Coll. and No. 114/2004 Coll. and on basis of governmental decree No. 662 of 7. July 2004.

For example:

- Železnice Slovenskej republiky, a.s.
- Železničná spoločnosť Slovensko, a.s.

Finland

VR Osakeyhtiö/ VR Aktiebolag

Sweden

- Public entities operating railway services in accordance with järnvägslagen (2004:519) and järnvägsförordningen (2004:526). - Regional and local public entities operating regional or local railway communications pursuant to lagen (1997:734) om ansvar för viss kollektiv persontrafik.
- Private entities operating railway services pursuant to an authorisation granted under förordningen (1996:734) om statens spåranläggningar, where such permission complies with Article 2(3) of the Directive.

United Kingdom

- Network Rail plc
- Eurotunnel plc
- Northern Ireland Transport Holding Company
- Northern Ireland Railways Company Limited
- Providers of rail services which operate on the basis of special or exclusive rights granted by the Department of Transport or any other competent authority.

ANNEX 4

Goods

1. This Agreement covers the procurement of all goods* procured by the entities listed in Annexes 1 through 3, unless otherwise specified in this Agreement.

2. This Agreement covers only the goods that are described in the Chapters of the Combined Nomenclature (CN) specified below and that are procured by Ministries of Defence and Agencies for defence or security activities in Belgium, Bulgaria, Czech Republic, Denmark, Germany, Estonia, Greece, Spain, France, Ireland, Italy, Cyprus, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Hungary, Malta, the Netherlands, Austria, Poland, Portugal, Romania, Slovenia, Slovakia, Finland, Sweden and the United Kingdom:

Chapter 25: Salt, sulphur, earths and stone, plastering materials, lime and cement

Chapter 26: Metallic ores, slag and ash

Chapter 27: Mineral fuels, mineral oils and products of their distillation, bituminous substances, mineral waxes

except:

ex 27.10: special engine fuels

Chapter 28: Inorganic chemicals, organic and inorganic compounds of precious metals, of rare-earth metals, of radio-active elements and isotopes

except:

ex 28.09: explosives

ex 28.13: explosives

ex 28.14: tear gas

ex 28.28: explosives

ex 28.32: explosives

ex 28.39: explosives

ex 28.50: toxic products

ex 28.51: toxic products

ex 28.54: explosives

Chapter 29: Organic chemicals

except:

ex 29.03: explosives

ex 29.04: explosives

ex 29.07: explosives

ex 29.08: explosives

ex 29.11: explosives

ex 29.12: explosives

ex 29.13: toxic products

ex 29.14: toxic products

ex 29.15: toxic products

ex 29.21: toxic products

ex 29.22: toxic products

- ex 29.23: toxic products
- ex 29.26: explosives
- ex 29.27: toxic products
- ex 29.29: explosives
- Chapter 30: Pharmaceutical products
- Chapter 31: Fertilizers
- Chapter 32: Tanning and dyeing extracts, tannings and their derivatives, dyes, colours, paints and varnishes, putty, fillers and stoppings, inks
- Chapter 33: Essential oils and resinoids, perfumery, cosmetic or toilet preparations
- Chapter 34: Soap, organic surface-active agents, washing preparations, lubricating preparations, artificial waxes, prepared waxes, polishing and scouring preparations, candles and similar articles, modelling pastes and "dental waxes"
- Chapter 35: Albuminoidal substances, glues, enzymes
- Chapter 37: Photographic and cinematographic goods
- Chapter 38: Miscellaneous chemical products
 - except:
 - ex 38.19: toxic products
- Chapter 39: Artificial resins and plastic materials, cellulose esters and ethers, articles thereof
 - except:
 - ex 39.03: explosives
- Chapter 40: Rubber, synthetic rubber, factice, and articles thereof
 - except:
 - ex 40.11: bullet-proof tyres
- Chapter 41: Raw hides and skins (other than fur skins) and leather
- Chapter 42: Articles of leather, saddlery and harness, travel goods, handbags and similar containers, articles of animal gut (other than silk-worm gut)
- Chapter 43: Furskins and artificial fur, manufactures thereof
- Chapter 44: Wood and articles of wood, wood charcoal
- Chapter 45: Cork and articles of cork
- Chapter 46: Manufactures of straw of esparto and of other plaiting materials, basket ware and wickerwork

- Chapter 47: Paper-making material
- Chapter 48: Paper and paperboard, articles of paper pulp, of paper or of paperboard
- Chapter 49: Printed books, newspapers, pictures and other products of the printing industry, manuscripts, typescripts and plans
- Chapter 65: Headgear and parts thereof
- Chapter 66: Umbrellas, sunshades, walking-sticks, whips, riding-crops and parts thereof
- Chapter 67: Prepared feathers and down and articles made of feathers or of down, artificial flowers, articles of human hair
- Chapter 68: Articles of stone, of plaster, of cement, of asbestos, of mica and of similar materials
- Chapter 69: Ceramic products
- Chapter 70: Glass and glassware
- Chapter 71: Pearls, precious and semi-precious stones, precious metals, rolled precious metals, and articles thereof; imitation jewellery
- Chapter 73: Iron and steel and articles thereof
- Chapter 74: Copper and articles thereof
- Chapter 75: Nickel and articles thereof
- Chapter 76: Aluminium and articles thereof
- Chapter 77: Magnesium and beryllium and articles thereof
- Chapter 78: Lead and articles thereof
- Chapter 79: Zinc and articles thereof
- Chapter 80: Tin and articles thereof
- Chapter 81: Other base metals employed in metallurgy and articles thereof
- Chapter 82: Tools, implements, cutlery, spoons and forks, of base metal, parts thereof
except:
ex 82.05: tools
ex 82.07: tools, parts
- Chapter 83: Miscellaneous articles of base metal

- Chapter 84: Boilers, machinery and mechanical appliances, parts thereof
- except:
ex 84.06: engines
ex 84.08: other engines
ex 84.45: machinery
ex 84.53: automatic data-processing machines
ex 84.55: parts of machines under heading No 84.53
ex 84.59: nuclear reactors
- Chapter 85: Electrical machinery and equipment, parts thereof
- except:
ex 85.13: telecommunication equipment
ex 85.15: transmission apparatus
- Chapter 86: Railway and tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof; railway and tramway tracks fixtures and fittings, traffic signalling equipment of all kinds (not electrically powered)
- except:
ex 86.02: armoured locomotives, electric
ex 86.03: other armoured locomotives
ex 86.05: armoured wagons
ex 86.06: repair wagons
ex 86.07: wagons
- Chapter 87: Vehicles, other than railway or tramway rolling-stock, and parts thereof
- except:
ex 87.08: tanks and other armoured vehicles
ex 87.01: tractors
ex 87.02: military vehicles
ex 87.03: breakdown lorries
ex 87.09: motorcycles
ex 87.14: trailers
- Chapter 89: Ships, boats and floating structures
- except:
ex 89.01 A: warships
- Chapter 90: Optical, photographic, cinematographic, measuring, checking, precision, medical and surgical instruments and apparatus, parts thereof
- except:
ex 90.05: binoculars
ex 90.13: miscellaneous instruments, lasers
ex 90.14: telemeters
ex 90.28: electrical and electronic measuring instruments
ex 90.11: microscopes
ex 90.17: medical instruments
ex 90.18: mechano-therapy appliances

ex 90.19: orthopaedic appliances
ex 90.20: X-ray apparatus

Chapter 91: Manufacture of watches and clocks

Chapter 92: Musical instruments, sound recorders or reproducers, television image and sound recorders or reproducers, parts and accessories of such articles

Chapter 94: Furniture and parts thereof, bedding, mattresses, mattress supports, cushions and similar stuffed furnishings

except:
ex 94.01 A: aircraft seats

Chapter 95: Articles and manufactures of carving or moulding material

Chapter 96: Brooms, brushes, powder-puffs and sieves

Chapter 98: Miscellaneous manufactured articles

ANNEX 5

Services

This Agreement covers the following services, which are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) as contained in document MTN.GNS/W/120*:

<i>Subject</i>	<i>CPC Reference No.</i>
Maintenance and repair services	6112, 6122, 633, 886
Land transport services, including armoured car services, and courier services, except transport of mail	712 (except 71235), 7512, 87304
Air transport services of passengers and freight, except transport of mail	73 (except 7321)
Transport of mail by land, except rail, and by air	71235, 7321
Telecommunications services	752
Financial services	ex 81
(a) Insurance services	812, 814
(b) Banking and investments services***	
Computer and related services	84
Accounting, auditing and bookkeeping services	862
Market research and public opinion polling services	864
Management consulting services and related services	865, 866****
Architectural services; engineering services and integrated engineering services, urban planning and landscape architectural services; related scientific and technical consulting services; technical testing and analysis services	867
Advertising services	871
Building-cleaning services and property management services	874, 82201 to 82206
Publishing and printing services on a fee or contract basis	88442
Sewage and refuse disposal; sanitation and similar services	94

Notes to Annex 5

1. Procurement by procuring entities covered under Annexes 1, 2 and 3 of any of the services covered under this Annex is a covered procurement in regard of a particular Party's provider of service only to the extent that such Party has covered that service under its Annex 5.

- 2.* Except for services which entities have to procure from another entity pursuant to an exclusive right established by a published law, regulation or administrative provision.
- 3.*** - Except for the procurement or acquisition of fiscal agency or depository services, liquidation, and management services for regulated financial institutions or services related to the sale, redemption and distribution of public debt, including loans and government bonds, notes and other securities.
- In Sweden, payments to and from governmental agencies shall be transacted through the Swedish Postal Giro System (Postgiro).
- 4.**** Except arbitration and conciliation services.

ANNEX 6

Construction services and works concessions

A/ Construction services

List of Division 51, CPC:

All services listed in Division 51.

B/ Works concessions

Works concessions contracts, when awarded by Annex 1 and 2 entities, are included under the national treatment regime for the construction service providers of Iceland, Liechtenstein, Norway, the Netherlands on behalf of Aruba and Switzerland, provided their value equals or exceeds 5,000,000 SDR and for the construction service providers of Korea; provided their value equals or exceeds 15,000,000 SDR.

Note to Annex 6

Procurement by procuring entities covered under Annexes 1, 2 and 3 of any of the construction services covered under this Annex is a covered procurement in regard of a particular Party's provider of service only to the extent that such Party has covered that service under its Annex 6.

List of Division 51, CPC

Group	Class	Subclass	Title	Corresponding ISCI
SECTION 5			CONSTRUCTION WORK AND CONSTRUCTIONS: LAND	
DIVISION 51			CONSTRUCTION WORK	
511			Pre-erection work at construction sites	
	5111	51110	Site investigation work	4510
	5112	51120	Demolition work	4510
	5113	51130	Site formation and clearance work	4510
	5114	51140	Excavating and earthmoving work	4510
	5115	51150	Site preparation work for mining	4510
	5116	51160	Scaffolding work	4520
512			Construction work for buildings	
	5121	51210	For one- and two-dwelling buildings	4520
	5122	51220	For multi-dwelling buildings	4520
	5123	51230	For warehouses and industrial buildings	4520
	5124	51240	For commercial buildings	4520
	5125	51250	For public entertainment buildings	4520
	5126	51260	For hotel, restaurant and similar buildings	4520
	5127	51270	For educational buildings	4520
	5128	51280	For health buildings	4520
	5129	51290	For other buildings	4520
513			Construction work for civil engineering	
	5131	51310	For highways (except elevated highways), street, roads, railways and airfield runways	4520
	5132	51320	For bridges, elevated highways, tunnels and subways	4520

Group	Class	Subclass	Title	Corresponding ISCI
	5133	51330	For waterways, harbours, dams and other water works	4520
	5134	51340	For long distance pipelines, communication and power lines (cables)	4520
	5135	51350	For local pipelines and cables; ancillary works	4520
	5136	51360	For constructions for mining and manufacturing	4520
	5137		For constructions for sport and recreation	
		51371	For stadia and sports grounds	4520
		51372	For other sport and recreation installations (e.g. swimming pools, tennis courts, golf courses)	4520
	5139	51390	For engineering works n.e.c.	4520
514	5140	51400	Assembly and erection of prefabricated constructions	4520
515			Special trade construction work	
	5151	51510	Foundation work, including pile driving	4520
	5152	51520	Water well drilling	4520
	5153	51530	Roofing and water proofing	4520
	5154	51540	Concrete work	4520
	5155	51550	Steel bending and erection (including welding)	4520
	5156	51560	Masonry work	4520
	5159	51590	Other special trade construction work	4520
516			Installation work	
	5161	51610	Heating, ventilation and air conditioning work	4530
	5162	51620	Water plumbing and drain laying work	4530
	5163	51630	Gas fitting construction work	4530

Group	Class	Subclass	Title	Corresponding ISCI
	5164		Electrical work	
		51641	Electrical wiring and fitting work	4530
		51642	Fire alarm construction work	4530
		51643	Burglar alarm system construction work	4530
		51644	Residential antenna construction work	4530
		51649	Other electrical construction work	4530
	5165	51650	Insulation work (electrical wiring, water,heat, sound)	4530
	5166	51660	Fencing and railing construction work	4530
	5169		Other installation work	
		51691	Lift and escalator construction work	4530
		51699	Other installation work n.e.c.	4530
517			Building completion and finishing work	
	5171	51710	Glazing work and window glass installation work	4540
	5172	51720	Plastering work	4540
	5173	51730	Painting work	4540
	5174	51740	Floor and wall tiling work	4540
	5175	51750	Other floor laying, wall covering and wall papering work	4540
	5176	51760	Wood and metal joinery and carpentry work	4540
	5177	51770	Interior fitting decoration work	4540
	5178	51780	Ornamentation fitting work	4540
	5179	51790	Other building completion and finishing work	4540
518	5180	51800	Renting services related to equipment for construction or demolition of buildings or civil engineering works, with operator	4550

ANNEX 7

GENERAL NOTES AND DEROGATIONS FROM THE PROVISIONS OF ARTICLE IV OF
APPENDIX I OF THE EU

1. This Agreement does not cover:
 - procurement of agricultural products made in furtherance of agricultural support programmes and human feeding programmes (e.g. food aid including urgent relief aid), and
 - procurement for the acquisition, development, production or co-production of programme material by broadcasters and contracts for broadcasting time.
2. Procurement by procuring entities covered under Annexes 1 and 2 in connection with activities in the fields of drinking water, energy, transport and the postal sector are not covered by this Agreement, unless covered under Annex 3.
3. Finland reserves its position with regard to the application of this Agreement to the Åland Islands (Ahvenanmaa).
4. Enlargement of the European Union extends coverage of the Agreement and results in expansion of the reciprocal procurement opportunities under the Agreement (Committee decision pursuant to Article XXIV:6(a) of 23 April 2004 and Committee decision pursuant to Article XXIV:6(a) of 11 December 2006).

FINAL APPENDIX I OFFER OF HONG KONG, CHINA

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

Threshold: 130,000 SDR for goods and services
5,000,000 SDR for construction services

List of Entities:

1. Agriculture, Fisheries and Conservation Department
2. Architectural Services Department
3. Audit Commission
4. Auxiliary Medical Service
5. Buildings Department
6. Census and Statistics Department
7. Chief Executive's Office (Note)
8. Civil Aid Service
9. Civil Aviation Department
10. Civil Engineering and Development Department
11. Companies Registry
12. Correctional Services Department
13. Customs and Excise Department
14. Department of Health
15. Department of Justice
16. Drainage Services Department
17. Electrical and Mechanical Services Department
18. Environmental Protection Department
19. Fire Services Department
20. Food and Environmental Hygiene Department
21. Government Flying Service
22. Government Laboratory
23. Government Logistics Department
24. Government Property Agency
25. Government Secretariat
26. Highways Department
27. Home Affairs Department
28. Hong Kong Monetary Authority
29. Hong Kong Observatory
30. Hong Kong Police Force (including Hong Kong Auxiliary Police Force)
31. Hongkong Post
32. Immigration Department
33. Independent Commission Against Corruption
34. Independent Police Complaints Council
35. Information Services Department
36. Inland Revenue Department

37. Intellectual Property Department
38. Invest Hong Kong
39. Joint Secretariat for the Advisory Bodies on Civil Service and Judicial Salaries and Conditions of Service
40. Judiciary
41. Labour Department
42. Land Registry
43. Lands Department
44. Legal Aid Department
45. Leisure and Cultural Services Department
46. Marine Department
47. Office of the Ombudsman
48. Office of the Telecommunications Authority
49. Official Receiver's Office
50. Planning Department
51. Public Service Commission
52. Radio Television Hong Kong
53. Rating and Valuation Department
54. Registration and Electoral Office
55. Secretariat, Commissioner on Interception of Communications and Surveillance
56. Social Welfare Department
57. Student Financial Assistance Agency
58. Television and Entertainment Licensing Authority
59. Trade and Industry Department
60. Transport Department
61. Treasury
62. University Grants Committee Secretariat
63. Water Supplies Department

Note to Annex 1

This Agreement does not cover the procurement of armoured car services (CPC 87304) and telecommunications and related services (CPC 752+754) by the Chief Executive's Office.

ANNEX 2

Sub-Central Entities

Hong Kong, China has no Annex 2 entities.

ANNEX 3

Other Entities

Threshold: 400,000 SDR for goods and services
 5,000,000 SDR for construction services

List of Entities:

1. Airport Authority
2. Hospital Authority
3. Housing Authority and Housing Department
4. Kowloon-Canton Railway Corporation
5. MTR Corporation Limited

ANNEX 4

Goods

This Agreement covers all goods.

ANNEX 5

Services

This Agreement covers the following services, which are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) and that is found at: <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=9&Lg=1>:

	<i>CPC</i>
1. <i>Computer and Related Services</i>	
- Data base and processing services	843+844
- Maintenance and repair service of office machinery and equipment including computers	845
- Other computer services	849
2. <i>Rental/Leasing Services Without Operators</i>	
- Relating to ships	83103
- Relating to aircraft	83104
- Relating to other transport equipment	83101+83102+83105
- Relating to other machinery and equipment	83106+83109
3. <i>Other Business Services</i>	
- Maintenance and repair of equipment (not including maritime vessels, aircraft or other transport equipment)	633+8861-8866
- Market research & public opinion polling services	864
- Armoured car services	87304
- Building-cleaning services	874
- Advertising services	871
- Services incidental to forestry and logging	8814
- Services incidental to mining	883
4. <i>Courier Services</i>	7512
5. <i>Telecommunications and Related Services</i>	(Note 1)
- Telecommunications services	752
- Telecommunications-related services	754
6. <i>Environmental Services</i>	
- Sewage services	9401
- Refuse disposal services	9402
- Sanitation and similar services	9403
- Cleaning services of exhaust gases	9404

- Nature and landscape protection services 9406
- 7. *Financial Services* ex 81
(exceptions are set out in Note 2)
- All insurance and insurance-related services
- Banking and other financial services
- 8. *Transport Services*
- Air transport services 731, 732, 734
(excluding transportation of mail)
- Road transport services 712, 6112, 8867

Notes to Annex 5

1. Operators of telecommunications and related services may require licensing under the Telecommunication Ordinance. Operators applying for the licences are required to be established in Hong Kong under the Companies Ordinance.
2. This Agreement does not cover the following Financial Services:
 1. *CPC 81402*
Insurance and pension consultancy services
 2. *CPC 81339*
Money broking
 3. *CPC 8119+81323*
Asset management, such as cash or portfolio management, all forms of collective investment management, pension fund management, custodial depository and trust services.
 4. *CPC 81339 or 81319*
Settlement and clearing services for financial assets, including securities, derivative products, and other negotiable instruments.
 5. *CPC 8131 or 8133*
Advisory and other auxiliary financial services on all the activities listed in subparagraphs 5(a)(v) to (xvi) in the Annex on Financial Services to the General Agreement on Trade in Services, including credit reference and analysis, investment and portfolio research and advice, advice on acquisitions and on corporate restructuring and strategy.
 6. *CPC 81339+81333+81321*
Trading for own account or for account of customers, whether on an exchange, in an over-the-counter market or otherwise, the following:

- money market instruments (cheques, bills, certificate of deposits, etc.);
- foreign exchange;
- derivative products including, but not limited to, futures and options;
- exchange rate and interest rate instruments, including products such as swaps, forward rate agreement, etc.;
- transferable securities; and
- other negotiable instruments and financial assets, including bullion.

ANNEX 6

Construction Services

This Agreement covers all construction services of Division 51 of the United Nations Provisional Central Product Classification.

ANNEX 7

General Notes

GENERAL CONDITIONS APPLICABLE TO ENTITIES AND SERVICES
SPECIFIED IN ANNEXES 1 TO 6

1. This Agreement does not cover:
 - All consultancy and franchise arrangements;
 - Transportation of mail by air; and
 - Statutory insurances including third party liability in respect of vehicles and vessels and employer's liability insurance in respect of employees.
2. Hong Kong, China shall not be obliged to permit the supply of services covered by this Agreement cross-border, or through commercial presence or the presence of natural persons.

FINAL APPENDIX I OFFER OF ICELAND

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

Supplies

Threshold: SDR 130,000

Services (specified in Annex 5)

Threshold: SDR 130,000

Construction Services (specified in Annex 6)

Threshold: SDR 5,000,000

List of Entities:

All central government (State/federal) entities, including Ministries and sub-entities.

The entities in charge of government procurement are the following bodies:

- Ríkiskaup (State Trading Center)
- Framkvæmdasýslan (Government Construction Contracts)
- Vegagerð ríkisins (Public Road Administration)
- Siglingastofnun Íslands (Icelandic Maritime Administration)

Note to Annex 1

1. Central government entities covers also any subordinate entity of any central government entity provided that such entity does not have separate legal personality.
2. The following shall not be considered as covered procurement:
 - procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of procurement of FSC 58 (communications, protection and coherent radiation equipment) from Canada;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered by this Agreement in regard of suppliers and service providers from Canada and United States;

until such time as Iceland has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for Icelandic goods, suppliers, services and service providers to their own procurement market.

3. As far as procurement by entities in the field of defence and security is concerned, only non-sensitive and non-warlike materials contained in the list attached to Annex 4 are covered.
4. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the United States in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small- or medium-sized enterprises under the relevant provisions of Icelandic law, until such time as Iceland accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.

ANNEX 2

Sub-Central Entities

Supplies

Threshold: SDR 200,000

Services (specified in Annex 5)

Threshold: SDR 200,000

Construction Services (specified in Annex 6)

Threshold: SDR 5,000,000

List of Entities:

1. All contracting authorities of the regional or local public authorities (including all municipalities).
2. All other entities whose procurement policies are substantially controlled by, dependent on, or influenced by central, regional or local government and which are engaged in non-commercial or non-industrial activities.

Notes to Annex 2

1. The following shall not be considered as covered procurement:
 - procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of suppliers, services and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of procurement of FSC 58 (communications, protection and coherent radiation equipment) from Canada;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered by this agreement in regard of suppliers and service providers from the United States and Canada;

until such time as Iceland has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for Icelandic goods, suppliers, services and service providers to their own procurement market.

2. Iceland will not extend the benefits of this Agreement:
 - as regards the award of contracts by entities listed in Annex 2 to the suppliers and service providers of Canada;

until such time as Iceland has accepted that the Parties concerned give comparable and effective access for Icelandic undertakings to the relevant markets.

3. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the United States in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small- or medium-sized enterprises under the relevant provisions of Icelandic law, until such time as Iceland accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.
4. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting the award of contracts by entities listed under Annex 2 paragraph 2, until such time as Iceland accepts that they have completed coverage of sub-central entities.
5. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting that award of contracts by Icelandic entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties.

ANNEX 3

Other Entities (Utilities)

Supplies

Threshold: SDR 400,000

Services (specified in Annex 5)

Threshold: SDR 400,000

Construction Services (specified in Annex 6)

Threshold: SDR 5,000,000

All contracting entities whose procurement is covered by the EEA utilities directive which are contracting authorities (e.g. those covered under Annex 1 and Annex 2) or public undertakings¹ and which have as one of their activities any of those referred to below or any combination thereof:

- (a) the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of drinking water or the supply of drinking water to such networks;
- (b) the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of electricity or the supply of electricity to such networks;
- (c) the provision of airport or other terminal facilities to carriers by air;
- (d) the provision of maritime or inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway;
- (e) the provision or operation of networks² providing a service to the public in the field of transport by urban railway, automated systems, tramway, trolley bus, bus or cable;
- (f) the provision or operation of networks providing a service to the public in the field of transport by railways³;
- (g) provision of postal services.

¹ According to the EEA utilities directive, a public undertaking is any undertaking over which the contracting authorities may exercise directly or indirectly a dominant influence by virtue of their ownership of it, their financial participation therein, or the rules which govern it.

A dominant influence on the part of the contracting authorities shall be presumed when these authorities, directly or indirectly, in relation to an undertaking:

- hold the majority of the undertaking's subscribed capital, or
- control the majority of the votes attaching to shares issued by the undertaking, or
- can appoint more than half of the undertaking's administrative, management or supervisory body.

² As regards transport services, a network shall be considered to exist where the service is provided under operating conditions laid down by a competent authority, of an EEA member state, such as conditions on the routes to be served, the capacity to be made available or the frequency of the service.

³ E.g. the provision or operation of networks (within the meaning of footnote 2) providing a service to the public in the field of transport by high-speed or conventional trains.

An Indicative list of contracting authorities and public undertakings fulfilling the criteria set out above is attached.

Notes to Annex 3

1. Procurement for the pursuit of an activity listed above when exposed to competitive forces in the market concerned are not covered by this Agreement.
2. This Agreement does not cover procurement by procuring entities included in this Annex:
 - for the purchase of water and for the supply of energy or of fuels for the production of energy;
 - for purposes other than the pursuit of their activities as listed in this Annex or for the pursuit of such activities in a non-EEA country;
 - for purposes of re-sale or hire to third parties, provided that the procuring entity enjoys no special or exclusive right to sell or hire the subject of such contracts and other entities are free to sell or hire it under the same conditions as the procuring entity.
3. The supply of drinking water or electricity to networks which provide a service to the public by a procuring entity other than a contracting authority shall not be considered as an relevant activity within the meaning of paragraphs (a) or (b) of this Annex where:
 - the production of drinking water or electricity by the entity concerned takes place because its consumption is necessary for carrying out an activity other than that referred to in paragraphs (a) to (g) of this Annex; and
 - supply to the public network depends only on the entity's own consumption and has not exceeded 30 per cent of the entity's total production of drinking water or energy, having regard to the average for the preceding three years, including the current year.
4. I. Provided that the conditions in paragraph II are met, this Agreement does not cover procurement:
 - (i) by a procuring entity to an affiliated undertaking⁴, or
 - (ii) by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purpose of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (g) of this Annex, to an undertaking which is affiliated with one of these procuring entities.

⁴ "Affiliated undertaking" means any undertaking the annual accounts of which are consolidated with those of the procuring entity in accordance with the requirements of Council Directive 83/349/EEC on consolidated accounts, or in case of entities not subject to that Directive, any undertaking over which the procuring entity may exercise, directly or indirectly, a dominant influence, or which may exercise a dominant influence over the procuring entity, or which, in common with the procuring entity, is subject to the dominant influence of another undertaking by virtue of ownership, financial participation, or the rules which govern it.

II. Paragraph I shall apply to services or supplies contracts provided that at least 80 per cent of the average turnover of the affiliated undertaking with respect to services or supplies for the preceding three years derives respectively from the provision of such services or supplies to undertakings with which it is affiliated.

When, because of the date on which an affiliated undertaking was created or commenced activities, the turnover is not available for the preceding three years, it will be sufficient for that undertaking to show that the turnover referred to in this paragraph is credible, in particular by means of business projections.

5. This Agreement does not cover procurement:

- (i) by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purposes of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (g) of this Annex, to one of these procuring entities, or
- (ii) by a procuring entity to such a joint venture of which it forms part, provided that the joint venture has been set up to carry out the activity concerned over a period of at least three years and the instrument setting up the joint venture stipulates that the procuring entities, which form it, will be part thereof for at least the same period.

6. The following shall not be considered as covered procurement:

- procurement by procuring entities operating in the fields of:
 - (i) production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex;
 - (ii) production, transport or distribution of electricity covered under this Annex;
 - (iii) airport facilities covered under this Annex;
 - (iv) maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex; and
 - (v) urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex in regard of supplies, services, suppliers and service providers from Canada;
- procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities operating in the field of maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex of dredging services or related to shipbuilding in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities operating in the field of airport facilities covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States and Korea;

- procurement by procuring entities operating in the field of urban railway, tramway, trolleybus or bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities operating in the field of urban railway covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Japan;
- procurement by procuring entities operating in the field of railways covered under this Annex in regard of goods, suppliers, services and service providers from Armenia; Canada; Japan; United States; Hong Kong, China; Singapore; and the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu;
- procurement by procuring entities operating in the field of high-speed railways and high-speed railways infrastructure in regard of goods, suppliers, services and service providers from Korea;
- procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered procurement in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of electricity covered under this Annex in regard of suppliers and services providers from Japan;
- procurement by procuring entities operating in the field of production, transport and distribution of electricity covered under this Annex of HS Nos 8504, 8535, 8537 and 8544 (electrical transformers, plugs, switches and insulated cables) in regard of suppliers from Korea;
- procurement by procuring entities operating in the field of production, transport and distribution of electricity covered under this Annex of HS Nos 85012099, 85015299, 85015199, 85015290, 85014099, 85015390, 8504, 8535, 8536, 8537, and 8544 in regard of suppliers from Israel;
- procurement by procuring entities operating in the field of bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Israel;

until such time, Iceland has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access to Icelandic goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

7. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the United States in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises under the relevant provisions of Icelandic law, until such time as Iceland accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.

8. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting that award of contracts by Icelandic entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties.

**INDICATIVE LISTS OF CONTRACTING AUTHORITIES AND PUBLIC UNDERTAKINGS
FULFILLING THE CRITERIA LAID DOWN UNDER ANNEX 3**

1. The electricity sector:

Landvirkjun (The National Power Company), Act No 42/1983.
Landsnet (Iceland Power Grid), Act No 75/2004.
Rafmagnsveitur ríkisins (The State Electric Power Works), Act No 58/1967.
Orkuveita Reykjavíkur (Reykjavík Energy), Act No 139/2001.
Orkubú Vestfjarða (Vestfjord Power Company), Act No 40/2001.
Norðurorka, Act No 159/2002.
Hitaveita Suðurnesja, Act No 10/2001.
Other entities producing, transporting or distributing electricity pursuant to Act No 65/2003.

2. Urban transport:

Strætó (The Reykjavík Municipal Bus Service).
Other entities operating in accordance with Act No 73/2001 on urban transport.

3. Airports:

Flugmálastjórn Íslands (Directorate of Civil Aviation), Act No 100/2006.

4. Ports:

Siglingastofnun Íslands (Icelandic Maritime Administration).
Other entities operating pursuant to the Harbour Act No 61/2003.

5. Water supply:

Public entities producing or distributing drinking water pursuant to Act No 32/2004 on Municipal Water Supply.

6. Postal Services:

Entities operating in accordance with Act No 19/2002 on postal services.

ANNEX 4

Goods

1. This Agreement covers procurement of all goods procured by the entities listed in Annexes 1 through 3, unless otherwise specified in this Agreement.

2. This Agreement covers only the goods that are described in the Chapters of the Combined Nomenclature (CN) specified below and that are procured by the Ministry of the Interior and Agencies for defence or security activities in Iceland:

- Chapter 25: Salt, sulphur, earths and stone, plastering materials, lime and cement
- Chapter 26: Metallic ores, slag and ash
- Chapter 27: Mineral fuels, mineral oils and products of their distillation, bituminous substances, mineral waxes
except:
ex 27.10: special engine fuels
- Chapter 28: Inorganic chemicals, organic and inorganic compounds of precious metals, of rare-earth metals, of radio-active elements and isotopes
except:
ex 28.09: explosives
ex 28.13: explosives
ex 28.14: tear gas
ex 28.28: explosives
ex 28.32: explosives
ex 28.39: explosives
ex 28.50: toxic products
ex 28.51: toxic products
ex 28.54: explosives
- Chapter 29: Organic chemicals
except:
ex 29.03: explosives
ex 29.04: explosives
ex 29.07: explosives
ex 29.08: explosives
ex 29.11: explosives
ex 29.12: explosives
ex 29.13: toxic products
ex 29.14: toxic products
ex 29.15: toxic products
ex 29.21: toxic products
ex 29.22: toxic products
ex 29.23: toxic products
ex 29.26: explosives
ex 29.27: toxic products
ex 29.29: explosives

- Chapter 30: Pharmaceutical products
- Chapter 31: Fertilizers
- Chapter 32: Tanning and dyeing extracts, tannings and their derivatives, dyes, colours, paints and varnishes, putty, fillers and stoppings, inks
- Chapter 33: Essential oils and resinoids, perfumery, cosmetic or toilet preparations
- Chapter 34: Soap, organic surface-active agents, washing preparations, lubricating preparations, artificial waxes, prepared waxes, polishing and scouring preparations, candles and similar articles, modelling pastes and "dental waxes"
- Chapter 35: Albuminoidal substances, glues, enzymes
- Chapter 37: Photographic and cinematographic goods
- Chapter 38: Miscellaneous chemical products
except:
ex 38.19: toxic products
- Chapter 39: Artificial resins and plastic materials, cellulose esters and ethers, articles thereof
except:
ex 39.03: explosives
- Chapter 40: Rubber, synthetic rubber, factice, and articles thereof
except:
ex 40.11: bullet-proof tyres
- Chapter 41: Raw hides and skins (other than fur skins) and leather
- Chapter 42: Articles of leather, saddlery and harness, travel goods, handbags and similar containers, articles of animal gut (other than silk-worm gut)
- Chapter 43: Furskins and artificial fur, manufactures thereof
- Chapter 44: Wood and articles of wood, wood charcoal
- Chapter 45: Cork and articles of cork
- Chapter 46: Manufactures of straw of esparto and of other plaiting materials, basket ware and wickerwork
- Chapter 47: Paper-making material
- Chapter 48: Paper and paperboard, articles of paper pulp, of paper or of paperboard
- Chapter 49: Printed books, newspapers, pictures and other products of the printing industry, manuscripts, typescripts and plans
- Chapter 65: Headgear and parts thereof

- Chapter 66: Umbrellas, sunshades, walking-sticks, whips, riding-crops and parts thereof
- Chapter 67: Prepared feathers and down and articles made of feathers or of down, artificial flowers, articles of human hair
- Chapter 68: Articles of stone, of plaster, of cement, of asbestos, of mica and of similar materials
- Chapter 69: Ceramic products
- Chapter 70: Glass and glassware
- Chapter 71: Pearls, precious and semi-precious stones, precious metals, rolled precious metals, and articles thereof; imitation jewellery
- Chapter 73: Iron and steel and articles thereof
- Chapter 74: Copper and articles thereof
- Chapter 75: Nickel and articles thereof
- Chapter 76: Aluminium and articles thereof
- Chapter 77: Magnesium and beryllium and articles thereof
- Chapter 78: Lead and articles thereof
- Chapter 79: Zinc and articles thereof
- Chapter 80: Tin and articles thereof
- Chapter 81: Other base metals employed in metallurgy and articles thereof
- Chapter 82: Tools, implements, cutlery, spoons and forks, of base metal, parts thereof except:
ex 82.05: tools
ex 82.07: tools, parts
- Chapter 83: Miscellaneous articles of base metal
- Chapter 84: Boilers, machinery and mechanical appliances, parts thereof except:
ex 84.06: engines
ex 84.08: other engines
ex 84.45: machinery
ex 84.53: automatic data-processing machines
ex 84.55: parts of machines under heading No 84.53
ex 84.59: nuclear reactors
- Chapter 85: Electrical machinery and equipment, parts thereof except:
ex 85.13: telecommunication equipment
ex 85.15: transmission apparatus

- Chapter 86: Railway and tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof; railway and tramway tracks fixtures and fittings, traffic signalling equipment of all kinds (not electrically powered)
except:
ex 86.02: armoured locomotives, electric
ex 86.03: other armoured locomotives
ex 86.05: armoured wagons
ex 86.06: repair wagons
ex 86.07: wagons
- Chapter 87: Vehicles, other than railway or tramway rolling-stock, and parts thereof
except:
ex 87.08: tanks and other armoured vehicles
ex 87.01: tractors
ex 87.02: military vehicles
ex 87.03: breakdown lorries
ex 87.09: motorcycles
ex 87.14: trailers
- Chapter 89: Ships, boats and floating structures
except:
ex 89.01 A: warships
- Chapter 90: Optical, photographic, cinematographic, measuring, checking, precision, medical and surgical instruments and apparatus, parts thereof
except:
ex 90.05: binoculars
ex 90.13: miscellaneous instruments, lasers
ex 90.14: telemeters
ex 90.28: electrical and electronic measuring instruments
ex 90.11: microscopes
ex 90.17: medical instruments
ex 90.18: mechano-therapy appliances
ex 90.19: orthopaedic appliances
ex 90.20: X-ray apparatus
- Chapter 91: Manufacture of watches and clocks
- Chapter 92: Musical instruments, sound recorders or reproducers, television image and sound recorders or reproducers, parts and accessories of such articles
- Chapter 94: Furniture and parts thereof, bedding, mattresses, mattress supports, cushions and similar stuffed furnishings
except:
ex 94.01 A: aircraft seats
- Chapter 95: Articles and manufactures of carving or moulding material
- Chapter 96: Brooms, brushes, powder-puffs and sieves
- Chapter 98: Miscellaneous manufactured articles

ANNEX 5

Services

This Agreement covers the following services, which are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC), as contained in document MTN.GNS/W/120, with the exceptions specified in the Notes to this Annex*:

<i>Subject</i>	<i>CPC Reference N</i>
Maintenance and repair services	6112, 6122, 633, 886
Land transport services, including armoured car services, and courier services, except transport of mail	712 (except 71235), 7512, 87304
Air transport services of passengers and freight, except transport of mail	73 (except 7321)
Transport of mail by land, except rail, and by air	71235, 7321
Telecommunications services	752
Financial services	ex 81
(a) Insurance services	812, 814
(b) Banking and investment services**	
Computer and related services	84
Accounting, auditing and bookkeeping services	862
Market research and public opinion polling services	864
Management consulting services and related services	865, 866***
Architectural services; engineering services and integrated engineering services, urban planning and landscape architectural services; related scientific and technical consulting services; technical consulting services; technical testing and analysis services	867
Advertising services	871
Building-cleaning services and property management services	874, 82201-82206
Publishing and printing services on a fee or contract basis	88442

Sewage and refuse disposal;
sanitation and similar services

94

Notes to Annex 5

- * Except for services which entities have to procure from another entity pursuant to an exclusive right established by a published law, regulation or administrative provision.
- ** Except contracts for financial services in connection with the issue, sale, purchase, or transfer of securities or other financial instruments, and central bank services.
- *** Except arbitrations and conciliation services.

Procurement by procuring entities covered under Annexes 1, 2 and 3 of any of the services covered under this Annex is a covered procurement in regard of a particular Party's provider of service only to the extent that such Party has covered that service under its Annex 5.

ANNEX 6

Construction Services

List of Division 51, CPC:

All services listed in Division 51.

Note to Annex 6

Procurement by procuring entities covered under Annexes 1, 2 and 3 of any of the construction services covered under this Annex is a covered procurement in regard of a particular Party's provider of service only to the extent that such Party has covered that service under its Annex 6.

ANNEX 7

General Notes

1. This Agreement does not cover:
 - contracts for the acquisition, development, production or co-production of programme material by broadcasters and contracts for broadcasting time;
 - contracts awarded to an entity which is itself a contracting authority within the meaning of the Public Procurement Act: "Lög um opinber innkaup" (84/2007) on the basis of an exclusive right which it enjoys pursuant to a published law, regulation or administrative provision.
2. The Agreement does not cover procurement of agricultural products made in furtherance of agricultural support programmes and human feeding programmes.
3. Procurement by procuring entities covered under Annexes 1 and 2 in connection with activities in the fields of drinking water, energy, transport, telecommunications and the postal sector are not covered by this Agreement, unless covered under Annex 3.

FINAL APPENDIX I OFFER OF ISRAEL

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

<i>Supplies</i>	<i>Threshold:</i> 130,000 SDR
<i>Services</i> (specified in Annex 5)	<i>Threshold:</i> 130,000 SDR
<i>Construction</i> (specified in Annex 6)	<i>Threshold:</i> 8,500,000 SDR Starting from the sixth year after coming into force of the Agreement for Israel: 5,000,000 SDR

List of Entities:

House of Representatives (the Knesset)
Prime Minister's Office
Ministry of Agriculture and Rural Development
Ministry of Communications
Ministry of Construction and Housing
Ministry of Education, Culture and Sport
Ministry of National Infrastructures excluding Fuel Authority
Ministry of the Environment
Ministry of Finance
Civil Service Commission
Ministry of Foreign Affairs
Ministry of Health (1)
Ministry of Immigrants Absorption
Ministry of Industry, Trade and Labour
Ministry of the Interior
Ministry of Justice
Ministry of Social Affairs
Ministry of Science and Technology
Ministry of Tourism
Ministry of Transport
Office of the State Comptroller and Ombudsman
Central Bureau of Statistics
Small and Medium Business Agency
Geological Survey of Israel
The Administration for Rural Residential, Education and Youth Aliyah
Survey of Israel

Note to Annex 1

(1) *Ministry of Health - Excepted Products*

- Intravenous solution
- Administration sets for transfusions
- Hemi-dialysis and blood lines

ANNEX 2

Sub-Central Entities

<i>Supplies</i>	<i>Threshold:</i>	250,000 SDR
<i>Services</i> (specified in Annex 5)	<i>Threshold:</i>	250,000 SDR
<i>Construction</i> (specified in Annex 6)	<i>Threshold:</i>	8,500,000 SDR

List of Entities:

Municipalities of Jerusalem, Tel-Aviv and Haifa

Local Government Economic Services Ltd.

ANNEX 3

Other Entities

<i>Supplies</i>	<i>Threshold:</i>	355,000 SDR
<i>Services</i> (specified in Annex 5)	<i>Threshold:</i>	355,000 SDR
<i>Construction</i> (specified in Annex 6)	<i>Threshold:</i>	8,500,000 SDR

List of Entities:

Israel Airports Authority
 Israel Ports Development and Assets Company Ltd. (1)
 Ashod Port Company Ltd. (1)
 Haifa Port Company Ltd. (1)
 Eilat Port Company Ltd. (1)
 Israel Railways Ltd. (1)
 Israel Broadcasting Authority
 Israel Educational Television
 Israel Postal-Company Ltd.
 The Israel Electric Corp. Ltd. (1) (2)
 Mekorot Water Co. Ltd.
 Sports' Gambling Arrangement Board
 The Standards Institution of Israel
 National Insurance Institute of Israel
 Environmental Services Company Ltd.
 Arim Urban Development Ltd.
 The Marine Trust Ltd.
 The Dead Sea Preservation Government Company Ltd.
 Eilat Foreshore Development Company Ltd.
 Old Acre Development Company Ltd.
 The Geophysical Institute Of Israel
 Association of Better Housing
 The Marine Education and Training Authority
 All entities operating in the field of urban transport, except those operating in the field of bus services
 (3)

Notes to Annex 3

1. Procurement of cables is excluded.
2. Excluded products: cables (H.S. 8544), transformers (H.S. 8504), disconnectors and switchers (H.S. 8535-8537), electric motors (H.S. 85012099, 85015299, 85015199, 85015290, 85014099, 85015390).
3. With regard to procurement by entities operating in the field of urban transport, except those operating in the field of bus service, such procurement is open to all Parties to the Agreement under the condition of mutual reciprocity.

ANNEX 4

Goods

The Agreement covers procurement of all goods procured by the entities listed in Annexes 1 through 3, unless otherwise specified in the Agreement.

ANNEX 5

Services

Of the Universal List of Services, as contained in document MTN.GNS/W/120, the following services are covered:

<i>CPC</i>	<i>Description</i>
6112, 6122, 633, 886	Maintenance and repair services
641	Hotel and similar accommodation services
642-3	Food and beverage serving services
712	Land transport services
73	Passenger transportation services
7471	Travel agency and tour operator services
7512	Commercial courier services (including multi-modal)
752	Telecommunications services
812 and 814	Financial services (insurance services, banking and investment services)
821	Real estate services involving own or leased property
83106 to 83109	Leasing or rental services concerning machinery and equipment without operator only
83203 to 83209	Leasing or rental services concerning personal and household goods only
84	Computer and related services
861	Legal services (advisory services on foreign and international law only)
862	Accounting, auditing and bookkeeping services
863	Taxation services (excluding legal services)
864	Market research and public opinion
865-6	Management consulting
867	Architectural services; engineering services and integrated engineering services, urban planning and landscape architectural services; related scientific and technical consulting services; technical testing and analysis services

871	Advertising services
87304	Armoured car services
874, 82201-82206	Building-cleaning services and property management services
876	Packaging services
8814	Services incidental to forestry and logging, including forest management
883	Services incidental to mining, including drilling and field services
88442	Publishing and printing services on a fee or contract basis
887	Services incidental to energy distribution
924	Adult education services
929	Other education services
94	Sewage and refuse disposal; sanitation and similar services

Note to Annex 5

The coverage regarding services (including construction) is subject to the limitation and conditions specified in Israel's schedule of the GATS.

ANNEX 6

Construction Services

Threshold: For entities listed in Annex 1: 8,500,000 SDR; Starting from the sixth year after coming into force for Israel of the revised GPA: 5,000,000 SDR;

For entities listed in Annexes 2 and 3: 8,500,000 SDR

List of construction services covered

<i>CPC</i>	<i>Description</i>
511	Pre-erection work at construction sites
512	Construction work for buildings
513	Construction work for civil engineering
514	Assembly and erection of prefabricated construction
515	Special trade construction work
516	Installation work
517	Building completion and finishing work
518	Renting services related to equipment for construction

ANNEX 7

General Notes

1. The Agreement shall not apply to procurement awarded for purposes of re-sale or hire to third parties, provided that the procuring entity enjoys no special or exclusive right to sell or hire the subject of such and other entities are free to sell or hire it under the same conditions as the procuring entity.
2. The Agreement shall not apply to procurement for the purchase of water and for the supply of energy and of fuels for the production of energy.

NOTE

Offset

Having regard to general policy considerations Israel may operate provisions which require the limited incorporation of domestic content, offset procurement or transfer of technology, in the form of objective and clearly defined conditions for participation in procedures for the award of procurement, which do not discriminate between other Parties.

This shall be done under the following terms:

- (a) Israel shall ensure that its entities indicate the existence of such conditions in their tender notices and specify them clearly in the contract documents.
- (b) Suppliers will not be required to purchase goods that are not offered on competitive terms, including price and quality, or to take any action which is not justified from a commercial standpoint.
- (c) Upon entry into force for Israel of the revised GPA, for procurement above the threshold of 3 million SDR, offsets in any form may be required up to 20 per cent of the contract.
- (d) Starting from the sixth year after coming into force for Israel of the Agreement, for procurement above the threshold of 3 million SDR, offsets shall no longer be applied by entities covered under Annexes 1, 2 and 3, excluding the following entities which will continue requiring offset up to 20 per cent of the contract, until the beginning of the ninth year, after which they will apply offset up to 18 per cent:

Annex 1

Ministry of Agriculture and Rural Development
Ministry of Construction and Housing
Ministry of National Infrastructures excluding Fuel Authority
Ministry of Finance
Ministry of Health
Ministry of the Interior
Ministry of Transport

Annex 2

Local Government Economic Services Ltd.

Annex 3

Israel Airports Authority
Israel Ports Development and Assets Company Ltd.
Association of Better Housing
Ashod Port Company Ltd.
Haifa Port Company Ltd.
Eilat Port Company Ltd.
Arim Urban Development Ltd.

Eilat Foreshore Development Company Ltd.
Old Acre Development Company Ltd.
Israel Railways Ltd.
Israel Postal Company Ltd.
The Israel Electric Corp. Ltd.
Mekorot Water Co. Ltd.

All entities operating in the field of urban transport, except those operating in the field of bus services

- (e) Starting from the eleventh year after coming into force for Israel of the revised GPA, for procurement above the threshold of 3 million SDR, offsets shall no longer be applied by entities covered under Annexes 1, 2 and 3, excluding the following entities which will continue requiring offsets up to 18 per cent of the contract:

Annex 1

Ministry of National Infrastructures excluding Fuel Authority
Ministry of Finance
Ministry of Health
Ministry of Transport

Annex 2

Local Government Economic Services Ltd.

Annex 3

Israel Airports Authority
Israel Ports Development and Assets Company Ltd.
Ashod Port Company Ltd.
Haifa Port Company Ltd.
Eilat Port Company Ltd.
Israel Railways Ltd.
Israel Postal Company Ltd.
The Israel Electric Corp. Ltd.
Mekorot Water Co. Ltd.

- (f) Starting from the 16th year after coming into force of the revised GPA, the requirement for offsets will not be applied with regard to covered procurement.

FINAL APPENDIX I OFFER OF JAPAN

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

Thresholds:

100 thousand SDRs	<i>Goods</i>
4,500 thousand SDRs	<i>Construction services</i>
450 thousand SDRs	<i>Architectural, engineering and other technical services covered by this Agreement</i>
100 thousand SDRs	<i>Other services</i>

List of Entities:

All entities covered by the Accounts Law as follows:

- House of Representatives
- House of Councillors
- Supreme Court
- Board of Audit
- Cabinet
- National Personnel Authority
- Cabinet Office
- Reconstruction Agency
- Imperial Household Agency
- National Public Safety Commission (National Police Agency)
- Financial Services Agency
- Consumer Affairs Agency
- Ministry of Internal Affairs and Communications
- Ministry of Justice
- Ministry of Foreign Affairs
- Ministry of Finance
- Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology
- Ministry of Health, Labour and Welfare
- Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
- Ministry of Economy, Trade and Industry
- Ministry of Land, Infrastructure, Transport and Tourism
- Ministry of Environment
- Ministry of Defense

Notes to Annex 1

1. Entities covered by the Accounts Law include all their internal subdivisions, independent organs, attached organizations and other organizations and local branch offices provided for in the National Government Organization Law and the Law establishing the Cabinet Office.

2. This Agreement does not cover contracts to be awarded to co-operatives or associations in accordance with laws and regulations existing at the time of the entry into force of this Agreement for Japan.

ANNEX 2

Sub-Central Government Entities

Thresholds:

200 thousand SDRs	<i>Goods</i>
15,000 thousand SDRs	<i>Construction services</i>
1,500 thousand SDRs	<i>Architectural, engineering and other technical services covered by this Agreement</i>
200 thousand SDRs	<i>Other services</i>

List of Entities:

All prefectural governments entitled "To", "Do", "Fu" and "Ken", and all designated cities entitled "Shitei-toshi", covered by the Local Autonomy Law as follows:

- Hokkaido
- Aomori-ken
- Iwate-ken
- Miyagi-ken
- Akita-ken
- Yamagata-ken
- Fukushima-ken
- Ibaraki-ken
- Tochigi-ken
- Gunma-ken
- Saitama-ken
- Chiba-ken
- Tokyo-to
- Kanagawa-ken
- Niigata-ken
- Toyama-ken
- Ishikawa-ken
- Fukui-ken
- Yamanashi-ken
- Nagano-ken
- Gifu-ken
- Shizuoka-ken
- Aichi-ken
- Mie-ken
- Shiga-ken
- Kyoto-fu
- Osaka-fu
- Hyogo-ken
- Nara-ken
- Wakayama-ken
- Tottori-ken
- Shimane-ken
- Okayama-ken
- Hiroshima-ken

- Yamaguchi-ken
- Tokushima-ken
- Kagawa-ken
- Ehime-ken
- Kochi-ken
- Fukuoka-ken
- Saga-ken
- Nagasaki-ken
- Kumamoto-ken
- Oita-ken
- Miyazaki-ken
- Kagoshima-ken
- Okinawa-ken
- Osaka-shi
- Nagoya-shi
- Kyoto-shi
- Yokohama-shi
- Kobe-shi
- Kitakyushu-shi
- Sapporo-shi
- Kawasaki-shi
- Fukuoka-shi
- Hiroshima-shi
- Sendai-shi
- Chiba-shi
- Saitama-shi
- Shizuoka-shi
- Sakai-shi
- Niigata-shi
- Hamamatsu-shi
- Okayama-shi
- Sagamihara-shi

Notes to Annex 2

1. "To", "Do", "Fu", "Ken" and "Shitei-toshi" covered by the Local Autonomy Law include all internal subdivisions, attached organizations and branch offices of all their governors or mayors, committees and other organizations provided for in the Local Autonomy Law.
2. This Agreement does not cover contracts to be awarded to co-operatives or associations in accordance with laws and regulations existing at the time of the entry into force of this Agreement for Japan.
3. This Agreement does not cover contracts which the entities award for purposes of their daily profit-making activities which are exposed to competitive forces in markets. This note shall not be used in a manner which circumvents the provisions of this Agreement.
4. Procurement related to operational safety of transportation is not covered.
5. Procurement related to the production, transport or distribution of electricity is not covered.

ANNEX 3

Other Entities

Thresholds:

130 thousand SDRs	<i>Goods</i>
4,500 thousand SDRs	<i>Construction services for Japan Post in Group A</i>
15,000 thousand SDRs	<i>Construction services for all other entities in Group A</i>
4,500 thousand SDRs	<i>Construction services for entities in Group B</i>
450 thousand SDRs	<i>Architectural, engineering and other technical services covered by this Agreement</i>
130 thousand SDRs	<i>Other service</i>

List of Entities:

1. Group A

- Agriculture and Livestock Industries Corporation
- Central Nippon Expressway Company Limited
- Development Bank of Japan Inc.
- East Nippon Expressway Company Limited
- Environmental Restoration and Conservation Agency
- Farmers' Pension Fund
- Fund for the Promotion and Development of the Amami Islands
- Government Pension Investment Fund
- Hanshin Expressway Company Limited
- Hokkaido Railway Company (a) (g)
- Honshu-Shikoku Bridge Expressway Company Limited
- Japan Alcohol Corporation
- Japan Arts Council
- Japan Atomic Energy Agency (b)
- Japan Environmental Safety Corporation
- Japan Expressway Holding and Debt Repayment Agency
- Japan External Trade Organization
- Japan Finance Corporation
- Japan Finance Organization for Municipalities
- Japan Foundation
- Japan Freight Railway Company (a) (g)
- Japan Housing Finance Agency
- Japan Institute for Labour Policy and Training, The
- Japan International Cooperation Agency
- Japan Labour Health and Welfare Organization
- Japan National Tourist Organization
- Japan Oil, Gas and Metals National Corporation (c)
- Japan Organization for Employment of the Elderly, Persons with Disabilities and Job Seekers
- Japan Post
- Japan Racing Association
- Japan Railway Construction, Transport and Technology Agency (a) (d) (e)
- Japan Science and Technology Agency

- Japan Society for the Promotion of Science
- Japan Student Services Organization
- Japan Tobacco Inc. (g)
- Japan Water Agency
- Keirin Promotion Association (A juridical person designated as such pursuant to the Bicycle Racing Law)
- Kyushu Railway Company (a) (g)
- Metropolitan Expressway Company Limited
- Motorcycle Racing Promotion Association (A juridical person designated as such pursuant to the Auto Racing Law)
- Mutual Aid Association of Agriculture, Forestry and Fishery Corporation Personnel
- Mutual Aid Fund for Official Casualties and Retirement of Volunteer Firemen
- Narita International Airport Corporation
- National Association of Racing, The
- National Agency for the Advancement of Sports and Health
- National Center for Persons with Severe Intellectual Disabilities, Nozominosono
- National Consumer Affairs Center of Japan
- New Energy and Industrial Technology Development Organization
- Nippon Telegraph and Telephone Co. (f) (g)
- Nippon Telegraph and Telephone East Co. (f) (g)
- Nippon Telegraph and Telephone West Co. (f) (g)
- Northern Territories Issue Association
- Okinawa Development Finance Corporation
- Organization for Small & Medium Enterprises and Regional Innovation, JAPAN
- Organization for Workers' Retirement Allowance Mutual Aid
- Promotion and Mutual Aid Corporation for Private Schools of Japan, The
- RIKEN (b)
- Shikoku Railway Company (a) (g)
- Social Insurance Medical Fee Payment Fund
- Tokyo Metro Co. Ltd. (a)
- University of the Air Foundation
- Urban Renaissance Agency
- Welfare and Medical Service Agency
- West Nippon Expressway Company Limited

2. Group B

- Building Research Institute
- Center for National University Finance and Management
- Civil Aviation College
- Electronic Navigation Research Institute
- Fisheries Research Agency
- Food and Agricultural Materials Inspection Center
- Forestry and Forest Products Research Institute
- Institute of National Colleges of Technology, Japan
- Inter-University Research Institute Corporation
- Japan Health Insurance Association
- Japan International Research Center for Agricultural Sciences
- Japan Mint
- Japan Nuclear Energy Safety Organization
- Labor Management Organization for USFJ Employees
- Marine Technical Education Agency
- National Agency for Vehicle Inspection

- National Agriculture and Food Research Organization
- National Archives of Japan
- National Cancer Center
- National Center for Child Health and Development
- National Center for Geriatrics and Gerontology
- National Center for Global Health and Medicine
- National Center for Industrial Property Information and Training
- National Center for Neurology and Psychiatry
- National Center for Seeds and Seedlings
- National Center for Teachers' Development
- National Center for University Entrance Examinations
- National Cerebral and Cardiovascular Center
- National Fisheries University
- National Hospital Organization
- National Institution for Academic Degrees and University Evaluation
- National Institute for Agro-Environmental Sciences
- National Institutes for Cultural Heritage
- National Institute for Environmental Studies
- National Institute for Materials Science
- National Institute for Sea Training
- National Institution for Youth Education
- National Institute of Advanced Industrial Science and Technology
- National Institute of Agrobiological Sciences
- National Institute of Health and Nutrition
- National Institute of Information and Communications Technology
- National Institute of Occupational Safety and Health
- National Institute of Radiological Sciences
- National Institute of Special Needs Education
- National Institute of Technology and Evaluation
- National Livestock Breeding Center
- National Maritime Research Institute
- National Museum of Art
- National Printing Bureau
- National Research Institute for Earth Science and Disaster Prevention
- National Research Institute of Brewing
- National Science Museum
- National Statistics Center
- National Traffic Safety and Environment Laboratory
- National University Corporation
- National Women's Education Center
- Nippon Export and Investment Insurance
- Port and Airport Research Institute
- Public Works Research Institute
- Research Institute of Economy, Trade and Industry

Notes to Annex 3

1. This Agreement does not cover contracts to be awarded to co-operatives or associations in accordance with laws and regulations existing at the time of the entry into force of this Agreement for Japan.

2. This Agreement does not cover contracts which the entities in Group A award for purposes of their daily profit-making activities which are exposed to competitive forces in markets. This note shall not be used in a manner which circumvents the provisions of this Agreement.

3. Notes to specific entities:

- (a) Procurement related to operational safety of transportation is not covered.
- (b) Procurement which could lead to the disclosure of information incompatible with the purpose of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons or with international agreements on intellectual property rights is not covered. Procurement for safety-related activities aiming at utilization and management of radioactive materials and responding to emergencies of nuclear installation is not covered.
- (c) Procurement related to geological and geophysical survey is not covered.
- (d) Procurement of advertising services, construction services and real estate services is not covered.
- (e) Procurement of ships to be jointly owned with private companies is not covered.
- (f) Procurement of public electrical telecommunications equipment and of services related to operational safety of telecommunications is not covered.
- (g) Procurement of the services specified in Annex 5, other than construction services, is not covered.

4. With regard to procurement by Japan Railway Construction, Transport and Technology Agency:

- Note 3(a) applies only to the railway construction-related activities;
- Note 3(d) applies only to the activities relating to the settlement of the former Japan National Railways;
- Note 3(e) applies only to the shipbuilding activities.

5. East Japan Railway Company (a) (g), Central Japan Railway Company (a) (g) and West Japan Railway Company (a) (g) shall be deemed to be included in Group A with respect to Goods and Services of this Annex until such time as the European Union withdraws its objection against the delisting of these companies.

As soon as the European Union's notification of the withdrawal of its objection has been notified to the Committee on Government Procurement, this note shall cease to have effect.

6. National Aerospace Laboratory of Japan shall be deemed to be included in Group B with respect to Goods and Services of this Annex until such time as the European Union and the United States withdraw their objections against the delisting of this abolished entity.

As soon as the United States' and the European Union's notifications of the withdrawals of their objections have been notified to the Committee on Government Procurement, this note shall cease to have effect.

ANNEX 4

Goods

1. This Agreement covers procurement of all goods by the entities listed in Annexes 1 through 3, unless otherwise specified in this Agreement.
2. This Agreement covers procurement by the Ministry of Defense of the following Federal Supply Classification (FSC) categories subject to the Japanese Government determinations under the provisions of Article III, paragraph 1:

FSC Description

22	Railway Equipment
24	Tractors
32	Woodworking Machinery and Equipment
34	Metalworking Machinery
35	Service and Trade Equipment
36	Special Industry Machinery
37	Agricultural Machinery and Equipment
38	Construction, Mining, Excavating, and Highway Maintenance Equipment
39	Materials Handling Equipment
40	Rope, Cable, Chain, and Fittings
41	Refrigeration, Air Conditioning, and Air Circulating Equipment
43	Pumps and Compressors
45	Plumbing, Heating and Sanitation Equipment
46	Water Purification and Sewage Treatment Equipment
47	Pipe, Tubing, Hose, and Fittings
48	Valves
51	Hand Tools
52	Measuring Tools
55	Lumber, Millwork, Plywood and Veneer
61	Electric Wire, and Power and Distribution Equipment
62	Lighting Fixtures and Lamps
65	Medical, Dental, and Veterinary Equipment and Supplies
6630	Chemical Analysis Instruments
6635	Physical Properties Testing Equipment
6640	Laboratory Equipment and Supplies
6645	Time Measuring Instruments
6650	Optical Instruments
6655	Geophysical and Astronomical Instruments
6660	Meteorological Instruments and Apparatus
6670	Scales and Balances
6675	Drafting, Surveying, and Mapping Instruments
6680	Liquid and Gas Flow, Liquid Level, and Mechanical Motion Measuring Instruments
6685	Pressure, Temperature, and Humidity Measuring and Controlling Instruments
6695	Combination and Miscellaneous Instruments
67	Photographic Equipment
68	Chemicals and Chemical Products
71	Furniture
72	Household and Commercial Furnishings and Appliances
73	Food Preparation and Serving Equipment

- 74 Office Machines and Visible Record Equipment
- 75 Office Supplies and Devices
- 76 Books, Maps, and Other Publications
- 77 Musical Instruments, Phonographs, and Home-type Radios
- 79 Cleaning Equipment and Supplies
- 80 Brushes, Paints, Sealers, and Adhesives
- 8110 Drums and Cans
- 8115 Boxes, Cartons, and Crates
- 8125 Bottles and Jars
- 8130 Reels and Spools
- 8135 Packaging and Packing Bulk Materials
- 85 Toiletries
- 87 Agricultural Supplies
- 93 Non-metallic Fabricated Materials
- 94 Non-metallic Crude Materials
- 99 Miscellaneous

ANNEX 5

Services

This Agreement covers the following services, which are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) 1991, as well as document MTN.GNS/W/120 for Telecommunications services:

(Provisional Central
Product Classification
(CPC), 1991)

- 51 Construction work
- 6112 Maintenance and repair services of motor vehicles (Note 1)
- 6122 Maintenance and repair services of motorcycles and snowmobiles (Note 1)
- 633 Repair services of personal and household goods
- 642 Food serving services (Note 5)
- 643 Beverage serving services (Note 5)
- 712 Other land transport services (except 71235 Mail transportation by land)
- 7213 Rental services of sea-going vessels with operator
- 7223 Rental services of non-sea-going vessels with operator
- 73 Air transport services (except 73210 Mail transportation by air)
- 748 Freight transport agency services
- 7512 Courier services (Note 2)
- Telecommunications services
 - MTN.GNS/W/120
 - Corresponding CPC
 - 2.C.h. - 7523 Electronic mail;
 - 2.C.i. - 7521 Voice mail;
 - 2.C.j. - 7523 On-line information and data base retrieval;
 - 2.C.k. - 7523 Electronic data interchange (EDI);
 - 2.C.l. - 7529 Enhanced facsimile services;
 - 2.C.m. - 7523 Code and protocol conversion; and
 - 2.C.n. - 7523 On-line information and/or data processing (including transaction processing)
- 83106
 - to 83108 Leasing or rental services concerning agricultural machinery and equipment without operator (Note 5)
- 83203 Leasing or rental services concerning furniture and other household Appliances (Note 5)
- 83204 Leasing or rental services concerning pleasure and leisure equipment (Note 5)

- 83209 Leasing or rental services concerning other personal or household goods (Note 5)
- 865 Management consulting services (Note 5)
- 866 Services related to management consulting (except 86602 Arbitration and conciliation services) (Note 5)
- 84 Computer and related services
- 864 Market research and public opinion polling services
- 867 Architectural, engineering and other technical services (Note 3)
- 871 Advertising services
- 87304 Armoured car services
- 874 Building-cleaning services
- 876 Packaging services (Note 5)
- 8814 Services incidental to forestry and logging, including forest management
- 88442 Publishing and printing services (Note 4)
- 886 Repair services incidental to metal products, machinery and equipment
- 921 Primary education services
- 922 Secondary education services
- 923 Higher education services
- 924 Adult education services
- 9611 Motion picture and videotape production services
(except 96112 Motion picture videotape production services)
- 94 Sewage and refuse disposal, sanitation and other environmental protection services

Notes to Annex 5

1. Maintenance and repair services are not covered with respect to those motor vehicles, motorcycles and snowmobiles which are specifically modified and inspected to meet regulations of the entities.
2. Courier services are not covered with respect to letters.
3. Architectural, engineering and other technical services related to construction services, with the exception of the following services when procured independently, are covered:
 - Final design services of CPC 86712 Architectural design services;
 - CPC 86713 Contract administration services;
 - Design services consisting of one or a combination of final plans, specifications and cost estimates of either CPC 86722 Engineering design services for the construction of foundations and building structures, or CPC 86723 Engineering design services for mechanical and electrical installations for buildings, or CPC 86724 Engineering design services for the construction of civil engineering works; and

- CPC 86727 Other engineering services during the construction and installation phase.
4. Publishing and printing services are not covered with respect to materials containing confidential information.
 5. With respect to these services, this Agreement does not cover procurement by the entities listed in Annexes 2 and 3.

ANNEX 6

Construction Services

List of Division 51, Provisional Central Product Classification (CPC), 1991:

All services listed in Division 51.

Note to Annex 6

Procurement with regard to a construction project based on the Act on Promotion of Private Finance Initiative as of 30 November 2011 is covered.

ANNEX 7

General Notes

1. Notwithstanding the Note to Annex 6, procurement with regard to a project within the scope of the Act on Promotion Finance Initiative as of 10 December 2010 is covered.
2. In case Parties do not apply Article XVIII to suppliers or service providers of Japan in contesting the award of contract by entities, Japan may not apply the Article to suppliers or service providers of the Parties in contesting the award of contracts by the same kind of entities.

FINAL APPENDIX I OFFER OF THE REPUBLIC OF KOREA

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

*Central Government Entities which Procure in Accordance
with the Provisions of this Agreement*

<i>Thresholds:</i>	130,000 SDR	<i>Goods</i>
	130,000 SDR	<i>Services</i>
	5,000,000 SDR	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

1. Board of Audit and Inspection
2. Office of the Prime Minister
3. Ministry of Strategy and Finance
4. Ministry of Education, Science and Technology
5. Ministry of Foreign Affairs and Trade
6. Ministry of Unification
7. Ministry of Justice
8. Ministry of National Defense
9. Ministry of Public Administration and Security
10. Ministry of Culture, Sports and Tourism
11. Ministry of Food, Agriculture, Forestry and Fisheries
12. Ministry of Knowledge Economy
13. Ministry of Health and Welfare
14. Ministry of Environment
15. Ministry of Employment and Labor
16. Ministry of Gender Equality
17. Ministry of Land, Transport and Maritime Affairs
18. Ministry of Government Legislation
19. Ministry of Patriots and Veterans Affairs
20. Fair Trade Commission
21. Financial Services Commission
22. Anti-corruption and Civil Rights Commission of Korea
23. Korea Communications Commission
24. National Human Rights Commission of Korea
25. National Tax Service
26. Korea Customs Service
27. Public Procurement Service
28. Statistics Korea
29. Supreme Prosecutors' Office
30. Military Manpower Administration
31. Defense Acquisition Program Administration
32. National Police Agency (except purchases for the purpose of maintaining public order, as provided in Article III of the Agreement.)
33. National Emergency Management Agency
34. Cultural Heritage Administration

35. Rural Development Administration
36. Korea Forest Service
37. Small and Medium Business Administration
38. Korean Intellectual Property Office
39. Korea Food and Drug Administration
40. Korea Meteorological Administration
41. Korea Coast Guard (except purchases for the purpose of maintaining public order, as provided in Article III of the Agreement.)
42. Multifunctional Administrative City Construction Agency

Notes to Annex I

1. The above central government entities cover their "subordinate linear organizations", "special local administrative agencies" and "attached organs", as prescribed in the relevant provisions of the Government Organization Act of the Republic of Korea. Any entity with a separate legal personality that is not listed in this Annex is not covered.
2. This Agreement does not apply to any set-asides for small- and medium-sized businesses according to the Act Relating to Contracts to Which the State is a Party and its Presidential Decree, and the procurement of agricultural, fishery and livestock products according to the Grain Management Act, the Act on Distribution and Price Stabilization of Agricultural and Fishery Products, and the Livestock Industry Act.
3. Where the Public Procurement Service conducts procurement on behalf of an entity listed in Annex 2 or Annex 3, the scope of coverage and threshold for such entity applies.

ANNEX 2

*Sub-Central Government Entities which Procure in Accordance
with the Provisions of this Agreement*

1. Group A

<i>Thresholds:</i>	200,000 SDR	<i>Goods</i>
	200,000 SDR	<i>Services</i>
	15,000,000 SDR	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

1. Seoul Metropolitan Government
2. Busan Metropolitan City
3. Daegu Metropolitan City
4. Incheon Metropolitan City
5. Gwangju Metropolitan City
6. Daejeon Metropolitan City
7. Ulsan Metropolitan City
8. Gyeonggi-do
9. Gangwon-do
10. Chungcheongbuk-do
11. Chungcheongnam-do
12. Jeollabuk-do
13. Jeollanam-do
14. Gyeongsangbuk-do
15. Gyeongsangnam-do
16. Jeju Special Self-Governing Province

2. Group B

<i>Thresholds:</i>	400,000 SDR	<i>Goods</i>
	400,000 SDR	<i>Services</i>
	15,000,000 SDR	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

(a) Local governments in Seoul Metropolitan Government

1. Jongno-gu
2. Jung-gu
3. Yongsan-gu
4. Seongdong-gu
5. Gwangjin-gu
6. Dongdaemun-gu
7. Jungnang-gu
8. Seongbuk-gu

9. Gangbuk-gu
10. Dobong-gu
11. Nowon-gu
12. Eunpyeong-gu
13. Seodaemun-gu
14. Mapo-gu
15. Yangcheon-gu
16. Gangseo-gu
17. Guro-gu
18. Geumcheon-gu
19. Yeongdeungpo-gu
20. Dongjak-gu
21. Gwanak-gu
22. Seocho-gu
23. Gangnam-gu
24. Songpa-gu
25. Gangdong-gu

(b) Local governments in Busan Metropolitan City

1. Jung-gu
2. Seo-gu
3. Dong-gu
4. Yeongdo-gu
5. Busanjin-gu
6. Dongnae-gu
7. Nam-gu
8. Buk-gu
9. Haeundae-gu
10. Saha-gu
11. Geumjeong-gu
12. Gangseo-gu
13. Yeonje-gu
14. Suyeong-gu
15. Sasang-gu
16. Gijang-gun

(c) Local governments in Incheon Metropolitan City

1. Jung-gu
2. Dong-gu
3. Nam-gu
4. Yeonsu-gu
5. Namdong-gu
6. Bupyeong-gu
7. Gyeyang-gu
8. Seo-gu
9. Ganghwa-gun
10. Ongjin-gun

Notes to Annex 2

1. The above sub-central administrative government entities cover "subordinate organizations under direct control", "offices" and "branch offices", as prescribed in the relevant provisions of the Local Autonomy Act of the Republic of Korea. Any entity with a separate legal personality that is not listed in this Annex is not covered.
2. This Agreement does not apply to any set-asides for small- and medium-sized businesses according the Act Relating to Contracts to Which the Local Government is a Party and its Presidential Decree.

ANNEX 3

*All Other Entities which Procure in Accordance
with the Provisions of this Agreement*

<i>Thresholds:</i>	400,000 SDR	<i>Goods</i>
	400,000 SDR	<i>Services</i>
	15,000,000 SDR	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

1. Korea Development Bank
2. Industrial Bank of Korea
3. Korea Minting and Security Printing Corporation
4. Korea Electric Power Corporation (except purchases of products in the categories of HS Nos. 8504, 8535, 8537 and 8544)
5. Korea Coal Corporation
6. Korea Resources Corporation
7. Korea National Oil Corporation
8. Korea Trade-Investment Promotion Agency
9. Korea Expressway Corporation
10. Korea Land and Housing Corporation
11. Korea Water Resources Corporation
12. Korea Rural Community Corporation
13. Korea Agro-Fisheries Trade Corporation
14. Korea Tourism Organization
15. Korea Labor Welfare Corporation
16. Korea Gas Corporation
17. Korea Railroad Corporation
18. Korea Rail Network Authority
19. Seoul Metro*
20. Seoul Metropolitan Rapid Transit Corporation*
21. Incheon Metro*
22. Busan Transportation Corporation*
23. Daegu Metropolitan Transit Corporation*
24. Daejeon Metropolitan Express Transit Corporation*
25. Gwangju Metropolitan Rapid Transit Corporation*

Notes to Annex 3

1. This Agreement does not apply to any set-asides for small- and medium-sized businesses according to the Act on the Management of Public Institutions, the Rule on Contract Business of Public Institutions and Quasi-governmental Institutions, the Local Public Enterprises Act and the Enforcement Regulations of the Local Public Enterprises Act.
2. This Agreement does not cover procurement of the transportation services that form a part of, or are incidental to, a procurement contract.

3. This Agreement does not cover procurement by the Korea Electric Power Corporation and the Korea Gas Corporation of the following services.

<i>GNS/W/120</i>	<i>CPC code</i>	<i>Description</i>
1.A.e.	8672	Engineering services
1.A.f.	8673	Integrated engineering services
1.B.	84	Computer and related services
1.F.e.	86761	Composition and purity testing and analysis services
1.F.e.	86764	Technical inspection services
1.F.m.	8675	Related scientific and technical consulting services
1.F.n.	633, 8861-8866	Repair services incidental to metal products, machinery and equipment
1.F.c.	865	Management consulting service
1.F.d.	86601	Project management services
2.C.	7523	Telecommunication services (including code and protocol conversion)

4. For procurement by the Korea Rail Network Authority, this Agreement only covers the following:

- Construction and procurement of conventional railroad facilities;
- Engineering service including conventional railroad design;
- Supervision of conventional railroad facilities;
- Management of conventional railroad facilities.

5. This Agreement shall begin to apply to the entities marked by an asterisk in this Annex on 1 January 2015, or the date of entry into force of this Agreement for Korea, whichever date is later.

ANNEX 4

Goods

1. This Agreement covers procurement of all goods procured by the entities listed in Annexes 1 through 3, unless otherwise specified in this Agreement.
2. Subject to the decision of the Korean Government under the provisions of paragraph 1, Article III, for procurement by the Ministry of National Defense and the Defense Acquisition Program Administration, this Agreement covers the following FSC categories only.

FSC Description

2510	Vehicular cab, body, and frame structural components
2520	Vehicular power transmission components
2540	Vehicular furniture and accessories
2590	Miscellaneous vehicular components
2610	Tires and tubes, pneumatic, except aircraft
2910	Engine fuel system components, non-aircraft
2920	Engine electrical system components, non-aircraft
2930	Engine cooling system components, non-aircraft
2940	Engine air and oil filters, strainers and cleaners, non-aircraft
2990	Miscellaneous engine accessories, non-aircraft
3020	Gears, pulleys, sprockets and transmission chain
3416	Lathes
3417	Milling machines
3510	Laundry and dry cleaning equipment
4110	Refrigeration equipment
4230	Decontaminating and impregnating equipment
4520	Space and water heating equipment
4940	Miscellaneous maintenance and repair shop specialized equipment
5120	Hand tools, nonedged, non-powered
5410	Prefabricated and portable buildings
5530	Plywood and veneer
5660	Fencing, fences, gates and components
5945	Relays and solenoids
5965	Headsets, handsets, microphones and speakers
5985	Antennas, waveguide, and related equipment
5995	Cable, cord, and wire assemblies: communication equipment
6505	Drugs and biologicals
6220	Electric vehicular lights and fixtures
6840	Pest control agents disinfectants
6850	Miscellaneous chemical specialties
7310	Food cooking, baking, and serving equipment
7320	Kitchen equipment and appliances
7330	Kitchen hand tools and utensils
7350	Tableware
7360	Sets, kits, outfits, and modules, food preparation and serving
7530	Stationery and record forms
7920	Brooms, brushes, mops, and sponges
7930	Cleaning and polishing compounds and preparations
8110	Drums and cans
9150	Oils and greases: cutting, lubricating, and hydraulic
9310	Paper and paperboard

ANNEX 5

Services

Of the Universal List of Services, as contained in document MTN.GNS/W/120, the following services are covered:

<i>GNS/W/120</i>	<i>CPC</i>	<i>Description</i>
1.A.b.	862	Accounting, auditing and bookkeeping services
1.A.c.	863	Taxation services
1.A.d.	8671	Architectural services
1.A.e.	8672	Engineering services
1.A.f.	8673	Integrated engineering services
1.A.g.	8674	Urban planning and landscape architectural services
1.B.	84	Computer Services
1.B.a.	841	Consultancy services related to the installation of computer hardware
1.B.b.	842	Software implementation services
1.B.c.	843	Data processing services
1.B.d.	844	Data base services
1.B.e.	845	Maintenance and repair services of office machinery and equipment (including computers)
1.E.a.	83103	Rental/leasing services without operators relating to ships
1.E.b.	83104	Rental/leasing services without operators relating to aircraft
1.E.c.	83101, 83105*	Rental/leasing services without operators relating to other transport equipment (only passenger vehicles for less than fifteen passengers)
1.E.d.	83106, 83108, 83109	Rental/leasing services without operators relating to other machinery and equipment
	83107	Rental/leasing services without operator relating to construction machinery and equipment
1.F.a.	8711, 8719	Advertising agency services
1.F.b.	864	Market research and public opinion polling services
1.F.c.	865	Management consulting services
1.F.d.	86601	Project management services
1.F.e.	86761*	Composition and purity testing and analysis services (only inspection, testing and analysis services of air, water, noise level and vibration level)
	86764	Technical inspection services
1.F.f.	8811*, 8812*	Consulting services relating to agriculture and animal husbandry
	8814*	Services incidental to forestry (excluding aerial fire fighting and disinfection)
1.F.g.	882*	Consulting services relating to fishing
1.F.h.	883*	Consulting services relating to mining
1.F.m.	86751, 86752	Related scientific and technical consulting services

<i>GNS/W/120</i>	<i>CPC</i>	<i>Description</i>
1.F.n.	633, 8861 8862, 8863 8864, 8865 8866	Maintenance and repair of equipment
1.F.p.	875	Photographic services
1.F.q.	876	Packaging services
1.F.r.	88442*	Printing (screen printing, gravure printing, and services relating to printing)
1.F.s.	87909*	Stenography services Convention agency services
1.F.t.	87905	Translation and interpretation services
2.C.j.	7523*	On-line information and data-base retrieval
2.C.k.	7523*	Electronic data interchange
2.C.l.	7523*	Enhanced/value-added facsimile services including store and forward, store and retrieve
2.C.m.	-	Code and protocol conversion
2.C.n.	843*	On-line information and/or data processing (including transaction processing)
2.D.a.	96112*, 96113*	Motion picture and video tape production and distribution services (excluding those services for cable TV broadcasting)
2.D.e.	-	Record production and distribution services (sound recording)
6.A.	9401*	Refuse water disposal services (only collection and treatment services of industrial waste water)
6.B.	9402*	Industrial refuse disposal services (only collection, transport, and disposal services of industrial refuse)
6.D.	9404*, 9405*	Cleaning services of exhaust gases and noise abatement services (services other than construction work services)
	9406*, 9409*	Environmental testing and assessment services (only environmental impact assessment services)
9.A	641	Hotel and other lodging services
9.A	642	Food serving services
9.A	6431	Beverage serving services without entertainment (Excluding rail and air transport related facilities in CPC 6431)
9.B	7471	Travel agency and tour operator services (except Government Transportation Request)
11.A.b.	7212*	International transport, excluding cabotage
11.A.d.	8868*	Maintenance and repair of vessels
11.F.b.	71233*	Transportation of containerized freight, excluding cabotage
11.H.c	748*	Freight transport agency services <ul style="list-style-type: none"> - Maritime agency services - Maritime freight forwarding services - Shipping brokerage services - Air cargo transport agency services - Customs clearance services
11.I.	-	Freight forwarding for rail transport

Note to Annex 5

Asterisks (*) designate "part of" as described in detail in the Revised Conditional Offer of the Republic of Korea Concerning Initial Commitments on Trade in Services.

ANNEX 6

Construction Services

Definition:

1. A construction services contract is a contract which has as its objective the realization by whatever means of civil or building works, in the sense of Division 51 of the Central Product Classification. Such a contract includes a build-operate-transfer contract, to which BOT threshold applies.
2. A build-operate-transfer contract is any contractual arrangement the primary purpose of which is to provide for the construction or rehabilitation of physical infrastructures, plants, buildings, facilities, or other government-owned works and under which, as consideration for a supplier's execution of a contractual arrangement, a procuring entity grants to the supplier, for a specified period of time, temporary ownership or a right to control and operate, and demand payment for the use of such works for the duration of the contract.

Thresholds: 5,000,000 SDR for entities set out in Annex 1
 15,000,000 SDR for entities set out in Annex 2
 15,000,000 SDR for entities set out in Annex 3

BOT Thresholds: 5,000,000 SDR for entities set out in Annex 1
 15,000,000 SDR for entities set out in Annex 2

List of Construction Services:

CPC Description

51 Construction work

Note to Annex 6

This Agreement does not apply to any set-asides for small- and medium-sized businesses according to the Act on Private Participation in Infrastructure.

ANNEX 7

General Notes

1. Korea will not extend the benefits of this Agreement as regards procurement by the Korea Railroad Corporation and the Korea Rail Network Authority, to the suppliers and service providers of Norway and Switzerland, until such time as Korea has accepted that those countries give comparable and effective access for Korean undertakings to their relevant markets.
2. A service listed in Annex 5 is covered with respect to a particular party only to the extent that such party has included that service in its Annex 5.
3. This Agreement does not cover procurement in furtherance of human feeding programmes.
4. For greater clarity, procurement for airports is not covered under this Agreement.

FINAL APPENDIX I OFFER OF THE PRINCIPALITY OF LIECHTENSTEIN

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

<i>Goods</i>	<i>Threshold:</i>	SDR 130,000
<i>Services</i>	<i>Threshold:</i>	SDR 130,000
<i>Construction services</i>	<i>Threshold:</i>	SDR 5,000,000

List of Entities:

Government of the Principality of Liechtenstein
Courts of the Principality of Liechtenstein
Parliament of the Principality of Liechtenstein

Notes to Annex 1

1. Central government entities covers also any subordinate entity of any central government entity provided it does not have a separate legal personality.
2. The following shall not be considered as covered procurement:
 - procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of procurement of FSC 58 (communications, protection and coherent radiation equipment) from Canada;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;

until such time as the Principality of Liechtenstein has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for goods, suppliers, services and service providers of the Principality of Liechtenstein to their own procurement market.

3. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the United States of America in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small- or medium-sized enterprises under the relevant provisions of the law of Liechtenstein until such time as the Principality of Liechtenstein accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.

ANNEX 2

Sub-Central Entities

<i>Goods Threshold:</i>	SDR 200,000
<i>Services</i>	<i>Threshold:</i> SDR 200,000
<i>Construction services</i>	<i>Threshold:</i> SDR 5,000,000

List of Entities:

1. Public Authorities at local level
2. All Bodies governed by public law.¹

Notes to Annex 2

1. The following shall not be considered as covered procurement:
 - (a) procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of suppliers, services and service providers from the United States;
 - (b) procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of goods, services, suppliers and services suppliers from Canada;
 - (c) procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of procurement of FSC 58 (communications, protection and coherent radiation equipment) from Canada;

until such time as the Principality of Liechtenstein has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for goods, suppliers, services and service providers of the Principality of Liechtenstein to their own procurement market.

2. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of:
 - Israel, Japan and Korea in contesting the award of contracts listed in Annex 2, paragraph 2, until such time as the Principality of Liechtenstein accepts that they have completed coverage of sub-central entities;

¹ A body is considered to be governed by public law where it:

- is established for the specific purpose of meeting needs in the general interest, not being of an industrial or commercial nature;
- has legal personality; and
- is financed for the most part by the State, or regional or local authorities, or other bodies governed by public law, or is subject to management supervision by those bodies, or has an administrative, managerial or supervisory board more than half of whose members are appointed by the State, regional or local authorities, or other bodies governed by public law.

- Israel, Japan and Korea in contesting the award of contracts by entities of the Principality of Liechtenstein, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties;
- Japan, Korea and the United States of America in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small- or medium-sized enterprises under the relevant provisions of the law of Liechtenstein until such time as the Principality of Liechtenstein accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.

ANNEX 3

*All Other Entities which Procure in Accordance With
the Provisions of this Agreement*

Goods Threshold:	SDR 400,000
Services	Threshold: SDR 400,000
Works Threshold:	SDR 5,000,000

List of Entities:

All procuring entities whose procurement is covered by the EEA utilities directive which are contracting authorities (e.g. those covered under Annex 1 and Annex 2) or public undertakings¹ and which have as one of their activities any of those referred to below or any combination thereof:

- (i) the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of drinking water or the supply of drinking water to such networks (as specified under title I);
- (ii) the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of electricity or the supply of electricity to such networks (as specified under title II);
- (iii) the provision or operation of networks² providing a service to the public in the field of transport by urban railway, automated systems, tramway, trolleybus, bus or cable (as specified under title III);
- (iv) the exploitation of a geographical area for the purpose of the provision of airport or other terminal facilities to carriers by air (as specified under title IV);
- (v) the exploitation of a geographical area for the purpose of the provision of inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway (as specified under title V);
- (vi) provision of postal services (as specified under title VI).

¹ According to the EEA utilities directive, a public undertaking is any undertaking over which the contracting authorities may exercise directly or indirectly a dominant influence by virtue of their ownership of it, their financial participation therein, or the rules which govern it.

A dominant influence on the part of the contracting authorities shall be presumed when these authorities, directly or indirectly, in relation to an undertaking:

- hold the majority of the undertaking's subscribed capital, or
- control the majority of the votes attaching to shares issued by the undertaking, or
- can appoint more than half of the undertaking's administrative, management or supervisory body.

² As regards transport services, a network shall be considered to exist where the service is provided under operating conditions laid down by a competent authority of an EEA Member State, such as conditions on the routes to be served, the capacity to be made available or the frequency of the service.

I. Production, transport or distribution of drinking water

Public authorities and public undertakings producing, transporting and distributing drinking water. Such public authorities and public undertakings are operating under local legislation or under individual agreements based thereupon.

- Gruppenwasserversorgung Liechtensteiner Oberland
- Gruppenwasserversorgung Liechtensteiner Unterland

II. Production, transport or distribution of electricity

Public authorities and public undertakings for the production, transport and distribution of electricity operating on the basis of authorizations for expropriation.

- Liechtensteinische Kraftwerke

III. Procuring entities in the field of urban railway, automated systems, tramway, trolley bus, bus or cable services

LIECHTENSTEINmobil

IV. Procuring entities in the field of airport facilities

None

V. Procuring entities in the field of inland ports

None

VI. Postal Services

Liechtensteinische Post AG, but only for activities for which it holds exclusive rights.

Notes to Annex 3

1. This Agreement does not cover procurement which the procuring entity awards for purposes other than the pursuit of their activities as described in this Annex or for the pursuit of such activities in a non-EEA country.

2. This Agreement does not cover procurement:

- (a) by a procuring entity to an affiliated undertaking³; or

³ "affiliated undertaking" means any undertaking the annual accounts of which are consolidated with those of the procuring entity in accordance with the requirements of Council Directive 83/349/EEC on consolidated accounts, or in case of entities not subject to that Directive, any undertaking over which the procuring entity may exercise, directly or indirectly, a dominant influence, or which may exercise a dominant influence over the procuring entity, or which, in common with the procuring entity, is subject to the dominant influence of another undertaking by virtue of ownership, financial participation, or the rules which govern it.

- (b) by a joint venture formed exclusively by a number of procuring entities for the purpose of carrying out a relevant activity within the meaning of paragraphs (i) to (vi) of this Annex, to an undertaking which is affiliated with one of these procuring entities,

provided that at least 80 per cent of the average turnover of the affiliated undertaking with respect to goods, services or construction services for the preceding three years derives respectively from the provision of such services or goods to undertakings with which it is affiliated.

When, because of the date on which an affiliated undertaking was created or commenced activities, the turnover is not available for the preceding three years, it will be sufficient for that undertaking to show that the turnover referred to in this paragraph is credible, in particular by means of business projections.

3. This Agreement does not cover procurement by entities in this Annex:

- (a) by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purpose of carrying out activities of paragraphs (i) to (vi) of this Annex, to one of these procuring entities; or
- (b) by a procuring entity to such a joint venture of which it forms part, provided that the joint venture has been set up in order to carry out the activity concerned over a period of at least three years and that the instrument setting up the joint venture stipulates that the procuring entities, which form it, will be part thereof for at least the same period.

4. This Agreement does not cover procurement for the purchase of water, the supply of energy or of fuels for the production of energy.

5. This Agreement does not cover procurement by procuring entities other than a public authority exercising the supply of drinking water or electricity to networks which provide a service to the public, if they produce these services by themselves and consume them for the purpose of carrying out other activities than those described under this Annex under (i) and (iii) and provided that the supply to the public network depends only on the entity's own consumption and does not exceed 30 per cent of the entity's total production of drinking water or energy, having regard to the average for the preceding three years, including the current year.

6. This Agreement does not cover procurement for purposes of re-sale or hire to third parties, provided that the procuring entity enjoys no special or exclusive right to sell or hire the subject of such contracts and other entities are free to sell or hire it under the same conditions as the procuring entity.

7. This Agreement does not cover procurement by procuring entities providing a bus service if other entities are free to offer the same service either in general or in a specific geographical area and under the same conditions.

8. This Agreement does not cover procurement by procuring entities pursuing an activity described in this Annex when that activity is exposed to full market competition.

9. The following shall not be considered as covered procurement:

- (a) procurement by procuring entities operating in the fields of:
 - (i) production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex in regard of suppliers and service providers of Canada and the United States of America;
 - (ii) electricity in regard of suppliers and service providers of Canada and Japan;
 - (iii) urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex in regard of goods, services, suppliers and service providers from Canada, Japan and the United States;
 - (iv) bus services under this Annex in regard of suppliers and service providers from Israel and Korea;
- (b) procurement by entities listed in this Annex as regards procurement of HS Nos 8504, 8535, 8537 and 8544 (electrical transformers, plugs, switches and insulated cables) in regard of suppliers of Israel and Korea; and HS Nos 85012099, 85015299, 85015199, 85015290, 85014099, 85015390 and 8536 in regard of suppliers of Israel;
- (c) procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
- (d) procurement of services in regard to Parties which do not include service contracts for the relevant entities in Annexes 1 to 3 and the relevant service category under this Annex in their own coverage;

until such time as the Principality of Liechtenstein has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for goods, suppliers, services and service providers of the Principality of Liechtenstein to their own procurement market.

10. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of:

- Israel, Japan and Korea in contesting the award of contracts by entities of the Principality of Liechtenstein, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties;
- Japan, Korea and the United States of America in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small- or medium-sized enterprises under the relevant provisions of the law of Liechtenstein until such time as the Principality of Liechtenstein accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.

ANNEX 4

Goods

Unless otherwise specified, this Agreement covers all goods.

ANNEX 5

Services

This Agreement covers the following services, which are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) as contained in document MTN.GNS/W/120:

Subject

Maintenance and repair services	6112, 6122, 633, 886
Land transport services, including armoured car services, and courier services, except transport of mail	712 (except 71235), 7512, 87304
Air transport services of passengers and freight, except transport of mail	73 (except 7321)
Transport of mail by land, except rail, and by air	71235, 7321
Telecommunications services	752
Financial services	ex 81
(a) Insurance services	812, 814
(b) Banking and investment services ¹	
Computer and related services	84
Accounting, auditing and bookkeeping services	862
Market research and public opinion polling services	864
Management consulting services and related services	865, 866 ²
Architectural services; engineering services and integrated engineering services, urban planning and landscape architectural services; related scientific and technical consulting services; technical testing and analysis services	867
Advertising services	871
Building-cleaning services and property management services	874, 82201-82206

¹ Except contracts for financial services in connection with the issue, sale, purchase, or transfer of securities or other financial instruments, and central bank services.

² Except arbitration and conciliation services.

Publishing and printing services on a fee or contract basis	88442
Sewage and refuse disposal; sanitation and similar services	94

Notes to Annex 5

1. Covered services do not include services which entities have to procure from another entity pursuant to an exclusive right established by a published law, regulation or administrative provision.
2. Procurement by procuring entities covered under Annexes 1 to 3 of any of the services covered under this Annex is a covered procurement in regard of a particular Party's provider of service only to the extent that such Party has covered that service under its Annex 5.

ANNEX 6

Construction Services

List of Division 51, CPC:

Pre-erection work at construction sites	511
General construction work for buildings	512
General construction work for civil engineering	513
Installation and assembly work	514
Special trade construction work	515
Installation work	516
Building completion and finishing work	517
Other	518

Note to Annex 6

1. Procurement by procuring entities covered under Annexes 1 to 3 of any of the services covered under this Annex is a covered procurement in regard of a particular Party's provider of service only to the extent that such Party has covered that service under its Annex 6.

ANNEX 7

GENERAL NOTES AND DEROGATIONS FROM THE PROVISIONS OF ARTICLE IV

1. This Agreement does not cover:
 - procurement of agricultural products made in furtherance of agricultural support programmes and human feeding programmes;
 - the acquisition, development, production or co-production of programme material by broadcasters and contracts for broadcasting time.
2. The provision of services, including construction services, in the context of procurement procedures according to this Agreement is subject to the conditions and qualifications for market access and national treatment as will be required by the Principality of Liechtenstein in conformity with its commitments under the GATS.
3. Procurement by procuring entities covered under Annexes 1 and 2 in connection with activities in the fields of drinking water, energy, transport and the postal sector are not covered by this Agreement unless covered under Annex 3.
4. Based on Article II, ch. 2 a) ii, this Agreement does not cover fund placements of insured persons conducted by public entities or undertakings such as public insurance and pensions funds.

**FINAL APPENDIX I OFFER OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
WITH RESPECT TO ARUBA**

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

Supplies

Threshold: SDR 100,000

Services

Threshold: SDR 100,000

Construction Services

Threshold: SDR 4,000,000

List of Entities:

Ministry of General Affairs (Note 1)
Ministry of Justice and Education
Ministry of Finance, Communication, Utilities and Energy (Note 2)
Ministry of Health and Sport
Ministry of Integration, Infrastructure and Environment
Ministry of Economic Affairs, Social Affairs and Culture
Ministry of Tourism, Transportation and Labour
Parliament of Aruba
Raad van Advies (Council of Advisers)
Algemene Rekenkamer Aruba (Court of Auditors Aruba)
Dienst Openbare Werken (Department of Public Works)
Serlimar (Environmental Agency)
Sociale Verzekeringsbank (Social Insurance Bank)
Algemene Ziektekosten Vereniging (General Health Insurance Association)
Instituto Medico San Nicolas (Medical Institute)
Wegen Infrastructuur Fonds (Infrastructure Fund)

Notes to Annex 1

1. For the Ministry of General Affairs, this Agreement does not cover procurement by its subordinate unit Veiligheidsdienst Aruba.
2. For the Ministry of Finance, Communication, Utilities and Energy, this Agreement does not cover the procurement by its subordinate unit Meldpunt Ongebruikelijke Transacties.

ANNEX 2

Sub-Central Government Entities

Non-applicable for Aruba (Aruba does not have any Sub-Central Governments).

ANNEX 3

All other Entities

Supplies

Threshold: SDR 400,000

Services

Threshold: SDR 400,000

Construction services

Threshold: SDR 5,000,000

List of Entities:

ANNEX 4

Goods

This Agreement covers procurement of all goods procured by the entities listed in Annexes 1 through 3, unless otherwise specified in this Agreement.

ANNEX 5

Services

This Agreement covers the following services, which are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) as contained in document MTN.GNS/W/120:

<i>Subject</i>	<i>CPC Reference N</i>
Legal services	861
Accounting, auditing and bookkeeping services	862
Taxation services	863
Engineering services	8672
Computer services	841
Management consulting services	865
Services related to management consulting	866
Building cleaning services	874
Franchising	8929
(a) Insurance services	812, 814
(b) Banking and investment services	
Banking and securities trade	811, 813
Hotel lodging services	6411
Entertainment services	9619
Recreation park and beach services	96491
Sporting services	9641
Shipping (freight and passenger transport)	72
Maritime auxiliary services: cargo handling	74
Freight transport: agency services/freight forwarding	74
Maritime auxiliary services: storage/warehousing	74
Road transport	71231, 71234, 71239

Real Estate Services	821, 822
Publishing/printing services	88442
Adult/other education services	924, 929
Courier services	7512
Market research and opinion polling services	864
Advertising services	871
Packaging services	876
Hotel and similar accommodation services	641
Telecommunication services	752

ANNEX 6

Construction Services

List of Construction Services

Construction and related engineering services	51
---	----

FINAL APPENDIX I OFFER OF NORWAY

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

Goods

Threshold: SDR 130,000

Services

Threshold: SDR 130,000

Construction Services

Threshold: SDR 5,000,000

All Central Government Entities.

An indicative list of Central Government Entities is attached.

Notes to Annex 1

1. "Central Government Entities" covers also any subordinated entity of any central government entity, provided that such entity does not have separate legal personality.
2. The following shall not be considered as covered procurement:
 - procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of procurement of FSC 58 (communications, protection and coherent radiation equipment) from Canada;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;

until such time as Norway has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for Norwegian goods, suppliers, services and service providers to their own procurement market.

3. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the United States in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium-sized enterprises under the relevant provisions in Norway, until such time as Norway accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.

Indicative list of Central Government Entities:

Statsministerens kontor

Regjeringsadvokaten

Arbeidsdepartementet

Arbeids- og velferdsetaten (NAV)
Arbeidsretten
Arbeidstilsynet
Pensjonstrygden for sjømenn
Petroleumstilsynet
Riksmeklingsmannen
Statens arbeidsmiljøinstitutt

Trygderetten
Statens Pensjonskasse

**Barne-, likestillings og inkluderings-
Departementet**

Barneombudet
Barne, ungdoms- og familiedirektoratet

Forbrukerombudet
Forbrukerrådet
Fylkesnemndene for barnevern og sosiale saker
Integrerings- og mangfoldsdirektoratet
Kontaktutvalget mellom innvandrerbefolkningen
og myndighetene (KIM)
Likestillings- og diskrimineringsnemnda

Likestilling- og diskrimineringsombudet

Statens Institutt for Forbruksforskning

Finansdepartementet

Finanstilsynet
Folketrygdfondet
Norges Bank
Senter for statlig økonomistyring

Skattedirektoratet
Statens innkrevingssentral

Statistisk sentralbyrå
Toll- og avgiftsdirektoratet

Office of the Prime Minister

Office of the Attorney General

Ministry of Labour

The Norwegian Labour and Welfare Service
The Labour Court
The Norwegian Labour Inspection Authority
Pension Insurance for Seamen
Petroleum Safety Authority
State mediator
The National Institute of Occupational
Health
The National Insurance Appeal Body
The Norwegian Public Service Pension Fund

**Ministry of Children, Equality and
Social Inclusion**

The Ombudsman for Children in Norway
The Norwegian Directorate for Children,
Youth and Family Affairs
The Consumer Ombudsman
The Norwegian Consumer Council
County Social Welfare Boards
Directorate of Integration and Diversity
The Contact Committee for Immigrants and
Authorities
The Equality and Anti-Discrimination
Tribunal
The Equality and Anti-Discrimination
Ombud
National Institute for Consumer
Research

Ministry of Finance

The Financial Supervisory Authority
of Norway
Folketrygdfondet
Central Bank of Norway
The Norwegian Government Agency for
Financial Management
Directorate of Taxes
The Norwegian National Collection
Authority
Statistics Norway
Directorate of Customs and Excise

Fiskeri- og kystdepartementet

Fiskeridirektoratet
Havforskningsinstituttet
Kystverket
Nasjonalt institutt for ernærings- og
sjømatforskning

**Fornyrings-, administrasjons- og
Kirkedepartementet**

Bispedømmerådene
Datatilsynet
Departementenes servicesenter
Det praktisk-teologiske seminar
Direktoratet for forvaltning og IKT

Fylkesmannsembetene
Gáldu – Kompetansesenter for urfolks rettigheter

Internasjonalt reindriftssenter
Kirkerådet
Konkurransetilsynet
Nidarosdomens restaureringsarbeider

Opplysningsvesenets Fond
Personvernemnda
Sametinget
Statsbygg

Forsvarsdepartementet

Forsvaret
Forsvarets Forskningsinstitutt
Forsvarsbygg
Nasjonal Sikkerhetsmyndighet

Helse- og omsorgsdepartementet

Bioteknologinemnda
Helsedirektoratet
Klagenemnda for bidrag til behandling i utlandet

Nasjonalt folkehelseinstitutt
Nasjonalt kunnskapssenter for helsetjenesten

Norsk pasientskadeerstatning

Pasientskadenemnda
Preimplantasjonsdiagnostikknemnda

Ministry of Fisheries and Coastal Affairs

Directorate of Fisheries
Institute of Marine Research
The Norwegian Coastal Administration
The National Institute of Nutrition and
Seafood Research

**Ministry of Government Administration
Reform and Church Affairs**

The Diocesan Councils
The Data Inspectorate
Government Administration Services
Practical Theological Seminar
The Agency for Public Management and
eGovernment
The County Governors
Gáldu – Resource Center for the Right of
Indigenous Peoples
International Center for Reindeer Husbandry
National Council of the Church of Norway
Norwegian Competition Authority
The Restoration Workshop of Nidaros
Cathedral
The Norwegian State Church Endowment
Data Protection Tribunal Norway
The Sámediggi
The Directorate of Public Construction and
Property

Ministry of Defence

Norwegian Armed Forces
Norwegian Defence Research Establishment
Norwegian Defence Estates Agency
Norwegian National Security Authority

Ministry of Health and Care Services

The Norwegian Biotechnology Advisory
Board
Norwegian Directorate of Health
The Norwegian Governmental Appeal Board
Regarding Medical Treatment Abroad
Norwegian Institute of Public Health
Norwegian Knowledge Centre for Health
Services
The Norwegian System of Compensation
to Patients
The Patients' Injury Compensation Board
National Board for Preimplantation Genetic
Diagnosis

Statens autorisasjonskontor for helsepersonell

Statens helsepersonellnemnd

Statens helsetilsyn

Statens Institutt for rusmiddelforskning

Statens Legemiddelverk

Statens Strålevern

Vitenskapskomiteen for mattrygghet

The Norwegian Registration Authority for Health Personnel

Norwegian Appeal Board for Health Personnel

Norwegian Board of Health Supervision

National Institute for Alcohol and Drug Research

Norwegian Medicines Agency

Norwegian Radiation Protection Authority

Norwegian Scientific Committee for Food Safety

Justis- og politidepartementet

Den høyere påtalemyndighet

Den militære påtalemyndighet

Direktoratet for nødkommunikasjon

Direktoratet for samfunnssikkerhet og beredskap

Domstoladministrasjonen

Hovedredningsentralen

Kommisjonen for gjenopptakelse av straffesaker

Kontoret for voldsoffererstatning

Kriminalomsorgens sentrale forvaltning

Politidirektoratet

Politiets sikkerhetstjeneste

Sekretariatet for konfliktrådene

Siviltjenesten

Spesialenheten for politisaker

Statens sivilrettsforvaltning

Utlendingsdirektoratet

Utlendingsnemnda (UNE)

Ministry of Justice and the Police

The Higher Prosecuting Authority

The Military Prosecuting Authority

Directorate for Emergency Communication

The Directorate for Civil Protection and Emergency Planning

National Courts Administration

Joint Rescue Coordination Centre

The Norwegian Criminal Cases Review Commission

The Norwegian Criminal Injuries Compensation Authority

The Norwegian Correctional Services

The National Police Directorate

The Norwegian Police Security Service

National Mediation Service

The Administration of Conscientious Objection

Norwegian Bureau for the Investigation of Police Affairs

The Norwegian Civil Affairs Authority

The Directorate of Immigration

The Immigration Appeal Board

Kommunal og Regionaldepartementet

Distriktssenteret

Husbanken

Husleietvistutvalget i Oslo, Akershus, Bergen og Trondheim

Statens bygningstekniske etat

Ministry of Local Government and Regional Development

Centre of Competence on Rural Development

The Norwegian State Housing Bank

The Rent Disputes Tribunal in Oslo, Akershus, Bergen and Trondheim

National Office of Building Technology and Administration

Kulturdepartementet

Arkivverket

Kunst i offentlige rom, KORO
Lotteri- og stiftelsestilsynet

Medietilsynet
Nasjonalbiblioteket
Norsk Filminstitutt
Norsk Kulturråd
Norsk lokalhistorisk institutt
Norsk lyd- og blindeskriftbibliotek
Rikskonsertene
Riksteatret
Språkrådet

Kunnskapsdepartementet

Artsdatabanken

BIBSYS
Foreldreutvalget for grunnopplæringen

Meteorologisk institutt
Nasjonalt organ for kvalitet i utdanningen

Norges forskningsråd
Norgesuniversitetet
Norsk institutt for forskning om oppvekst, velferd
og aldring (NOVA)
Norsk utenrikspolitisk institutt

Samordna opptak

Senter for IKT i utdanningen
Senter for internasjonalisering av høyere
utdanning
Statens fagskole for gartnere og
blomsterdekoratører (Vea)
Statens lånekasse for utdanning

Statlige universiteter og høyskoler
Utdanningsdirektoratet

Vox, nasjonalt fagorgan for kompetansepolitikk

Ministry of Cultural Affairs

The National Archival Services of
Norway
Public Art Norway
The Norwegian Gaming and Foundation
Authority
The Norwegian Media Authority
The National Library of Norway
National Film Board
Arts Council Norway
The Norwegian Institute of Local History
Norwegian Sound and Braille Library
The Norwegian Concert Institute
The Norwegian Touring Theatre
The Language Council of Norway

Ministry of Education and Research

The Norwegian Biodiversity Information
Centre
BIBSYS
The National Parents' Committee for
Primary and Secondary Education
Norwegian Meteorological Institute
Norwegian Agency for Quality Assurance in
Education
The Research Council of Norway
Norway Opening University
Norwegian Social Research

Norwegian Institute of International
Affairs
The Norwegian Universities and Colleges
Admission Service
The Norwegian Centre for ICT in Education
The Norwegian Centre for International
Cooperation in Higher Education

The Norwegian State Educational Loan
Fund
Universities and University Colleges
Norwegian Directorate for Education and
Training
Norwegian Institute for Adult Learning

Landbruks- og matdepartementet

Bioforsk

Mattilsynet

Norsk institutt for skog og landskap

Norsk institutt for landbruksøkonomisk forskning

Reindriftsforvaltningen

Statens landbruksforvaltning

Veterinærinstituttet

Miljøverndepartementet

Direktoratet for Naturforvaltning

Klima- og forurensningsdirektoratet

Norsk kulturminnefond

Norsk Polarinstitutt

Riksantikvaren

Statens Kartverk

Nærings- og handelsdepartementet

Direktoratet for mineralforvaltning med

Bergmesteren for Svalbard

Garanti-Instituttet for Eksportkreditt (GIEK)

Justervesenet

Norges geologiske undersøkelse

Norsk akkreditering

Norsk romsenter

Sjøfartsdirektoratet

Skipsregistrene

Patentstyret

Brønnøysundregistrene

Olje- og energidepartementet

Norges vassdrags- og energidirektorat

Oljedirektoratet

Samferdselsdepartementet

Jernbaneverket

Luftfartstilsynet

Post- og teletilsynet

Statens havarikommisjon

Statens jernbanetilsyn

Statens vegvesen

Ministry of Agriculture and Food

Norwegian Institute for Agriculture
and Environmental Research

Norwegian Food Safety Authority

Norwegian Forest and Landscape Institute

Norwegian Agricultural Economics
Research Institute

Norwegian Reindeer Husbandry
Administration

Norwegian Agricultural Authority

National Veterinary Institute

Ministry of the Environment

Directorate for Nature Management

Climate and Pollution Agency

Norwegian Cultural Heritage Fund

Norwegian Polar Research Institute

Directorate for Cultural Heritage

Norwegian Mapping Authority

Ministry of Trade and Industry

Directorate of Mining with

Commissioner of Mines at Svalbard

GIEK

Norwegian Metrology Service

The Geological Survey of Norway

Norwegian Accreditation

Norwegian Space Agency

The Norwegian Maritime Directorate

The Norwegian International Ship Register

Norwegian Industrial Property Office

The Brønnøysund Register Centre

Ministry of Petroleum and Energy

Norwegian Water Resources and Energy
Directorate

Norwegian Petroleum Directorate

Ministry of Transport and Communication

The Norwegian National Railway
Administration

Civil Aviation Authority Norway

Norwegian Post and Telecommunications
Authority

Accident Investigation Board Norway

Norwegian Rail Authority

Norwegian Public Roads Administration

Utenriksdepartementet

Direktoratet for utviklingssamarbeid (NORAD)

Fredskorpset

Stortinget

Stortingets ombudsmann for forvaltningen

- Sivilombudsmannen

Riksrevisjonen

Domstolene

Ministry of Foreign Affairs

Norwegian Agency for Development

Cooperation

FK Norway

The Storting

Stortingets Ombudsman for Public

Administration

Office of the Auditor General

Courts of Law

ANNEX 2

Sub-Central Entities

Goods

Threshold: SDR 200,000

Services

Threshold: SDR 200,000

Construction Services

Threshold: SDR 5,000,000

1. All sub-central government entities operating at the regional (counties) or local (municipalities) level.
2. All bodies governed by public law.

A body is considered to be governed by public law when it:
 - (1) is established for the specific purpose of meeting needs in the general interest, not having a commercial or industrial character; and
 - (2) has legal personality; and
 - (3) is financed for the most part by the State, or regional or local authorities, or other bodies governed by public law, or is subject to management supervision by those bodies, or has an administrative, managerial or supervisory board more than half of whose members are appointed by the State, regional or local authorities, or other bodies governed by public law.
3. All associations formed by one or several of the entities covered by the preceding paragraphs 1 and 2.
4. An indicative list of procuring entities which are bodies governed by public law is attached.

Notes to Annex 2

1. The following shall not be considered as covered procurement:
 - procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of suppliers, services and service providers from the United States;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of procurement of FSC 58 (communications, protection and coherent radiation equipment) from Canada;
 - procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;

until such time as Norway has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for Norwegian goods, suppliers, services and service providers to their own procurement market.

2. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of:
 - Japan, Korea and the United States in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium-sized enterprises under the relevant provisions in Norway, until such time as Norway accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses;
 - Japan in contesting the award of contracts by Norwegian entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by this Party.
3. In regard of goods, services, suppliers and services providers from Canada this Annex shall only apply to procurement by sub-central government entities operating at regional level (counties).

Indicative list of procuring entities which are bodies governed by public law:

Enova SF	Enova SF
Garantiinstituttet for eksportkreditt, GIEK	The Norwegian Guarantee Institute
Helse Sør-Øst RHF	South-Eastern Norway Regional Health Authority
Helse Vest RHF	Western Norway Regional Health Authority
Helse Midt-Norge RHF	Central Norway Regional Health Authority
Helse Nord RHF	Northern Norway Regional Health Authority
Innovasjon Norge	Innovation Norway
Norsk Rikskringkasting, NRK	The Norwegian Broadcasting Corporation
Universitetssenteret på Svalbard AS	The University Centre in Svalbard
Uninett AS	Uninett, The Norwegian Research Network
Simula Research Laboratory AS	Simula Research Laboratory AS
Norsk samfunnsvitenskapelig datatjeneste AS (NSD)	Norwegian Social Science Data services AS (NSD)

Categories:

- *Statsbanker (State Banks)*
- *Publicly owned and operated museums*

ANNEX 3

Other Entities (Utilities)

Goods

Threshold: SDR 400,000

Services

Threshold: SDR 400,000

Construction Services

Threshold: SDR 5,000,000

1. All procuring entities whose procurement is covered by the EEA utilities directive which are contracting authorities (i.e. those covered under Annex 1 and Annex 2) or public undertakings¹ and which have as one of their activities any of those referred to below or any combination thereof:

- (a) the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of drinking water or the supply of drinking water to such networks;
- (b) the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of electricity or the supply of electricity to such networks;
- (c) the provision of airport or other terminal facilities to carriers by air;
- (d) the provision of maritime or inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway;
- (e) the provision or operation of networks² providing a service to the public in the field of transport by urban railway, automated systems, tramway, trolley bus, bus or cable.

2. An indicative list of Other Entities (Utilities) is attached.

¹ According to the EEA utilities directive, a public undertaking is any undertaking over which the contracting authorities may exercise directly or indirectly a dominant influence by virtue of their ownership of it, their financial participation therein, or the rules which govern it.

A dominant influence on the part of the contracting authorities shall be presumed when these authorities, directly or indirectly, in relation to an undertaking:

- hold the majority of the undertaking's subscribed capital, or
- control the majority of the votes attaching to shares issued by the undertaking, or
- can appoint more than half of the undertaking's administrative, management or supervisory body.

² As regards transport services, a network shall be considered to exist where the service is provided under operating conditions laid down by a competent authority, such as conditions on the routes to be served, the capacity to be made available or the frequency of the service.

Notes to Annex 3

1. Procurement for the pursuit of an activity listed above shall not be subject to this Agreement when the activity is directly exposed to competition on markets to which access is not restricted.
2. This Agreement does not cover procurement by entities included in this Annex:
 - (a) for the purchase of water and for the supply of energy or of fuels for the production of energy;
 - (b) for purposes other than the pursuit of their activities as described in this Annex or for the pursuit of such activities in a non-EEA country;
 - (c) for purposes of re-sale or hire to third parties provided that the procuring entity enjoys no special or exclusive right to sell or hire the subject of such contracts and that other entities are free to sell or hire it under the same conditions as the procuring entity.
3. This Agreement does not cover procurement:
 - (a) by a procuring entity from an affiliated undertaking³; or
 - (b) by a joint venture formed exclusively by a number of procuring entities for the purpose of carrying out a relevant activity within the meaning of paragraphs (a) to (e) of this Annex, from an undertaking which is affiliated with one of these procuring entities,

provided that at least 80 per cent of the average turnover of the affiliated undertaking with respect to goods, services or construction services for the preceding three years derives respectively from the provision of such services or goods to undertakings with which it is affiliated.

When, because of the date on which an affiliated undertaking was created or commenced activities, the turnover is not available for the preceding three years, it will be sufficient for that undertaking to show that the turnover referred to in this paragraph is credible, in particular by means of business projections.

4. This Agreement does not cover procurement:
 - (a) by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purpose of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (e) of this Annex, from one of these procuring entities; or
 - (b) by a procuring entity from such a joint venture of which it forms part, provided that the joint venture has been set up in order to carry out the activity concerned over a period of at least three years and that the instrument setting up the joint venture stipulates that the procuring entities, which form it, will be part thereof for at least the same period.

³ "affiliated undertaking" means any undertaking the annual accounts of which are consolidated with those of the procuring entity in accordance with the requirements of Council Directive 83/349/EEC on consolidated accounts, or in case of entities not subject to that Directive, any undertaking over which the procuring entity may exercise, directly or indirectly, a dominant influence, or which may exercise a dominant influence over the procuring entity, or which, in common with the procuring entity, is subject to the dominant influence of another undertaking by virtue of ownership, financial participation, or the rules which govern it.

5. The supply of drinking water or electricity to networks which provide a service to the public by a procuring entity other than a contracting authority shall not be considered as a relevant activity within the meaning of paragraph (a) or (b) of this Annex where:

- (a) the production of drinking water or electricity by the entity concerned takes place because its consumption is necessary for carrying out an activity other than that referred to in paragraphs (a) to (e) of this Annex; and
- (b) supply to the public network depends only on the entity's own consumption and has not exceeded 30 per cent of the entity's total production of drinking water or energy, having regard to the average for the preceding three years, including the current year.

6. The following shall not be considered as covered procurement:

- procurement by procuring entities operating in the fields of:
 - (i) production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex;
 - (ii) airport facilities covered under this Annex;
 - (iii) maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex; and
 - (iv) urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex

in regard of goods, services, suppliers and service providers from Canada;

- procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities operating in the field of airport facilities covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States and Korea;
- procurement by procuring entities operating in the field of urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- procurement by procuring entities operating in the field of urban railway covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Japan;
- procurement by procuring entities operating in the field of bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Israel

until such time as Norway has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for Norwegian goods, suppliers, services and service providers to their own procurement market.

7. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of:
- Japan, Korea and the United States in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium-sized enterprises under the relevant provisions in Norway, until such time as Norway accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses;
 - Japan in contesting the award of contracts by Norwegian entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by this Party.

Indicative list of other entities (utilities):

1. *Drinking Water*

Public entities producing or distributing water pursuant to Forskrift om vannforsyning og drikkevann (FOR 2001-12-09 1372).

For instance:

Asker og Bærum vannverk	Asker and Bærum Water Network
Bergen vannverk	Bergen Drinking Water Network

2. *The electricity sector*

Public entities producing, transporting or distributing electricity pursuant to Lov om erverv av vannfall mv. kap. I, jf. kap V (LOV 1917-12-14 16), Lov om vasdragsreguleringer (LOV-1917-12-14 17), Lov om vassdrag og grunnvann (LOV-2000-11-24 82) or Lov om produksjon, omforming, overføring, omsetning, fordeling og bruk av energi m.m. (LOV 1990-06-29 50).

For instance:

Alta Kraftverk	Alta Power Plant
Bingsfoss Kraftverk	Bingfoss Power Plant

3. *Airports:*

Public entities providing airport facilities pursuant to Lov om luftfart (LOV-1993-06-11 101).

For instance:

Avinor AS	Avinor AS
-----------	-----------

4. *Ports:*

Public entities operating pursuant to Lov om havner og farvann (LOV 20009-04-17 19)

For instance:

Oslo havn	Port of Oslo
Stavangerregionens havn	Port of Stavanger

5. *Urban transport*

Public entities which have as one of their activities the operation of networks providing a service to the public in the field of transport by automated systems, urban railway, tramway, trolley bus, bus or cable according to Lov om anlegg og drift av jernbane, herunder sporvei, tunellbane og forstadsbane m.m. (LOV 1993-06-11 100), Lov om yrkestransport med motorvogn og fartøy (LOV 2002-06-21 45) or Lov om anlegg av taugbaner og løipestrenger (LOV 1912-06-14 1).

ANNEX 4

Goods

1. This Agreement covers procurement of all goods, unless otherwise specified in this Agreement.
2. This Agreement covers only the following goods that are described in the Chapters of the CCC (Customs Co-operation Council)/Brussels nomenclature specified below and that are procured by the Ministry of Defence, its subordinated entities and entities in the field of security:
 - Chapter 25: Salt; sulphur; earths and stone; plastering materials, lime and cement
 - Chapter 26: Metallic ores, slag and ash
 - Chapter 27: Mineral fuels, mineral oils and products of their distillation; bituminous substances; mineral waxes, except:
 - ex 27.10 special engine fuels
 - Chapter 28: Inorganic chemicals; organic and inorganic compounds of precious metals, of rare earth metals, of radio-active elements and of isotopes, except:
 - ex 28.09 explosives
 - ex 28.13 explosives
 - ex 28.14 tear gas
 - ex 28.28 explosives
 - ex 28.32 explosives
 - ex 28.39 explosives
 - ex 28.50 toxic products
 - ex 28.51 toxic products
 - ex 28.54 explosives
 - Chapter 29: Organic chemicals, except:
 - ex 29.03 explosives
 - ex 29.04 explosives
 - ex 29.07 explosives
 - ex 29.08 explosives
 - ex 29.11 explosives
 - ex 29.12 explosives
 - ex 29.13 toxic products
 - ex 29.14 toxic products
 - ex 29.15 toxic products
 - ex 29.21 toxic products
 - ex 29.22 toxic products
 - ex 29.23 toxic products
 - ex 29.26 explosives
 - ex 29.27 toxic products
 - ex 29.29 explosives
 - Chapter 30: Pharmaceutical products
 - Chapter 31: Fertilizers
 - Chapter 32: Tanning and dyeing extracts; tannins and their derivatives; dyes, colours, paints and varnishes, putty, fillers and stoppings, inks
 - Chapter 33: Essential oils and resinoids; perfumery, cosmetics and toilet preparations
 - Chapter 34: Soap, organic surface-active agents, washing preparations, lubricating preparations, artificial waxes, prepared waxes, polishing and scouring preparations, candles and similar articles, modelling pastes and "dental waxes"
 - Chapter 35: Albuminoidal substances; glues; enzymes
 - Chapter 37: Photographic and cinematographic goods

- Chapter 38: Miscellaneous chemical products, except:
ex 38.19 toxic products
- Chapter 39: Artificial resins and plastic materials, cellulose esters and ethers, articles thereof, except:
ex 39.03 explosives
- Chapter 40: Rubber, synthetic rubber, factice, and articles thereof, except:
ex 40.11 bullet-proof tyres
- Chapter 41: Raw hides and skins (other than fur skins) and leather
- Chapter 42: Articles of leather; saddlery and harness; travel goods, handbags and similar containers; articles of animal gut (other than silk-worm gut)
- Chapter 43: Fur skins and artificial fur; manufactures thereof
- Chapter 44: Wood and articles of wood; wood charcoal
- Chapter 45: Cork and articles of cork
- Chapter 46: Manufactures of straw of esparto and of other plaiting materials; basketware and wickerwork
- Chapter 47: Paper-making material
- Chapter 48: Paper and paperboard; articles of paper pulp, of paper or of paperboard
- Chapter 49: Printed books, newspapers, pictures and other products of the printing industry; manuscripts, typescripts and plans
- Chapter 65: Headgear and parts thereof
- Chapter 66: Umbrellas, sunshades, walking-sticks, whips, riding-crops and parts thereof
- Chapter 67: Prepared feathers and down and articles made of feathers or of down; artificial flowers; articles of human hair
- Chapter 68: Articles of stone, of plaster, of cement, of asbestos, of mica and of similar materials
- Chapter 69: Ceramic products
- Chapter 70: Glass and glassware
- Chapter 71: Pearls, precious and semi-precious stones, precious metals, rolled precious metals, and articles thereof; imitation jewellery
- Chapter 73: Iron and steel and articles thereof
- Chapter 74: Copper and articles thereof
- Chapter 75: Nickel and articles thereof
- Chapter 76: Aluminium and articles thereof
- Chapter 77: Magnesium and beryllium and articles thereof
- Chapter 78: Lead and articles thereof
- Chapter 79: Zinc and articles thereof
- Chapter 80: Tin and articles thereof
- Chapter 81: Other base metals employed in metallurgy and articles thereof
- Chapter 82: Tools, implements, cutlery, spoons and forks, of base metal; parts thereof, except:
ex 82.05 tools
ex 82.07 tools, parts
- Chapter 83: Miscellaneous articles of base metal
- Chapter 84: Boilers, machinery and mechanical appliances; parts thereof, except:
ex 84.06 engines
ex 84.08 other engines
ex 84.45 machinery
ex 84.53 automatic data-processing machines
ex 84.55 parts of machines under heading 84.53
ex 84.59 nuclear reactors

- Chapter 85: Electrical machinery and equipment; parts thereof, except:
ex 85.13 telecommunication equipment
ex 85.15 transmission apparatus
- Chapter 86: Railway and tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof, except:
ex 86.02 armoured locomotives, electric
ex 86.03 other armoured locomotives
ex 86.05 armoured wagons
ex 86.06 repair wagons
ex 86.07 wagons
- Chapter 87: Vehicles, other than railway or tramway rolling-stock, and parts thereof, except:
ex 87.01 tractors
ex 87.02 military vehicles
ex 87.03 breakdown lorries
ex 87.08 tanks and other armoured vehicles
ex 87.09 motorcycles
ex 87.14 trailers
- Chapter 89: Ships, boats and floating structures, except:
ex 89.01A warships
- Chapter 90: Optical, photographic, cinematographic, measuring, checking, precision, medical and surgical instruments and apparatus; parts thereof, except:
ex 90.05 binoculars
ex 90.13 miscellaneous instruments, lasers
ex 90.14 telemeters
ex 90.28 electrical and electronic measuring instruments
ex 90.11 microscopes
ex 90.17 medical instruments
ex 90.18 mechano-therapy appliances
ex 90.19 orthopaedic appliances
ex 90.20 X-ray apparatus
- Chapter 91: Manufacture of watches and clocks
- Chapter 92: Musical instruments; sound recorders or reproducers; television image and sound recorders or reproducers; parts and accessories of such articles
- Chapter 94: Furniture and parts thereof; bedding, mattresses, mattress supports, cushions and similar stuffed furnishings, except:
ex 94.01A aircraft seats
- Chapter 95: Articles and manufactures of carving or moulding material
- Chapter 96: Brooms, brushes, powder-puffs and sieves
- Chapter 98: Miscellaneous manufactured articles

ANNEX 5

Services

This Agreement covers the following services which are identified in accordance with the United Nations Provisional Central Product Classification (CPC) as contained in document MTN.GNS/W/120 with the exceptions specified in the Notes to this Annex:

<i>Subject</i>	<i>CPC Reference No.</i>
Maintenance and repair services	6112, 6122, 633, 886
Land transport services, including armoured car services, and courier services, except transport of mail	712 (except 71235); 7512, 87304
Air transport services of passengers and freight, except transport of mail	73 (except 7321)
Transport of mail by land, except rail, and by air	71235, 7321
Telecommunications services	752
Financial services	Ex 81, 812, 814
(a) Insurance services	
(b) Banking and investments services	
Computer and related services	84
Accounting, auditing and bookkeeping services	862
Market research and public opinion polling services	864
Management consulting services and related services	865, 866
Architectural services; engineering services and integrated engineering services; urban planning and landscape architectural services; related scientific and technical consulting services; technical testing and analysis services	867
Advertising services	871
Building-cleaning services and property management services	874, 822
Publishing and printing services on a fee or contract basis	88442
Sewage and refuse disposal; sanitation and similar services	94

Notes to Annex 5

1. Banking and investment services under Financial services on the list above do not include financial services in connection with issue, sale, purchase and transfer of securities or other financial instruments, and central bank services.

2. Management consulting services on the list above do not include arbitration and conciliation services.
3. Procurement by procuring entities covered under Annexes 1, 2 and 3 of any of the services covered under this Annex is a covered procurement in regard of a particular Party's provider of service only to the extent that such Party has covered that service under its Annex 5.
4. Covered services do not include services which entities have to procure from another entity pursuant to an exclusive right established by a published law, regulation or administrative provision.

ANNEX 6

Construction Services

List of Division 51, CPC:

All services listed in Division 51.

Note to Annex 6

Procurement by procuring entities covered under Annexes 1, 2 and 3 of any of the services covered under this Annex is a covered procurement in regard of a particular Party's provider of service only to the extent that such Party has covered that service under its Annex 6.

ANNEX 7

General Notes

1. This Agreement does not cover:
 - (a) procurement for the acquisition, development, production or co-production of programme material by broadcasters and contracts for broadcasting time;
 - (b) procurement of agricultural products made in furtherance of agricultural support programmes and human feeding programmes.
2. Procurement by procuring entities covered under Annexes 1 and 2 in connection with activities in the fields of drinking water, energy, transport and the postal sector are not covered by this Agreement, unless covered under Annex 3.
3. This Agreement shall not apply to Svalbard.

FINAL APPENDIX I OFFER OF SINGAPORE

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

Goods (specified in Annex 4)	<i>Threshold:</i>	SDR 130,000
Services (specified in Annex 5)	<i>Threshold:</i>	SDR 130,000
Construction (specified in Annex 6)	<i>Threshold:</i>	SDR 5,000,000

List of Entities:

Auditor-General's Office
Attorney-General's Chambers
Cabinet Office
Istana
Judicature
Ministry of Transport
Ministry of Community Development, Youth and Sports
Ministry of Education
Ministry of Environment and Water Resources
Ministry of Finance
Ministry of Foreign Affairs
Ministry of Health
Ministry of Home Affairs
Ministry of Information, Communications and the Arts
Ministry of Manpower
Ministry of Law
Ministry of National Development
Ministry of Trade and Industry
Parliament
Presidential Councils
Prime Minister's Office
Public Service Commission
Ministry of Defence

Notes to Annex 1

1. This Agreement generally covers procurement by the Singapore Ministry of Defence of the following FSC categories (others being excluded) subject to the Government of Singapore's determinations under the provision of Article III, paragraph 1.

<i>FSC</i>	<i>Description</i>
22	Railway Equipment
23	Ground Effect Vehicles, Motor Vehicles, Trailers and Cycles
24	Tractors
25	Vehicular Equipment Components
26	Tires and Tubes
29	Engine Accessories
30	Mechanical Power Transmission Equipment
31	Bearings
32	Woodworking Machinery and Equipment
34	Metalworking Machinery
35	Service and Trade Equipment
36	Special Industry Machinery
37	Agricultural Machinery and Equipment
38	Construction, Mining, Excavating and Highway Maintenance Equipment
39	Materials Handling Equipment
40	Rope, Cable, Chain and Fittings
41	Refrigeration, Air Conditioning and Air Circulating Equipment
42	Fire Fighting, Rescue and Safety Equipment
43	Pumps and Compressors
44	Furnace, Steam Plant and Drying Equipment
45	Plumbing, Heating and Sanitation Equipment
46	Water Purification and Sewage Treatment Equipment
47	Pipe, Tubing, Hose and Fittings
48	Valves
51	Handtools
52	Measuring Tools
53	Hardware and Abrasives
54	Prefabricated Structures and Scaffolding
55	Lumber, Millwork, Plywood and Veneer
56	Construction and Building Materials
61	Electric Wire, and Power and Distribution Equipment
62	Lighting, Fixtures and Lamps
63	Alarm, Signal and Security Detection Systems
65	Medical, Dental and Veterinary Equipment and Supplies
67	Photographic Equipment
68	Chemicals and Chemical Products
69	Training Aids and Devices
70	General Purpose Automatic Data Processing Equipment, Software, Supplies and Support Equipment
71	Furniture
72	Household and Commercial Furnishings and Appliances
73	Food Preparation and Serving Equipment
74	Office Machines, Text Processing Systems and Visible Record Equipment
75	Office Supplies and Devices
76	Books, Maps and other Publications
77	Musical Instruments, Phonographs and Home-Type Radios
78	Recreational and Athletic Equipment
79	Cleaning Equipment and Supplies
80	Brushes, Paints, Sealers and Adhesives
81	Containers, Packaging and Packing Supplies
83	Textiles, Leather, Furs, Apparel and Shoe Findings, Tents and Flags

84	Clothing, Individual Equipment, and Insignia
85	Toiletries
87	Agricultural Supplies
88	Live Animals
89	Subsistence
91	Fuels, Lubricants, Oils and Waxes
93	Non-metallic Fabricated Materials
94	Non-metallic Crude Materials
95	Metal Bars, Sheets and Shapes
96	Ores, Minerals, and their Primary Products
99	Miscellaneous

2. This Agreement shall not cover procurement in respect of construction contracts for chanceries abroad and headquarters buildings made by the Ministry of Foreign Affairs.

3. This Agreement shall not cover procurement in respect of contracts made by the Internal Security Department, Criminal Investigation Department, Security Branch and Central Narcotics Bureau of the Ministry of Home Affairs as well as procurement that have security considerations made by the Ministry.

ANNEX 2

Sub-Central Government Entities

Non-applicable for Singapore (Singapore does not have any sub-central Governments).

ANNEX 3

Other Entities

Goods (specified in Annex 4)	<i>Threshold:</i>	SDR 400,000
Services (specified in Annex 5)	<i>Threshold:</i>	SDR 400,000
Construction (specified in Annex 6)	<i>Threshold:</i>	SDR 5,000,000

List of Entities:

Agency for Science, Technology and Research
 Board of Architects
 Civil Aviation Authority of Singapore
 Building and Construction Authority
 Economic Development Board
 Housing and Development Board
 Info-communications Development Authority of Singapore
 Inland Revenue Authority of Singapore
 International Enterprise Singapore
 Land Transport Authority of Singapore
 Jurong Town Corporation
 Maritime and Port Authority of Singapore
 Monetary Authority of Singapore
 Nanyang Technological University
 National Parks Board
 National University of Singapore
 Preservation of Monuments Board
 Professional Engineers Board
 Public Transport Council
 Sentosa Development Corporation
 Media Development Authority
 Singapore Tourism Board
 Standards, Productivity and Innovation Board
 Urban Redevelopment Authority

ANNEX 4

Goods

This Agreement covers procurement of all goods procured by the entities listed in Annexes 1 through 3, unless otherwise specified in this Agreement.

ANNEX 5

Services

The following services as found in document MTN.GNS/W/120 are covered (others being excluded):

Threshold: SDR 130,000 for entities as set out in Annex 1
 SDR 400,000 for entities as set out in Annex 3

CPC Description

862	Accounting, Auditing and Book-keeping Services
8671	Architectural Services
865	Management Consulting Services
874	Building-Cleaning Services
641-643	Hotels and Restaurants (incl. catering)
74710	Travel Agencies and Tour Operators
7472	Tourist Guide Services
843	Data Processing Services
844	Database Services
932	Veterinary Services
84100	Consultancy Services Related to the Installation of Computer Hardware
84210	Systems and Software Consulting Services
87905	Translation and Interpretation Services
7523	Electronic Mail
7523	Voice Mail
7523	On-Line Information and Database Retrieval
7523	Electronic Data Interchange
96112	Motion Picture or Video Tape Production Services
96113	Motion Picture or Video Tape Distribution Services
96121	Motion Picture Projection Services
96122	Video Tape Projection Services
96311	Library Services
8672	Engineering Services
7512	Courier Services
-	Biotechnology Services
-	Exhibition Services
-	Commercial Market Research
-	Interior Design Services, Excluding Architecture
-	Professional, Advisory and Consulting Services Relating to Agriculture, Forestry, Fishing and Mining, Including Oilfield Services
87201	Executive Search Services

Note to Annex 5

The services covered are subject to the limitations and conditions specified in the Government of Singapore's Schedule of the General Agreement on Trade in Services (GATS).

ANNEX 6

Construction Services

The following construction services in the sense of Division 51 of the Central Product Classification as found in document MTN.GNS/W/120 are covered (others being excluded):

Threshold: SDR 5,000,000 for entities as set out in Annex 1
 SDR 5,000,000 for entities as set out in Annex 3

List of construction services offered:

<i>CPC</i>	<i>Description</i>
512	General construction work for buildings
513	General construction work for civil engineering
514, 516	Installation and assembly work
517	Building completion and finishing work
511, 515, 518	Others

Note to Annex 6

The construction services covered are subject to the limitations and conditions specified in the Government of Singapore's Schedule of the General Agreement on Trade in Services (GATS).

ANNEX 7

General Notes

This Agreement does not cover procurement made by a covered entity on behalf of a non-covered entity.

FINAL APPENDIX I OFFER OF SWITZERLAND

(La version française fait foi)

ANNEXE 1

Entités du niveau fédéral

Fournitures (spécifiées à l'Annexe 4)	Valeur de seuil: 130 000 DTS
Services (spécifiés à l'Annexe 5)	Valeur de seuil: 130 000 DTS
Services de construction (spécifiés à l'Annexe 6)	Valeur de seuil: 5 000 000 DTS

Liste indicative des entités:

Toute autorité ou unité administrative centralisée et décentralisée de la Confédération au sens du droit public suisse

I. Liste des unités administratives centralisées et décentralisées de l'administration fédérale, conformément à la loi d'organisation de l'administration fédérale du 21 mars 1997 et l'ordonnance y relative (état au 1^{er} novembre 2011)¹:

1. Chancellerie fédérale (ChF):

Chancellerie fédérale (ChF)
Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT)

2. Département fédéral des affaires étrangères (DFAE):

2.1 Unités administratives

- Secrétariat général (SG-DFAE)
- Secrétariat d'Etat (SEE)
- Direction politique (DP)
- Direction du droit international public (DDIP)
- Direction du développement et de la coopération (DDC)
- Direction des ressources (DR)
- Direction consulaire (DC)

2.2 Commissions extraparlimentaires de suivi de marché

2.3 Commissions extraparlimentaires politico-sociales

- Commission consultative de la coopération internationale au développement
- Commission suisse pour l'UNESCO

¹ RS 172.010 et RS 172.010.1

http://www.admin.ch/ch/d/sr/c172_010.html et <http://www.admin.ch/ch/f/rs/1/172.010.1.fr.pdf>.

3. Département fédéral de l'intérieur (DFI):

3.1 Unités administratives

- Secrétariat général (SG-DFI)
- Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG)
- Office fédéral de la culture (OFC)
- Archives fédérales suisses (AFS)
- Office fédéral de météorologie et de climatologie (MétéoSuisse)
- Office fédéral de la santé publique (OFSP)
- Office fédéral de la statistique (OFS)
- Office fédéral des assurances sociales (OFAS)
- Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER)

- Domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF)
- Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ)
- Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)
- Institut Paul Scherrer (PSI)
- Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL)
- Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (EMPA)
- Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (EAWAG)
- Musée national suisse (MNS)
- Pro Helvetia
- Swissmedic, Institut suisse des produits thérapeutiques

3.2 Commissions extraparlimentaires de suivi de marché

- Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle

3.3 Commissions extraparlimentaires politico-sociales

- Commission d'experts pour l'analyse génétique humaine
- Commission des produits radiopharmaceutiques
- Commission des professions médicales
- Commission fédérale d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale
- Commission fédérale de protection contre les radiations et de surveillance de la radioactivité
- Commission fédérale des monuments historiques
- Commission nationale d'éthique dans le domaine de la médecine humaine
- Conseil suisse d'accréditation
- Conseil suisse de la science et de la technologie
- Comité directeur des examens du diplôme fédéral d'inspecteur des denrées alimentaires
- Comité directeur des examens fédéraux de chimiste pour l'analyse des denrées alimentaires
- Commission de supervision des examens d'inspecteur des denrées alimentaires
- Commission d'examen de chiropratique
- Commission d'examen de médecine dentaire
- Commission d'examen humaine
- Commission d'examen de médecine vétérinaire
- Commission d'examen de pharmacie

- Commission de supervision des examens de chimiste pour l'analyse des denrées alimentaires
- Comité national suisse du Codex Alimentarius
- Commission d'experts du fonds de prévention du tabagisme
- Commission d'experts pour l'encouragement du cinéma
- Commission de la Bibliothèque nationale suisse
- Commission de la statistique fédérale
- Commission de surveillance de la Collection Oskar Reinhart Am Römerholz à Winterthour
- Commission des statistiques de l'assurance-accidents
- Commission fédérale contre le racisme
- Commission fédérale de coordination pour les questions familiales
- Commission fédérale de l'alimentation
- Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
- Commission fédérale de la fondation Gottfried Keller
- Commission fédérale de la prévoyance professionnelle
- Commission fédérale des analyses, moyens et appareils
- Commission fédérale des beaux-arts
- Commission fédérale des bourses pour étudiants étrangers
- Commission fédérale des médicaments
- Commission fédérale des prestations générales et des principes
- Commission fédérale du cinéma
- Commission fédérale du design
- Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse
- Commission fédérale pour la prévention du tabagisme
- Commission fédérale pour les affaires spatiales
- Commission fédérale pour les problèmes liés à l'alcool
- Commission fédérale pour les problèmes liés au sida
- Commission fédérale pour les problèmes liés aux drogues
- Commission fédérale pour les questions féminines
- Commission fédérale pour les vaccinations
- Commission pour l'encouragement de l'instruction des jeunes Suisses de l'étranger
- Groupe de travail Influenza

4. Département fédéral de la justice et police (DFJP):

4.1 Unités administratives

- Secrétariat général (SG-DFJP)
- Office fédéral de la justice (OFJ)
- Office fédéral de la police (fedpol)
- Office fédéral des migrations (ODM)
- Office fédéral de métrologie (METAS)
- Service Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (SCPT)
- Commission nationale de prévention de la torture
- Institut suisse de droit comparé (ISDC)
- Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI)
- Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

4.2 Commissions extraparlémentaires de suivi de marché

- Commission fédérale des maisons de jeu (CFMJ)
- Commission arbitrale fédérale pour la gestion de droits d'auteur et de droits voisins

4.3 Commissions extraparlémentaires politico-sociales

- Commission chargée d'examiner les demandes de subventions pour des projets pilotes
- Commission fédérale d'experts en matière de registre de commerce
- Commission fédérale de métrologie
- Commission fédérale en matière de poursuite et de faillite
- Commission fédérale pour les questions de migration

5. Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

5.1 Unités administratives

- Secrétariat général (SG-DDPS)
- Service de renseignement de la Confédération (SRC)
- Office de l'auditeur en chef (OAC)
- Groupement Défense
 - (a) Etat-major de l'armée (EM A)
 - (b) Etat-major de conduite de l'armée (EM cond A)
 - (c) Formation supérieure des cadres de l'armée (FSCA) Forces terrestres (FT)
 - (d) Forces aériennes (FA)
 - (e) Base logistique de l'armée (BLA)
 - (f) Base d'aide au commandement (BAC)
- Groupement armasuisse (ar)
 - (a) Office fédéral pour l'acquisition d'armement
 - (b) Office fédéral de topographie (swisstopo)
- Office fédéral de la protection de la population (OFPP)
- Office fédéral du sport (OFSPO)

5.2 Commissions extraparlémentaires de suivi de marché

5.3 Commissions extraparlémentaires politico-sociales

- Comité suisse de la protection des biens culturels
- Commission fédérale de médecine militaire et de médecine de catastrophe
- Commission fédérale pour la protection ABC
- Commission fédérale de géologie
- Commission fédérale de surveillance de l'instruction aéronautique préparatoire
- Commission fédérale des ingénieurs géomètres
- Commission de l'armement
- Commission du service militaire sans arme pour raisons de conscience
- Commission fédérale de tir
- Commission fédérale des enquêtes auprès de la jeunesse et des recrues
- Commission fédérale du sport
- Commission pour les engagements militaires de la Suisse en faveur de la promotion internationale de la paix
- Commission télématique

6. Département fédéral des finances (DFF):

6.1 Unités administratives

- Secrétariat général (SG-DFF)
- Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI)
- Administration fédérale des finances (AFF)
- Office fédéral du personnel (OFPER)
- Administration fédérale des contributions (AFC)
- Administration fédérale des douanes (AFD)
- Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication (OFIT)
- Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL)
- Unité de stratégie informatique de la Confédération (USIC)
- Contrôle fédéral des finances (CDF)
- Régie fédérale des alcools (RFA)
- Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)
- Caisse fédérale de pensions PUBLICA

6.2 Commissions extraparlimentaires de suivi de marché

6.3 Commissions extraparlimentaires politico-sociales

- Commission fédérale des produits de construction
- Commission pour les examens fédéraux d'essayeurs-jurés
- Commission de conciliation selon la loi sur l'égalité
- Commission pour l'harmonisation des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes
- Organe consultatif en matière de TVA

7. Département fédéral de l'économie (DFE):

7.1 Unités administratives

- Secrétariat général (SG-DFE)
- Surveillance des prix (SPR)
- Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
- Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT)
- Office fédéral de l'agriculture (OFAG)
- Office vétérinaire fédéral (OVF)
- Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE)
- Office fédéral du logement (OFL)
- Suisse tourisme (ST)
- Société suisse de crédit hôtelier (SCH)
- Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE)
- Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP)

7.2 Commissions extraparlimentaires de suivi de marché

- Commission de la concurrence (COMCO)
- Commission pour la technologie et l'innovation (CTI)

7.3 Commissions extraparlémentaires politico-sociales

- Commission de formation du service vétérinaire
- Conseil de l'organisation du territoire
- Commission de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage
- Comité suisse de la FAO
- Commission consultative pour l'agriculture
- Commission d'experts douaniers
- Commission de la politique économique
- Commission des marchés publics Confédération-cantons
- Commission fédérale d'accréditation
- Commission fédérale de la consommation
- Commission fédérale de la formation professionnelle
- Commission fédérale de maturité professionnelle
- Commission fédérale des appellations d'origine et des indications géographiques
- Commission fédérale des écoles supérieures
- Commission fédérale des hautes écoles spécialisées
- Commission fédérale du logement
- Commission fédérale du travail
- Commission fédérale pour les affaires relatives à la Convention sur la conservation des espèces
- Commission fédérale pour les expériences sur animaux
- Commission fédérale pour les responsables de la formation professionnelle
- Commission fédérale tripartite pour les affaires de l'OIT
- Commission pour les aménagements d'étables
- Commission tripartite fédérale pour les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes
- Conseil de la recherche agronomique
- Forum PME
- Office fédéral de conciliation en matière de conflits collectifs du travail

8. Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC):

8.1 Unités administratives

- Secrétariat général (SG-DETEC)
- Office fédéral des transports (OFT)
- Office fédéral de l'aviation civile (OFAC)
- Office fédéral de l'énergie (OFEN)
- Office fédéral des routes (OFROU)
- Office fédéral de la communication (OFCOM)
- Office fédéral de l'environnement (OFEV)
- Office fédéral du développement territorial (ARE)
- Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN)

8.2 Commissions extraparlémentaires de suivi de marché

- Commission fédérale de la communication (ComCom)
- Commission fédérale de l'électricité (ElCom)
- Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision (AIEP)
- Commission d'arbitrage dans le domaine des chemins de fer (CACF)
- Commission Offices de poste

8.3 Commissions extraparlémentaires politico-sociales

- Commission d'experts en écotoxicologie
- Commission fédérale d'experts pour la sécurité biologique
- Commission fédérale d'éthique pour la biotechnologie dans le domaine non humain
- Commission fédérale de sécurité nucléaire
- Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
- Commission fédérale pour la recherche énergétique
- Commission pour la gestion des déchets radioactifs
- Commission pour les conditions de raccordement des énergies renouvelables
- Service d'enquête suisse sur les accidents
- Commission fédérale du Parc national
- Commission administrative du Fonds de sécurité routière
- Commission d'experts pour la taxe d'incitation sur les COV
- Commission de la recherche en matière de routes
- Commission fédérale de l'hygiène de l'air
- Commission fédérale de la loi sur la durée du travail
- Commission fédérale pour la lutte contre le bruit
- Plate-forme nationale "Dangers naturels"

II. Entités relevant des autorités judiciaires fédérales et des autorités de poursuite pénale fédérales:

1. Tribunal fédéral
2. Tribunal pénal fédéral
3. Tribunal administratif fédéral
4. Tribunal fédéral des brevets
5. Ministère public de la Confédération (MPC)

III. Entités relevant de l'Assemblée fédérale:

1. Le Conseil national
2. Le Conseil des Etats
3. Les services de l'Assemblée fédérale

ANNEXE 2

*Entités des gouvernements sous-centraux**

Fournitures (spécifiées à l'Annexe 4)	Valeur de seuil:	200 000 DTS
Services (spécifiés à l'Annexe 5)	Valeur de seuil:	200 000 DTS
Services de construction (spécifiés à l'Annexe 6)	Valeur de seuil:	5 000 000 DTS

1. Toute autorité ou unité administrative centralisée et décentralisée du niveau cantonal, au sens du droit public cantonal.
2. Toute autorité ou unité administrative centralisée et décentralisée du niveau des districts et des communes au sens du droit public cantonal et communal.

Liste des cantons suisses:

Appenzell (Rhodes Intérieures/Extérieures)

Argovie

Bâle (Ville/Campagne)

Berne

Fribourg

Glaris

Genève

Grisons

Jura

Neuchâtel

Lucerne

Schaffhouse

Schwyz

Soleure

St Gall

* C'est-à-dire les gouvernements cantonaux selon la terminologie suisse.

Tessin

Thurgovie

Vaud

Valais

Unterwald (Nidwald/Obwald)

Uri

Zoug

Zurich

Note relative à l'Annexe 2

A titre de clarification, il est précisé que la notion d'unité décentralisée aux niveaux cantonal et communal comprend les organismes de droit public établis aux niveaux des cantons, des districts et des communes n'ayant pas un caractère commercial ou industriel.

ANNEXE 3

*Toutes les autres entités qui passent des marchés conformément
aux dispositions du présent Accord*

Fournitures (spécifiées à l'Annexe 4)	Valeur de seuil: 400 000 DTS
Services (spécifiés à l'Annexe 5)	Valeur de seuil: 400 000 DTS
Services de construction (spécifiés à l'Annexe 6)	Valeur de seuil: 5 000 000 DTS

Les entités adjudicatrices qui sont des pouvoirs publics¹ ou des entreprises publiques² et qui exercent au moins une des activités suivantes:

1. la mise à disposition ou l'exploitation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable ou l'alimentation de ces réseaux en eau potable (spécifiés sous titre I);
2. la mise à disposition ou l'exploitation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'électricité ou l'alimentation de ces réseaux en électricité (spécifiés sous titre II);
3. l'exploitation de réseaux destinés à fournir un service au public dans le domaine du transport par chemin de fer urbain, systèmes automatiques, tramway, trolleybus, autobus ou câble (spécifiés sous titre III);
4. l'exploitation d'une aire géographique dans le but de mettre à la disposition des transporteurs aériens des aéroports ou d'autres terminaux de transport (spécifiés sous titre IV);

¹ **Pouvoir public:** L'Etat, les collectivités territoriales, les organismes de droit public, les associations formées par une ou plusieurs de ces collectivités ou de ces organismes de droit public. Est considéré comme un organisme de droit public tout organisme:

- créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial,
- doté d'une personnalité juridique, et
- dont soit l'activité est financée majoritairement par l'Etat, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public, soit la gestion est soumise à un contrôle par ces derniers, soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié est désignée par l'Etat, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public.

² **Entreprise publique:** Toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. L'influence dominante est présumée lorsque les pouvoirs publics, directement ou indirectement, à l'égard de l'entreprise:

- détiennent la majorité du capital souscrit de l'entreprise, ou
- disposent de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise, ou
- peuvent désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

5. l'exploitation d'une aire géographique dans le but de mettre à la disposition des transporteurs fluviaux des ports intérieurs ou d'autre terminaux de transport (spécifiés sous titre V);
6. la mise à disposition de services postaux (spécifiés sous titre VI).

I. Production, transport ou distribution d'eau potable

Pouvoirs publics ou entreprises publiques de production, de transport et de distribution d'eau potable. Ces pouvoirs publics et entreprises publiques opèrent conformément à la législation cantonale ou locale, ou encore par le biais d'accords individuels respectant ladite législation.

Par exemple:

- Wasserverbund Region Bern AG
- Hardwasser AG

II. Production, transport ou distribution d'électricité

Pouvoirs publics ou entreprises publiques de transport et de distribution d'électricité auxquels le droit d'expropriation peut être accordé conformément à la "loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant".³

Pouvoirs publics ou entreprises publiques de production d'électricité conformément à la "loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques"⁴ et à la "loi fédérale du 21 mars 2003 sur l'énergie nucléaire".⁵

Par exemple:

- Forces motrices bernoises Energie SA
- Axpo SA

III. Transport par chemin de fer urbain, par tramway, par systèmes automatiques, par trolleybus, par autobus ou par câble

Pouvoirs publics ou entreprises publiques exploitant des tramways au sens de l'article 1, 2ième alinéa, de la "loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les chemins de fer".⁶

Pouvoirs publics ou entreprises publiques offrant des services de transport public au sens de l'article 6 de la "loi fédérale du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs".⁷

Par exemple:

- Transports publics genevois

³ RS 734.0.

⁴ RS 721.80.

⁵ RS 732.1.

⁶ RS 742.101.

⁷ RS 745.1.

- Verkehrsbetriebe Zürich

IV. Aéroports

Pouvoirs publics ou entreprises publiques exploitant des aéroports en vertu d'une concession au sens de l'article 36a de la "loi fédérale du 21 décembre 1948 sur l'aviation".⁸

Par exemple:

- Flughafen Zürich-Kloten
- Aéroport de Genève-Cointrin
- Aérodrome civil de Sion

V. Ports intérieurs

Ports Rhénans Suisses: Accord intitulé "Staatsvertrag über die Zusammenlegung der Rheinschiffahrtsgesellschaft Basel und der Rheinhäfen des Kantons Basel-Landschaft zu einer Anstalt öffentlichen Rechts mit eigener Rechtspersönlichkeit unter dem Namen "Schweizerische Rheinhäfen" du 13./20. Juin 2006.⁹

VI. Services postaux

Pouvoirs publics ou entreprises publiques qui fournissent des services postaux mais uniquement pour les activités pour lesquelles ils disposent d'un droit exclusif (service réservé au sens de la loi fédérale sur la poste).¹⁰

Notes relatives à l'Annexe 3

Le présent Accord ne couvre pas:

1. les marchés que les entités adjudicatrices passent à des fins autres que la poursuite de leurs activités décrites dans cette Annexe ou pour la poursuite de ces activités en dehors de Suisse;
2. les marchés passés par les entités adjudicatrices poursuivant une activité décrite dans la présente Annexe lorsque cette activité est exposée à la pleine concurrence du marché.

⁸ RS 748.0.

⁹ SGS 421.1.

¹⁰ RS 783.0.

ANNEXE 4

Biens

Cet Accord couvre les marchés publics passés pour tous les biens achetés par les entités figurant dans les Annexes 1 à 3, à moins que l'Accord n'en dispose autrement.

Liste des matériels de la défense et de la sécurité couverts par l'Accord¹:

Pour les marchés passés par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports² et par d'autres entités en charge de la défense et de la sécurité, telles que l'Administration fédérale des douanes en ce qui concerne l'équipement des gardes frontière et des douaniers, les biens suivants sont couverts par l'Accord:

Chapitre 25:

Sel; soufre; terres et pierres; plâtres; chaux et ciments

Chapitre 26:

Minerais, scories et cendres

Chapitre 27:

Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales

Chapitre 28:

Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares d'isotopes

Chapitre 29:

Produits chimiques organiques

Chapitre 30:

Produits pharmaceutiques

Chapitre 31:

Engrais

Chapitre 32:

Extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes, peintures et vernis, mastics, encres

Chapitre 33:

Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparation cosmétiques

¹ Les positions tarifaires désignées par la Suisse sont celles du Système harmonisé tel que défini par la «Convention internationale du 14 juin 1983 sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises». Cette Convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1988 en Suisse (RS 0.632.11).

² À l'exception de l'Office fédéral de topographie (swissstopo) et de l'Office fédéral du sport (OFSP).

Chapitre 34:

Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler, "cires pour l'art dentaire" et compositions pour l'art dentaire à base de plâtre

Chapitre 35:

Matières albuminoïdes; produits à base d'amidons ou de fécules modifiés; colles; enzymes

Chapitre 36:

Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables

Chapitre 37:

Produits photographiques et cinématographiques

Chapitre 38:

Produits divers des industries chimiques

Chapitre 39:

Matières plastiques et ouvrages en ces matières

Chapitre 40:

Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc

Chapitre 41:

Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs

Chapitre 42:

Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux

Chapitre 43:

Pelleteries et fourrures, pelleteries factices

Chapitre 44:

Bois, charbon de bois et ouvrages en bois

Chapitre 45:

Liège et ouvrages en liège

Chapitre 46:

Ouvrages de sparterie ou de vannerie

Chapitre 47:

Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; papier ou carton à recycler (déchets et rebuts); papier et ses applications

Chapitre 48:

Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton

Chapitre 49:

Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans

Chapitre 50:
Soie

Chapitre 51:
Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin

Chapitre 52:
Coton

Chapitre 53:
Autres fibres textiles végétales; fils de papier et tissus de fils de papier

Chapitre 54:
Filaments synthétiques ou artificiels à l'exception de:

- 5407: Tissus de fils de filaments synthétiques
- 5408: Tissus de fils de filaments artificiels

Chapitre 55:
Fibres synthétiques ou artificielles discontinues à l'exception de:

- 5511 - 5516: Fils et tissus de fibres synthétiques ou artificielles discontinues

Chapitre 56:
Ouates, feutres et nontissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages; articles de corderie à l'exception de:

- 5608: Filets à mailles nouées, en nappes ou en pièces, obtenus à partir de ficelles, cordes ou cordages; filets confectionnés pour la pêche et autres filets confectionnés, en matières textiles

Chapitre 57:
Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles

Chapitre 58:
Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; dentelles; tapisseries; passementeries; broderies

Chapitre 60:
Etoffes de bonneterie

Chapitre 61:
Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie

Chapitre 62:
Vêtements et accessoires du vêtement, autre qu'en bonneterie

Chapitre 63:
Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie et chiffons

Chapitre 64:
Chaussures, guêtres et articles analogues; parties de ces objets

Chapitre 65:
Coiffures et parties de coiffures

Chapitre 66:
Parapluies, ombrelles, parasols, cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et leurs parties

Chapitre 67:
Plumes et duvet apprêtés et articles en plumes ou en duvet; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux

Chapitre 68:
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues

Chapitre 69:
Produits céramiques

Chapitre 70:
Verre et ouvrages en verre

Chapitre 71:
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies

Chapitre 72:
Fonte, fer et acier

Chapitre 73:
Ouvrages en fonte, fer ou acier

Chapitre 74:
Cuivre et ouvrages en cuivre

Chapitre 75:
Nickel et ouvrages en nickel

Chapitre 76:
Aluminium et ouvrages en aluminium

Chapitre 78:
Plomb et ouvrages en plomb

Chapitre 79:
Zinc et ouvrages en zinc

Chapitre 80:
Étain et ouvrages en étain

Chapitre 81:
Autres métaux communs; cermets; ouvrages en ces matières

Chapitre 82:
Outils et outillage; articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles en métaux communs

Chapitre 83:
Ouvrages divers en métaux communs

Chapitre 84:
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils à l'exception de:

- 84.71: Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs

Chapitre 85:
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils dont uniquement:

- 85.10: Rasoirs, tondeuses et appareils à épiler, etc.
- 85.16: Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques, etc.
- 85.37: Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports, etc.
- 85.38: Parties destinées aux appareils des nos 8535, 8536 ou 8537, etc.
- 85.39: Lampes et tubes électriques à incandescence, etc.
- 85.40: Lampes, tubes et valves électroniques à cathode chaude, etc.

Chapitre 86:
Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communication

Chapitre 87:
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires à l'exception de:

- 87.05: Véhicules automobiles à usages spéciaux (dépanneuses, camions-grues, voitures de lutte contre l'incendie, camions-bétonnières, voitures balayeuses, voitures épandeuses, voitures-ateliers, voitures radiologiques, par exemple), etc.
- 87.08: Parties et accessoires des véhicules automobiles des nos 87.01 à 87.05, etc.
- 87.10: Chars et automobiles blindées de combat, armés ou non; leurs parties, etc.

Chapitre 89:
Navigation maritime ou fluviale

Chapitre 90:
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico chirurgicaux; parties et accessoires de ces instruments ou appareils à l'exception de:

- 9014: Boussoles, y compris les compas de navigation, etc.
- 9015: Instruments et appareils de géodésie, de topographie, etc.
- 9027: Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, etc.
- 9030: Oscilloscopes, etc.

Chapitre 91:
Horlogerie

Chapitre 92:

Instruments de musique; parties et accessoires de ces instruments

Chapitre 94:

Meubles; mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires; constructions préfabriquées

Chapitre 95:

Jouets, jeux, articles pour divertissements ou pour sports, leurs parties et accessoires

Chapitre 96:

Ouvrages divers

Chapitre 97:

Objets d'art, de collection ou d'antiquité

ANNEXE 5

Services

Les services suivants qui figurent dans la Classification sectorielle des services reproduite dans le document MTN.GNS/W/120 sont couverts:

Objet	Numéros de référence CPC prov. (Classification centrale des produits provisoire)
Services d'entretien et de réparation	6112, 6122, 633, 886
Services d'hôtellerie et autres services d'hébergement analogue	641
Services de restauration et de vente de boissons à consommer sur place	642, 643
Services de transport terrestre, y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier, à l'exclusion des transports de courrier	712 (sauf 71235) 7512, 87304
Services de transport aérien: transport de voyageurs et de marchandises, à l'exclusion des transports de courrier	73 (sauf 7321)
Transport de courrier par transport terrestre (à l'exclusion des services de transport ferroviaire) et par air	71235, 7321
Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	7471
Services de télécommunications	752
Services financiers:	partie de 81
a) services d'assurances	812, 814
b) services bancaires et d'investissement *	
Services immobiliers à forfait ou sous contrat	822
Services de location simple ou en crédit-bail de machines et de matériel, sans opérateur	83106-83109
Services de location simple ou en crédit-bail d'articles personnels et domestiques	partie de 832
Services informatiques et services connexes	84

* A l'exclusion des marchés des services financiers relatifs à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers, ainsi que des services fournis par des banques centrales.

Services de conseils en matière de droit du pays d'origine et de droit international public	partie de 861
Services comptables, d'audit et de tenue de livres	862
Services de conseil fiscal	863
Services d'études de marché et de sondages	864
Services de conseil en gestion et services connexes	865, 866**
Services d'architecture; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; services connexes de consultations scientifiques et techniques; services d'essais et d'analyses techniques	867
Services de publicité	871
Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés	874, 82201-82206
Services de conditionnement	876
Services de conseil annexes à la sylviculture	partie de 8814
Services de publication et d'impression sur la base d'une redevance ou sur une base contractuelle	88442
Services de voirie et d'enlèvement des ordures: services d'assainissement et services analogues	94

Notes relatives à l'Annexe 5

1. Sans préjudice des engagements pris par la Suisse au titre de l'Accord général sur le commerce de services (AGCS) de l'OMC, les engagements dans le domaine des services de ce présent Accord sont sous réserve des limitations et conditions concernant l'accès aux marchés et le traitement national spécifiés dans la liste d'engagements de la Suisse au titre de l'AGCS.
2. La Suisse n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent Accord aux services et aux fournisseurs de services des Parties qui n'incluent pas, dans leurs propres listes, des marchés de services passés par les entités mentionnées aux Annexes 1 à 3 tant que la Suisse n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises suisses un accès comparable et effectif aux marchés considérés.
3. Le présent Accord ne couvre pas les marchés visant l'achat, le développement, la production ou la coproduction d'éléments de programmes par des organismes de radiodiffusion et aux marchés concernant les temps de diffusion.

** A l'exclusion des services d'arbitrage et de conciliation.

ANNEXE 6

Services de Construction

Définition:

Un contrat de services de construction est un contrat qui a pour objectif la réalisation, par quelque moyen que ce soit, de travaux de construction d'ouvrages de génie civil ou de bâtiments, au sens de la division 51 de la Classification centrale de produits (CPC).

Liste de tous les services relevant de la division 51 de la CPC:

Travaux de préparation des sites et chantiers de construction	511
Travaux de construction de bâtiments	512
Travaux de construction d'ouvrages de génie civil	513
Assemblage et construction d'ouvrages préfabriqués	514
Travaux d'entreprises de construction spécialisées	515
Travaux de pose d'installations	516
Travaux d'achèvement et de finition des bâtiments	517
Autres services	518

Notes relatives à l'Annexe 6

1. Sans préjudice des engagements pris par la Suisse au titre de l'Accord général sur le commerce de services (AGCS) de l'OMC, les engagements dans le domaine des services de ce présent Accord sont sous réserve des limitations et conditions concernant l'accès aux marchés et le traitement national spécifiés dans la liste d'engagements de la Suisse au titre de l'AGCS.

2. La Suisse n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent Accord aux services et aux fournisseurs de services des Parties qui n'incluent pas, dans leurs propres listes, des marchés de services passés par les entités mentionnées aux Annexes 1 à 3 tant que la Suisse n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises suisses un accès comparable et effectif aux marchés considérés.

ANNEXE 7

Notes générales et dérogations aux dispositions de l'article IV

A) Dérogations spécifiques par pays

1. La Suisse n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent Accord:

- en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées au chiffre 2 de l'Annexe 2 à tous les membres de l'AMP, à l'exception de ceux de l'Union Européenne, des membres de l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE) et de l'Arménie;
- en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 3 dans les secteurs suivants:
 - (a) eau: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et du Singapour;
 - (b) électricité: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, du Japon et du Singapour;
 - (c) aéroports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, de la Corée et des Etats-Unis d'Amérique;
 - (d) ports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
 - (e) transports urbains: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, d'Israël, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique;

tant qu'elle n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises suisses un accès comparable et effectif aux marchés considérés.

2. Les dispositions de l'article XVIII ne sont pas applicables aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:

- Israël et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés par les organismes mentionnés dans la note relative à l'Annexe 2, tant que la Suisse n'a pas constaté que ces pays ont complété la liste des entités des gouvernements sous-centraux;
- Japon, Corée et Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés à un fournisseur de produits ou de services d'autres Parties au présent Accord, lorsque ledit fournisseur est une entreprise petite ou moyenne au sens du droit suisse, tant que la Suisse n'aura pas constaté que ces pays n'appliquent plus de mesures discriminatoires pour favoriser certaines petites entreprises nationales ou certaines entreprises nationales détenues par les minorités;
- Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication par des entités suisses de marchés dont la valeur est inférieure au seuil appliqué à la même catégorie de marchés par lesdites Parties.

3. Tant que la Suisse n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent l'accès de leurs marchés aux fournisseurs suisses de produits et de services suisses, elle n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent Accord aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:

- Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant du n°58 de la FSC (matériel de communications, matériel de détection des radiations et d'émission de rayonnement cohérent) et Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les équipements de contrôle du trafic aérien;
- Corée et Israël en ce qui concerne les marchés passés par les entités énumérées à l'Annexe 3, chiffre 2 pour les produits relevant des n°8504, 8535, 8537 et 8544 du SH (transformateurs électriques, prises de courant, interrupteurs et câbles isolés); Israël, en ce qui concerne les produits relevant des n°85012099, 85015299, 85015199, 85015290, 85014099, 85015390, 8504, 8535, 8536, 8537 et 8544 du SH.

B) Dérogations générales

Le présent Accord ne couvre pas:

1. les prestations exécutées par un adjudicateur en interne ou par des adjudicateurs distincts dotés de la personnalité juridique;
2. les achats de biens et de services qui ne peuvent être effectués qu'auprès d'organisations disposant d'un droit exclusif octroyé en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives publiées (par exemple pour l'achat d'eau potable, d'énergie, etc.).

C) Notes explicatives

1. La Suisse comprend qu'en vertu de l'article II, lit a), ch. 2 a) ii, le présent Accord ne couvre pas les placements des fonds des assurés effectués par des organisations de droit public telles que des assurances de droit public et des caisses de pension de droit public.

2. Quelles que soient leurs activités, les autorités et unités administratives centralisées et décentralisées sont soumises uniquement aux règles des Annexes 1 ou 2. Quelles que soient leurs activités, les pouvoirs publics et entreprises publiques de l'Annexe 3 ne sont pas soumis aux règles de l'Annexe 1 et 2.

**FINAL APPENDIX I OFFER OF THE SEPARATE CUSTOMS
TERRITORY OF TAIWAN, PENGHU, KINMEN AND MATSU***

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

<i>Thresholds:</i>	130,000 SDRs	<i>Goods</i>
	130,000 SDRs	<i>Services</i>
	5,000,000 SDRs	<i>Construction Services</i>

List of entities:

1. Office of the President
2. Executive Yuan
3. Ministry of Interior (including its Central Taiwan Division and Second Division)
4. Ministry of Finance (including its Central Taiwan Division)
5. Ministry of Economic Affairs (including its Central Taiwan Division)
6. Ministry of Education (including its Central Taiwan Division)
7. Ministry of Justice (including its Central Taiwan Division)
8. Ministry of Transportation and Communications (including its Central Taiwan Division)
9. Mongolian & Tibetan Affairs Commission
10. Overseas Compatriot Affairs Commission
11. Directorate-General of Budget, Accounting and Statistics (including its Central Taiwan Division)
12. Department of Health (including its Central Taiwan Division)
13. Environmental Protection Administration (including its Central Taiwan Division)
14. Government Information Office
15. Central Personnel Administration
16. Mainland Affairs Council
17. Council of Labor Affairs (including its Central Taiwan Division)
18. Research, Development and Evaluation Commission
19. Council for Economic Planning and Development
20. Council for Cultural Affairs
21. Veterans Affairs Commission
22. Council of Agriculture
23. Atomic Energy Council
24. National Youth Commission
25. National Science Council (Note 3)
26. Fair Trade Commission
27. Consumer Protection Commission
28. Public Construction Commission
29. Ministry of Foreign Affairs (Note 2 and Note 4)
30. Ministry of National Defense
31. National Palace Museum
32. Central Election Commission

* In English only. With respect to the list of entities, refer to the relevant documents governing the modalities of accession to the Agreement on Government Procurement.

Notes to Annex I

1. The listed central government entities, include all administrative units prescribed by the pertinent organization laws of such entities and entities transferred to the central government pursuant to the 28 October 1998 "Provisional Statute on the Reorganization of the Taiwan Provincial Government", in effect and as amended on 6 December 2000.
2. This Agreement does not cover procurement by the Ministry of Foreign Affairs relating to the construction of the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu's overseas representative offices, liaison offices and other missions.
3. This Agreement does not cover procurement by the National Space Organization of the National Science Council for five years from its entry into force for the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu.
4. This Agreement does not cover procurement for the direct purpose of providing foreign assistance by the Ministry of Foreign Affairs.

ANNEX 2

Sub-Central Government Entities

<i>Thresholds:</i>	200,000 SDRs	<i>Goods</i>
	200,000 SDRs	<i>Services</i>
	5,000,000 SDRs	<i>Construction Services</i>

List of entities:

- I. Taiwan Provincial Government
 1. Secretariat, Taiwan Provincial Government
 2. Petition Screening Committee, Taiwan Provincial Government
 3. Regulation Committee, Taiwan Provincial Government
- II. Taipei City Government
 1. Department of Civil Affairs
 2. Department of Finance
 3. Department of Education
 4. Department of Economic Development
 5. Public Works Department
 6. Department of Transportation
 7. Department of Social Welfare
 8. Department of Labor
 9. Taipei City Police Department
 10. Department of Health
 11. Department of Environmental Protection
 12. Department of Urban Development
 13. Taipei City Fire Department
 14. Department of Land Administration
 15. Department of Urban Development
 16. Department of Information and Tourism
 17. Department of Military Service
 18. Secretariat
 19. Department of Budget, Accounting and Statistics
 20. Department of Personnel
 21. Department of Anti-Corruption
 22. Commission of Research, Development and Evaluation
 23. Commission of Urban Planning
 24. Commission for Examining Petitions and Appeals
 25. Commission of Laws and Regulations
 26. Department of Rapid Transit Systems
 27. Department of Civil Servant Development
 28. Xinyi District Office
 29. Songshan District Office
 30. Daan District Office
 31. Zhongshan District Office
 32. Zhongzheng District Office
 33. Datong District Office

34. Wanhua District Office
35. Wenshan District Office
36. Nangang District Office
37. Neihu District Office
38. Shilin District Office
39. Beitou District Office

III. Kaohsiung City Government

1. Civil Affairs Bureau
2. Finance Bureau
3. Education Bureau
4. Economic Development Bureau
5. Public Works Bureau
6. Social Affairs Bureau
7. Labor Affairs Bureau
8. Police Department
9. Department of Health
10. Environmental Protection Bureau
11. Mass Rapid Transit Bureau
12. Fire Bureau
13. Land Administration Bureau
14. Urban Development Bureau
15. Information Bureau
16. Military Service Bureau
17. Research, Development and Evaluation Commission
18. Secretariat
19. Department of Budget, Accounting and Statistics
20. Personnel Office
21. Civil Service Ethics Office
22. Yancheng District Office
23. Gushan District Office
24. Zuoying District Office
25. Nanzih District Office
26. Sanmin District Office
27. Sinsing District Office
28. Cianjin District Office
29. Lingya District Office
30. Cianjhen District Office
31. Cijin District Office
32. Siaogang District Office
33. Marine Bureau
34. Tourism Bureau
35. Cultural Affairs Bureau
36. Transportation Bureau
37. Legal Affairs Bureau
38. Indigenous Affairs Commission
39. Hakka Affairs Commission
40. Agricultural Bureau
41. Water and Soil Conservation Bureau
42. Hunei District Office
43. Cieding District Office
44. Yong-an District Office

45. Mituo District Office
46. Zihguan District Office
47. Liouguei District Office
48. Jiasian District Office
49. Shanlin District Office
50. Neimen District Office
51. Maolin District Office
52. Taoyuan District Office
53. Namasia District Office
54. Fongshan District Office
55. Gangshan District Office
56. Cishan District Office
57. Meinong District Office
58. Linyuan District Office
59. Daliao District Office
60. Dashu District Office
61. Renwu District Office
62. Dashe District Office
63. Niaosong District Office
64. Ciaotou District Office
65. Yanchao District Office
66. Tianliao District Office
67. Alian District Office
68. Lujhu District Office

Notes to Annex 2

1. The listed sub-central government entities include all administrative units prescribed by the pertinent organization laws of such entities.
2. The coverage of Kaohsiung City Government has been expanded by the inclusion of the administrative units of the former Kaohsiung County Government that were merged with the Kaohsiung City Government on 25 December 2010.

ANNEX 3

All Other Entities

<i>Thresholds:</i>	400,000 SDRs	<i>Goods</i>
	400,000 SDRs	<i>Services</i>
	5,000,000 SDRs	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

1. Taiwan Power Company
2. Chinese Petroleum Corporation, Taiwan
3. Taiwan Sugar Corporation
4. National Taiwan University
5. National Chengchi University
6. National Taiwan Normal University
7. National Tsing Hua University
8. National Chung Hsing University
9. National Cheng Kung University
10. National Chiao Tung University
11. National Central University
12. National Sun Yat-Sen University
13. National Chung Cheng University
14. National Open University
15. National Taiwan Ocean University
16. National Kaohsiung Normal University
17. National Changhwa University of Education
18. National Dong Hwa University
19. National Yang-Ming University
20. National Taiwan University of Science & Technology
21. Taipei National University of the Arts
22. National Taiwan Sport University
23. National Yunlin University of Science & Technology
24. National Pingtung University of Science & Technology
25. National Taiwan University of Arts
26. National Taipei University of Nursing and Health Science
27. National Kaohsiung First University of Science & Technology
28. Taipei University of Education
29. National Hsinchu University of Education
30. National Taichung University of Education
31. National Chiayi University
32. National University of Tainan
33. National PingTung University of Education
34. National Dong Hwa University (Meilun Campus)
35. National Taitung University
36. National Teipei University of Technology
37. National Kaohsiung University of Applied Sciences
38. National Formosa University
39. National Taipei College of Business
40. National Taichung Institute of Technology
41. National Kaohsiung Marine University

42. National Ilan University
43. National Pingtung Institute of Commerce
44. National Chin-Yi University of Technology
45. Central Trust of China (for procurement on its own account) (has been merged with Bank of Taiwan) (Note 1)
46. Central Engraving and Printing Plant (Note 2)
47. Central Mint
48. Taiwan Water Corporation
49. National Taiwan University Hospital
50. National Cheng Kung University Hospital
51. Taipei Veterans General Hospital
52. Taichung Veterans General Hospital
53. Kaohsiung Veterans General Hospital
54. Taiwan Railways Administration
55. Keelung Harbour Bureau
56. Taichung Harbour Bureau
57. Kaohsiung Harbour Bureau
58. Hualien Harbour Bureau
59. Taipei Feitsui Reservoir Administration
60. Taipei Water Department
61. Central Police University
62. National Taiwan College of Physical Education

Notes to Annex 3

1. Where the Central Trust of China, which has merged with Bank of Taiwan, conducts procurement for an entity listed in Annexes 1, 2 or 3, the scope of coverage and threshold for such entity applies.
2. This Agreement does not cover procurement by Central Engraving and Printing Plant of banknote printing press (intaglio) (HS. No. 8443).

ANNEX 4

Goods

1. This Agreement covers procurement of all goods procured by the entities listed in Annexes 1 through 3, unless otherwise specified in this Agreement.

2. This Agreement generally covers procurement by the Ministry of National Defense of the following Federal Supply Classification (FSC) categories subject to the decision of the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu Government under the provisions of paragraph 1 of Article III.

2510 Vehicular Cab, Body, and Frame Structural Components
2520 Vehicular Power Transmission Components
2540 Vehicular Furniture and Accessories
2590 Miscellaneous Vehicular Components
2610 Tire and Tubes, Pneumatic, Except Aircraft
2910 Engine Fuel System Components, Non-aircraft
2920 Engine Electrical System Components, Non-aircraft
2930 Engine Cooling System Components, Non-aircraft
2940 Engine Air and Oil Filters, Strainers, and Cleaners, Non-aircraft
2990 Miscellaneous Engine Accessories, Non-aircraft
3020 Gears, Pulleys, Sprockets, and Transmission Chain
3416 Lathes
3417 Milling Machines
3510 Laundry and Dry Cleaning Equipment
4110 Refrigeration Equipment
4230 Decontaminating and Impregnating Equipment
4520 Space Heating Equipment and Domestic Water Heaters
4940 Miscellaneous Maintenance and Repair Shop Specialized Equipment
5110 Hand Tools, Edged, Non-powered
5120 Hand Tools, Non-edged, Non-powered
5305 Screws
5306 Bolts
5307 Studs
5310 Nuts and Washers
5315 Nails, Keys, and Pins
5320 Rivets
5325 Fastening Devices
5330 Packing and Gasket Materials
5335 Metal Screening
5340 Miscellaneous Hardware
5345 Disks and Stones, Abrasive
5350 Abrasive Materials
5355 Knobs and Pointers
5360 Coil, Flat and Wire Springs
5365 Rings, Shims and Spacers
5410 Prefabricated and Portable Buildings
5411 Rigid Wall Shelters
5420 Bridges, Fixed and Floating
5430 Storage Tanks
5440 Scaffolding Equipment and Concrete Forms

5445	Prefabricated Tower Structures
5450	Miscellaneous Prefabricated Structures
5520	Millwork
5530	Plywood and Veneer
5610	Mineral Construction Materials, Bulk
5620	Building Glass, Tile, Brick, and Block
5630	Pipe and Conduit, Non-metallic
5640	Wallboard, Building Paper, and Thermal Insulation Materials
5650	Roofing and Siding Materials
5660	Fencing, Fences, and Gates
5670	Building Components, Prefabricated
5680	Miscellaneous Construction Materials
6220	Electric Vehicular Lights and Fixtures
6505	Drugs, Biologicals and Official Reagents
6510	Surgical Dressing Materials
6515	Medical and Surgical Instruments, Equipment and Supplies
7030	Automatic Data Processing Software
7050	ADP Components
7105	Household Furniture
7110	Office Furniture
7125	Cabinets, Lockers, Bins, and Shelving
7195	Miscellaneous Furniture and Fixtures
7210	Household Furnishings
7220	Floor Coverings
7230	Draperies, Awnings, and Shades
7240	Household and Commercial Utility Containers
7290	Miscellaneous Household and Commercial Furnishings and Appliances
7310	Food Cooking, Baking, and Serving Equipment
7320	Kitchen Equipment and Appliances
7330	Kitchen Hand Tools and Utensils
7340	Cutlery and Flatware
7350	Tableware
7360	Sets, Kits, Outfits, and Modules, Food Preparation and Serving
7520	Office Devices and Accessories
7530	Stationery and Record Forms
7910	Floor Polishers and Vacuum Cleaning Equipment
7920	Brooms, Brushes, Mops, and Sponges
7930	Cleaning and Polishing Compounds and Preparations
8105	Bags and Sacks
8110	Drums and Cans
9150	Oils and Greases: Cutting, Lubricating, and Hydraulic
9310	Paper and Paperboard
9320	Rubber Fabricated Materials
9330	Plastics Fabricated Materials
9340	Glass Fabricated Materials
9350	Refractories and Fire Surfacing Materials
9390	Miscellaneous Fabricated Non-metallic Materials
9410	Crude Grades of Plant Materials
9420	Fibres: Vegetable, Animal, and Synthetic
9430	Miscellaneous Crude Animal Products, Inedible
9440	Miscellaneous Crude Agricultural and Forestry Products
9450	Non-metallic Scrap, Except Textile
9610	Ores

- 9620 Minerals, Natural and Synthetic
- 9630 Additive Metal Materials and Master Alloys
- 9640 Iron and Steel Primary and Semifinished Products
- 9650 Nonferrous Base Metal Refinery and Intermediate Forms
- 9660 Precious Metals Primary Forms
- 9670 Iron and Steel Scrap
- 9680 Nonferrous Metal Scrap
- 9905 Signs, Advertising Displays, and Identification Plates
- 9910 Jewellery
- 9915 Collectors and/or Historical Items
- 9920 Smokers' Articles and Matches
- 9925 Ecclesiastical Equipment, Furnishings, and Supplies
- 9930 Memorials; Cemeterial and Mortuary Equipment and supplies
- 9999 Miscellaneous Items

ANNEX 5

Services

This Agreement covers the following services, which are identified in accordance with document MTN.GNS/W/120.

<i>GNS/W/120</i>	<i>CPC</i>	<i>Description</i>
1.A.a.	861**	Legal services (limited to qualified lawyers under the laws of the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu)
1.A.b.	862**	Accounting, Auditing and Bookkeeping services
1.A.c.	863**	Taxation services (excluding income tax certification services)
1.A.d.	8671	Architectural services
1.A.e.	8672	Engineering services
1.A.f.	8673	Integrated engineering services
1.A.g.	8674	Urban planning and landscape architectural services
1.B.a.	841	Consultancy services related to the installation of computer hardware
1.B.b.	842	Software implementation services
1.B.c.	843	Data processing services
1.B.d.	844	Database services
1.B.e.	845	Maintenance and repair of office machinery and equipment including computers
	849	Other computer services
1.D.b.	82203**, 82205**	Services incidental to residential and non-residential buildings and land sales agents
1.E.b.	83104**	Leasing or rental services concerning aircraft without operator (excluding cabotage)
1.E.d.	83106-83109	Leasing or rental services concerning other machinery and equipment without operator

<i>GNS/W/120</i>	<i>CPC</i>	<i>Description</i>
1.E.e.	8320	Leasing or rental services concerning personal and household goods
1.F.a.	871**	Advertising services (limited to TV or radio advertisements)
1.F.b.	864	Market research and public opinion polling services
1.F.c.	865	Management consulting services
1.F.d.	866**	Services relating to management consulting (excluding arbitration and conciliation services)
1.F.e.	8676	Technical testing and analysis services
1.F.f.	88110**, 88120** 88140**	Consulting services incidental to Agriculture, Animal Husbandry and Forestry
1.F.h.	883, 5115	Services incidental to mining
1.F.i.	884**, 885	Services incidental to manufacturing (excluding CPC 88442 publishing and printing on a fee or contract basis)
1.F.m.	8675	Related scientific and technical consulting services
1.F.n.	633, 8861-8866	Maintenance and repair of equipment (excluding maritime vessel, aircraft or other transport equipment)
1.F.o.	874	Building-cleaning services
1.F.p.	875	Photographic services
1.F.q.	876	Packaging services
1.F.t.	87905	Translation and interpretation services
1.F.s.	87909	Convention services
2.B.	7512**	Land-based international courier services
2.C.a.	7521**	Voice telephone services
2.C.b.	7523**	Packet-switched data transmission services
2.C.c.	7523**	Circuit-switched data transmission services
2.C.d.	7523**	Telex services
2.C.e.	7522	Telegraph services

<i>GNS/W/120</i>	<i>CPC</i>	<i>Description</i>
2.C.f.	7521**, 7529**	Facsimile services
2.C.g.	7522**, 7523**	Private leased circuit services
2.C.h.	7523**	Electronic mail
2.C.i.	7523**	Voice mail
2.C.j.	7523**	On-line information and data-base retrieval
2.C.k.	7523**	Electronic data interchange (EDI)
2.C.l.	7523**	Enhanced/value-added facsimile services including store and forward, store and retrieval
2.C.m.	7523**	Code and protocol conversion services
2.C.n.	843**	On-line information and/or data processing
2.C.o.	75213*	Cellular mobile phone services
2.C.o.	7523**, 75213*	Trunked radio services
2.C.o.	7523**	Mobile data services
2.C.o.	75291*	Radio paging services
2.D.a.	96112	Motion picture or video tape production services
2.D.a.	96113	Motion picture or video tape distribution services
2.D.b.	96121	Motion picture projection
2.D.b.	96122	Video-tape projection services
6.A.	9401	Sewage services
6.B.	9402	Refuse disposal services
6.C.	9403	Sanitation and similar services
6.D.		Others:
	9404	- Cleaning services of exhaust gases
	9405	- Noise abatement services
	9409	- Other environmental protection services not elsewhere classified

<i>GNS/W/120</i>	<i>CPC</i>	<i>Description</i>
7.A.	812**, 814**	Insurance services
7.B	ex 81**	Banking and Investment Services
9.A	64110**	Hotel lodging services
9.A	642	Food serving services
9.B.	7471	Travel agencies and tour operators services
11.C.a.	8868**	Maintenance and repair of civil aircraft
11.E.d.	8868**	Maintenance and repair of rail transport equipment
11.F.d.	6112, 8867	Maintenance and repair of road transport equipment

Notes to Annex 5

1. The symbol of asterisk (*) indicates that the service specified is a component of a more aggregated CPC item. The symbol of double asterisks (**) indicates that the service specified constitutes only a part of the total range of activities covered by the CPC concordance.

2. The procurement of telecommunications only covers enhanced/value-added services for the supply of which the underlying telecommunications facilities are leased from providers of public telecommunications transport networks.

3. This Agreement does not cover:

- research and development;
- coin minting;
- all services, with reference to those goods purchased by the Ministry of National Defense which are not identified as subject to coverage by this Agreement.

4. The procurement of banking and investment services does not cover the following:

- procurements for financial services in connection with the issue, sale, purchase or transfer of securities or other financial instruments, and central bank services.

ANNEX 6

Construction Services

List of construction services covered:

All services contained in Division 51 CPC.

ANNEX 7

General Notes

1. Where another Party applies a threshold that is higher than that applied by the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu, this Agreement applies only to those procurements above the higher threshold for that particular Party for the relevant procurement. (This Note does not apply to suppliers of the United States and Israel in procurement of goods, services and construction services by entities listed in Annex 2.)
2. Until such time as the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu has accepted that the Parties concerned provide access for the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu suppliers and service providers to their own markets, the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu shall not extend the benefits of this Agreement to suppliers and service providers of the Parties concerned. A service listed in Annex 5 or construction service in Annex 6 is covered with respect to a particular Party only to the extent that such Party has provided reciprocal access to that service.
3. This Agreement does not cover procurement made by a covered entity on behalf of a non-covered entity.
4. Where a contract to be awarded by an entity is not covered by this Agreement, this Agreement shall not be construed to cover any goods or service component of that contract.
5. This Agreement does not cover procurement:
 - for the acquisition or rental of land, existing buildings, other immovable property or concerning rights thereon;
 - for the acquisition, development, production or co-production of programme materials by broadcasters and procurement for broadcasting time;
 - procurement of employment.
6. This Agreement does not cover:
 - contracts awarded under an international agreement and intended for the joint implementation or exploitation of a project;
 - contracts awarded under the particular procedure of an international organization;
 - procurement made with a view to resale or to using in the production of supplies or services for sale;
 - procurement of agricultural products made in furtherance of agricultural support programmes and human feeding programmes;
 - procurement of the following goods and services (including construction) relating to the electricity and transport projects.

Exclusions regarding electricity (goods)

HS 8402	Steam or other vapour generating boilers
HS 8404	Auxiliary plant for use with boilers
HS 8410	Hydraulic turbines, water wheels, and regulators
HS 8501	Electric motors and generators
HS 8502	Electric generating sets
HS 8504	Electrical transformers and converters
HS 8532	Power capacitors
HS 8535	Electrical switches, breakers, switch-gears (for a voltage exceeding 1,000 volts)
HS 8536	Electrical switches, breakers, switch-gears (for a voltage not exceeding 1,000 volts)
HS 8537	Switch boards, controller panels
HS 8544	Power cables (including optical fibre cables)
HS 9028	Electricity supply meter

- Notwithstanding the above, this Agreement covers procurement of HS codes 8402, 8404, 8410, 8501 (electric motors with capacity of 22 megawatts or greater, electric generators with capacity of 50 megawatts or greater), 850164, 8502, 8504 (electrical transformers and static converters, with capacity of 1 to 600 megawatts), and 8544 (cable related to telecommunications applications) for the goods and suppliers of the United States; the European Union; Japan; Switzerland; Canada; Norway; Iceland; Hong Kong, China; Singapore; and Israel.
- Notwithstanding the above, this Agreement covers procurement of HS codes 8402, 8404, 8410, 850164 and 8502 for the goods and suppliers of Korea.

Exclusions regarding electricity (services and constructions)

CPC 51340	Power transmission line construction work
CPC 51360	Power plant and substation construction work
CPC 51649	Power transmission and distribution automation system construction work
CPC 52262	Power plant construction engineering work
CPC 86724	Power transmission, distribution and substation engineering design services
CPC 86725	Power plant engineering design services
CPC 86726	Power transmission and distribution automation system engineering design services
CPC 86739	Integrated engineering services for power transmission and distribution turnkey projects

- Notwithstanding the above, this Agreement covers procurement of CPC codes 51340, 51360 and 51649 for the service providers of Korea; the European Union; Japan; the United States; Switzerland; Canada; Norway; Iceland; Hong Kong, China; Singapore; and Israel.
- Notwithstanding the above, this Agreement covers procurement of CPC code 52262 for the service providers of Korea; the European Union; the United States; Switzerland; Canada; Norway; Iceland; Hong Kong, China; Singapore; and Israel.

- Notwithstanding the above, this Agreement covers procurement of CPC codes 86724, 86725, 86726 and 86739 for the services providers of the United States; Canada; Korea; the European Union; Japan; Switzerland; Norway; Iceland; Hong Kong, China; Singapore; and Israel.

Exclusions regarding transport

HS 8601	Rail locomotives, powered from an external source of electricity or by electric accumulators
HS 8603	Self-propelled railway or trainway, coaches, vans and trucks, other than those of heading.
HS 8605	Railway or trainway passenger coaches, not self-propelled, luggage van, post office coaches and other special purpose railway or trainway coaches, not self-propelled
HS 8607	Parts of railway or trainway locomotives or rolling stock
HS 8608	Railway or trainway track fixtures and fittings, mechanical (including electro-mechanical) signalling, safety or traffic control equipment for railways, roads, inland waterways, parking facility, port installations or airfields, parts of the foregoing

- Notwithstanding the above, this Agreement covers procurement of HS code 8608 for the goods and suppliers of the United States; Canada; the European Union; Japan; Switzerland; Norway; Iceland; Hong Kong, China; Singapore; and Israel.
- Notwithstanding the above, this Agreement covers procurement of HS code 8601, 8603, 8605 and 8607 for the goods and suppliers of Canada; the European Union; Japan; Norway; Iceland; Hong Kong, China; Singapore; and Israel. For a period of 10 years from the date of the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu's accession to the WTO, up to 50 per cent of the procurement amount can be used by the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu for offset purposes.

7. Procurement in terms of the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu's coverage does not cover non-contractual agreements or any form of government assistance, including, but not limited to, cooperative agreements, grants, loans, guarantees, fiscal incentives, and governmental provision of goods and services to persons or governmental authorities not specifically covered under the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu's Annexes to this Agreement.

8. The provision of services, including construction services, in the context of procurement procedures according to this Agreement is subject to the conditions and qualifications for market access and national treatment as will be required by the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu in conformity with commitments under GATS.

9. This Agreement does not cover procurements in respect of national security exceptions including procurements made in support of safeguarding nuclear materials, radwaste management, or technology.

FINAL APPENDIX I OFFER OF THE UNITED STATES

(Authentic in the English Language only)

ANNEX 1

Central Government Entities

Unless otherwise specified, this Agreement covers procurement by entities listed in this Annex, subject to the following thresholds:

130,000 SDRs	<i>Goods and Services</i>
5,000,000 SDRs	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

1. Advisory Commission on Intergovernmental Relations
2. Advisory Council on Historic Preservation
3. African Development Foundation
4. Alaska Natural Gas Transportation System
5. American Battle Monuments Commission
6. Appalachian Regional Commission
7. Broadcasting Board of Governors
8. Commission of Fine Arts
9. Commission on Civil Rights
10. Commodity Futures Trading Commission
11. Consumer Product Safety Commission
12. Corporation for National and Community Service
13. Court Services and Offender Supervision Agency for the District of Columbia
14. Delaware River Basin Commission
15. Department of Agriculture (Note 2)
16. Department of Commerce (Note 3)
17. Department of Defense (Note 4)
18. Department of Education
19. Department of Energy (Note 5)
20. Department of Health and Human Services
21. Department of Homeland Security (Note 6)
22. Department of Housing and Urban Development
23. Department of the Interior
24. Department of Justice
25. Department of Labor
26. Department of State
27. Department of Transportation (Note 7)
28. Department of the Treasury
29. Department of Veterans Affairs
30. Environmental Protection Agency
31. Equal Employment Opportunity Commission
32. Executive Office of the President

33. Export-Import Bank of the United States
34. Farm Credit Administration
35. Federal Communications Commission
36. Federal Crop Insurance Corporation
37. Federal Deposit Insurance Corporation
38. Federal Election Commission
39. Federal Energy Regulatory Commission
40. Federal Home Loan Mortgage Corporation
41. Federal Housing Finance Agency
42. Federal Labor Relations Authority
43. Federal Maritime Commission
44. Federal Mediation and Conciliation Service
45. Federal Mine Safety and Health Review Commission
46. Federal Prison Industries, Inc.
47. Federal Reserve System
48. Federal Retirement Thrift Investment Board
49. Federal Trade Commission
50. General Services Administration (Note 8)
51. Government National Mortgage Association
52. Holocaust Memorial Council
53. Inter-American Foundation
54. Millennium Challenge Corporation
55. Merit Systems Protection Board
56. National Aeronautics and Space Administration
57. National Archives and Records Administration
58. National Assessment Governing Board
59. National Capital Planning Commission
60. National Commission on Libraries and Information Science
61. National Council on Disability
62. National Credit Union Administration
63. National Endowment for the Arts
64. National Endowment for the Humanities
65. National Foundation on the Arts and the Humanities
66. National Labor Relations Board
67. National Mediation Board
68. National Science Foundation
69. National Transportation Safety Board
70. Nuclear Regulatory Commission
71. Occupational Safety and Health Review Commission
72. Office of Government Ethics
73. Office of the Nuclear Waste Negotiator
74. Office of Personnel Management
75. Office of Special Counsel
76. Office of Thrift Supervision
77. Overseas Private Investment Corporation
78. Peace Corps
79. Railroad Retirement Board
80. Securities and Exchange Commission
81. Selective Service System
82. Small Business Administration
83. Smithsonian Institution
84. Social Security Administration
85. Susquehanna River Basin Commission

- 86. U.S. Marine Mammal Commission
- 87. United States Access Board
- 88. United States Agency for International Development (Note 9)
- 89. United States International Trade Commission

Notes to Annex 1

1. Unless otherwise specified in this Annex, this Agreement covers procurement by all agencies subordinate to the entities listed in this Annex.

2. Department of Agriculture: This Agreement does not cover procurement of any agricultural good made in furtherance of an agricultural support programme or a human feeding programme.

3. Department of Commerce: This Agreement does not cover procurement of any good or service related to the shipbuilding activities of the U.S. National Oceanic and Atmospheric Administration.

4. Department of Defense:

- (a) This Agreement does not cover the procurement of any good described in any Federal Supply Code classification (for complete listing of U.S. Federal Supply Classification, see any of the following Federal Supply Code (FSC), which can be found in the Product Code Section of the Federal Procurement Data System Product and Service Code Manual at <https://www.acquisition.gov>) listed below:

FSC 19	Ships, Small Craft, Pontoons, and Floating Docks (the part of this classification defined as naval vessels or major components of the hull or superstructure thereof)
FSC 20	Ship and Marine Equipment (the part of this classification defined as naval vessels or major components of the hull or superstructure thereof)
FSC 2310	Passenger Motor Vehicles (only buses)
FSC 51	Hand Tools
FSC 52	Measuring Tools
FSC 83	Textiles, Leather, Furs, Apparel, Shoes, Tents, and Flags (all elements other than pins, needles, sewing kits, flagstuffs, flagpoles, and flagstaff trucks)
FSC 84	Clothing, Individual Equipment, and Insignia (all elements other than sub-class 8460 - luggage)
FSC 89	Subsistence (all elements other than sub-class 8975 - tobacco products).

- (b) This Agreement does not cover procurement of any specialty metal or any good containing one or more specialty metals. "Specialty metal" means:

- (i) steel for which the maximum alloy content exceeds one or more of the following levels: manganese, 1.65 per cent; silicon, 0.60 per cent; or copper, 0.60 per cent;
- (ii) steel that contains more than 0.25 per cent of any of the following elements: aluminium, chromium, cobalt, columbium, molybdenum, nickel, titanium, tungsten, or vanadium;

- (iii) a metal alloy consisting of a nickel, iron-nickel, or cobalt base alloy that contains a total of other alloying metals (except iron) in excess of 10 per cent;
 - (iv) titanium or a titanium alloy; or
 - (v) zirconium or a zirconium base alloy.
- (c) The Agreement generally does not cover procurement of any good described in any of the following FSC classifications, due to the application of paragraph 1 of Article III:
- | | |
|----------|--|
| FSC 10 | Weapons |
| FSC 11 | Nuclear Ordnance |
| FSC 12 | Fire Control Equipment |
| FSC 13 | Ammunitions and Explosives |
| FSC 14 | Guided Missiles |
| FSC 15 | Aircraft and Airframe Structural Components |
| FSC 16 | Aircraft Components and Accessories |
| FSC 17 | Aircraft Launching, Landing, and Ground Handling Equipment |
| FSC 18 | Space Vehicles |
| FSC 19 | Ships, Small Craft, Pontoons, and Floating Docks |
| FSC 20 | Ship and Marine Equipment |
| FSC 2350 | Combat, Assault & Tactical Vehicles, Tracked |
| FSC 28 | Engines, Turbines, and Components |
| FSC 31 | Bearings |
| FSC 58 | Communications, Detection, and Coherent Radiation |
| FSC 59 | Electrical and Electronic Equipment Components |
| FSC 8140 | Ammunition & Nuclear Ordnance Boxes, Packages & Special Containers |
| FSC 95 | Metal Bars, Sheets, and Shapes. |
- (d) This Agreement generally covers procurement of the following FSC categories subject to United States Government determinations under paragraph 1 of Article III:
- | | |
|--------|---|
| FSC 22 | Railway Equipment |
| FSC 23 | Motor Vehicles, Trailers, and Cycles (except buses in 2310) |
| FSC 24 | Tractors |
| FSC 25 | Vehicular Equipment Components |
| FSC 26 | Tyres and Tubes |
| FSC 29 | Engine Accessories |
| FSC 30 | Mechanical Power Transmission Equipment |
| FSC 32 | Woodworking Machinery and Equipment |
| FSC 34 | Metalworking Machinery |
| FSC 35 | Service and Trade Equipment |
| FSC 36 | Special Industry Machinery |
| FSC 37 | Agricultural Machinery and Equipment |
| FSC 38 | Construction, Mining, Excavating, and Highway Maintenance Equipment |
| FSC 39 | Materials Handling Equipment |
| FSC 40 | Rope, Cable, Chain and Fittings |
| FSC 41 | Refrigeration and Air Conditioning Equipment |
| FSC 42 | Fire Fighting, Rescue and Safety Equipment |
| FSC 43 | Pumps and Compressors |

FSC 44	Furnace, Steam Plant, Drying Equipment and Nuclear Reactors
FSC 45	Plumbing, Heating and Sanitation Equipment
FSC 46	Water Purification and Sewage Treatment Equipment
FSC 47	Pipe, Tubing, Hose and Fittings
FSC 48	Valves
FSC 49	Maintenance and Repair Shop Equipment
FSC 53	Hardware and Abrasives
FSC 54	Prefabricated Structures and Scaffolding
FSC 55	Lumber, Millwork, Plywood and Veneer
FSC 56	Construction and Building Materials
FSC 61	Electric Wire, and Power and Distribution Equipment
FSC 62	Lighting Fixtures and Lamps
FSC 63	Alarm and Signal Systems
FSC 65	Medical, Dental, and Veterinary Equipment and Supplies
FSC 66	Instruments and Laboratory Equipment
FSC 67	Photographic Equipment
FSC 68	Chemicals and Chemical Products
FSC 69	Training Aids and Devices
FSC 70	General Purpose ADPE, Software, Supplies and Support Equipment
FSC 71	Furniture
FSC 72	Household and Commercial Furnishings and Appliances
FSC 73	Food Preparation and Serving Equipment
FSC 74	Office Machines, Visible Record Equipment and ADP Equipment
FSC 75	Office Supplies and Devices
FSC 76	Books, Maps and Other Publications
FSC 77	Musical Instruments, Phonographs, and Home Type Radios
FSC 78	Recreational and Athletic Equipment
FSC 79	Cleaning Equipment and Supplies
FSC 80 /	Brushes, Paints, Sealers and Adhesives
FSC 81	Containers, Packaging and Packing Supplies
FSC 85	Toiletries
FSC 87	Agricultural Supplies
FSC 88	Live Animals
FSC 91	Fuels, Lubricants, Oils and Waxes
FSC 93	Non-metallic Fabricated Materials
FSC 94	Non-metallic Crude Materials
FSC 96	Ores, Minerals and their Primary Products
FSC 99	Miscellaneous.

5. Department of Energy: Due to the application of paragraph 1 of Article III, this Agreement does not cover procurement of:

- (a) Any good or service that supports the safeguarding of nuclear materials or technology, where the Department of Energy conducts the procurement under the authority of the *Atomic Energy Act*; or
- (b) Any oil purchase related to the Strategic Petroleum Reserve.

6. Department of Homeland Security:

- (a) This Agreement does not cover procurement by the Transportation Security Administration of FSC 83 (Textiles, Leather, Furs, Apparel, Shoes, Tents, and Flags) and FSC 84 (Clothing, Individual Equipment, and Insignia).

- (b) The national security considerations applicable to the Department of Defense apply equally to the U.S. Coast Guard.

7. Department of Transportation: This Agreement does not cover procurement by the Federal Aviation Administration.

8. General Services Administration: This Agreement does not cover procurement of any good in any of the following FSC classifications:

FSC 51	Hand Tools
FSC 52	Measuring Tools
FSC 7340	Cutlery and Flatware.

9. United States Agency for International Development: This Agreement does not cover procurement for the direct purpose of providing foreign assistance.

ANNEX 2

Sub-Central Government Entities

Unless otherwise specified, this Agreement covers procurement by entities included in this Annex, subject to the following thresholds:

355,000 SDRs	<i>Goods and Services</i>
5,000,000 SDRs	<i>Construction Services</i>

List of Entities:

Arizona

The Executive branch agencies of the State, including:

- Arizona Department of Administration
- Arizona Department of Agriculture
- Arizona Department of Commerce
- Arizona Department of Corrections
- Arizona Department of Economic Security
- Arizona Department of Education
- Arizona Department of Emergency and Military Affairs
- Arizona Department of Environmental Quality
- Arizona Department of Financial Institutions
- Arizona Department of Fire, Building and Life Safety
- Arizona Department of Gaming
- Arizona Department of Health Services
- Arizona Department of Homeland Security
- Arizona Department of Housing
- Arizona Department of Insurance
- Arizona Department of Juvenile Corrections
- Arizona Department of Liquor Licenses and Control
- Arizona Department of Mines and Mineral Resources
- Arizona Department of Public Safety
- Arizona Department of Racing
- Arizona Department of Real Estate
- Arizona Department of Revenue
- Arizona Department of Tourism
- Arizona Department of Transportation
- Arizona Department of Veterans' Services
- Arizona Department of Water Resources
- Arizona Department of Weights and Measures

Arkansas

The Executive branch agencies, including universities, of the State.

For the entities included for the State of Arkansas, this Agreement does not cover procurement by the Office of Fish and Game or of construction services.

California

The Executive branch agencies of the State, including:

- Attorney General
- Business, Transportation and Housing Agency
- California Technology Agency
- Department of Corrections and Rehabilitation
- Department of Education
- Department of Finance
- Department of Food and Agriculture
- Department of Justice
- Emergency Management Agency
- Environmental Protection Agency
- Health and Human Services Agency
- Insurance Commissioner
- Labor and Workforce Development Agency
- Lieutenant Governor
- Military Department
- Natural Resources Agency
- Office of the Governor
- Office of the Secretary of Service and Volunteering
- Secretary of State
- State and Consumer Services Agency
- State Board of Equalization
- State Controller
- State Superintendent of Public Instruction
- State Treasurer
- Veterans Affairs

Colorado

The Executive branch agencies of the State.

Connecticut

The following entities of the State:

- Department of Administrative Services
- Connecticut Department of Transportation
- Connecticut Department of Public Works
- Constituent Units of Higher Education

Delaware*

The following entities of the State:

- Administrative Services (Central Procurement Agency)
- State Universities
- State Colleges

Florida*

The Executive branch agencies of the State.

Hawaii

The following entity of the State:

Department of Accounting and General Services

For the entity included for the State of Hawaii, this Agreement does not cover procurement of software developed in the state or construction services.

Idaho

The following entity of the State:

Central Procurement Agency (including all colleges and universities subject to central purchasing oversight)

Illinois*

The following entity of the State:

Department of Central Management Services

Iowa*

The following entities of the State:

Department of General Services
Department of Transportation
Board of Regents Institutions (universities)

Kansas

The Executive branch agencies of the State, including:

Adjutant General's Department
Department of Aging
Department of Agriculture
Department of Corrections
Department of Education
Department of Health and Environment
Department of Labor
Department of Social and Rehabilitation Services
Department of Revenue
Department of Transportation
Department of Wildlife And Parks
Kansas Bureau of Investigation
Kansas Department of Commerce
Kansas Highway Patrol
Secretary of State

For the entities included for the State of Kansas, this Agreement does not cover procurement of construction services, automobiles, or aircraft.

Kentucky

The following entity of the State:

Office of Procurement Services, Finance and Administration Cabinet

For the entity included for the State of Kentucky, this Agreement does not cover procurement for construction projects.

Louisiana

The Executive branch agencies of the State.

Maine*

The following entities of the State:

Department of Administrative and Financial Services
Bureau of General Services (covering procurement by state government agencies and procurement related to school construction)
Maine Department of Transportation

Maryland*

The following entities of the State:

Office of the Treasury
Department of the Environment
Department of General Services
Department of Housing and Community Development
Department of Human Resources
Department of Licensing and Regulation
Department of Natural Resources
Department of Public Safety and Correctional Services
Department of Personnel
Department of Transportation

Massachusetts

The following entities of the State:

Executive Office for Administration and Finance
Executive Office of Housing and Economic Development
Executive Office of Education
Executive Office of Elder Affairs
Executive Office of Energy and Environmental Affairs
Executive Office of Health and Human Services
Executive Office of Labor and Workforce Development
Executive Office of Public Safety
Massachusetts Department of Transportation

Michigan*

The following entity of the State:

Department of Technology, Management and Budget

Minnesota

The Executive branch agencies of the State.

Mississippi

The following entity of the State:

Department of Finance and Administration

For the entity included for the State of Mississippi, this Agreement does not cover procurement of services.

Missouri

The following entities of the State:

Office of Administration
Division of Purchasing and Materials Management

Montana

The Executive branch agencies of the State.

For the entities included for the State of Montana, this Agreement covers only procurement of services, including construction services.

Nebraska

The following entity of the State:

Central Procurement Agency

New Hampshire*

The following entity of the State:

Central Procurement Agency

New York*

The following entities of the State:

State agencies
State university system
Public authorities and public benefit corporations

For the entities included for the State of New York, this Agreement does not cover:

- (a) procurement by public authorities and public benefit corporations with multi-state mandates; or
- (b) procurement of transit cars, buses, or related equipment.

Oklahoma*

All state agencies and departments subject to the *Oklahoma Central Purchasing Act*, including:

Agriculture, Food and Forestry Department
Attorney General
Auditor and Inspector
Corporation Commission
Banking Department
Commerce Department
Consumer Credit Department
Corrections Department
Department of Central Services
Department of Mental Health and Substance Abuse Services
Education Department
Environmental Quality Department
Governor
Health Department
Housing Finance Agency
Human Services Department
Insurance Department
Labor Department
Libraries Department
Lieutenant Governor
Military Department
Mines Department
Motor Vehicle Commission
Office of State Finance
Public Safety Department
Secretary of State
State Treasurer
Tourism & Recreation Department
Transportation Department
Veterans Affairs Department

For the entities included for the State of Oklahoma, this Agreement does not cover procurement of construction services.

Oregon

The following entity of the State:

Department of Administrative Services

Pennsylvania*

The Executive branch agencies of the State, including:

- Board of Probation and Parole
- Department of Aging
- Department of Agriculture
- Department of the Auditor General
- Department of Banking
- Department of Commerce
- Department of Community Affairs
- Department of Correction
- Department of Education
- Department of Environmental Resources
- Department of General Services
- Department of Health
- Department of Labor and Industry
- Department of Military Affairs
- Department of Public Welfare
- Department of Revenue
- Department of State
- Department of Transportation
- Executive Offices
- Fish Commission
- Game Commission
- Governor's Office
- Insurance Department
- Lieutenant Governor's Office
- Liquor Control Board
- Milk Marketing Board
- Office of Attorney General
- Pennsylvania Crime Commission
- Pennsylvania Emergency Management Agency
- Pennsylvania Historical and Museum Commission
- Pennsylvania Municipal Retirement Board
- Pennsylvania Public Television Network
- Pennsylvania Securities Commission
- Pennsylvania State Police
- Public School Employees' Retirement System
- Public Utility Commission
- State Civil Service Commission
- State Employees' Retirement System
- State Tax Equalization Board
- Treasury Department

Rhode Island

The Executive branch agencies of the State.

For the entities included for the State of Rhode Island, this Agreement does not cover procurement of boats, automobiles, buses, or related equipment.

South Dakota

The following entity of the State:

Bureau of Administration (including universities and penal institutions)

For the entities included for the State of South Dakota, this Agreement does not cover procurement of beef.

Tennessee

The Executive branch agencies of the State, including:

Alcoholic Beverage Commission
Board of Probation and Parole
Bureau of TennCare
Commission on Aging and Disability
Commission on Children and Youth
Council on Developmental Disabilities
Department of Agriculture
Department of Children's Services
Department of Commerce and Insurance
Department of Correction
Department of Economic and Community Development
Department of Education
Department of Environment and Conservation
Department of Finance and Administration
Department of Financial Institutions
Department of General Services
Department of Health
Department of Human Resources
Department of Human Services
Department of Labor and Workforce Development
Department of Military
Department of Mental Health and Developmental Disabilities
Department of Revenue
Department of Safety
Department of Tourist Development
Department of Transportation
Department of Veterans Affairs
Office of Homeland Security
Tennessee Arts Commission
Tennessee Bureau of Investigation
Tennessee Emergency Management Agency
Tennessee Wildlife Resources Agency

For the entities included for the State of Tennessee, this Agreement does not cover procurement of services, including construction services.

Texas

The following entity of the State:

Comptroller of Public Accounts

Utah

The Executive branch agencies of the State, including:

Board of Pardons
Department of Administrative Services
Department of Agriculture
Department of Commerce
Department of Corrections
Department of Economic Development
Department of Environmental Quality
Department of Financial Institutions
Department of Health
Department of Human Resources Management
Department of Human Services
Department of Information Technology
Department of Insurance
Department of Natural Resources
Department of Public Safety
Department of Transportation
Department of Veterans Affairs
Department of Workforce Services
Labor Commission
Utah National Guard
Utah State Tax Commission

Vermont

The Executive branch agencies of the State.

Washington

The entity included for the State is the Department of Enterprise Services, which is the consolidated purchasing agency for all Executive Branch agencies, including:

Consolidated Technical Services
Department of Agriculture
Department of Commerce
Department of Corrections
Department of Early Learning
Department of Ecology
Department of Financial Institutions
Department of Labor & Industries
Department of Licensing
Department of Natural Resources
Department of Revenue
Department of Social and Health Services

Department of Transportation
Department of Veterans Affairs
Healthcare Authority
Military Department
Office of the Attorney General
Office of Financial Management
Office of the Governor
Office of the Insurance Commissioner
Office of the Lieutenant Governor
Office of the Secretary of State
Office of the State Treasurer
Office of the Superintendent of Public Instruction
Washington Department of Fish & Wildlife
Washington State Auditor's Office
Washington State Department of Health
Washington State Employment Security Department

State Universities

For the entities included for the State of Washington, this Agreement does not cover procurement of fuel, paper products, boats, ships, or vessels.

Wisconsin

The Executive branch agencies of the State, including:

Administration for Public Instruction
Department of Administration
Department of Commerce
Department of Corrections
Department of Employment Relations
Department of Health and Social Services
Department of Justice
Department of Natural Resources
Department of Revenue
Department of Transportation
Educational Communications Board
Insurance Commissioner
Lottery Board
Racing Board
State Fair Park Board
State Historical Society
State University System

Wyoming*

The following entities of the State:

Procurement Services Division
Wyoming Department of Transportation
University of Wyoming

Notes to Annex 2

1. Asterisk (*) next to a state indicates pre-existing restrictions. For those states, this Agreement does not cover procurement of construction-grade steel (including requirements on subcontracts), motor vehicles, or coal.
2. The state entities included in this Annex may apply preferences or restrictions associated with programmes promoting the development of distressed areas or businesses owned by minorities, disabled veterans, or women.
3. Nothing in this Annex shall be construed to prevent any state entity included in this Annex from applying restrictions that promote the general environmental quality in that state, as long as such restrictions are not disguised barriers to international trade.
4. This Agreement does not cover any procurement made by a covered entity on behalf of a non-covered entity at a different level of government.
5. For the state entities included in this Annex, this Agreement does not apply to restrictions attached to federal funds for mass transit and highway projects.
6. This Agreement does not cover procurement of printing services by the entities included in this Annex.

ANNEX 3

Other Entities

Unless otherwise specified, this Agreement covers procurement by entities included in this Annex, subject to the following thresholds:

US\$250,000 *Goods and Services* (List A entities)

400,000 SDRs *Goods and Services* (List B entities)

5,000,000 SDRs *Construction Services*

*List of Entities:*List A:

1. Tennessee Valley Authority
2. Bonneville Power Administration
3. Western Area Power Administration
4. Southeastern Power Administration
5. Southwestern Power Administration
6. St. Lawrence Seaway Development Corporation
7. Rural Utilities Service Financing (Note 1)

List B:

1. Port Authority of New York and New Jersey (Note 2)
2. Port of Baltimore (Note 3)
3. New York Power Authority (Note 4)

Notes to Annex 3

1. The Rural Utilities Service shall not impose any domestic purchase requirement as a condition of its financing of any power generation or telecommunication project that exceeds the thresholds specified above. The Rural Utilities Service undertakes no other commitments with respect to its financing of power generation and telecommunications projects.

2. Port Authority of New York and New Jersey:

- (a) This Agreement does not cover:
 - (i) procurement of maintenance, repair, and operating materials and supplies (*e.g.*, hardware, tools, lamps/lighting, and plumbing); or
 - (ii) procurement pursuant to multi-jurisdictional agreement (*i.e.*, for contracts that have initially been awarded by other jurisdictions).

- (b) In exceptional cases, the Board of Directors may require the purchase of certain goods produced in the region. This Agreement does not apply to any procurement subject to such a requirement.
- 3. Port of Baltimore: Procurement covered by this Agreement is subject to the conditions specified for the State of New York in Annex 2.
- 4. New York Power Authority: Procurement covered by this Agreement is subject to the conditions specified for the State of New York in Annex 2.
- 5. With respect to procurement by entities included in this Annex, this Agreement does not apply to restrictions attached to federal funds for airport projects.

ANNEX 4

Goods

Unless otherwise specified, this Agreement covers all goods procured by the entities included in Annexes 1 through 3.

ANNEX 5

Services

1. Unless otherwise specified, this Agreement covers all services procured by entities included in Annexes 1 through 3.
2. This Agreement does not cover procurement of any of the following services, as identified in accordance with the Provisional Central Product Classification (CPC), which is found at:
<http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=9&Lg=1>:
 - (a) All transportation services, including Launching Services (CPC Categories 71, 72, 73, 74, 8859, 8868).
 - (b) Services associated with the management and operation of government facilities, or privately owned facilities used for governmental purposes, including federally funded research and development centers (FFRDCs).
 - (c) Public utilities services, including:
Telecommunications and ADP-related telecommunications services except enhanced (*i.e.*, value-added) telecommunications services.
 - (d) Research and Development services.

Note to Annex 5

This Agreement does not cover procurement of any service in support of military forces located overseas.

ANNEX 6

Construction Services

1. Unless otherwise specified and subject to paragraph 2, this Agreement covers all construction services listed in Division 51 of the Provisional Central Product Classification (CPC), which is found at: <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcs.asp?Cl=9&Lg=1&Co=51>.
2. This Agreement does not cover procurement of dredging services.

ANNEX 7

General Notes

Unless otherwise specified, the following General Notes apply without exception to this Agreement, including to Annexes 1 through 6.

1. This Agreement does not apply to any set aside on behalf of a small- or minority-owned business. A set-aside may include any form of preference, such as the exclusive right to provide a good or service, or any price preference.
2. This Agreement does not apply to governmental provision of goods and services to persons or governmental authorities not specifically covered under the Annexes to this Agreement.
3. Where a procurement by an entity is not covered by this Agreement, this Agreement shall not be construed to cover any good or service component of that procurement.
4. For goods and services, including construction services, of Canada and suppliers of such goods and services, this Agreement does not cover procurement by entities listed in Lists A and B in Annex 3 or the commitment with respect to financing provided by the Rural Utilities Service of power generation projects described in Note 1 to Annex 3.

The United States is prepared to amend this Note at such time as coverage with respect to Annex 3 can be resolved with Canada.

5. For construction services of the Republic of Korea and suppliers of such services, the threshold for procurement of construction services by the entities included in Annex 2 or 3 is 15,000,000 SDRs.
6. For goods and services including construction services of Japan and suppliers of such goods and services, this Agreement does not cover procurement by the National Aeronautics and Space Administration.
7. A service listed in Annex 5 is covered with respect to a particular Party only to the extent that such Party has included that service in its Annex 5.
8. For goods and services, including construction services, of Japan and suppliers of such goods and services, does not cover procurement by entities listed in Annex 3 that are responsible for the generation or distribution of electricity, including the commitment with respect to financing provided by the Rural Utilities Service of power generation projects described in Note 1 to Annex 3.
9. This Agreement does not cover procurement of transportation services that form a part of, or are incidental to, a procurement contract.

APPENDICE II

MÉDIA ÉLECTRONIQUE OU PAPIER UTILISÉ PAR LES PARTIES POUR LA
PUBLICATION DES LOIS, RÉGLEMENTATIONS, DÉCISIONS JUDICIAIRES,
DÉCISIONS ADMINISTRATIVES D'APPLICATION GÉNÉRALE, CLAUSES
CONTRACTUELLES TYPES ET DES PROCÉDURES CONCERNANT
LES MARCHÉS PUBLICS COUVERTS PAR LE PRÉSENT ACCORD
CONFORMÉMENT À L'ARTICLE VI

[À COMMUNIQUER PAR CHAQUE PARTIE AU MOMENT DU DÉPÔT
DE SON INSTRUMENT D'ACCEPTATION OU AVANT CE DÉPÔT]

APPENDICE III

MÉDIA ÉLECTRONIQUE OU PAPIER UTILISÉ PAR LES PARTIES
POUR LA PUBLICATION DES AVIS REQUIS AUX
ARTICLES VII, IX:7 ET XVI:2 CONFORMÉMENT
À L'ARTICLE VI

[À COMMUNIQUER PAR CHAQUE PARTIE AU MOMENT DU DÉPÔT
DE SON INSTRUMENT D'ACCEPTATION OU AVANT CE DÉPÔT]

APPENDICE IV

ADRESSE DU OU DES SITE(S) WEB SUR LE(S)QUEL(S) LES PARTIES PUBLIENT
DES STATISTIQUES SUR LES MARCHÉS CONFORMÉMENT A L'ARTICLE XVI:5
ET DES AVIS CONCERNANT LES MARCHÉS ADJUGÉS
CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XVI:6

[À COMMUNIQUER PAR CHAQUE PARTIE AU MOMENT DU DÉPÔT
DE SON INSTRUMENT D'ACCEPTATION OU AVANT CE DÉPÔT]

APPENDICE 2

ANNEXE A

**DÉCISION DU COMITÉ DES MARCHÉS PUBLICS SUR LES
PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION
AU TITRE DES ARTICLES XIX ET XXII
DE L'ACCORD**

Décision du 30 mai 2012

Le Comité des marchés publics,

Considérant l'importance de la transparence des lois et réglementations en rapport avec le présent accord, y compris les modifications qui leur sont apportées, comme l'exige l'article XXII:5 de l'Accord,

Considérant également l'importance du maintien de listes précises des entités couvertes par les annexes de l'Appendice I de l'Accord concernant les Parties, conformément à l'article XIX de l'Accord,

Reconnaissant la difficulté pour les Parties de notifier en temps voulu au Comité les modifications apportées à leurs lois et réglementations en rapport avec l'Accord, comme l'exige l'article XXII:5 de l'Accord, et les rectifications projetées des annexes de l'Appendice I les concernant, comme l'exige l'article XIX:1 de l'Accord,

Considérant que les dispositions de l'article XIX de l'Accord établissent une distinction entre les notifications de rectifications projetées qui ne modifient pas le champ d'application mutuellement convenu de l'Accord et les autres types de modifications projetées des Annexes de l'Appendice I,

Reconnaissant que les changements technologiques ont permis à de nombreuses Parties d'utiliser des moyens électroniques pour communiquer des renseignements sur leur régime de passation des marchés publics et pour notifier aux Parties les modifications apportées à ce régime,

Décide ce qui suit:

Notifications annuelles des notifications apportées aux lois et réglementations

1. Lorsqu'une Partie dispose de médias électroniques officiellement désignés qui fournissent des liens vers ses lois et réglementations actuelles en rapport avec le présent accord et que ses lois et réglementations sont disponibles dans l'une des langues officielles de l'OMC, et que ces médias sont mentionnés à l'Appendice II, la Partie pourra se conformer à la prescription de l'article XXII:5 en notifiant toute modification au Comité à la fin de chaque année, à moins qu'il ne s'agisse de modifications de fond, c'est-à-dire qui peuvent modifier les obligations de la Partie au titre de l'Accord; dans ces cas, une notification sera présentée immédiatement.
2. Les Parties auront la possibilité d'examiner la notification annuelle présentée par une Partie au cours de la première réunion informelle du Comité de l'année suivante.

Rectifications projetées des Annexes de l'Appendice I concernant une Partie

3. Seront considérées comme des rectifications au titre de l'article XIX de l'Accord les modifications suivantes apportées aux Annexes de l'Appendice I concernant une Partie:

- a) une modification du nom d'une entité;
- b) la fusion de deux entités ou plus mentionnées dans une Annexe; et
- c) séparation d'une entité mentionnée dans une Annexe en deux ou plusieurs entités qui sont toutes ajoutées aux entités mentionnées dans la même annexe.

4. Dans le cas de rectifications projetées des annexes de l'Appendice I concernant une Partie visés au paragraphe 3, la Partie présentera une notification au Comité tous les deux ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord existant (1994).

5. Une Partie pourra notifier au Comité une objection concernant une rectification projetée dans un délai de 45 jours à compter de la date de distribution de la notification aux Parties. Conformément à l'article XIX:2, lorsqu'une Partie formulera une objection, elle en indiquera les motifs, y compris les raisons pour lesquelles elle estime que la rectification projetée affecterait le champ d'application mutuellement convenu de l'Accord et, par conséquent, que la rectification projetée ne relève pas du paragraphe 3. En l'absence d'objection écrite, les rectifications projetées prendront effet 45 jours après la distribution de la notification, conformément aux dispositions de l'article XIX:5 a).

6. Dans les quatre années suivant l'adoption de la présente décision, les Parties examineront son fonctionnement et son efficacité, et procéderont aux ajustements nécessaires.

ANNEXE B

DÉCISION DU COMITÉ DES MARCHÉS PUBLICS SUR L'ADOPTION DE PROGRAMMES DE TRAVAIL

Décision du 30 mars 2012

Le Comité des marchés publics,

Notant que, conformément à l'article XXII:8 b), le Comité pourra adopter une décision indiquant les programmes de travail additionnels qu'il entreprendra pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord et les négociations prévues à l'article XXII:7 de l'Accord,

Décide ce qui suit:

1. Les programmes de travail suivants sont ajoutés à la liste des programmes de travail pour lesquels le Comité engagera des travaux futurs:
 - a) examen de l'utilisation, de la transparence et des cadres juridiques des partenariats public-privé, et de leur relation avec les marchés couverts;
 - b) avantages et inconvénients de l'élaboration d'une nomenclature commune pour les marchandises et les services; et
 - c) avantages et inconvénients de l'élaboration d'avis normalisés.
2. Le Comité définira à une date ultérieure la portée et le calendrier de chacun de ces programmes de travail.
3. Le Comité réexaminera périodiquement cette liste de programmes et apportera les ajustements appropriés.

ANNEXE C

DÉCISION DU COMITÉ DES MARCHÉS PUBLICS SUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LES PME

Décision du 30 mars 2012

Le Comité des marchés publics,

Notant que l'article XXII:8 a) de l'Accord sur les marchés publics (l'Accord) dispose que les Parties adopteront et examineront périodiquement un programme de travail, y compris un programme de travail sur les petites et moyennes entreprises (PME),

Reconnaissant qu'il est important de faciliter la participation des PME aux marchés publics, et

Reconnaissant que les Parties sont convenues, à l'article XXII:6, de s'efforcer d'éviter d'adopter ou de maintenir des mesures discriminatoires qui faussent les procédures ouvertes de passation des marchés,

Adopte le programme de travail ci-après concernant les PME:

1. **Lancement d'un programme de travail sur les PME:** À sa première réunion après l'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord (1994) existant, le Comité lancera un programme de travail sur les PME. Il examinera les mesures et les politiques concernant les PME auxquelles les Parties ont recours pour aider, promouvoir, encourager ou faciliter la participation des PME aux marchés publics, et établira un rapport sur les résultats de cet examen.

2. **Prévention des mesures discriminatoires à l'encontre des PME:** Les Parties éviteront d'adopter des mesures discriminatoires qui favorisent uniquement les PME nationales et dissuaderont les Parties accédantes d'adopter de telles mesures et politiques.

3. **Programme de transparence et enquête sur les PME**

3.1 **Programme de transparence**

À l'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord (1994) existant, les Parties qui maintiennent, dans l'Appendice I les concernant, des dispositions spécifiques relatives aux PME, y compris les marchés réservés, notifieront au Comité les mesures et les politiques de ce type. La notification devrait contenir une description détaillée des mesures et des politiques et indiquer leur cadre juridique pertinent, leur fonctionnement et la valeur des marchés auxquels elles s'appliquent. En outre, ces Parties notifieront au Comité toute modification substantielle desdites mesures et politiques, conformément à l'article XXII:5 de l'Accord.

3.2 **Enquête sur les PME**

- a) Le Comité demandera aux Parties des renseignements au moyen d'un questionnaire sur les mesures et les politiques auxquelles elles ont recours pour aider, promouvoir, encourager ou faciliter la participation des PME aux marchés publics. Le questionnaire devrait demander à chaque Partie les renseignements suivants:

- i) description des mesures et des politiques auxquelles la Partie a recours, y compris leurs objectifs économiques, sociaux et autres et la manière dont elles sont administrées;
 - ii) définition que la Partie donne des PME;
 - iii) mesure dans laquelle la Partie dispose d'organismes ou d'institutions spécialisés pour aider les PME dans le domaine des marchés publics;
 - iv) niveau de participation des PME aux marchés publics, à la fois du point de vue de la valeur et du nombre des marchés adjugés aux PME;
 - v) description des mesures et des politiques de sous-traitance aux PME, y compris les objectifs, les garanties et les incitations en matière de sous-traitance;
 - vi) facilitation de la participation des PME à la présentation de soumissions conjointes (avec d'autres fournisseurs, grands ou petits);
 - vii) mesures et politiques visant à donner aux PME la possibilité de participer aux marchés publics (par exemple, amélioration de la transparence et de l'accès des PME aux renseignements sur les marchés publics; simplification des conditions de participation aux appels d'offres; réduction de la taille des marchés; et paiement ponctuel des marchandises et des services fournis); et
 - viii) utilisation des mesures et des politiques concernant les marchés publics pour stimuler l'innovation dans les PME.
- b) Compilation des réponses à l'enquête du Secrétariat de l'OMC sur les PME: le Secrétariat de l'OMC fixera une date limite pour la transmission au Secrétariat des réponses au questionnaire de toutes les Parties. Après réception des réponses, le Secrétariat en établira une compilation et distribuera aux Parties les réponses et la compilation. Le Secrétariat inclura une liste des Parties n'ayant pas répondu.
 - c) Échanges entre les Parties sur les réponses au questionnaire sur les PME: Sur la base du document établi par le Secrétariat de l'OMC, le Comité fixera un délai pour l'échange de questions, la demande de renseignements complémentaires et la formulation d'observations sur les réponses des autres Parties.

4. Évaluation des résultats de l'enquête sur les PME et mise en œuvre de ses conclusions

4.1 Évaluation des résultats de l'enquête sur les PME

Le Comité identifiera les mesures et les politiques qu'il considère comme étant les meilleures pratiques pour promouvoir et faciliter la participation des PME des Parties aux marchés publics et établir un rapport indiquant les meilleures pratiques en la matière et contenant une liste des autres mesures.

4.2 Mise en œuvre des conclusions de l'enquête sur les PME

- a) Les Parties encourageront l'adoption des meilleures pratiques identifiées lors de l'évaluation des résultats de l'enquête pour encourager et faciliter la participation de leurs PME aux marchés publics.

- b) En ce qui concerne les autres mesures, le Comité encouragera les Parties qui maintiennent de telles mesures à les réexaminer en vue de les éliminer ou de les appliquer aux PME des autres Parties. Ces Parties informeront le Comité des conclusions du réexamen.
- c) Les Parties qui maintiennent d'autres mesures indiqueront la valeur du marché auquel elles s'appliquent dans les statistiques qu'elles communiqueront au Comité conformément à l'article XVI:4 de l'Accord.
- d) Les Parties pourront demander que ces autres mesures soient incluses dans les négociations futures au titre de l'article XXII:7 de l'Accord, et ces demandes seront considérées favorablement par les Parties qui maintiennent lesdites mesures.

5. Examen

Deux ans après l'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord (1994) existant, le Comité examinera l'effet des meilleures pratiques sur l'accroissement de la participation des PME des Parties aux marchés publics, et examinera si d'autres pratiques accroîtraient davantage la participation des PME. Il pourra également examiner l'effet d'autres mesures sur la participation des PME des autres Parties aux marchés publics des Parties qui maintiennent lesdites mesures.

ANNEXE D

DÉCISION DU COMITÉ DES MARCHÉS PUBLICS SUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL SUR L'ÉTABLISSEMENT ET LA COMMUNICATION DE DONNÉES STATISTIQUES

Décision du 30 mars 2012

Le Comité des marchés publics,

Notant que l'article XXII:8 a) de l'Accord sur les marchés publics (l'Accord) dispose que les Parties adopteront et examineront périodiquement un programme de travail, y compris un programme de travail sur l'établissement et la communication de données statistiques,

Considérant l'importance de l'établissement et de la communication de données statistiques, exigés par l'article XVI:4 de l'Accord sur les marchés publics (l'Accord), pour assurer la transparence des marchés couverts par l'Accord,

Considérant que des données statistiques indiquant dans quelle mesure les Parties achètent des marchandises et des services auprès des autres Parties à l'Accord pourraient être un outil important pour encourager les autres Membres de l'OMC à accéder à l'Accord,

Reconnaissant les difficultés générales rencontrées par les Parties à l'Accord pour établir des données dans le domaine des marchés publics et, en particulier, pour déterminer le pays d'origine des marchandises et services qu'ils achètent dans le cadre de l'Accord, et

Reconnaissant que les Parties utilisent différentes méthodes d'établissement de statistiques pour se conformer aux prescriptions en matière de communication de l'article XVI:4 de l'Accord, et qu'elles peuvent utiliser des méthodes différentes pour établir des données pour les entités du gouvernement central et pour les entités des gouvernements sous-centraux,

Adopte le programme de travail ci-après concernant l'établissement et la communication de données statistiques:

1. **Lancement du programme de travail sur l'établissement et la communication de données statistiques:** À sa première réunion après l'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord (1994) existant, le Comité lancera un programme de travail sur l'établissement et la communication de données statistiques. Il examinera les méthodes d'établissement et de communication des données statistiques des Parties, étudiera la possibilité de les harmoniser, et établira un rapport sur les résultats.

2. **Présentation de données par les Parties:** Le Comité conviendra d'une date à laquelle chaque Partie devra lui avoir communiqué les renseignements suivants concernant les données statistiques sur les marchés couverts par l'Accord:

- a) description de la méthode qu'elle utilise pour établir, évaluer et communiquer des données statistiques, pour les marchés d'une valeur supérieure et inférieure aux valeurs de seuil fixées par l'Accord et pour les marchés décrits au paragraphe 4.2 c) du Programme de travail pour les PME, indiquant si les données sur les marchés couverts par l'Accord sont basées sur la valeur totale des marchés adjugés ou sur les dépenses totales pour les marchés passés pendant une période donnée;

- b) renseignements sur le point de savoir si les données statistiques qu'elle établit indiquent le pays d'origine des marchandises ou des services achetés et, dans l'affirmative, de quelle façon elle détermine ou estime le pays d'origine et quels sont les obstacles techniques rencontrés dans l'établissement de données sur l'origine;
- c) explication des classifications utilisées dans les rapports statistiques; et
- d) description des sources de données.

3. **Compilation des communications:** Le Secrétariat établira une compilation des communications et distribuera aux Parties les communications et la compilation. Le Secrétariat inclura une liste des Parties n'ayant pas présenté de communications.

4. **Recommandations:** Le Comité examinera les communications des Parties et fera des recommandations sur:

- a) le point de savoir si les Parties devraient adopter une méthode commune pour l'établissement de statistiques;
- b) le point de savoir si les Parties peuvent normaliser les classifications des données statistiques communiquées au Comité;
- c) les moyens de faciliter l'établissement de données sur le pays d'origine des marchandises et services couverts par l'Accord; et
- d) d'autres questions techniques concernant la communication de données sur les marchés publics soulevées par les Parties.

5. Le Comité élaborera, selon qu'il sera approprié, des recommandations concernant:

- a) l'harmonisation potentielle de la communication de statistiques en vue d'inclure des statistiques sur les marchés publics dans les rapports annuels de l'OMC;
- b) la fourniture par le Secrétariat d'une assistance technique concernant la communication de statistiques aux Membres de l'OMC qui sont en cours d'accession à l'Accord; et
- c) la manière de faire en sorte que les Membres de l'OMC qui sont en train d'accéder à l'Accord disposent des moyens appropriés pour se conformer aux prescriptions relatives à l'établissement et à la communication de données statistiques.

6. **Analyse des données:** Le Comité étudiera de quelle manière les données statistiques présentées au Secrétariat chaque année par les Parties peuvent être utilisées pour procéder à d'autres analyses afin de faire mieux comprendre l'importance économique de l'Accord, notamment l'incidence des valeurs de seuil sur le fonctionnement de l'Accord.

ANNEXE E

DÉCISION DU COMITÉ DES MARCHÉS PUBLICS SUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LES MARCHÉS PUBLICS DURABLES

Décision du 30 mars 2012

Le Comité des marchés publics,

Notant que l'article XXII:8 a) de l'Accord sur les marchés publics (L'Accord) dispose que les Parties adopteront et examineront périodiquement un programme de travail, y compris un programme de travail sur les marchés publics durables,

Reconnaissant que plusieurs Parties ont élaboré des politiques nationales et infranationales en matière de marchés durables,

Affirmant qu'il est important de veiller à ce que tous les marchés soient passés conformément aux principes de non-discrimination et de transparence énoncés dans l'Accord,

Adopte un programme de travail relatif aux marchés publics durables:

1. **Lancement du programme de travail sur les marchés publics durables:** À sa première réunion après l'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord (1994) existant, le Comité lancera un programme de travail sur les marchés publics durables.

2. Le programme de travail portera, entre autres, sur les questions suivantes:

- a) objectifs de la passation de marchés publics durables;
- b) manière dont le concept de marché public durable est intégré dans les politiques nationales et infranationales en matière de passation des marchés;
- c) manière dont la pratique de la passation de marchés publics durables peut être compatible avec le principe de l'optimisation des ressources; et
- d) manière dont la pratique de passation de marchés publics durables peut être compatible avec les obligations commerciales internationales des Parties.

3. Le Comité identifiera les mesures et les politiques qu'il considère comme une pratique de la passation de marchés publics durables compatible avec le principe de l'optimisation des ressources et avec les obligations commerciales internationales des Parties, et il établira un rapport indiquant les mesures et les politiques constituant les meilleures pratiques.

ANNEXE F

DÉCISION DU COMITÉ DES MARCHÉS PUBLICS SUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LES EXCLUSIONS ET RESTRICTIONS ÉNONCÉES DANS LES ANNEXES CONCERNANT LES PARTIES

Décision du 30 mars 2012

Le Comité des marchés publics,

Notant que l'article XXII:8 a) de l'Accord sur les marchés publics (l'Accord) dispose que les Parties adopteront et examineront périodiquement un programme de travail, y compris un programme de travail sur les exclusions et restrictions énoncées dans les annexes concernant les Parties,

Reconnaissant que les Parties ont indiqué des exclusions et des restrictions dans les annexes de l'Appendice I de l'Accord les concernant (exclusions et restrictions),

Reconnaissant qu'il importe que les mesures relatives aux marchés publics soient transparentes, et

Considérant qu'il importe de réduire et d'éliminer progressivement les exclusions et les restrictions dans le cadre des négociations futures prévues à l'article XXII:7 de l'Accord,

Adopte le programme de travail ci-après relatif aux exclusions et restrictions énoncées dans les annexes concernant les Parties:

1. **Lancement du programme de travail sur les exclusions et restrictions:** À sa première réunion après l'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord (1994) existant, le Comité lancera un programme de travail sur les exclusions et restrictions énoncées dans les annexes concernant les Parties dont les objectifs seront:

- a) d'accroître la transparence pour ce qui est de la portée et de l'effet des exclusions et restrictions spécifiées dans les annexes de l'Appendice I de l'Accord concernant les Parties; et
- b) de donner des renseignements sur les exclusions et restrictions pour faciliter les négociations prévues à l'article XXII:7 de l'Accord.

2. **Programme de transparence:** Chaque Partie communiquera au Comité, dans les six mois suivant le lancement du programme de travail, une liste:

- a) des exclusions par pays qu'elle maintient dans les annexes de l'Appendice I de l'Accord la concernant; et
- b) des autres exclusions ou restrictions spécifiées dans les annexes de l'Appendice I de l'Accord la concernant qui relèvent de l'article II:2 e) de l'Accord, à l'exception des exclusions ou restrictions examinées dans le cadre du programme de travail sur les PME ou des cas où une Partie a pris l'engagement d'éliminer progressivement une exclusion ou une restriction énoncée dans une annexe de l'Appendice I de l'Accord.

3. **Compilation des communications:** Le Secrétariat établira une compilation des communications et distribuera aux Parties les communications et la compilation. Le Secrétariat inclura une liste des Parties n'ayant pas présenté de communications.
4. **Demandes de renseignements additionnels:** Toute Partie pourra demander périodiquement des renseignements additionnels concernant toute exclusion ou restriction relevant du paragraphe 2 a) et b), y compris les mesures visées par toute exclusion ou restriction, leur cadre juridique, les politiques et pratiques de mise en œuvre et la valeur du marché soumis à ces mesures. La Partie qui recevra une telle demande fournira les renseignements demandés dans les moindres délais.
5. **Compilation des renseignements additionnels:** Le Secrétariat établira une compilation des renseignements additionnels concernant toute Partie et la distribuera aux Parties.
6. **Examen par le Comité:** À la réunion annuelle prévue à l'article XXI:3 a) de l'Accord, le Comité examinera les renseignements communiqués par les Parties en vue de déterminer:
 - a) s'ils assurent le plus haut degré de transparence possible pour ce qui est des exclusions et restrictions spécifiées dans les annexes de l'Appendice I de l'Accord concernant les Parties; et
 - b) s'ils constituent des renseignements satisfaisants pour faciliter les négociations prévues à l'article XXII:7 de l'Accord.
7. **Nouvelle Partie accédant à l'Accord:** Une nouvelle Partie qui accède à l'Accord communiquera au Comité la liste visée au paragraphe 2 dans les six mois suivant son accession.

ANNEXE G

DÉCISION DU COMITÉ DES MARCHÉS PUBLICS SUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LES NORMES DE SÉCURITÉ DANS LES MARCHÉS PUBLICS INTERNATIONAUX

Décision du 30 mars 2012

Le Comité des marchés publics,

Notant que l'article XXII:8 a) de l'Accord sur les marchés publics (l'Accord) dispose que les Parties adopteront et examineront périodiquement un programme de travail, y compris un programme de travail sur les normes de sécurité dans les marchés publics internationaux,

Notant que l'article X:1 de l'Accord dispose que les entités contractantes "n'établir[ont], n'adopter[ont] ni n'appliquer[ont] de spécifications techniques [...] ayant pour but ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international",

Notant que l'article III:2 a) de l'Accord n'empêche pas les Parties d'imposer ou de faire appliquer des mesures nécessaires à la protection de la sécurité publique, à condition que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifié, soit une restriction déguisée au commerce international,

Reconnaissant la nécessité d'une approche équilibrée entre la sécurité publique et les obstacles non nécessaires au commerce international,

Reconnaissant que des pratiques divergentes entre les Parties en matière de sécurité publique peuvent avoir un effet défavorable sur le fonctionnement de l'Accord,

Adopte le programme de travail ci-après concernant les normes de sécurité:

1. **Lancement du programme de travail sur les normes de sécurité dans les marchés publics internationaux:** À sa première réunion après l'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord (1994) existant, le Comité lancera un programme de travail sur les normes de sécurité dans les marchés publics internationaux.

2. Le programme de travail portera, entre autres, sur les points suivants en vue du partage des meilleures pratiques s'y rapportant:

- a) manière dont les préoccupations en matière de sécurité publique sont traitées dans la législation, la réglementation et les pratiques des Parties, et dans les lignes directrices pour la mise en œuvre de l'Accord par les entités contractantes;
- b) relation entre les dispositions de l'article X relatives aux spécifications techniques et la protection de la sécurité publique prévue à l'article III de l'Accord et dans les annexes de l'Appendice I concernant les Parties;
- c) meilleures pratiques pouvant être adoptées pour protéger la sécurité publique à la lumière des dispositions de l'article X concernant les spécifications techniques et la documentation relative à l'appel d'offres.

3. Le Comité définira la portée et le calendrier de l'examen de chaque question identifiée au paragraphe 2. Le Comité établira un rapport qui résumera les résultats de l'examen de ces questions et indiquera les meilleures pratiques identifiées au paragraphe 2 c).
-

NOTE EXPLICATIVE

CONCERNANT

LE PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT

DE L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS

DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Le Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics, dont le texte est annexé à la présente note explicative, a été adopté par le Comité des marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 30 mars 2012. Ce Protocole entrera en vigueur trente jours après que 2/3 des Parties l'aient ratifié.

LE CONTEXTE

L'Accord sur les marchés publics de 1994 (AMP 1994) est un accord plurilatéral où une Partie détermine le degré d'ouverture de ses marchés publics qu'elle accorde à chacune des autres Parties. Les accords plurilatéraux ne s'appliquent qu'aux membres de l'OMC qui choisissent d'y adhérer et de prendre des engagements contraignants. Ainsi, il ne s'applique actuellement qu'à 15 Parties qui englobent 43 membres de l'OMC, dont le Canada, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne (qui compte 28 pays membres). L'AMP 1994 consacre les principes de non-discrimination, de concurrence et de transparence en matière de marchés publics.

Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1996. Dès son entrée en vigueur, des négociations ont été amorcées dans le but : d'adapter l'AMP 1994 à l'évolution des technologies de l'information et des nouvelles méthodes de passation des marchés; d'étendre sa portée; et d'éliminer les mesures discriminatoires subsistantes. Ces négociations se sont conclues le 15 décembre 2011. Le Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics, qui est le résultat de cette négociation, a officiellement été adopté par les Parties le 30 mars 2012.

Il est important de noter que l'offre canadienne à l'AMP révisé s'inscrit dans le prolongement des engagements contractés dans le cadre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière de marchés publics, de février 2010. Dans le cadre de cet accord, les provinces canadiennes avaient pris des engagements en termes de marchés publics à l'égard des États-Unis et s'étaient engagées à prendre les mêmes engagements envers les autres Parties de l'AMP dans le cadre des négociations entourant sa révision. Ainsi, l'offre du Québec, aujourd'hui jointe à celle du Canada dans l'AMP révisé, est identique à celle qui a été faite aux États-Unis d'Amérique en vertu de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière de marchés publics.

UN ENGAGEMENT INTERNATIONAL IMPORTANT

En vertu de l'article 22.2 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1), tout engagement international important doit faire l'objet d'un dépôt à l'Assemblée nationale, par le ministre, au moment qu'il juge opportun. Il est de l'avis du ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur que le Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics doit faire l'objet d'un tel dépôt, puisqu'il s'agit d'un accord qui concerne le commerce international qui, de ce fait, constitue un engagement international important.

Pour que le Québec puisse se déclarer lié par le Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics et le mettre en œuvre, l'Assemblée nationale doit préalablement approuver cet engagement international important. Le gouvernement pourra, par la suite, adopter un décret pour se déclarer lié par ce Protocole en vertu de l'article 22.1 de la Loi sur le ministère des Relations internationales et pourra rendre la Loi concernant la mise en œuvre des accords de commerce international applicable à ce Protocole.

LA NÉGOCIATION

Le Québec n'a pas participé directement aux négociations, mais a participé activement à l'élaboration de l'offre canadienne, a été régulièrement informé de l'avancement des négociations et a été consulté par le gouvernement fédéral par le comité fédéral-provincial-territorial du C-Commerce.

Après analyse favorable et conformément aux dispositions de la Loi sur le ministère des Relations internationales, la ministre des Relations internationales a transmis, le 29 février 2012, son agrément à la signature, par le Canada, du Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics.

L'objectif affiché par l'ensemble des Parties à l'AMP 1994 est que le Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics entre en vigueur d'ici la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC, qui aura lieu du 3 au 6 décembre 2013.

LE CONTENU

Le Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics comprend un texte énonçant les règles et disciplines et quatre appendices contenant les offres des Parties quant aux marchés publics assujettis ainsi que certains renseignements de nature technique.

LE TEXTE DE L'AMP RÉVISÉ

L'AMP révisé s'applique aux mesures touchant l'acquisition, par les pouvoirs publics, de biens et de services dont la valeur atteint ou dépasse les seuils d'application prévus par l'accord.

L'AMP révisé impose les principes de non-discrimination, de transparence et d'impartialité dans l'octroi de contrats publics. Les opérations de compensation à l'égard des fournisseurs (par exemple, d'exiger du contenu local) y sont par ailleurs interdites.

L'AMP révisé limite les conditions de participation qu'une Partie peut imposer à celles qui sont indispensables pour s'assurer qu'un fournisseur a les capacités juridiques et financières et les compétences commerciales et techniques pour se charger d'un marché public donné. Il encadre aussi les processus de qualification des fournisseurs afin de garantir leur ouverture et leur transparence tout en permettant aux Parties d'avoir recours à des listes de qualification.

L'AMP révisé interdit aux Parties d'appliquer des spécifications techniques créant des obstacles non nécessaires au commerce international et énonce des obligations quant à la documentation qui doit être mise à la disposition des fournisseurs relativement aux appels d'offres, laquelle doit notamment faire part des critères d'évaluation qui seront utilisés.

De façon similaire à ce que l'on retrouve dans d'autres accords de libéralisation des marchés publics, l'AMP révisé permet le recours à des processus de passation des marchés plus restreints que l'appel d'offres public. Ces processus particuliers ne sont permis que dans certains cas. Par exemple, lorsqu'aucune soumission n'a été présentée à la suite d'un appel d'offres public, que seul un fournisseur particulier peut fournir le bien ou le service (œuvre d'art, droit de propriété intellectuelle, raison technique spécifique) ou bien que le marché doit être adjugé au lauréat d'un concours.

Relativement au traitement des soumissions et à l'adjudication des contrats, l'AMP révisé établit un processus détaillé, destiné à garantir l'égalité et l'équité entre les soumissionnaires. L'attribution d'un marché se fait suivant la détermination de la soumission la plus avantageuse ou, dans les cas où le prix est le seul critère, du meilleur prix.

Les Parties à l'AMP révisé ont en outre l'obligation d'offrir une procédure de recours administratif ou judiciaire aux fournisseurs souhaitant déposer un recours pour violation de cet accord ou des mesures prises pour le mettre en œuvre. Cette procédure doit pouvoir être utilisée en temps opportun, être efficace, transparente et non discriminatoire. En ce qui concerne les différends que les Parties pourraient avoir entre elles, ceux-ci peuvent être résolus par le recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

À noter que des exceptions générales à l'accord sont prévues, notamment au titre de la sécurité et de la défense nationales, de la sécurité publique, de la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou nécessaires à la protection de la propriété intellectuelle.

LES APPENDICES DE L'AMP RÉVISÉ

L'appendice I contient les offres finales de chacune des Parties. Ces offres sont divisées en sept annexes :

- Annexe 1 – Entités du gouvernement central couvertes par l'accord;
- Annexe 2 – Entités des gouvernements sous-centraux couvertes par l'accord;
- Annexe 3 – Toute autre entité couverte;
- Annexe 4 – Marchandises couvertes;
- Annexe 5 – Services couverts;
- Annexe 6 – Services de construction couverts;
- Annexe 7 – Notes générales.

L'offre québécoise, qui se retrouve à l'annexe 2 de l'offre du Canada, assujettit uniquement les ministères et organismes budgétaires. Les seuils à partir desquels les fournisseurs des autres Parties auront accès aux marchés publics de ces entités sont de 355 000 DTS (Droits de tirages spéciaux), soit approximativement 560 300 dollars canadiens, pour les acquisitions de biens et de services, et de 5 millions de DTS, soit approximativement 7,8 millions de dollars canadiens, pour les marchés de travaux de construction.

L'offre du Québec, au même titre que celles des autres provinces, ne comprend pas les marchés publics des municipalités ni ceux des réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation. De plus, elle établit plusieurs exceptions importantes, dont des restrictions ou préférences concernant les projets routiers, l'acquisition de matériel de transport urbain, la construction navale ainsi que l'exclusion des services d'ingénieurs ou d'architectes et des services financiers.

Tout en étant comparable à celles des autres provinces, l'offre du Québec est aussi assortie d'exceptions concernant notamment l'acier de construction, les marchés avec des organismes sans but lucratif ainsi que les mesures relatives à la culture et aux industries culturelles.

Les offres des autres Parties à l'AMP révisé sont sensiblement équivalentes à l'offre canadienne, le principe de la réciprocité étant au cœur des engagements pris par les Parties à l'AMP.

Aux appendices II, III et IV, les Parties fournissent diverses indications, notamment quant aux médias électroniques ou papiers qu'elles utiliseront pour la publication des lois, réglementations, décisions judiciaires et administratives et divers avis de marché concernant les marchés publics couverts par l'accord.

LES EFFETS

Selon les estimations de l'OMC, la valeur totale des nouveaux marchés publics qui seront assujettis à l'AMP révisé se situe entre 80 et 100 G\$. Rappelons que la valeur totale des engagements déjà existants en matière d'accès aux marchés publics à l'AMP avait été estimée à 1 600 milliards de dollars US en 2008.

Pour le Québec, étant donné que seuls les ministères et organismes budgétaires sont visés, la valeur des marchés publics assujettis s'élève à 2,2 G\$ (selon des données de 2011-2012), soit environ 8 % de la valeur totale de ses marchés publics.

En contrepartie de son offre à l'AMP révisé, le Québec obtient l'accès, pour ses fournisseurs, aux marchés infranationaux des autres Parties, et ce, à l'égard d'un large éventail de biens et de services.

Grâce à la réciprocité des offres entre le Canada et les autres Parties de l'AMP, les entreprises québécoises ne seront donc plus désavantagées par rapport à leurs concurrentes américaines et européennes sur les marchés publics infranationaux des autres Parties.

